

GROUPE VALAISAN DE SCIENCES HUMAINES

V

**LE VALAIS  
ET  
LES ÉTRANGERS  
XIX<sup>e</sup> - XX<sup>e</sup>**



Société et culture du Valais contemporain  
1992



Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010232158





**Le Valais et les étrangers**  
**XIX<sup>e</sup> - XX<sup>e</sup>**



GROUPE VALAISAN DE SCIENCES HUMAINES

Travaux et recherches 1992

SOCIÉTÉ ET CULTURE DU VALAIS CONTEMPORAIN

V

**LE VALAIS  
ET  
LES ÉTRANGERS  
XIX<sup>e</sup> - XX<sup>e</sup>**



92/5340

Le Groupe valaisan de sciences humaines remercie tous ceux qui ont souscrit à cet ouvrage.

Il exprime une reconnaissance particulière pour leur appui financier

- à la Banque Cantonale du Valais,
- au Département de l'Instruction publique de l'Etat du Valais,
- à la Société Académique du Valais,
- à la Délégation valaisanne de la Loterie Romande.

Copyright by Groupe valaisan de sciences humaines - Sion 1992

## **GROUPE VALAISAN DE SCIENCES HUMAINES**

### **Bureau exécutif**

Président: Gérald Arlettaz, D<sup>r</sup> ès lettres, archiviste, Avry-sur-Matran  
Secrétaire: Jean-Henry Papilloud, lic. lettres, archiviste, Sion  
Myriam Evéquoiz-Dayen, lic. lettres, professeur, Conthey  
Maria-Pia Tschopp, lic. lettres, professeur, Montana

### **Membres**

Albert Arlettaz, lic. sc. éc. et soc., directeur d'école, Vouvry  
Silvia Arlettaz, lic. lettres, historienne, Avry-sur-Matran  
Géo Bétrisey, lic. HSG, économiste, Saint-Léonard  
Alain Clavien, lic. sc. pol., historien, Lausanne  
Gerda Fellay, lic. psycho., psychologue, Lausanne  
Patrice Frass, lic. lettres, professeur, Montreux  
Gérard Joris, lic. lettres, journaliste, Nendaz  
Marie-Angèle Lovis, lic. sc. éc. et soc., professeur, Porrentruy  
Marie Claude Morand, lic. lettres, historienne de l'art, Lausanne  
Marc Perrenoud, lic. lettres, historien, Neuchâtel  
Michel Rey, D<sup>r</sup> ès lettres, professeur, Sion  
Eloi Rossier, lic. lettres, professeur, Le Châble  
Elisabeth Roux, lic. lettres, professeur, Grimisuat

### **Membres correspondants**

Georges Andrey, D<sup>r</sup> ès lettres, historien, Fribourg  
François Noirjean, lic. lettres, archiviste, Porrentruy

Adresse du Groupe valaisan de sciences humaines:

Secrétariat, avenue de Tourbillon 47, 1950 Sion  
C.C.P. 19-8858-0



## Préface

L'histoire de l'immigration et des étrangers est longtemps apparue comme un champ de recherche insignifiant pour des sociétés centrées sur leurs valeurs originelles. Ce «non-lieu de la mémoire», pour reprendre l'expression de l'historien français Gérard Noiriel, contribue à renforcer l'idée que l'immigration et ses ondes de choc constituent un phénomène nouveau de société. Cherchant à dissiper cette illusion, le Groupe valaisan de sciences humaines publie un ouvrage fondé sur des recherches qui inscrivent la présence et l'influence étrangères dans l'histoire valaisanne et suisse de ces deux derniers siècles.

L'histoire de la relation entre la société valaisanne et ses étrangers soulève un ensemble de problèmes liés à l'intégration d'un espace. Il s'agit d'un processus à la fois civil et politique, économique et social, culturel et mental. Qui donc est étranger en Valais? En 1800, la réponse n'est évidemment pas la même qu'aujourd'hui. Elle dépend des institutions, donc de la loi; des besoins matériels, donc de l'économie; de la représentation individuelle et collective, donc de la culture.

Les auteurs n'ont pas abordé tous les aspects de ce vaste ensemble de questions en mouvement. Ils ont centré leurs efforts sur deux axes de recherche. Les trois premiers articles présentent et analysent l'immigration et l'intégration des étrangers dans la société valaisanne. Les trois autres contributions appréhendent le rôle actif et passif des «étrangers» dans une production artistique et littéraire à vocation identitaire.

L'étude des pratiques législatives et administratives permet à Jean-Henry Papilloud de cerner l'évolution du concept juridique d'étranger dans le Valais du XIX<sup>e</sup> siècle en marche vers l'institutionnalisation du canton. Se fondant sur une analyse socio-politique, Gérald et Silvia Arlettaz montrent comment les immigrants de la première moitié du siècle participent à la construction du Valais et comment les Valaisans réagissent à l'insertion des populations «étrangères» dans leur espace. L'impact de la

main-d'œuvre étrangère sur l'économie cantonale après 1945 est mesuré par Myriam Evéquoz-Dayen qui expose les composantes socio-démographiques de la vague migratoire ainsi que l'attitude des autorités et de l'opinion face aux immigrants.

Marie Claude Morand met en évidence le caractère artificialiste et évolutif de la notion d'identité valaisanne. Sa démonstration repose sur l'étude du rôle joué par les artistes de l'extérieur dans un double processus de fabrication et d'instrumentalisation des images «valaisannes». Dans la construction de l'«authenticité», la nature et la culture deviennent à la fois produits négociables sur le marché de «l'industrie des étrangers» et objets du culte sacré de la patrie. Alain Clavien analyse ces enjeux autour du débat suscité en 1906 par le projet de chemin de fer du Cervin. Se penchant sur l'univers romanesque de Maurice Zermatten, Maria-Pia Tschopp-Bessero explicite l'évolution d'une œuvre où la défense du patrimoine représente la conscience d'un vieux pays face à l'intrusion de la modernité.



JEAN-HENRY PAPILLOUD

**Les étrangers et l'intégration du Valais  
au XIX<sup>e</sup> siècle**



Au XIX<sup>e</sup> siècle, quatre Valaisans sur cinq sont bourgeois de leur commune de résidence. Ils y naissent, vivent et meurent et considèrent comme étrangers tous ceux dont les racines ne plongent pas à l'ombre de leur clocher. A des degrés divers, et jusqu'aux années 1870, les lois traitent comme tels les gens de passage, mais aussi des personnes installées depuis longtemps qui, pour leur malheur, sont nées heimatloses (apatrides), habitants perpétuels (établis), ou simplement illégitimes.

Ainsi la notion d'étranger n'est pas univoque au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans le langage courant, le terme désigne, comme aujourd'hui, un ressortissant d'un autre Etat. Cependant, à considérer les droits attachés aux individus, on constate que des Valaisans et des Suisses sont parfois assimilés à des étrangers. Suivant les cas, des lignes de démarcation effectives séparent les bourgeois des non-bourgeois, les Valaisans des non-Valaisans ou les Suisses des non-Suisses. Autrement dit, l'étranger n'est pas seulement celui qui vient d'un autre Etat, c'est parfois le ressortissant du canton limitrophe, de la commune voisine et, dans certains cas même, du village d'à côté.

Dans les faits, venir d'ailleurs, ce n'est pas seulement avoir une mention sur un passeport, mais cela entraîne aussi des discriminations officielles. La position des étrangers doit donc être analysée en référence à ceux qui possèdent tous les droits sur un territoire donné, c'est-à-dire, pendant longtemps, les communiers ou bourgeois d'une commune. L'arsenal juridique et coutumier qui met les non-communiers et les étrangers en particulier à la merci de la communauté et du pouvoir local ne sera que lentement supprimé. La simple chronologie de ce démantèlement marque la périodisation de la question. En 1830, les Valaisans obtiennent le droit de s'établir librement dans une commune du canton. La Constitution fédérale de 1848 accorde ce droit à tous les Suisses et le Valais l'applique par la loi de 1855. Enfin, au début des années 1870, l'intégration des heimatloses, habitants perpétuels et illégitimes clarifie la situation puisque, désormais, le concept juridique d'étranger recouvre celui qui nous est aujourd'hui familier: le ressortissant d'un autre Etat.

L'évolution de la législation reflète une transformation des réalités économiques et sociales; elle traduit aussi une modification des mentalités. La complexité du sujet, la difficulté de mettre en œuvre des sources locales disparates et la nécessité de débroussailler un terrain encore en friche m'ont amené à privilégier, dans cette première histoire des étrangers au XIX<sup>e</sup> siècle, l'étude de la législation<sup>1</sup>, de l'attitude et des pratiques du pouvoir et de l'administration. Ce cadre une fois posé, il sera plus facile d'entreprendre ultérieurement des recherches basées sur les réalités économiques, sociales et culturelles vécues par les véritables acteurs de cette histoire.

## Le poids des étrangers

Avec le développement économique et l'entrée du canton dans le monde des échanges, le brassage de la population augmente. Alors que de nombreux Valaisans émigrent pour réaliser leurs espoirs, des étrangers répondent à l'appel d'un marché valaisan qui existe en particulier dans le domaine de la construction ou du commerce. Combien sont-ils? D'où viennent-ils? Que font-ils? C'est à ces questions élémentaires qu'il faut d'abord répondre.

### Compter les étrangers

Réduits à des comptages partiels, les premiers recensements ne permettent pas de situer l'importance du nombre des étrangers à la fin du XVIII<sup>e</sup> et au début du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>. Le recensement de 1829 apporte les premières données utilisables et montre que la proportion des étrangers établis en Valais est faible. A côté des 67 505 Valaisans qui résident dans le canton, dont 90 % dans leur commune d'origine, les différentes catégories de ceux que les édiles locaux considèrent comme étrangers représentent une population de 6196 personnes soit 3448 habitants perpétuels et 2748 tolérés ou en séjour temporaire. Dans ce nombre, les ressortissants d'un Etat étranger n'entrent que pour un tiers environ. La plupart des non-Valaisans sont concentrés dans quelques communes du canton; les villes de Sion, Monthey, Martigny et Saint-Maurice en rassemblent, à elles seules, la moitié.<sup>3</sup>

En fait, le nombre des étrangers est certainement supérieur. Effectué pour des raisons politiques et militaires, le recensement est surtout attentif à la population stable, aux bourgeois des communes dont il atteste

1 Voir Paul DE COURTEN, *La commune politique valaisanne*, Sion 1929. Cet ouvrage présente les dispositions législatives qui définissent les droits respectifs des citoyens et des étrangers.

2 Léo MEYER, *Les recensements de la population du canton du Valais de 1798 à 1900*, Berne 1908.

3 Les données relatives aux recensements cantonaux sont publiées par Léo MEYER, *op. cit.* Voir aussi Archives de l'Etat du Valais (AEV) 3090 Recensements.

les droits. Il sous-évalue les catégories qui ne participent pas à la vie de la communauté. Ainsi, il se montre peu attentif à l'égard de ce que l'on nomme à l'époque la «population flottante», composée des «professionnistes, domestiques et ouvriers étrangers». Fait significatif, le gouvernement décide de ne faire enregistrer que les ouvriers étrangers ayant plus de trois mois de séjour dans le canton<sup>4</sup> et il retranche des décomptes généraux le tiers des effectifs d'une classe qui comprend les habitants non-patriotes n'ayant pas de domicile fixe.<sup>5</sup>

Cette sous-évaluation se retrouve dans les recensements cantonaux ultérieurs. Elle est évidente à Sion par exemple, où l'on observe une différence systématique entre les chiffres des recensements et les comptes annuels du Conseil de la ville<sup>6</sup>. En 1837, selon le recensement, Sion compterait 2750 habitants, or, quelques mois plus tard, le Conseil en dénombre 3133. Cette différence provient presque exclusivement des étrangers. La concordance est en effet bonne pour les premières catégories d'habitants -bourgeois, habitants perpétuels, tolérés- mais elle ne l'est plus pour les étrangers sans domicile fixe. Le Conseil estime leur nombre à 705 alors que le recensement cantonal n'en compte que 363<sup>7</sup>. S'il est difficile de comparer les deux sources, il est cependant manifeste que les listes dressées pour le canton ne comptabilisent qu'une partie de la «population flottante». En 1837, le Conseil d'Etat est d'ailleurs

[...] dans la persuasion que les individus sans domicile fixe dans le pays tels que les écoliers, les domestiques, les ouvriers étrangers etc. ne devaient pas être comptés dans la population.<sup>8</sup>

A la demande du Directoire fédéral, il doit revoir ses tabelles et y incorporer la population flottante omise dans les récapitulations, soit 792 personnes<sup>9</sup>. De même, en 1844, on ne veut compter dans les rôles que les domiciliés temporaires qui sont établis depuis 6 ans, mais non

[...] les tolérés qui sont pour ainsi dire nomades et qui ne font pas partie de la famille valaisanne.<sup>10</sup>

Dès 1850, les recensements fédéraux, qui sont fondés sur la population présente à un moment donné, lèvent en partie les ambiguïtés des recensements cantonaux. Ils ne disent pourtant pas autre chose: les étrangers sont peu nombreux en Valais.

4 AEV, 1110-1, vol. 13, p. 203, lettre du 2 août 1829, au président du dizain de Monthey.

5 MEYER, *op. cit.*, AEV, 1110-1, vol. 13, p. 203.

6 Jean-Henri PAPILLOU, «De l'Ancien Régime à la modernité, la société sédunoise de 1798 à 1839», dans 1788-1988, *Sion la part du feu*, Sion 1988, p. 38.

7 AEV, Archives de la bourgeoisie de Sion, ABS, 240/85, Protocoles des séances du Conseil, 8 janvier 1838, pp. 647-648.

8 AEV, 1110-1, vol. 2, Lettres expédiées par le Conseil d'Etat, 8 juillet 1837, p. 9.

9 *Ibid.*

10 AEV, 1001-24, Protocoles du Grand Conseil, août 1844.

Tableau 1

La population résidante des communes selon l'origine<sup>11</sup>

	1829	1837	1850	1860	1870	1880	1888	1900
Bourgeois	60885	63219	63758	72042	75500	77439	79085	81795
Valaisans	9909	10566	14909	14084	15683	17636	17909	21030
Suisses	2816	1012	1204	1683	2098	2059	2052	3395
Etrangers	—	1905	1816	2983	3606	3082	2939	8218
Total	73610	76702	81687	90792	96887	100216	101985	114438

De 1850 à 1888, le pourcentage des étrangers proprement dits oscille entre 2 et 3,7 % de la population et celui des Confédérés entre 1,5 et 2,2 %. C'est dire que la proportion des non-Valaisans, qui est de 3,5 % en 1850, monte à 5,9 % en 1870 pour revenir à 4,9 % en 1888 et atteindre 10 % en 1900<sup>12</sup>. Pour l'ensemble de la Suisse, la proportion des non-ressortissants résidant dans les cantons est de 3 à 4 fois plus élevée, soit, aux mêmes dates, 9,6 %, 16,7 %, 23 % et 30 %.

La répartition des étrangers en Valais n'est pas surprenante: les districts campagnards ne regroupent qu'une infime minorité des non-Valaisans recensés. Les étrangers s'établissent dans les communes urbaines de la plaine du Rhône, vérifiant une ancienne constatation du gouvernement:

[...] c'est l'industrie et le commerce qui attirent le plus les étrangers dans un pays et y maintiennent une plus grande masse de population flottante.<sup>13</sup>

Les villes de Sion, Monthey, Martigny et Saint-Maurice rassemblent, en 1860, les plus fortes proportions de non-Valaisans: 43 % du total, alors que leur population ne représente que le 11 % de celle du canton. En 1870, 1880 ou 1888, on retrouve une répartition analogue.

Tableau 2

La population d'origine non valaisanne (en %)<sup>14</sup>

Districts	1860	1888	Districts	1860	1888
Conches	1,6	1,5	Sion	11,3	12,6
Brigue	6,6	6,7	Conthey	2,6	2,4
Rarogne	2,4	1,2	Martigny	7,3	4,8
Viège	1,1	1,1	Entremont	1,4	0,7
Loèche	2,2	3,8	Saint-Maurice	6,7	6,4
Sierre	4,2	3,6	Monthey	12,6	12,5
Hérens	0,7	1	Valais (moyenne)	5,1	4,9

11 MEYER, *op. cit.*, et Bureau fédéral de statistique, Recensements fédéraux de la population, 1860 et ss.

12 Bureau fédéral de statistique, Recensements fédéraux de la population, 1860 et ss.

13 AEV 3090 - 42 a, Recensement de la population, mai 1837.

14 Bureau fédéral de statistique, Recensements fédéraux de la population, années 1860 et 1888.

La proportion des personnes nées hors du canton est encore plus faible: plus de 96 % des individus recensés en 1860 ou 1888 sont nés en Valais.

Qui sont les étrangers recensés? En 1860, la grande majorité d'entre eux vient naturellement des pays voisins et, en particulier, des régions frontalières de l'Italie et de la France. Dans les décennies suivantes, alors que la proportion des Français diminue, les Italiens constituent la plus grande colonie étrangère: en 1900, 4 étrangers sur cinq sont italiens.

Tableau 3

Pays d'origine des étrangers résidant en Valais (en %)<sup>15</sup>

	1860	1880	1888	1900
Italie	41	56	55	80
France + Savoie	48	32	31	11
Allemagne	7	8	10	6
Autres	4	4	4	3

Les ressortissants des autres cantons de la Confédération établis en Valais proviennent en majorité des cantons voisins.

Tableau 4

Les Confédérés en Valais selon le canton d'origine (en %)<sup>16</sup>

	1860	1880	1888	1900
Berne	22	22	23	22
Lucerne	22	16	15	9
Vaud	19	16	16	20
Fribourg	7	7	8	11
Argovie	5	6	7	7
Cantons primitifs	8	5	5	7
Tessin	4	6	7	5
Genève	2	4	3	2
Zurich	2	4	5	5
Autres	9	14	11	12

En définitive, les recensements fédéraux présentent un état relativement fiable de la population nationale, mais sous-évaluent la présence étrangère. Effectués en fin d'année, traditionnellement en décembre depuis 1860, ils ignorent en effet la plupart des travailleurs étrangers qui séjournent en Valais surtout durant la bonne saison. Aussi est-il nécessaire de recourir à d'autres sources qui ne donnent pas une situation figée à un moment donné, mais enregistrent l'entrée même des immigrants.

<sup>15</sup> *Idem.*

<sup>16</sup> *Idem.*

## Les permis de séjour

A l'exception des régimes centralisés de l'Helvétique et du Département du Simplon, la surveillance des étrangers est, avant 1815, une prérogative des communes. Une des premières mesures du régime de la Restauration est de centraliser cette fonction. Il en découle la création d'une Direction de police centrale et d'un corps de gendarmerie en décembre 1815<sup>17</sup>.

La tâche principale du directeur de police centrale, le chef du Département de justice et police, est de contrôler le séjour des étrangers. A cet effet, tous ceux qui veulent séjourner en Valais doivent venir à Sion, faire viser leurs papiers et payer une taxe. Les registres des permis de séjour<sup>18</sup>, tenus par les fonctionnaires du Département, ne sont pas exhaustifs. Les voyageurs et les ambulants passent le plus souvent entre les mailles d'un filet par ailleurs lâche. De plus, «les ouvriers venant des pays voisins pour les travaux de la campagne»<sup>19</sup> s'adressent au président du dizain qui a la compétence de leur accorder un permis de séjour de trois mois. Il ne s'agit pas de simples journées effectuées irrégulièrement ici ou là, mais

[...] il est connu que ces étrangers, soit le très grand nombre d'entre eux, passent en Valais presque tout le temps de la belle saison.<sup>20</sup>

Le contrôle réel restant en fait une affaire communale, la représentativité des registres centraux dépend de l'activité et du zèle des autorités locales. Or, celles-ci sont plus ou moins attentives à la question. Il n'est pas rare en effet qu'un président de commune mette la main sur des ambulants qui ont parcouru des communes pendant des mois sans être inquiétés.

Régulièrement, le Conseil d'Etat doit rafraîchir la mémoire des autorités d'exécution. Ainsi, le 15 février 1823, considérant que le décret de 1815 sur la police centrale est tombé en oubli, le Conseil d'Etat le republie et demande aux conseils locaux de l'afficher dans les salles de commune. Cette mesure doit être renouvelée à plusieurs reprises dont, en 1834, lorsque le gouvernement constate que les mesures élémentaires de contrôle ne sont pas appliquées. Même le paperassier président de Monthey cède parfois au laisser-aller général. Le 28 février 1830, il présente ses excuses pour avoir égaré les tableaux des étrangers et des habitants perpétuels que le Conseil d'Etat avait demandé par circulaire 35 mois plus tôt<sup>21</sup>. L'incurie du régime de la Restauration dans ce domaine est si patente qu'en 1840, le Conseil d'Etat,

17 *Recueil des lois* (cité désormais RL VS), t. 3, pp. 37-41.

18 AEV, 5100-1, Registres des permis de séjour, 1818-1917.

19 RL VS, t. 3, loi du 6 décembre 1817, p. 148.

20 AEV, DJP I 75.2, Lettre du président du dizain de Monthey, du 17 novembre 1829, qui demande la compétence d'accorder des permis de 6 mois.

21 *Idem*, lettre du 28 décembre 1830.



[...] informé que les lois prescrivant les formalités à remplir par les étrangers qui veulent séjourner en Valais sont tombées dans l'oubli ou continuent à être peu observées<sup>22</sup>

doit rappeler les communes à l'ordre au moyen d'un arrêté. Cependant, trois ans plus tard, la progression des permis annuels, il écrit tout naturellement que

[...] cette augmentation prouve que la police s'exerce d'une manière plus rigoureuse, car nous ne supposons pas que dans l'espace de 5 ans, notre population flottante se soit accrue de 700 individus.<sup>23</sup>

En dépit des réserves que posent ces variations dans l'enregistrement des données, les registres des permis de séjour restent la source la plus complète pour analyser l'entrée des étrangers en Valais.

### Graphique 1

Les permis de séjour par année (1818-1918)<sup>24</sup>



De 1818 à 1840, le nombre des permis annuels, en progression régulière, se situe aux environs de 500. La forte augmentation enregistrée de 1839 à 1845 -de 448 à 1672 permis- ne s'explique pas uniquement par un meilleur enregistrement, elle est aussi à rapprocher du développement perceptible de quelques secteurs économiques, tels les mines, ou les premiers essais de grande agriculture dans la plaine du Rhône. Après le recul de 1847 à 1853, les étrangers reviennent en force. Les travaux du chemin de fer et d'endiguement du Rhône se lisent sur la courbe qui oscille autour des 2000 permis annuels avec des maxima en 1858, 1864 et 1865 qui dépassent les 3000 autorisations de séjour.

<sup>22</sup> RL VS, t. 6, p. 60.

<sup>23</sup> AEV, 1001-24, Protocoles du Grand Conseil, session de mai 1844, Rapport de gestion pour l'année 1843.

<sup>24</sup> AEV, 5100-1, Registres des permis de séjour, 1818-1913 et *Rapports de gestion du Conseil d'Etat* (cité désormais RG CE), 1850-1918.



Amenée d'eau du Rhône pour l'usine de Chippis, 1906.

La crise des années 1880 entraîne un ralentissement de l'immigration; la moyenne de la décennie tombe à 1200 permis. A en croire les explications du Conseil d'Etat, cette baisse serait due à de nombreux facteurs, tels que les facilités accordées par la nouvelle législation fédérale sur le séjour des Confédérés, la longueur des affaires, la réduction de l'effectif de la gendarmerie, la suppression des jeux de Saxon ou la crise que traversent les industries montheysannes.<sup>25</sup>

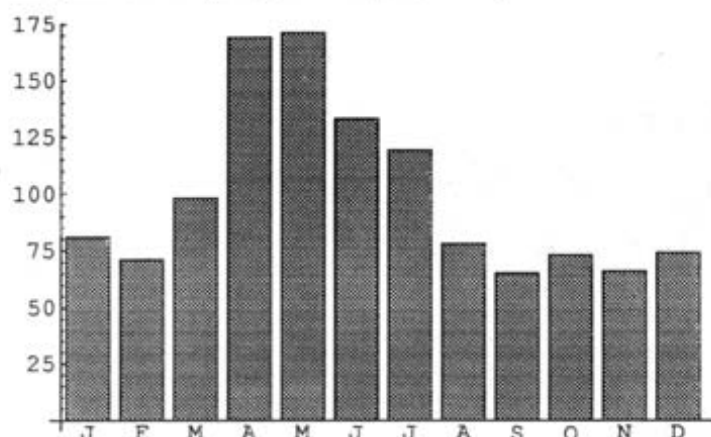
La reprise économique, la mise en route de nouveaux grands chantiers comme le chemin de fer Viège-Zermatt, la route du Grand-Saint-Bernard, le tunnel du Simplon et l'implantation des grandes industries vont relancer l'immigration. Dès 1895, le nombre des permis dépasse les maxima des années 1860, pour atteindre, entre 1905 et 1913, des totaux considérables: plus de 18 000 en 1908.<sup>26</sup>

Le mouvement annuel des permis de séjour souligne l'aspect saisonnier de l'entrée des immigrants.

<sup>25</sup> RG CE, 1878, DJP, p. 21, 1883, pp. 27-28, 1885, pp. 37-38.

<sup>26</sup> Gérald ARLETTAZ, «Les transformations économiques et le développement du Valais, 1850-1914», dans *Développement et mutations du Valais*, Groupe valaisan de sciences humaines, Martigny 1976, p. 23.

## Graphique 2

Les permis de séjour par mois (1875-1884)<sup>27</sup>

Deux sondages effectués au milieu du siècle révèlent la place prépondérante occupée par la Sardaigne, avant le rattachement de la Savoie à la France, dans la fourniture de la main-d'œuvre étrangère.

Tableau 5

Les permis de séjour selon l'origine<sup>28</sup>

	1845-1849		1851-1855	
	Nb. absolu	%	Nb. absolu	%
Suisses	1262	23,3	1736	27,0
Allemands	418	7,7	279	4,4
Sardes	3400	62,8	3747	58,4
Français	144	2,7	218	3,4
Italiens	133	2,5	411	6,4
Autres	57	1,1	20	0,3
Total	5414	100	6411	100

## Les professions

Au XIX<sup>e</sup> siècle, le pouvoir politique attribue volontiers à l'étranger une place stéréotypée dans le paysage économique. Les non-Valaisans sont communément artisans, colporteurs ou marchands. Le pasteur Bridel, en 1820, reprend un lieu commun lorsqu'il écrit :

<sup>27</sup> Voir note 24.

<sup>28</sup> RG CE, années mentionnées.

Le petit détail de l'intérieur est abandonné à des Italiens ou Savoyards ambulants qui colportent leurs marchandises du fond des vallées aux habitations les plus élevées [...].

Les métiers de première nécessité sont en partie exercés par des étrangers parce que les indigènes préfèrent la vie agricole et pastorale.<sup>29</sup>

En 1845, le Conseil d'Etat ne dit pas autre chose:

La plupart des branches lucratives qui s'exploitent chez nous, la plupart des industries qui s'y exercent telle par exemple que la profession de maçon et tant d'autres sont abandonnées à des mains étrangères qui recueillent et exportent encore le peu de fonds qui ont échappé à la recette des commis-voyageurs et du commerce étranger.<sup>30</sup>

Tout au long du siècle, ces affirmations reviennent régulièrement. Reposent-elles sur une analyse objective de la réalité? Les documents d'archives seuls peuvent le dire.

Lors de l'attribution d'un permis de séjour, la profession du requérant est enregistrée. Plus ou moins précises, ces inscriptions sont suivies dès les premières années de la Restauration. Une série de sondages -six de 1820 à 1870- tracent une première esquisse des activités exercées par les étrangers et, donc des besoins de l'économie valaisanne.

Tableau 6

Les permis de séjour selon les professions (en %)<sup>31</sup>

Professions	1820	1830	1840	1850	1860	1870
Agriculture, sylviculture, mines	14	23	10	19	27	29
Construction et bois	31	32	50	41	43	23
Industrie, métiers	29	36	25	20	16	20
Commerce, transport	2	3	5	5	4	4
Service de maison	13	6	7	6	4	5
Sans profession	11	—	3	9	6	19

Ces sondages qui portent sur des populations allant de 1600 à 2100 individus sont représentatifs. Toutefois, à partir de 1870, les données deviennent plus imprécises. Cela se traduit par une forte augmentation des sans profession (19%) et de la catégorie vague des journaliers (23%) que nous avons attribuée à l'agriculture.

Le poids relatif des différents secteurs d'activité est remarquablement constant. En premier lieu, il faut souligner l'importance des métiers liés à la construction. Près du tiers des étrangers qui viennent travailler en Valais vers 1820 sont maçons, tailleurs de pierre, menuisiers ou charpentiers. Cette proportion augmente régulièrement et culmine en 1840 à 43%. En 1840 comme en 1850, les seuls maçons et tailleurs de pierre obtiennent le tiers du total des permis accordés.

29 Philippe BRIDEL, *Essai statistique sur le Canton de Vallais*, Zurich 1820, pp. 326 et 327.

30 AEV 1001-28, Protocoles du Grand Conseil mai 1846, RG CE pour l'année 1845.

31 AEV, 5100-1, Registres des permis de séjour. Avant 1850, le nombre des permis annuels est inférieur à 1000. Un autre sondage sur les années entourant celle de référence ne montre pas de distorsion significative à l'exception de l'agriculture qui occupe soit en 1820, soit en 1840, environ le 1/5 des personnes.



Taillleurs de pierre, vers 1900 (photo François Fumex).

Le secteur de l'artisanat occupe une place également forte qui varie de 16 % à 30 %. Les métiers liés à l'industrie des métaux y sont dominants. Cependant, les petits artisans arrivent également par cohortes. Ainsi celle des cordonniers ou des chaudronniers qui viennent par dizaines proposer leurs services aux Valaisans.

Le troisième grand groupe est constitué par les professions de l'agriculture et de la sylviculture. Les journaliers mis à part, il comprend essentiellement des laboureurs, agriculteurs et cultivateurs d'une part, des bûcheurs, scieurs et charbonniers d'autre part.

Les professions du commerce et des transports n'ont pas l'importance que leur attribuent généralement les contemporains puisqu'elles ne concernent que 2 à 5 % des permis.

L'image de ces tableaux est à la fois proche et différente de celle véhiculée par les sources traditionnelles. Elle recoupe en partie les observations des contemporains qui soulignent le rôle que joue la main-d'œuvre étrangère spécialisée en particulier dans la construction. En revanche, elle semble minimiser l'importance de ces nuées de colporteurs et d'artisans ambulants qui auraient encombré les routes et les rues des villages.

Deux raisons expliquent cette distorsion. Tout d'abord, l'exhaustivité des données n'est pas parfaite, il s'en faut de beaucoup. Ainsi que nous l'avons souligné, un nombre non négligeable de personnes échappent aux formalités des permis de séjour. À côté des ouvriers agricoles dispensés d'office, ce sont justement les colporteurs et marchands ambulants qui se soustraient le plus facilement aux contrôles. D'autre part, la discordance entre les chiffres et les témoignages peut s'expliquer aussi par une perception déformée de la réalité. Les hommes politiques ne sont pas forcément les meilleurs témoins. De leur point de vue, la présence des personnes qui sillonnent les vallées, suspectes par définition, est plus évidente et plus inquiétante - pour quelque temps encore - que celle des ouvriers fixés sur le chantier d'une habitation, d'une route, d'une rivière ou du chemin de fer. On observe d'ailleurs un glissement significatif du sens des mots. En 1879, la loi sur le colportage élargit singulièrement le concept de «la bande pillarde qui spéculé sur notre ignorance et notre bêtise». Elle

[...] assimile à ces artistes d'état-major une collection d'individus moins huppés qui n'ont souvent pas grand chose de commun avec l'élite de ces descendants d'Israël: rémouleurs, potiers, chaudronniers, chanteurs en fausset, écuyers sans avenir, photographes nomades, comédiens affamés, acrobates au ventre creux, marchands de vieux fers, acheteurs de chiffons et d'os, qui servent d'encadrement à leurs supérieurs.<sup>32</sup>

En définitive, l'étude des étrangers ne se réduit pas à une mesure objective du nombre et des caractéristiques des individus qui séjournent temporairement ou pour une longue durée dans le pays. Les étrangers sont aussi un enjeu du débat politique et, à ce titre, ils ont pesé d'un poids important dans l'évolution des institutions valaisannes.

## Le pouvoir et les étrangers

L'instabilité politique qui caractérise le début du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>33</sup> ne facilite pas l'analyse de la situation des étrangers. Entre 1798 et 1815 en particulier, les régimes successifs appliquent des principes différents, voire opposés. La place et le rôle attribués aux étrangers par le pouvoir sont déterminés en fonction des trois critères essentiels qui tracent une ligne de démarcation fluctuante entre les différentes catégories de personnes qui habitent un endroit: le séjour et l'établissement liés à l'exercice d'une activité, la participation à la vie publique et politique, l'accès aux biens et aux avantages de la communauté ou bourgeoisie.

32 *Le Confédéré*, 13 décembre 1878. Voir aussi la loi sur le colportage, RL VS, t. 12, pp. 419-428.

33 Voir à ce sujet, *Histoire de la démocratie en Valais (1798-1914)*, Groupe valaisan de sciences humaines, Sion 1979.

## Ancien Régime et Révolution, la confrontation des principes et des pratiques

En décembre 1759, réactivant des ordonnances déjà anciennes<sup>34</sup>, la Diète de la République des VII Dizains nomme deux gardes pour faire une fois par mois une tournée dans le pays afin de recueillir les étrangers «sans aveu» et les expulser du pays. Elle fait placer des poteaux à tous les passages principaux

[...] portant indication en les trois langues, latin, allemand et français, que ces passages sont les seuls permis et que tous les autres et surtout les sentiers et chemins détournés sont défendus sous peine de galères.<sup>35</sup>

Cette tradition de chasse aux étrangers mendiants et vagabonds se maintient jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. Elle est même institutionnalisée puisque la Diète ordonne, en 1768,

[...] qu'aux fins de se défaire des mendiants et vagabonds étrangers et dangereux qui se sont introduits dans le pays, une chasse soit organisée contre eux, au plus tôt dans ce but.<sup>36</sup>

Les colporteurs et les colons suscitent également la méfiance. Jugeant leur contrée défavorisée, les porte-parole du gouvernement sujet de Monthey estiment que

[...] si des colons étrangers viennent nous repeupler, ce ne sont que de pauvres malheureux, sans biens et peut-être exilés [...] ou qui sont attirés par l'appât d'un commerce qu'ils savent mieux manier que nous.<sup>37</sup>

Immigration de mendiants, de colons miséreux ou de colporteurs? Une chose est sûre, le pouvoir durcit les mesures répressives. A partir de 1791, la Diète ordonne de renvoyer tous les marchands de citrons, de verre et de lauriers, comme les affileurs de scie et de leur tondre les cheveux s'ils s'avisent de revenir.<sup>38</sup>

La révolution de 1798 clarifie le statut des habitants. Des diverses catégories qui divisaient la population, le nouveau régime n'en conserve que deux: les citoyens et les étrangers. La ligne de partage est désormais politique, car si tous les hommes naissent libres et égaux en droits, cela ne signifie pas qu'ils aient d'emblée le même statut dans la cité.

Les débuts de la période révolutionnaire en Valais ont laissé des textes importants et significatifs à ce sujet. De février à mai 1798, trois projets de constitutions définissent les bases de la citoyenneté. Inspirée plus ou moins directement du projet de Pierre Ochs et du modèle français, la

34 Voir par exemple celles de 1709, AEV, AVL 22, Abscheids de la Diète, traduction de Courten, p. 188 ou d'autres plus anciennes encore, citées par Jean GRAVEN, *Essai sur l'évolution du droit pénal valaisan*, Lausanne 1927, p. 526.

35 AEV, AVL 23, Abscheids, 23 décembre 1759, p. 201.

36 AEV, AVL 23, Abscheids, mai 1768, pp. 297-298.

37 AEV, DI 241.1, Mémoire de Monthey, 1768.

38 AEV, AVL 23, Abscheids de la Diète de mai 1791, p. 675.

constitution proposée le 24 février 1798 par les députés du Valais et corrigée le 3 mars par le résident de France, Michel Mangourit, comporte plusieurs articles qui règlent l'état politique des habitants<sup>39</sup>. Sont désormais Valaisans:

Tous ceux qui au moment de l'acquisition de l'indépendance étaient bourgeois ou communiens de quelque ville, bourg ou village [...].<sup>40</sup>

Ainsi que les

[...] habitants qui avaient obtenu la permission de se domicilier sans restriction dans une ville, bourg ou village.<sup>41</sup>

Par rapport à l'Ancien Régime, la révolution de 1798 accorde donc la citoyenneté à deux groupes importants: les communiens des pays sujets et les habitants perpétuels.

Les citoyens ont seuls le droit de vote et d'exercer des fonctions publiques civiles. Les étrangers sont cependant admis aux emplois militaires, aux fonctions relatives à l'éducation et aux beaux-arts, et aux emplois de secrétaires et sous-agents de fonctionnaires publics. Par ailleurs, l'égalité redevient absolue dans certains domaines:

L'étranger est soumis aux mêmes charges d'impositions, gardes et milices, que les citoyens.<sup>42</sup>

En ce qui concerne le droit d'établissement le projet valaisan comporte une disposition significative:

Chaque commune a le droit de refuser des étrangers pour habitants sur son territoire, et de déclarer qu'il est assez peuplé.<sup>43</sup>

L'application des principes de la République helvétique est de courte durée. Le 30 août 1802, la constitution de la République indépendante trace une nouvelle frontière entre les catégories d'habitants. Désormais, pour être Valaisan et citoyen actif, il faut avoir obligatoirement un droit de communauté dans un lieu et l'habiter. Pour que leur qualité de Valaisan soit reconnue, les naturalisés par la République helvétique devront se faire recevoir dans une commune valaisanne.

De fait, le nouveau régime recrée les catégories d'avant 1798. A côté des citoyens valaisans bourgeois ou communiens de leur lieu de domicile, il existe d'autres catégories qui sont privées de la plupart des droits attachés à la qualité de citoyen. De plus, les Valaisans qui changent de commune perdent le droit de participer à la vie publique et deviennent «par là membres pour ainsi dire inutiles à l'Etat».<sup>44</sup>

39 Alfred RUFER, «Les deux projets de constitution de 1798 pour la république du Valais», dans *Vallesia* t. VIII, 1953, pp. 193-210.

40 André DONNET, «Documents pour servir à l'histoire de la révolution valaisanne de 1798», dans *Vallesia*, t. XIX, 1964, p. 105.

41 *Ibid.*

42 *Ibid.*

43 *Idem*, p. 75.

44 AEV, DI 133.5, Pétition du 1<sup>er</sup> novembre 1802, p. 467.



Ainsi, la République indépendante, qui opère dans beaucoup de domaines une synthèse intéressante entre le fédéralisme de l'Ancien Régime et le centralisme de la période helvétique, reste résolument fédéraliste sur la question sensible des habitants. Le droit des communes prime celui des individus:

Si on donne ce droit à perpétuité à tout citoyen valaisan qui transportera son domicile, voilà les communes soumises à perpétuité à une contrainte qui est contre le droit naturel et que la loi n'autorise dans ce moment que pour un cas exceptionnel.<sup>45</sup>

Le chargé d'affaires de la France en Valais, Joseph Eschassériaux a beau jeu de dénoncer les privilèges et distinctions de classes, de citoyens qui

[...] pèsent encore sur quelque partie du peuple, et constituent dans cette république une inégalité de droits humiliante; une défaveur d'opinion, un sentiment de défiance, de jalousie peut-être, poursuivent encore les étrangers [...] qui cultivent les terres de la république, exercent les arts mécaniques, attirent le numéraire par leur industrie, et réparent la population dévorée ou disgraciée par l'intempérie du climat.<sup>46</sup>

Il dénonce la bigarrure et l'inégalité des statuts:

[...] l'habitant supporte des charges et des taxes que le bourgeois ne connaît pas; on ne peut le dépouiller de son titre d'habitant, qu'en lui faisant son procès. Le toléré peut être chassé de sa commune par une décision du conseil, ou par une volonté presque arbitraire; il possède des taxes et des charges sans jouir d'aucun droits. [...] il participe aux charges de la société, et il ne participe pas à ses avantages, à ses bienfaits; il est membre de la cité, quand la cité réclame ses bras, ses facultés, ses tributs, et il ne l'est plus, quand il réclame sa protection, sa garantie; il peut être rejeté de son sein sans que la loi vienne à son secours, il n'a plus de patrie.<sup>47</sup>

La législation mise en place est révélatrice de la vision manichéenne de l'étranger au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Ainsi, la loi du 24 mai 1803 sur la police des étrangers trace une limite claire entre les bons et les autres:

[...] autant le gouvernement doit protéger les étrangers paisibles, qui sont dans le cas de voyager ou de s'arrêter dans la république, autant, il doit apporter de surveillance pour repousser les individus dangereux ou suspects, qui chercheraient à s'y introduire.<sup>48</sup>

Le passeport est obligatoire pour les étrangers qui viennent en Valais. Ce document est visé par les autorités locales qui doivent également contrôler les étrangers à l'intérieur du pays. Aubergistes et « cabaretiers logeant » tiennent un registre des voyageurs qu'ils hébergent.

Renouant avec la tradition d'Ancien Régime, l'article 8 prévoit qu'il

[...] sera établi, pour la poursuite des vagabonds, une maréchaussée dont l'organisation est remise au Conseil d'Etat.<sup>49</sup>

45 *Idem*, Message du Conseil d'Etat à la Diète, novembre 1802, p. 475.

46 Joseph ESCHASSÉRIAUX, *Lettre sur le Valais et sur les mœurs de ses habitants...*, Paris 1806, pp. 28-29.

47 *Idem*, pp. 133-134.

48 RL VS, t. I, pp. 105-106.

49 *Idem*, p. 108.

Consulté par le Chef du Département chargé de l'exécution de la loi, le président du dizain de Monthey, Jean Devantéry, est sceptique sur les vertus de la répression. Il rappelle longuement les mesures prises sous l'Ancien Régime, en particulier celles attribuées au gouverneur de Monthey, Theiler, qui faisait tondre tous ceux que les patrouilles étaient obligées de lui amener ou leur infligeait des punitions corporelles. Mais, précise-t-il,

[...] il est de notoriété publique que toutes nos maréchaussées partielles n'ont jamais pu parvenir à éloigner de nos foyers ces familles ambulantes qui semblaient se multiplier sous leur conduite...<sup>50</sup>

Alors, faudrait-il en revenir à ces mesures expéditives, s'interroge Devantéry?

J'aurais proposé la méthode de M. Theiler qu'on a vanté dans son temps, mais comme je vois tant d'honnêtes gens qui ne sont pas des vagabonds et qui se font tondre, je présume que le moyen n'aura plus le même effet, en les confondant avec les élégants.

Couper une oreille à la 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> fois qu'ils rentreraient. Cela demanderait une manutention qui coûterait beaucoup pour les enregistrements et signalements [...]. D'ailleurs on ne trouverait pas facilement des coupeurs d'oreilles.<sup>51</sup>

Toutes les autorités ne possèdent pas ce sens de l'humour. En 1807, la Diète demande au Conseil d'Etat de prendre

[...] les mesures les plus efficaces pour assurer l'exécution de la loi du 21 mai 1803 sur la police des étrangers afin que principalement les gens sans aveu et les rôdeurs qui particulièrement dans la belle saison inondent la république, puissent en être expulsés et empêchés de se jeter dans notre patrie.<sup>52</sup>

En 1810, le gouvernement propose une opération d'envergure. Contraint, pour des raisons financières, d'écarter des solutions philanthropiques telles que les maisons de travail, il pense

[...] qu'il n'y a que celui de la contrainte qui puisse atteindre le but désiré, et dès que l'on propose la contrainte, il ne faut pas que ce soit une demi-mesure, il la faut rigoureuse ou ne pas la tenter.<sup>53</sup>

Afin de contrôler les vagabonds, la mendicité est interdite dans tous les endroits où les voyageurs arrivent et passent. Les mendiants indigènes sont répartis par les autorités locales en classes bien distinctes.

Une quatrième classe est de la surveillance du gouvernement; elle comprend les vagabonds mendiants et quêteurs étrangers, qui doivent être soigneusement renvoyés aux frontières jusqu'à ce que n'ayant plus nous-mêmes de pauvres, nous soyons en état de soulager ceux des pays voisins.<sup>54</sup>

50 AEV, DJP I 72, 13 juillet 1803.

51 *Ibid.*

52 AEV, DI 65, p. 70.

53 AEV, DI 139.1, Message du Conseil d'Etat à la Diète, 25 mai 1810.

54 *Idem.* projet de loi sur la mendicité, mai 1810.

Les personnes autorisées à mendier sont signalées au moyen de plaques en laiton et sont sous le contrôle permanent des autorités. Quant aux étrangers :

L'Etat fera faire de son côté le service d'archers sur la grande route, sur les places publiques et sur les rues des endroits qu'elle traverse et où les voyageurs s'arrêtent et passent, pour la purger de mendiants quêteurs et vagabonds.

Pour prévenir que les étrangers, mendiants et vagabonds ne puissent se soustraire à la vigilance exercée sur la grande route, il sera placé à tous les endroits jugés convenables un poteau comme déjà il y en avait autrefois portant l'inscription : Défendu à tout étranger de s'écarter de la grande route sous peine d'être conduit aux travaux publics.<sup>55</sup>

L'annexion du Valais à l'Empire empêche l'application de ces mesures. Le régime français opère une simplification des statuts puisque tous les habitants sont désormais sur le même pied.

## **L'intégration des Valaisans et les droits des étrangers (1815-1848)**

Le régime de la Restauration, qui reporte une grande part de la souveraineté dans les dizains et les communes, accorde beaucoup d'attention aux étrangers. Pour l'essentiel, il reprend les mesures de la République indépendante, mais il se donne les moyens de les appliquer. En décembre 1815, la première disposition législative du nouveau régime est l'adoption du décret sur l'établissement d'une direction de police centrale et l'organisation d'un corps de gendarmerie dont la tâche essentielle est d'exercer

[...] la plus sévère surveillance sur les mendiants, vagabonds et gens sans état. Il les fera, sans autre, conduire hors du canton et leur défendra d'y rentrer sous peine de punition corporelle.<sup>56</sup>

Ces dispositions restent en vigueur jusqu'à la fin du siècle avec de légères modifications en 1817 et en 1845.<sup>57</sup>

## **L'intégration des Valaisans**

En 1815, seuls les bourgeois qui résident dans leur commune d'origine jouissent de la généralité des droits civils et politiques. Les Valaisans non communiens sont pratiquement sur le même pied que les étrangers. Privés des droits politiques, ils ne jouissent ni de la liberté d'établissement, ni de celle de commerce et n'ont bien entendu accès à aucun des droits

<sup>55</sup> *Ibid.*

<sup>56</sup> RL VS, t. 3, Décret sur l'établissement d'une Direction de police centrale et l'organisation d'un corps de gendarmerie, p. 40.

<sup>57</sup> Voir la loi additionnelle du 6 décembre 1817, RL VS, t. 3, pp. 147-149, et celle du 6 juin 1845, RL VS, t. 7, pp. 88-90. La loi du 20 mai 1893 est encore présentée comme un complément du décret de 1815, RL VS, t. 16, p. 138.

attachés à la bourgeoisie. Cette discrimination est un des éléments essentiels du débat politique des années 1820-1840. Sa suppression est liée au transfert de la citoyenneté de la commune au canton, processus qui ouvre la voie à une reconsidération des critères qui définissent l'étranger.

La loi du 18 mai 1818 édicte des mesures qui protègent d'un renvoi arbitraire les habitants perpétuels et les patriotes valaisans. Cependant, elle consacre l'ancien principe de la souveraineté absolue de la commune:

Les conseils communaux sont en droit de prononcer ce renvoi non seulement envers tout étranger, sans en excepter ceux qui appartiennent à des cantons confédérés, mais encore envers les citoyens valaisans eux-mêmes lorsqu'ils n'ont pas droit de communauté dans la commune qu'ils habitent quel que soit le terme de leur permission de séjour.<sup>58</sup>

En 1830, il est question d'assouplir, pour les patriotes valaisans, les restrictions locales au libre établissement. Pour un Emmanuel Bonjean, rapporteur de la commission de la Diète, il s'agit ni plus ni moins d'agrandir la sphère d'activité du Valaisan:

Restera-t-il comme jusqu'ici circonscrit dans l'étroite enceinte de la ville ou du village qui l'a vu naître et sera-t-il partout ailleurs une espèce d'îlot. Conserverons-nous dans un pays qui se vante à juste titre de sa liberté, l'image en quelque sorte de la servitude de la glèbe? [...] Nous proclamons que le Valaisan n'est étranger dans aucune partie de la République, mais que partout il doit être accueilli comme un membre chéri de la grande famille.<sup>59</sup>

La Diète introduit, dans la «loi fixant le mode à suivre pour la réception des habitants dans les communes», un article qui consacre, de fait, la liberté d'établissement des Valaisans dans le canton:

L'habitation à titre de tolérance ne peut être refusée, dans une commune du canton, au patriote valaisan, s'il produit, au conseil du lieu où il désire s'établir, des certificats de bonne conduite et de bonnes mœurs et une déclaration, délivrée par le conseil de la commune d'où il est ressortissant, que lui, sa famille et ses descendants y seront toujours reçus.<sup>60</sup>

Glissée dans un décret qui clarifie la situation de tous les habitants, et flanquée de dispositions analogues sur les taxes d'habitation, la portée de cette disposition n'échappe pas à l'attention des délégués communaux aux conseils de dizain appelés à se prononcer par référendum. Que ce soit pour expliquer le rejet ou l'acceptation du décret, les dizains font référence à cet article. Ainsi, le président de Saint-Maurice déforme même le titre du décret et parle de la «loi sur la libre circulation des Valaisans dans le pays»<sup>61</sup>. Les opinions sont très tranchées. Sion «ne goûte pas la tendance des dites lois» et les rejette unanimement. C'est aussi le cas des dizains de Mörel, Brigue, Viège et Sierre dont les communes refusent un affaiblissement de leur pouvoir, car elles pensent qu'avec cette

58 AEV, DI 90.32, Lettre du Conseil d'Etat au Directoire fédéral concernant la réclamation d'un Français, Joseph Ladernier.

59 AEV, DJP I 38, Rapport de la commission, 17 décembre 1829.

60 RL VS, t. 5, p. 346.

61 AEV, DI 67.1.6, Référendum des dizains, novembre 1830.

disposition, «elles seraient régies comme si elles étaient sous tutelle». A Saint-Maurice, on rejette tout ce qui «constitue des privilèges pour les Valaisans» et on insiste sur les conséquences du libre établissement, les communes redoutant de recevoir

[...] de mauvais sujets et des individus qui leur seront à charge, ou qu'elles éprouvent beaucoup de difficultés à les renvoyer.<sup>62</sup>

Dans le camp des acceptants déclarés, on ne trouve que Rarogne, Hérens, Conthey, Entremont, Monthey et Martigny, dont le président, Philippe Morand, est particulièrement optimiste:

C'est une preuve que la raison publique fait des progrès chez nous, et il est bien doux de penser que quelques pas encore et les Valaisans seront une famille de frères.<sup>63</sup>

Dans l'immédiat, les décrets passent le cap du référendum parce que Conches et Loèche ne donnent pas, explicitement, leur vote.

La question des droits respectifs des communes et des citoyens en matière d'établissement ressurgit dans les grandes polémiques politiques de l'époque. Les opuscules libéraux s'en servent comme d'un argument essentiel pour contrer les positions des défenseurs de l'état des choses. Ainsi «Démophile», opposé au principe de la liberté d'établissement, est-il violemment pris à partie:

Y a-t-il un seul homme doué de quelque sens qui puisse trouver beau et utile qu'un Valaisan devienne un étranger en franchissant les limites de sa commune, et que, comme un serf attaché à la glèbe, il doive végéter et mourir dans le lieu qui l'a vu naître, sous peine de se voir interdire l'eau et le feu par ses voisins, qui cependant s'appellent ses concitoyens. Qu'il vienne à présent nous parler d'amour de la patrie, d'union, de fraternité, l'homme qui trouve bon que l'on dresse un réseau à l'entour de chaque commune pour empêcher un Valaisan d'y venir asseoir sa tente. La belle leçon de fraternité, en effet, l'excellent moyen d'union que l'éloge donné à la faculté qu'a eu jusqu'à ces dernières époques le citoyen du Valais d'être despote chez lui, et étranger partout ailleurs.<sup>64</sup>

Il y a pourtant une certaine distance entre un principe et son application. Dépourvue de moyens d'accompagnement, la liberté théorique d'établissement des Valaisans se heurte à des barrières importantes. Ainsi, dans certains secteurs, comme le commerce ou la transformation des denrées alimentaires, la plupart des règlements communaux en interdisent l'exercice aux non-bourgeois. Le Conseil d'Etat essaie en vain de combattre la prétention de quelques communes de ne laisser fabriquer et vendre le pain que par leurs communiens ou bourgeois; la Diète ne le suit pas et il faudra plus d'une révolution politique pour ouvrir l'ensemble du territoire cantonal aux activités économiques des Valaisans.<sup>65</sup>

62 *Idem*, Lettre communiquant le vote de Saint-Maurice.

63 *Idem*, Lettre de Philippe Morand, président du dizain, 23 novembre 1830.

64 *Réponse au prétendu Démophile ou les calomnies soussignées au calomniateur pseudonyme*, Genève 1833, p. 63.

65 En décembre 1839, par exemple, les bourgeois de Martigny boycottent le four de la bourgeoisie parce que son exploitation a été adjugée, aux enchères, à un non-bourgeois (AEV, DI 234.3.1).

La révolution de 1839 suscite quelques espoirs. L'ère de la liberté semble commencer et des pétitions s'en prennent aux privilèges et statuts des bourgeoisies:

L'industriel, le négociant, ou le propriétaire valaisan, qu'un établissement avantageux ou une place lucrative appelait à sortir de son lieu natal, était ainsi livré à la merci d'une association, qui sous le nom de *Bourgeoisie* portait des statuts ayant force de loi, créait des impôts particuliers, s'attribuait diverses prérogatives souvent odieuses et toujours plus ou moins humiliantes pour le non-bourgeois.

C'est à cet ordre de choses aussi nuisible au commerce et à l'industrie que pernicieux aux progrès et au bien être du Valaisan que doit être attribué en grande partie cet état de stagnation générale dans lequel le citoyen valaisan naît, végète et meurt.<sup>66</sup>

Sous cette forme radicale, ces revendications ne seront pas prises en compte et quand un député propose un article qui consacrerait «que les citoyens sont égaux devant la loi», la Constituante ne le suit pas.<sup>67</sup> Il en va de même en ce qui concerne l'exercice des droits politiques. Tout le monde semble admettre que

[...] placé sur le pied d'égalité dans le rapport des charges inhérentes à l'état de société dans l'accomplissement des devoirs qu'elle impose, le citoyen valaisan devrait l'être aussi sous le rapport de l'exercice des droits politiques quel que soit le lieu où il s'établisse. La patrie pour lui n'est pas circonscrite dans les étroites limites de l'endroit qui l'a vu naître, mais il doit retrouver des frères dans tout l'étendue du pays parce que sa qualité de citoyen valaisan ne l'abandonne pas pour avoir quitté ses pénates.<sup>68</sup>

Pourtant, suivant l'avis de son président, Joseph Barman, la Constituante adopte une position modérée: la nouvelle Constitution accorde les droits politiques aux citoyens valaisans domiciliés dans la commune depuis 5 ans. Toutefois, dans l'assemblée primaire, la proportion des non-bourgeois ne peut pas être supérieure au 1/4 des bourgeois.<sup>69</sup>

Les régimes suivants ne reviendront pas sur cet acquis relatif. Les quotas sont supprimés en 1844 et, dès lors, seul le délai d'attente avant de jouir de tous les droits varie: une année en 1844, 2 ans en 1848 et 1852, 3 mois en 1875.<sup>70</sup>

## Les droits des étrangers

La redéfinition des rôles entre le pouvoir central et les communes a également des répercussions sur le statut des étrangers proprement dits. L'intervention de l'Etat central se fait par petites touches progressives. C'est notamment le cas dans les conditions posées pour régler le séjour et les activités des étrangers.

66 AEV, 1001-17, Protocoles du Grand Conseil, pétition de 83 habitants de Saint-Maurice, 15 janvier 1839.

67 AEV, 1001-18, Protocoles du Grand-Conseil, 31 juillet 1839, p. 229.

68 AEV, 1001-17, Protocoles du Grand Conseil, 24 janvier 1839, pp. 45-46.

69 Constitutions du 30 janvier et du 3 août 1839, RL VS, t. 6, p. 11 et p. 33.

70 Paul DE COURTEN, *op.cit.*, p. 4.

Le 18 mai 1818, la Diète contraint les communes à classer les étrangers en deux catégories: les habitants perpétuels et les tolérés. Les premiers reçoivent l'autorisation de s'installer à vie dans une commune alors que les deuxièmes ne reçoivent qu'une autorisation limitée. Afin de régulariser des situations confuses, la même loi établit que tous les étrangers reçus avant le 1<sup>er</sup> janvier 1806 sont considérés comme habitants perpétuels.<sup>71</sup>

Nous ne pourrions voir qu'avec peine des particuliers domiciliés depuis vingt, trente ans et plus, qui avaient acheté publiquement des maisons ou d'autres propriétés, qui quelquefois s'étaient mariés avec une fille de l'endroit, de voir, disons-nous, des particuliers dans un des cas susdits obligés de se retirer dans des termes fort courts sans savoir s'ils seraient reçus autre part, et sans savoir où se placer avec leurs avoirs et leur famille.<sup>72</sup>

La classe des tolérés, quant à elle, reste sans protection particulière, car [...] elle est dans une telle dépendance de la volonté de la commune qu'elle ne peut que se soumettre sans autre aux conditions auxquelles cette tolérance lui est accordée.<sup>73</sup>

Afin d'appliquer les mesures de protection prises à l'égard des habitants, le pouvoir central doit contrôler leur réception dans les communes. En 1821, le Conseil d'Etat prépare le terrain en signalant aux communes que certaines d'entre elles admettent trop facilement des étrangers qu'elles n'arrivent pas à entretenir. Pire, des habitants perpétuels sont accueillis au mépris de la législation sur le contrôle des étrangers. La commune d'Obergesteln, directement mise en cause, se justifie en exposant

[...] que les articles de loi leur étaient totalement inconnus, n'ayant pas été ni promulgués, ni affichés dans leur commune (et) par conséquent point obligatoires pour elle.<sup>74</sup>

La loi sur l'admission des étrangers au droit de manence perpétuelle est adoptée en mai 1822; elle oblige les communes à demander l'autorisation du Conseil d'Etat avant de recevoir un habitant perpétuel.<sup>75</sup>

Les informations recueillies à ce moment-là révèlent de grandes disparités derrière le terme générique d'habitants perpétuels. Le président Dufay en est même embarrassé:

Il en existe qui sont établis dans nos communes depuis plus d'un siècle et les individus qui appartiennent à ces familles sont-ils réputés originaires valaisans ou des pays d'où sont venus leurs ancêtres?<sup>76</sup>

L'exemple plus documenté de Sion est significatif: sur les 195 habitants perpétuels reconnus, 112 justifient de droits acquis après 1800, 76 entre 1700 et 1799, et 7 avant 1700.<sup>77</sup>

71 RL VS, t. 3, pp. 180-182.

72 AEV, DI 133.5, 1 mai 1818.

73 AEV, DI 133.2, Message du Conseil d'Etat, 27 novembre 1818.

74 AEV, 1101-13, Protocoles du Conseil d'Etat, 15 septembre 1821, p. 63.

75 RL VS, t. 4, pp. 20-21.

76 AEV, DJP I 75.2, 7 février 1828.

77 AEV, DJP I 53.1.7, Etat des habitants perpétuels non patriotes de la ville de Sion, janvier 1823.



La réception de nouveaux cas est relativement limitée. Selon les registres tenus par le Conseil d'Etat, 180 personnes seulement sont admises entre 1823 et 1841.

Tableau 7

La réception des habitants perpétuels dans les districts (1823-1841)<sup>78</sup>

Conches	4	Sion	63
Brigue	11	Conthey	6
Rarogne	8	Martigny	20
Viège	21	Entremont	2
Loèche	12	Saint-Maurice	12
Sierre	14	Monthey	5
Hérens	2		

Ces habitants sont originaires des Etats allemands (30 %), des cantons confédérés (29 %), d'Autriche (14 %), de Savoie (13 %), d'Italie (7 %) et de France (6 %).

Catégorie intermédiaire entre le citoyen et l'étranger, l'habitant perpétuel a, du premier, l'appellation de Valaisan, dès 1822, et du second, la privation de droits élémentaires. Dans le même temps où le pouvoir prend conscience que les habitants perpétuels n'ont plus d'autre patrie que le Valais, il adopte des dispositions qui vont dans le sens d'un traitement plus différencié des étrangers: renforcement du contrôle et de la répression des étrangers d'installation récente, effort d'intégration des étrangers établis depuis longtemps.

Dans cette évolution, deux éléments ont une influence prépondérante: la pression des Etats voisins et le débat sur la révision du Pacte fédéral. A la fin des années 1820, la France et la Sardaigne cherchent à mieux contrôler leurs ressortissants. L'établissement en pays étranger, le mariage, sont désormais soumis à des règles strictes qui, négligées, entraînent la perte des droits de nationalité. Pour le pays d'accueil cela signifie qu'un contrôle insuffisant peut se traduire par l'obligation de prendre en charge des individus devenus des apatrides, des heimatlosen. Les Etats se préoccupent aussi davantage de la situation et des droits de leurs nationaux établis à l'étranger. Or en Valais, la situation est confuse dans la mesure où ce sont les communes qui décident en dernier ressort. A la France qui, en vertu des traités et des concordats dont celui du 30 mai 1827, prétend qu'un de ses ressortissants a le droit de s'établir librement, le Conseil d'Etat explique que

[...] même si la police centrale accepte, il faut encore qu'il en obtienne l'autorisation du Conseil local qui est entièrement libre d'admettre ou de refuser tout individu qui se présente.<sup>79</sup>

Il souligne encore, argument essentiel, que les Français sont traités sur le même pied que les Suisses, puisque le Valais

<sup>78</sup> AEV, DJP I 33.3, Registre des individus admis au droit de manence perpétuelle dans une commune du Valais, 1823-1841.

<sup>79</sup> AEV, IIII-1, vol. 1, Correspondance du Conseil d'Etat, 1<sup>er</sup> mars 1831.



[...] a conservé la liberté de refuser aux Suisses, ses confédérés, la permission d'établissement dans son ressort.<sup>80</sup>

Une année plus tard, le Conseil d'Etat doit déjà admettre que tout n'est plus permis et qu'il doit compter avec

[...] l'opinion générale qui domine actuellement les peuples et qui les oblige à retrancher de leur législation tout ce qui est offensif et repoussant pour les autres nations.<sup>81</sup>

Cela n'empêche pas la Diète d'envisager, en 1830, de percevoir un impôt sur tous les Valaisans qui épouseraient une étrangère:

Nous établirions par là un droit de réciprocité, un droit d'entrée et de sortie sur l'espèce humaine et ce serait à désirer que cette taxe fut un obstacle au mariage de nos ressortissants avec des étrangères; car nous avons assez de filles à marier dans le pays et généralement les étrangères ne conviennent ni à nos mœurs, ni à nos habitudes.<sup>82</sup>

Sur cet arrière-fond, la révision du pacte fédéral de 1815 ouvre un débat important. En décembre 1832, un projet est soumis à l'examen des cantons. Dans ce nouveau pacte, «les penseurs libéraux préconisaient un renforcement du lien fédéral basé sur la souveraineté cantonale».<sup>83</sup> L'idée d'accorder la liberté d'établissement aux Suisses sur tout le territoire de la Confédération provoque une véritable levée de boucliers. Le Conseil d'Etat est intransigeant:

La liberté d'établissement que consacre le nouveau pacte ne saurait être consentie par le Valais et il ne peut être forcé à adhérer à une pareille stipulation.<sup>84</sup>

La commission de la Diète partage le point de vue du Conseil d'Etat:

Notre loi sur la réception des habitants a failli ne pas obtenir la sanction de la majorité des Conseils de dizain par rapport à la simple tolérance du Valaisan d'une commune à l'autre; elle a mécontenté un grand nombre de localités. Qu'en serait-ce si on allait proposer de l'étendre à tous les Suisses? La plupart des communes s'y opposeront fortement, crainte de voir enlever bientôt à leurs ressortissants par des étrangers plus adroits leurs uniques ressources journalières de commerce ou d'industrie, et qu'une grande partie de nos fonds passe successivement entre les mains de nos riches voisins confédérés. A la bonne heure, s'ils venaient rendre à la culture nos mauvais terrains! Mais c'est aux bons principalement qu'ils en voudront. Nous avons déjà eu assez de peine de nous défendre jusqu'ici de trop de ces aliénations [...]

Nous voyons aussi quelques inconvénients sous les rapports moraux dans la liberté illimitée d'établissement: ce sont ordinairement les moindres sujets qui changent de pays. Nous ne devons pas oublier les inconvénients que présenterait aussi la liberté de domicile en favorisant les mariages entre personnes de différentes religions, en laissant arriver en Valais beaucoup de protestants qui ne peuvent y exercer leur culte, y recevoir des leçons de morale.<sup>85</sup>

<sup>80</sup> *Idem*.

<sup>81</sup> AEV, DI 35 bis. 4.1, p. 211, Message du 13 mai 1828.

<sup>82</sup> AEV, DI 139.2, Rapport de la commission de la Diète, 1830.

<sup>83</sup> Pour une analyse approfondie de cette question, voir GÉRALD ARLETTAZ, *Les tendances libérales en Valais, 1825-1839*, Mémoire de licence, Fribourg 1971, pp. 95-131.

<sup>84</sup> AEV, DI 83, Note du Conseil d'Etat à la commission de la Diète chargée de l'examen du projet d'un nouveau pacte fédéral, 21 janvier 1833.

<sup>85</sup> AEV, DI 83, Rapport de la commission, 28 janvier 1833.

Les oppositions s'annoncent fortes et irréductibles. Comme le remarque Gérald Arlettaz:

Toute la législation valaisanne était destinée à «protéger» les citoyens contre la pénétration étrangère, qu'elle soit idéologique ou matérielle. [...] Dans cette optique, le nouveau Pacte était synonyme de sujétion: «L'on disait que bientôt l'on verrait s'élever en Valais des temples protestants, que toutes les religions y seraient admises, que nos filles se mariaient avec les enfants de Calvin, de Luther et même avec des juifs [...]».<sup>86</sup>

Exagération de polémistes? Les différents scandales qui éclatent à l'occasion d'ensevelissements de protestants dans des conditions douteuses prouvent que les considérations religieuses ne sont pas sans influence sur les décisions politiques. On le voit aussi dans la question des mariages mixtes que la Diète interdit absolument en invoquant le fait que

[...] même sous le rapport politique il est d'une extrême importance de ne pas affaiblir dans les peuples la persuasion religieuse dans laquelle ils vivent.<sup>87</sup>

Le mariage mixte apparaît comme le danger suprême dans la mesure où il menace toute l'éducation et la constitution morale de l'enfant et mène à l'indifférentisme.<sup>88</sup>

Le dizain de Monthey est un des rares à faire preuve de tolérance. S'il reconnaît la nécessité d'interdire les mariages mixtes, son porte-parole Pierre-Louis Dufay, président du dizain, n'accepte ni les peines prévues - la déchéance des droits de nationalité - ni le caractère absolu de la défense:

L'Eglise permet sous certaines conditions les mariages mixtes, la loi les défend dans tous les cas, il nous a paru que c'était pousser le rigorisme outre mesure.<sup>89</sup>

Le Valais est un monolithe religieux et entend le rester. Cette volonté entre pour beaucoup dans l'élévation des barrières qui restreignent l'établissement des étrangers; elle revient fréquemment dans les motifs d'expulsion. Lorsque la vallée d'Anniviers renvoie *manu militari* l'ingénieur des mines, Jean-François Ruol, en 1837, les autorités font surtout valoir que

[...] le curé se plaignait que Ruol lui refusait depuis trois ans l'attestation d'avoir rempli son devoir pascal; il se plaignait aussi de sa conduite irréligieuse et scandaleuse.<sup>90</sup>

De même, lorsqu'un charpentier français est expulsé de Chalais parce

[...] qu'il ne veut pas se conformer, sous le rapport religieux, aux habitudes de l'endroit, conduite qui blesse les habitants et fait un sujet de scandale,<sup>91</sup>

le Conseil d'Etat soutient la position de la commune, car le fait qu'on ne voyait Bulliod «pas assez souvent à l'église et qu'il n'avait pas fait ses pâques» lui paraît un motif suffisant d'expulsion.

86 Gérald ARLETTAZ, *op. cit.*, p. 125, citant la *Gazette de Lausanne* du 30 avril 1833.

87 AEV, DI 5.1, Mariages avec des protestants, mai 1835.

88 *Idem*, Message du 25 mai 1835.

89 AEV, DI 67.9.1, Lettre de Pierre-Louis Dufay, 4 mai 1838.

90 Erasme ZUFFEREY, *Le passé du Val d'Anniviers*, t. 2, Sierre 1973, p. 183.

91 AEV, DJP I 39, Affaire de Louis Bulliod, 12 mai 1845.

A partir de 1840, le durcissement et la violence des affrontements politiques augmentent encore les possibilités d'intervention et lorsqu'il s'agit de chasser des gens pour délit d'opinion, les étrangers sont en première ligne. En 1843, le gouvernement applique la procédure d'expulsion à l'encontre de

[...] MM. Monteiller et Hutinot, Français, comme aussi envers des étrangers qui répandaient des principes subversifs de l'ordre social et contraires à la morale, tels que ceux du communisme.<sup>92</sup>

Après la défaite des radicaux, en mai 1844, les traditionalistes vont jusqu'au bout de leur volonté d'exclusion. L'amalgame et l'outrance caractérisent une vision apocalyptique de l'influence des étrangers.

Ces colporteurs de théories insensées, ces brandons de discorde, ces apôtres de doctrines émanées de l'esprit impur des révolutions qui ont ébranlé l'édifice social dans ses bases les plus profondes et répandu le souffle destructeur de l'indifférence sur la religion et la calomnie sur les ministres révéérés, ces propagandistes de l'erreur et du mensonge, sont les réfugiés étrangers qui sont venus implanter leur domicile en Valais [...].

Aussi les avons-nous vus, dans les jours tristes et néfastes de nos dissensions intestines, composer des chansons attentatoires à l'ordre et à la morale, aussi les avons-nous vus à la tête des bandes armées, promener le poignard, le sabre et le pistolet dans nos campagnes.<sup>93</sup>

«Pour abattre l'anarchie et faire renaître la paix dans le canton, les bons citoyens de Vionnaz» demandent au Conseil d'Etat de punir les citoyens communiens du camp adverse en les privant de leurs droits politiques et leur faisant supporter les frais de guerre. Pour les non-communiens, des mesures expéditives s'imposent: ils

[...] seront renvoyés dans leurs communes respectives.

Les habitants perpétuels et les tolérés [...] seront expulsés du canton et renvoyés dans le pays dont ils sont originaires.<sup>94</sup>

Et gare aux autorités qui tergiversent. Des citoyens de Collombey pétitionnent pour obtenir l'exécution des mesures draconiennes:

Nous avons adressé au Conseil d'Etat trois lettres pour demander l'expulsion de la commune des citoyens valaisans qui n'en sont pas ressortissants et des étrangers y domiciliés qui avaient porté les armes contre le gouvernement en mai 1844.

Toutes les communes environnantes se sont conformées en ceci à l'arrêté du Grand Conseil, nous ne saurions croire que la commune de Collombey serait seule frustrée du bénéfice de se débarrasser de ses mauvais sujets.<sup>95</sup>

Misant tout sur l'exaspération des sentiments nationaux et religieux, le régime théocratique de 1844 s'installe dans un camp retranché.

Le Valais doit se replier sur lui-même pour échapper aux principes destructeurs de l'ordre social venus de l'étranger.<sup>96</sup>

92 AEV, 1001-24, Protocoles du Grand Conseil, RG CE, 1843.

93 *Idem*, novembre 1843.

94 AEV, DI 472.3, Le conseil de Vionnaz au Conseil d'Etat, 28 mai 1844.

95 AEV, DI 472.3, Pétition de 43 citoyens de Collombey, 30 juillet 1845.

96 Géraud ARLETTAZ, «L'hiver du Valais», dans *Histoire de la démocratie en Valais*, op. cit., p. 144.

Paradoxalement, à peine de retour d'exil, les radicaux s'effraient à la perspective d'un afflux de réfugiés allemands qui ont cherché un asile en Suisse à la suite de l'échec de la révolution dans le Grand-Duché de Bade. Le nouveau Conseil d'Etat prend les devants et demande au Conseil fédéral d'épargner au canton cette nouvelle charge.

Le Valais a payé sa dette à l'infortune en accordant en 1848 et 1849 une généreuse hospitalité aux nombreux réfugiés lombards et savoisiens qui se sont jetés sur son territoire à la suite des défaites successives de l'armée sarde. Le passage de ces malheureux a, chaque fois, duré assez longtemps, et comme ils arrivaient dénués de tout, il a fallu les entretenir jusqu'à ce qu'ils trouvaient quelque chose à gagner ou qu'ils se rendissent ailleurs.<sup>97</sup>

Il faut reconnaître que, par ailleurs, le canton accueille des réfugiés français et se montre ferme lorsqu'il s'agit de défendre un quarante-huitard, le Dr Ordinaire, qui, à la suite des pressions françaises, est invité par le Conseil fédéral à changer de canton.<sup>98</sup>

## Les droits au quotidien (1848-1875)

La constitution fédérale de 1848 pose de nouveaux principes en matière de droits et de statuts des citoyens et des étrangers. En proclamant l'égalité des Suisses, elle porte un coup décisif aux barrières qui restreignent le libre établissement. Comme les concordats internationaux assimilent les étrangers aux nationaux pour la protection des libertés fondamentales, le canton du Valais doit réviser l'ensemble de sa politique et assouplir sa législation.

Les restrictions et les inégalités tombent les unes après les autres, certes, mais lentement. Les vieux réflexes sont encore là et leurs défenseurs se manifestent lorsqu'il s'agit de mettre en place les modalités d'application de la liberté d'établissement; ils se battent, pied à pied, dans les débats sur la taxe d'habitation, la liberté de commerce et d'industrie, les droits politiques.

Dans un premier temps, les communes, qui protègent leurs ressortissants de toute concurrence dans certains secteurs, s'accrochent à quelques prérogatives. Elles contestent le principe même de la liberté d'établissement inscrit dans la Constitution. En 1848, la ville de Sion s'oppose à l'installation d'un boucher de Martigny, Etienne Rouiller, qui veut exercer sa profession dans la capitale:

N'est-il pas d'une sage prévoyance d'une administration d'éviter l'établissement de personnes qui n'offrent pas au public les garanties désirables et même qui donnent la triste perspective de voir faire des dupes et commettre des abus de confiance?<sup>99</sup>

97 AEV, 1010-2, vol. 1, Lettres expédiées par le Conseil d'Etat, 18 juillet 1849, p. 106.

98 AEV, DJP I 45.1.5.

99 AEV, DI 53.2, 5 janvier 1848.

Si la ville tente de se retrancher derrière la loi du 10 mai 1830, et considère que le principe établi dans la Constitution n'est pas absolu, Rouiller, suivi par le gouvernement provisoire, s'appuie résolument sur les nouvelles dispositions constitutionnelles:

Le bénéfice de la liberté d'établissement est dès ce moment posé et chaque citoyen est en droit d'en jouir.<sup>100</sup>

C'est en se basant sur ce principe et sur celui qui reconnaît enfin l'égalité entre les Suisses et les Valaisans que des citoyens remettent en cause la taxe ou taille d'habitation que tout non-bourgeois domicilié dans une commune paie en vertu de la loi de 1830. En novembre 1853, une pétition<sup>101</sup> demande au Grand Conseil l'abolition de cette contribution qui n'est perçue que «pour le simple séjour, pour respirer l'air»<sup>102</sup>, étant donné que, par les impôts, les non-bourgeois contribuent déjà aux divers avantages qu'offre un endroit, tels que «des établissements publics qui ont coûté fort cher à la communauté».

La suppression de la taxe divise les députés en trois groupes. Le premier, majoritaire, suit le raisonnement du Conseil d'Etat qui propose son maintien pour ménager les communes, tout en la réduisant fortement pour respecter la Constitution fédérale. Il faut aussi

[...] favoriser l'établissement dans le canton de ceux qui n'en sont pas ressortissants, vu qu'il a été toujours reconnu qu'il est de l'intérêt d'un pays de favoriser l'établissement des étrangers.<sup>103</sup>

Une minorité ne veut pas d'une politique d'accueil libérale; elle se bat pour que

[...] nous n'allions pas ouvrir la porte à deux battants aux ressortissants de ces pays qui viennent habiter chez nous que parce qu'ils ne savent pas où aller.<sup>104</sup>

Les plus engagés, parmi lesquels se distingue Adrien-Félix Pottier de Monthey, repoussent toute taxe parce qu'elle est

[...] trop opposée à ces grandes manifestations de confraternité que l'on entend sortir tous les jours de nos bouches.<sup>105</sup>

Pottier préconise de faire une distinction entre les Valaisans et les Suisses, distinction plus tactique que réelle puisque les Suisses et certains étrangers bénéficient automatiquement des mêmes conditions que les Valaisans.

Néanmoins, c'est un autre tacticien qui emporte la décision. Alexis Allet, fait adopter une habile procédure de vote et, par 51 votants contre 30, le Grand Conseil décide de conserver une taxe d'habitation. Pottier quant à lui va au bout de sa logique; il

<sup>100</sup> *Idem*, 6 décembre 1848.

<sup>101</sup> AEV, 1001-46, Protocoles du Grand Conseil, novembre 1853, Annexe G.

<sup>102</sup> *Bulletin des séances du Grand Conseil* (cité désormais BGC), session de novembre 1853, p. 15.

<sup>103</sup> *Idem*, p. 15.

<sup>104</sup> *Idem*, p. 18.

<sup>105</sup> *Idem*, pp. 16-17.

[...] s'est abstenu, vu qu'il veut faire une différence entre les Valaisans et les étrangers; il ne peut voter ni oui ni non.<sup>106</sup>

Mais il ouvre le débat dans les colonnes du *Courrier du Valais*, en expliquant au public les enjeux de la question et sa position:

Dans mon opinion, les citoyens valaisans, comme les confédérés, ne doivent pas, aux termes de la constitution fédérale, cette espèce d'impôt, sans parler des autres puissants motifs qui auraient dû décider le Grand Conseil à renoncer à cet usage qui sera généralement désapprouvé par nos chers et bons confédérés.<sup>107</sup>

Les distinctions entre les habitants vont disparaître, estime Pottier qui entrevoit l'évolution inévitable vers une harmonisation des statuts:

La loi devant avoir un caractère de durée, j'avais prévu le moment où la Confédération poursuivant l'exécution de la loi fédérale, procurera aux habitants perpétuels un droit de bourgeoisie cantonale et obligera le canton de leur fournir un droit de bourgeoisie communale, ce qui les dispensera du droit d'habitation.

Quant aux traités passés par la Confédération avec d'autres Etats réglant le libre établissement, il faudra bien que les communes du canton s'y soumettent.<sup>108</sup>

Le retour du député à Monthey donne lieu à une manifestation populaire qui démontre que le débat est suivi avec un intérêt certain:

On a fait le 8 au soir une ovation à M. l'avocat Pottier en raison de son vote sur la taille d'habitation.<sup>109</sup>

Les discussions sur la taxe d'habitation sont un prélude aux débats sur le droit de libre établissement inscrit dans la Constitution. Le pouvoir traîne un peu les pieds et ne présente la loi d'application au Grand Conseil qu'en 1855 seulement. La marge de manœuvre est étroite, puisque les constitutions fédérale et cantonale s'accordent à reconnaître le principe du libre établissement des Suisses sur tout le territoire du pays. Aussi les législateurs feront-ils dans la dentelle. La question est cette fois de savoir si, comme le prévoit la Constitution fédérale, celui qui veut s'établir dans une commune

[...] doit de plus prouver, s'il en est requis, qu'il est en état de s'entretenir, lui et sa famille, par sa fortune, sa profession ou son travail.<sup>110</sup>

Non, répondent deux conseillers d'Etat qui s'opposent à l'adjonction de cette condition

[...] qui serait la plus grande entrave au libre établissement, en laissant les citoyens du canton à l'arbitraire du conseil de la commune dans laquelle ils voudraient s'établir. Ce serait d'ailleurs une restriction à la liberté qui existe déjà...<sup>111</sup>

A nouveau, une distinction à faire entre les Valaisans et les autres est envisagée, mais les tenants du pouvoir communal auront raison contre tous. Même Pottier, le défenseur des Valaisans lors de la taxe d'habitation, vote pour les clauses restrictives:

106 *Idem*, p. 21.

107 *Courrier du Valais*, 8 décembre 1853.

108 *Ibid.*

109 AEV, DI 148.7, 10 décembre 1853.

110 BGC, Session de novembre 1854, p. 45.

111 *Ibid.*



Métiers ambulants: le colporteur (en haut), le rétameur (photo Rudolf Zinggeler).



[...] non pas que cette disposition entre tout à fait dans ses principes, mais pour tranquilliser l'esprit public, parce qu'il voit un danger imminent à enlever aux communes qui, jusqu'en 1848, se regardaient comme souveraines, le droit de s'assurer si le Valaisan qui se présente dans une commune est capable de subvenir à ses besoins [...]. Cette souveraineté des communes était un préjugé, soit, mais quand on fait des lois pour un peuple qui a des préjugés, il faut souvent en tenir compte si on veut que les lois soient exécutées.<sup>112</sup>

Valaisans et Suisses seront donc soumis aux mêmes conditions. Cependant, il reste, dans la formulation des articles, comme une nuance:

Tout Valaisan peut résider et s'établir librement dans l'une des communes du Canton à son choix [...](art. 1<sup>er</sup>).

Aucun Suisse d'un autre canton appartenant à l'une des confessions chrétiennes ne peut être empêché de s'établir dans le Canton.<sup>113</sup>

La liberté de commerce et d'industrie suscitera moins de débats, car la loi fédérale est suffisamment explicite. A telle enseigne que lorsqu'il est question de préciser les conditions d'établissement donnant droit à cette liberté, François Fumeaux, député radical de Conthey, s'en servira comme d'un argument essentiel:

Tout ce que l'on vient de dire me prouve que la loi en discussion est superflue: la Constitution régit la matière, et vous, sous le prétexte de réglementer le commerce, l'industrie et les arts, vous faites le contraire, vous faites une loi restreignant la liberté du commerce, de l'industrie et des arts. Comme nous n'avons pas besoin de ces restrictions-là, je demande l'ajournement [...].<sup>114</sup>

Les libertés d'établissement et de commerce étant accordées aux Suisses, les ressortissants des Etats étrangers au bénéfice de traités internationaux en profitent immédiatement. C'est le cas notamment des Français, Italiens et Sardes ou du moins de ceux d'entre eux qui appartiennent aux deux religions chrétiennes. Une discrimination pour motif religieux est possible. Ainsi, en 1850, la ville de Sion s'oppose à une décision du Conseil d'Etat qui, contre sa volonté, accorde

[...] à un israélite français le domicile et le droit de former un établissement dans cette ville.<sup>115</sup>

Pour le conseil communal, il ne fait pas de doute que

[...] la Constitution fédérale, qui n'assure le libre établissement dans les autres cantons suisses qu'aux ressortissants de l'une des confessions chrétiennes, ne peut s'appliquer aux israélites français pour lesquels il n'est fait aucune exception dans le traité.<sup>116</sup>

Le Conseil d'Etat justifie sa décision par des considérations diplomatiques, car il craint des mesures de représailles de la France qui

[...] ne voit et ne saurait voir que des citoyens français: jamais elle n'admettra, au moins le pensons-nous ainsi, qu'un certain nombre d'entre

112 *Idem*, Session de mai 1855, p. 6.

113 RL VS, t. 9, pp. 228-229.

114 BGC, novembre 1856, p. 22.

115 AEV, 1001-39, Protocoles du Grand Conseil, 23 novembre 1850, annexe CC.

116 *Idem*, séance du 5 décembre 1850, p. 74.



eux puissent être traités avec moins de faveur que leurs compatriotes et que les uns aient des droits dont ne jouissent pas les autres.<sup>117</sup>

La commission chargée de faire rapport au Grand Conseil est idéaliste. Dans un premier temps, elle se prononce sans réticences pour la défense des principes libéraux:

Elle a éprouvé quelques surprises en voyant que cette réclamation contre l'établissement des israélites provenait justement d'une ville dont le nom est tout hébreux. Elle n'a pas non plus su découvrir quel motif on pourrait puiser dans la différence de religion pour justifier une déviation des principes si universellement adoptés de nos jours par tous les peuples civilisés de l'univers. Tandis que dans les autres pays de l'Europe on est justement occupé à démolir les barrières qui s'opposaient jusqu'à ce jour à l'affranchissement des hébreux, nous viendrions nous, en établir de nouvelles en consacrant par une décision du pouvoir législatif un préjugé qui a fait la honte des siècles passés?

Quel rapport existe-t-il entre le culte qu'un individu professe et la faculté de vendre des marchandises? Il serait difficile d'en découvrir une ombre, à moins que l'on ne prétende peut-être que les israélites sont plus juifs que les chrétiens.<sup>118</sup>

Mais l'antisémitisme a précédé le premier juif à Sion. Joseph Zermatten, député d'Hérens, n'est pas loin de penser que les israélites sont plus juifs que les chrétiens!

Si la répugnance et la crainte des israélites sont grandes dans les autres pays, elles doivent l'être bien plus chez nous, où le peuple, plein de bonne foi souvent accompagnée d'une profonde ignorance, est très facile à se laisser duper par ce qu'on appelle les juifs.

A quel danger ne serait pas exposé le peuple de nos vallées, si ces habiles industriels avaient la liberté d'y établir un commerce ou une industrie comme ils le font en plusieurs pays? L'argent s'en irait, et à nous il resterait les yeux pour pleurer et l'indigence pour nous consoler.<sup>119</sup>

En dépit de tout l'intérêt qu'elle porte au juif Piccard, la commission tempère son idéalisme dans la crainte

[...] que si le canton du Valais était le seul qui interprêtât ce traité d'une manière favorable aux juifs, ceux-ci y viendraient s'établir en masse, et feraient une concurrence dangereuse à ceux du pays.<sup>120</sup>

Le Grand Conseil approuve provisoirement le Conseil d'Etat, mais il lui demande de se renseigner sur la pratique des autres cantons. Curieusement, la solution viendra de là où personne ne l'attendait:

La France reconnaît elle-même que les israélites français peuvent être traités différemment [...].<sup>121</sup>

Dans le domaine des droits civils, l'interdiction de vendre des biens-fonds à des étrangers est une discrimination qui résiste mieux que les autres.

117 *Idem*, Annexe CC, Message du Conseil d'Etat.

118 *Idem*, Rapport de la commission.

119 *Courrier du Valais*, 11 décembre 1850.

120 AEV, 1001-39, Protocoles du Grand Conseil, novembre 1850, annexe CC, rapport de la commission.

121 AEV, 1110-2, vol. 2, Lettres expédiées par le Conseil d'Etat, 13 janvier 1851.

Le contrôle de la vente de biens-fonds est un principe ancien dans la législation valaisanne. D'une manière générale, la possession et la transmission des immeubles sont réservées aux seuls ressortissants du canton. Connus sous les noms de droits d'aubaine ou de traite foraine, ces droits, abolis par la République helvétique, sont restaurés par la suite. Adoptée le 19 mai 1828, la loi sur la vente des biens aux étrangers est très restrictive, car la Diète

[...] envisage avec effroi le danger que des capitalistes très riches ne viennent l'or à la main tenter nos compatriotes et les dépouiller successivement de leur patrimoine [...] nos plus belles possessions, dit-elle, passeront insensiblement de nos mains dans celles des étrangers.<sup>122</sup>

Les non-patriotes doivent obtenir l'autorisation du Conseil d'Etat pour acheter des biens-fonds. Dans le meilleur des cas, le droit de retrait est limité à 3 ans, c'est-à-dire que pendant ce temps, un Valaisan a le droit de racheter l'immeuble. Les non-patriotes qui quittent le canton doivent vendre leurs biens<sup>123</sup>. Cédant aux pressions extérieures, la Diète assouplit les restrictions en décembre 1829. L'acquisition des immeubles est toujours interdite, toutefois l'étranger domicilié peut devenir propriétaire s'il obtient l'autorisation de la Diète ou s'il hérite; le droit de retrait est supprimé. La réforme est acceptée par les dizains romands. En revanche, les trois dizains haut-valaisans dont le vote est connu se prononcent pour le maintien d'une législation plus protectionniste.<sup>124</sup>

Les dispositions de 1829 survivent aux changements de régimes. Après 1848, le Grand Conseil continue de contrôler toutes les demandes de vente qui sont faites à des étrangers. En mai 1860, il refuse d'entériner l'achat d'une maison à Monthey par Jean-Pierre Maxit originaire d'Abondance. L'acheteur débouté, devenu Français par l'annexion de la Savoie, fait appel à son ambassade. Saisi par ailleurs de deux autres cas, le Conseil fédéral, considérant que les Français doivent être traités comme les Suisses, arrête, le 13 septembre 1860, que les ordonnances en vigueur en Valais sont sans effets obligatoires en droit. Il ne reste plus au Grand Conseil qu'à abroger purement et simplement la loi du 19 novembre 1829.<sup>125</sup>

Dernier stade de l'intégration, l'extension des droits politiques à des non-Valaisans n'est pas admise sans réticences. En 1852, la Constitution accorde aux Confédérés domiciliés le droit de vote en matière fédérale et cantonale seulement et pour autant qu'il y ait réciprocité dans les autres cantons. Dans la pratique, peu de personnes en jouissent, car les autorités opèrent une distinction subtile entre le séjour et le domicile qui

[...] implique un établissement, soit ménage, le paiement des charges publiques et le service militaire.<sup>126</sup>

122 AEV, DI 35 bis. 4.1. p. 212, 13 mai 1828.

123 RL VS, t. 5, pp. 204-210.

124 AEV, DI 67.1.3, Référendum des dizains, décembre 1829.

125 AEV, 1001-61, Protocoles du Grand Conseil, novembre 1860, annexe H.

126 AEV, 1110-2, vol. 10, Lettres expédiées par le Conseil d'Etat, 3 octobre 1872.

Comme dans d'autres domaines, c'est finalement sous la pression fédérale que le gouvernement répondra favorablement à une pétition des ouvriers suisses demeurant à Sion en leur accordant, en 1872, les droits de vote après un domicile de 2 ans.<sup>127</sup>

Le repli sur soi qui caractérise l'attitude des milieux politiques se retrouve, à l'échelle, au sein de la population. Les citoyens ont peu souvent l'occasion de s'exprimer sur ce thème, mais quand ils le font, le message est clair. Par deux fois, en 1875 et 1877, ils votent sur l'élargissement du droit de vote des Suisses domiciliés. Seuls 12 % des votants sont favorables à l'intégration politique des Confédérés. Les clivages entre les districts sont significatifs.

Tableau 8

Référendums sur le droit de vote des Suisses (en %)<sup>128</sup>

Districts	1875		1877	
	Participation	oui	Participation	oui
Conches	91	0,2	61	1,2
Brigue	75	2,1	56	4,8
Viège	97	0,2	74	1,8
Rarogne	88	0	72	0,4
Loèche	83	1,6	69	2,6
Sierre	72	4,2	54	8,8
Hérens	74	1,4	57	10,1
Sion	62	13,7	49	19,5
Conthey	65	14,0	41	11,6
Martigny	51	44,2	31	30,8
Entremont	46	23,8	26	20,9
Saint-Maurice	53	20,9	34	13,3
Monthey	56	32,3	39	30,8
Valais	67	12,2	48	11,6

A partir de 1875, l'intégration dans la Suisse se fait par la législation, mais aussi par l'économie et par la culture. Cette intégration nivelle les particularismes ou du moins les empêche de se manifester ouvertement. La contrainte de l'opinion est relayée par le poids de la loi et des institutions. Bon gré mal gré, le Valais doit, comme les autres, accepter une définition classique de l'étranger et lui garantir la jouissance des droits fondamentaux.

127 AEV, 1001-86, Protocoles du Grand Conseil, séance du 25 novembre 1872.

128 AEV, DI 74.4 et 7. Sur le contexte de ces votations, voir Patrice FRASS, «Le Valais et le développement de la législation fédérale, 1874-1900», dans *Histoire de la démocratie en Valais*, op. cit., pp. 299-310.

## L'intégration par la naturalisation

### La naturalisation ordinaire

Après un séjour plus ou moins long dans une commune, l'étranger se sent chez lui. Quelles sont les possibilités de mettre les faits en accord avec ses sentiments? A l'exception de la République helvétique et du Département du Simplon qui permettent l'accession à la citoyenneté après une longue résidence, les régimes valaisans instituent, à côté de la transmission patrilinéaire, une seule manière d'accéder à la nationalité valaisanne: la naturalisation.

Les communes des VII Dizains souverains acceptent peu de nouveaux membres, car le droit de franc-patriote donne accès à des privilèges et surtout à des charges politiques, honorifiques ou militaires. L'acquisition de ce droit est très coûteuse. Depuis 1732, la naturalisation, enjeu politique important, est tombée dans l'escarcelle des droits détenus par les «patriotes». L'article II de la Landsgemeinde de Viège précise que

Nul ne sera admis patriote [naturalisé] sans référence suffisante. Les dizains devront en être préalablement informés et consentir à l'admission.<sup>129</sup>

Le pouvoir ne se montre pas particulièrement prodigue dans ce domaine et il ne cherche pas à intégrer les élites dirigeantes des territoires sujets. Les habitants du Bas-Valais et des communes sujettes du Haut (Loetschentel, Anniviers), s'ils ne reçoivent pas le qualificatif d'étrangers, n'en sont pas moins traités comme tels. En 1781, le dizain de Brigue propose même en Diète de ne plus recevoir à l'avenir de Bas-Valaisans comme francs-patriotes. La proposition est écartée, pour le motif qu'on ne peut refuser aux Bas-Valaisans ce que l'on accorde aux étrangers.<sup>130</sup>

La période révolutionnaire est novatrice; canton de la République helvétique de 1798 à 1802 et département de l'Empire français de 1810 à 1813, le Valais est alors régi dans le domaine de la citoyenneté par des dispositions nouvelles, calquées sur le modèle du droit français. Ainsi, en 1798, la naturalisation automatique, si elle n'est pas particulièrement aisée, a le mérite d'être possible dans certaines conditions. Le projet de constitution élaboré par les délégués du Bas-Valais, le 24 février, prévoit que

[...]l'étranger devient citoyen lorsqu'il a résidé en Valais sans interruption pendant vingt années consécutives, qu'il s'est rendu utile à sa patrie, qu'il produit des témoignages favorables de sa conduite et de ses mœurs, et qu'il a été admis par sa commune à prêter le serment civique, et que son nom a été inscrit au registre des citoyens valaisans.

Néanmoins, l'étranger ne pourra être admis au rang des citoyens, s'il n'a une propriété quelconque, ou un établissement d'agriculture ou de commerce, ou s'il n'est marié à une Valaisanne.<sup>131</sup>

129 Pierre-Antoine GRENAT, *Histoire moderne du Valais*, Genève 1904, p. 371.

130 AEV, AVL, 23, Abscheids, juin 1781, p. 545.

131 *Idem*, p. 105.

Le représentant de la République française, Mangourit, abaisse le temps d'attente de 20 à 7 ans pour l'étranger

[...] s'il a acquis une propriété territoriale de six mille florins; s'il y a établi un art nouveau, une usine ou une fabrique; s'il a fait une découverte utile aux arts, aux sciences ou à l'humanité; s'il y a fertilisé mille toises carrées [de trente-six pieds chacune] de montagne ou desséché cinq cents toises d'un semblable mètre en marais, ou enfin s'il a épousé une Valaisanne.<sup>132</sup>

Très sensible aux actes symboliques, la période helvétique institue la cérémonie de la prestation du serment civique par lequel les nouveaux citoyens déclarent adhérer aux valeurs de la république et s'engagent à les défendre. La Constitution de la République indépendante prévoit un mode aisé pour faciliter l'intégration des habitants devenus citoyens sous la République helvétique, mais la Diète, par la loi du 25 mai 1803, multiplie les chicanes. Elle ne veut en effet pas favoriser des habitants au détriment des autres patriotes domiciliés. Certes, un habitant peut choisir de se faire naturaliser où il veut, mais son intérêt est évidemment de l'être dans sa commune de domicile de manière à pouvoir jouir des droits de bourgeoisie et des droits politiques. La Diète est manifestement partagée et incertaine, elle pose même des considérants contradictoires. D'une part, elle affirme que la commune n'a pas le droit de refuser un requérant, mais d'autre part, elle pose en principe que celle-ci est

[...] une véritable société dans laquelle on ne pourrait être admis de droit naturel sans le consentement libre des associés.<sup>133</sup>

Les conditions finalement retenues pour l'intégration des habitants constituent un véritable parcours du combattant. Les habitants d'origine étrangère, reconnus comme Valaisans sous la République helvétique doivent:

- prouver par un acte authentique qu'ils sont d'une conduite irréprochable, et justifier d'une propriété franche et libre dans le pays d'un fonds de deux mille francs de 10 batz (art. 2);
- renoncer à tout droit de cité en pays étranger (art. 3);
- prouver que, dans leur pays natal, un citoyen valaisan dans le même cas qu'eux serait admis, sous les mêmes conditions, à la propriété des biens d'une commune (art. 5);
- faire dans la caisse de la commune la mise de fonds [...] qui [...] ne pourra excéder l'équivalent de ce qui devrait échoir à chaque communier, en cas de partage (art. 6).<sup>134</sup>

Au début de la Restauration, la naturalisation ordinaire se fait selon les formes prescrites par la loi de 1802. Les candidats doivent justifier de la propriété de biens-fonds de la valeur de deux mille francs dans le pays, car on estime

[...] qu'un étranger, qui demande la naturalisation, doit offrir une garantie de son attachement au pays dont il veut être reçu citoyen, et les moyens de contribuer au soutien de la société dont il veut partager les avantages.<sup>135</sup>

<sup>132</sup> *Idem*, p. 105.

<sup>133</sup> RL VS, t. 1, p. 115.

<sup>134</sup> *Idem*, pp. 117-118.

<sup>135</sup> RL VS, t. 1, p. 49.

Il doit être reçu en qualité de bourgeois dans une commune. Le montant à payer à l'Etat est de 1000 francs. Le 12 mai 1821, estimant la loi trop dure, la Diète supprime l'obligation de posséder des biens-fonds et modifie la finance à payer en fixant un minimum de 400 francs -le Conseil d'Etat proposait 240 francs- et un maximum de 1000 francs<sup>136</sup>. Ces montants restent considérables. Le minimum correspond au salaire annuel d'un ouvrier et le maximum à celui d'un Conseiller d'Etat!

Le naturalisé doit être admis par la Diète dont la décision est soumise au référendum des conseils de dizains. Les barrages sont suffisamment grands pour éviter une utilisation fréquente de cette voie. Le nombre des naturalisations ordinaires est insignifiant tout au long de la Restauration: une vingtaine de cas.

Les autorités ne donnent pourtant pas l'impression de vouloir fermer les portes aux étrangers, bien au contraire. En 1824, le directeur des forges d'Ardon, Jacques Grasset, est naturalisé valaisan. Emballée par la réussite des forges et par les espoirs qu'elles font naître, la commission de la Diète propose même à cette occasion d'utiliser la procédure de la naturalisation comme un acte symbolique, en l'accordant gratuitement à Grasset, qui se fait fort d'apporter au canton des ressources annuelles évaluées à 150 000 francs,

[...] considérant qu'il convient d'encourager l'industrie nationale et de détruire la mauvaise opinion dont le Valais jouit à l'étranger sous ce rapport, qu'on pourrait difficilement le faire d'une manière plus frappante qu'en faisant un acte public de récompense pour l'entrepreneur des forges d'Ardon.<sup>137</sup>

Mais, lorsque 7 ans plus tard, ce «bourgeois conquérant» aux opinions libérales se fait élire député de Conthey à la Diète, il est fortement contesté par ses pairs<sup>138</sup>. La commission qui rapporte sur son cas

[...] avant de se séparer a témoigné sa surprise de la facilité avec laquelle on admet les étrangers à la naturalisation, quelques-uns auxquels cette faveur a été accordée n'ont pas toujours donné, dans nos dissensions politiques entre autres des preuves d'un esprit vraiment suisse.<sup>139</sup>

Autre fait significatif, les quelques rares dossiers soumis au référendum des dizains provoquent des réactions négatives. En 1834, par exemple, le dizain de Sierre

[...] a de même voté pour le refus de la naturalisation des sieurs Gollut et Versy, originaires de Savoie, pour le motif que des familles de cette nation sont déjà répandues en grand nombre dans plusieurs parties du canton, et que si on continue de leur donner trop accès dans le Valais que cela ne tournera qu'au désavantage du Valaisan.<sup>140</sup>

136 Loi qui modifie celle du 2 novembre 1802 sur la naturalisation, RL VS, t. 4, p. 14.

137 AEV, DJP I 36, Rapport de la commission, 11 décembre 1824.

138 Gérald ARLETTAZ, *Les tendances libérales en Valais, 1825-1839*, op. cit., pp. 18-19.

139 AEV, DI 65, p. 234, Rapport de la commission sur la réclamation contre la nomination de Jacques Grasset.

140 AEV, DI 67.5.2, Référendum des conseils de dizains, 29 novembre 1834.

En 1840, la nouvelle loi sur la naturalisation -encore en vigueur aujourd'hui- maintient des seuils élevés. L'accent est mis cette fois sur l'adhésion aux nouvelles valeurs patriotiques. Le Grand Conseil se prononce pour plus de circonspection que par le passé:

Il faut que celui qui désire se faire naturaliser ait donné au canton des gages de son désir d'en épouser les intérêts, d'en supporter les charges et d'en devenir un membre effectif réel. Il faut que la naturalisation donne à la Patrie un citoyen de plus et non qu'elle serve à faciliter le séjour à l'étranger.<sup>141</sup>

Le candidat à la naturalisation doit toujours être accepté par une commune dont il devient ressortissant; il doit justifier d'un domicile de cinq ans dans le canton et produire des certificats satisfaisants de conduite et de moralité. La finance de naturalisation demeure fixée entre 400 et 1000 francs. L'adhésion aux valeurs de la nouvelle patrie est symbolisée par la cérémonie du serment que le naturalisé prête devant le Grand Conseil suivant la proposition de Hyacinthe Barman<sup>142</sup>. Le naturalisé renonce à tout autre droit de cité.

L'intégration dans la communauté valaisanne est sanctionnée par l'ensemble des citoyens du canton. Les votations populaires sur cet objet permettent de situer l'attitude des citoyens valaisans face à l'élargissement de leur cercle.

Tableau 9

Référendums au sujet des naturalisations de 1841 et 1842 (les rejetants en nombre absolu et en % des électeurs inscrits)<sup>145</sup>

Districts	loi sur la naturalisation 7 fév. 1841		3 naturalisations individuelles 7 fév. 1841		9 naturalisations individuelles 7 fév. 1842	
	Nb. a.	%	Nb. a.	%	Nb. a.	%
Conches	801	66	798	66	101	8
Brigue	569	61	673	72	49	5
Viège	984	66	905	60	581	39
Rarogne	1034	81	983	77	332	26
Loèche	663	63	663	63	138	13
Sierre	894	52	775	45	545	31
Hérens	752	53	752	53	7	—
Sion	172	15	210	18	1	—
Conthey	224	16	210	15	52	4
Martigny	126	7	124	7	26	1
Entremont	352	14	173	7	—	—
Saint-Maurice	7	1	4	—	—	—
Monthey	24	1	61	4	19	1
Valais	6602	38,2	6331	37,5	1851	9,8

141 AEV, 1001-19, Protocoles du Grand Conseil, novembre 1840, Annexe H.

142 *Idem*, pp. 96-98.

145 AEV, DI 69.1.2 et 4.



Les clivages sont géographiques et politiques. Comme dans d'autres cas, on observe un rejet massif de la part des dizains haut-valaisans. Obstruction systématique? Les libéraux et observateurs contemporains se sont servis de cet exemple pour démontrer que rien ne trouvait grâce au-delà de la Raspile, comme le souligne Rilliet de Constant:

[...] on retrouve 6330 votes négatifs contre trois décrets de naturalisation individuelle; à qui persuadera-t-on qu'il existe en Valais 6330 citoyens qui fussent convaincus que les sieurs Beauge, Vergerer et Delaquit [...] fussent indignes de cette faveur.<sup>143</sup>

Le vote antigouvernemental est sans doute l'explication la plus plausible. Il se trouve pourtant des communes qui répondent à leur manière à la question de Rilliet de Constant. Que disent-elles? Des aphorismes surprenants qui rappellent des discours déjà entendus dans les années de la Restauration:

On s'est souvent étonné du grand nombre de citoyens valaisans, il y a donc assez de Valaisans [Niederernen]. Depuis longtemps il n'a pas été nécessaire de recevoir tant d'étrangers dans notre canton vu que cela n'apporte aucun fruit [Mund]. On a suffisamment de braves citoyens [Agarn].<sup>144</sup>

## Les incorporations

Avec ses barrages élevés, la naturalisation ordinaire ne peut guère procéder à l'intégration des étrangers qui se sont fixés en Valais et qui le considèrent comme leur patrie. Ce problème lancinant crée de fortes tensions dans certaines localités. Il faudra des périodes troublées, puis l'intervention de la Confédération pour que le canton et les communes assimilent par la loi des personnes qui le sont déjà dans les faits.

A trois moments charnières de son histoire et lors de changements politiques importants, le pouvoir va tenter d'intégrer en bloc des personnes qui sont considérées comme valaisannes sans en avoir le titre. C'est le cas en 1816, 1840 et 1848. La situation est simple: à la faveur de circonstances particulières, en raison des troubles, ou par suite de négligence, des hommes, bien intégrés dans le canton, ne se découvrent plus de liens officiels avec leur pays d'origine sans en avoir acquis d'autres en Valais. La première tentative de règlement global de la question a lieu en 1816. La Diète propose de régulariser la position des personnes qui, grâce à des pratiques plus libérales de l'Helvétique et du Département du Simplon ont acquis la citoyenneté sur sol valaisan, mais ne remplissent pas toutes les conditions pour l'être à part entière selon les critères de la Constitution de 1815. Les motifs pour intégrer ces personnes ne manquent pas. La commission est

143 Rilliet DE CONSTANT, *Le Valais de 1840 à 1844*, Lausanne 1845, pp. 24-25.

144 AEV, DI 72.2.1, *Référendum sur les décrets de naturalisation*.



[...] bien convaincue de l'utilité pour la caisse publique d'augmenter le nombre des réceptions autant que possible, de détruire les préventions qu'on a communément contre quiconque est habitant dans un endroit, d'augmenter la population, l'industrie, les moyens de favoriser l'agriculture, d'y attirer quelques petites fortunes du dehors et finalement de nous rendre frères des individus qu'il n'est plus en notre pouvoir de renvoyer dans leur patrie primitive sans faire leur procès dans les formes.<sup>146</sup>

Il serait par ailleurs contraire aux intérêts du canton

[...] d'obliger pour ainsi dire [...] une classe commerçante et adonnée aux arts et métiers en général, à désertir le pays d'où ils emporteraient le fruit de leur économie.<sup>147</sup>

Même le climat politique devrait en être amélioré puisqu'on éviterait le maintien dans la république des catégories d'habitants ayant des motifs de troubler l'ordre public.

Nous pouvons encore nous rappeler avec douleur combien les notables des communes et leurs conseils ont eu à souffrir de la part des habitants ulcérés de voir un grand intervalle entre les communiens et eux.<sup>148</sup>

Les conditions finalement retenues ne sont pas au diapason des discours en Diète. Pendant une année, les habitants qui ont été reçus bourgeois dans une commune peuvent se faire naturaliser pour un prix de faveur fixé tout de même entre 400 et 640 francs au lieu des 1000 francs de la naturalisation ordinaire.

Malgré une prolongation des délais jusqu'en 1819, la tentative d'intégration se solde par un échec. Seules 207 personnes deviendront valaisannes à la suite de cette campagne.<sup>149</sup>

La nationalité ne s'acquérant pas automatiquement -elle a plutôt tendance à se perdre-, le nombre des marginalisés augmente. En 1830, on commence à considérer cette évolution avec une certaine inquiétude.

Le nombre des habitants en général, c'est-à-dire de cette classe répandue dans diverses communes du pays où quoique domiciliée même depuis longtemps, n'y jouit cependant pas du droit de communauté et par là des droits politiques, s'est accru dans certains endroits de manière à y former le tiers de la population.

La plupart d'entre eux étaient sans doute dans l'intention de rentrer dans leur patrie après avoir amassé quelques fonds, fruits de leur industrie. Mais ils ont pris le parti de se fixer définitivement en Valais. Ils s'y sont mariés et nombre d'entre eux comptent déjà plusieurs générations. Cette résolution de la part de ces étrangers a été utile à la repopulation de la plaine, à l'amélioration des travaux agricoles et à la propagation de la classe des industriels et des professionnels.<sup>150</sup>

D'autre part, une nouvelle catégorie commence à faire sérieusement parler d'elle, les apatrides ou heimatlosen que les États se rejettent. Dans un premier temps, on se propose de les assimiler aux habitants perpétuels:

146 *Ibid.*

147 *Ibid.*

148 *Idem*, Message du Conseil d'Etat, 20 novembre 1816.

149 AEV, 5150-1, 40.2, Registre des naturalisations, 1816-1871.

150 AEV, DJP I 38, Rapport de la commission à la Diète, mai 1830.

Il s'agit en effet de donner une patrie, de créer un domicile à ces êtres malheureux qui placés sur cette terre avec tous les droits naturels inhérents à la qualité d'enfants d'Adam ne savent presque cependant où reposer leur tête et reproduisent en quelque sorte au milieu de nous la hideuse image de la peine du premier fratricide [...].

Depuis longtemps, l'aspect des heimatloses déparait le riant tableau que présente la condition des hommes libres qui respirent l'air de l'Helvétie. Généralement l'on sentait le besoin, la nécessité d'effacer le contraste pénible qu'offraient ces hommes que leur condition précaire assimilait presque à la classe des parias indiens. Sans domicile fixe, flottant de commune en commune, de canton en canton, étrangers aux lois sous l'empire desquelles tour à tour ils vivaient, ils ne pouvaient qu'être sans amour pour le pays qui les nourrissait.<sup>151</sup>

Convaincue par ce discours, la Diète accorde aux heimatloses les droits des habitants perpétuels.

Confronté à une situation qui n'a guère évolué, le nouveau régime libéral de 1839 doit innover. La Constitution du 3 août décide que les habitants perpétuels sont Valaisans. Le Grand Conseil adopte le 19 mai 1840 un décret qui réduit pour une période limitée -2 ans- la finance cantonale qu'ils doivent payer pour leur naturalisation.

Mais si des députés estiment que le pays manque de bras pour assainir et cultiver les terres, d'autres, au contraire, pensent

[...] qu'il faut être circonspect dans l'admission des étrangers, que la population indigène est bien suffisante [...].<sup>152</sup>

Cette divergence d'opinion, de même que la crainte d'un rejet en votation populaire empêchent l'adoption de mesures trop libérales. Le montant exigé -200 francs- reste relativement élevé et limite les candidatures à la naturalisation.

Le nouveau régime de 1848 remet l'ouvrage sur le métier. Le décret du 29 janvier 1848 sur la naturalisation des habitants perpétuels abaisse pour une durée limitée la finance de naturalisation entre 20 et 300 francs et met au bénéfice de cette faveur, à titre de récompense nationale, les simples habitants en raison des services qu'ils pourraient avoir rendus au pays.<sup>153</sup>

Deux opinions s'expriment à l'occasion de ce débat: l'une est opposée à la naturalisation automatique des habitants qui remplissent certaines conditions; elle estime que l'Etat doit conserver le droit de repousser un candidat. L'autre

[...] qui est celle du gouvernement provisoire, part du point de vue que lors de la votation de l'article 19 de la Constitution, la haute assemblée avait l'intention de faire disparaître autant que possible la classe des habitants perpétuels, et qu'à cet effet, elle avait entendu établir en principe que tout habitant avait droit à la naturalisation moyennant une finance à fixer [...].<sup>154</sup>

151 AEV, DJP I 38, Rapport de la commission, 17 décembre 1829.

152 AEV, 1001-19, Protocoles du Grand Conseil, mai 1840, Annexe G.

153 RL VS, t. 8, pp. 61-62.

154 AEV, 1001-32, Protocoles du Grand Conseil, 22 janvier 1848, p. 99.

Dans l'ensemble, peu de personnes profitent des facilités offertes, car en plus de la finance de naturalisation, il faut toujours acquérir les droits de bourgeoisie et ceux-ci équivalent dans certaines communes à une petite fortune: 5000 francs à Sion, l'équivalent de 10 ans de salaire d'un gendarme! Au brave Valaisan qui se gausse des problèmes de l'esclavage aux Etats-Unis, son cousin d'Amérique rétorque:

N'avez-vous pas l'esclavage parmi vous aussi puisque avec vos droits de patriotes, de bourgeois et communiers, vous avez de sacrées lois qui obligent aux pauvres habitants forains, etc, à payer des fortes rétributions pour pouvoir respirer l'air, à ce défaut on le fait partir comme un voleur et malfaiteur.<sup>155</sup>

L'irruption du droit fédéral dans ce domaine est décisive et spectaculaire. En 1850, les Chambres fédérales adoptent une loi qui vise à supprimer les *heimatlosen* en les intégrant dans les cantons et les communes où ils résident.

Dans un premier temps, le Valais se sent peu concerné. Les *heimatlosen* sont assimilés aux habitants perpétuels et ceux-ci ont même le droit de vote depuis 1853<sup>156</sup>. Le gouvernement a donc bonne conscience. Il le fait savoir au public par le canal de la *Gazette du Valais*<sup>157</sup> et au Conseil fédéral par un rapport lénifiant:

[...] le Valais a pleinement satisfait au vœu de la loi fédérale; la Constitution de 1852 et l'arrêté d'exécution par la concession des droits sus-mentionnés, ont même fait plus que ne prescrivait cette loi.<sup>158</sup>

La question des *heimatlosen* est résolue dans la mesure où leur statut leur donne

[...] dans leur commune tous les droits civils et les droits utiles dont jouissaient les communiers, tels que la participation aux services du culte religieux, aux écoles, aux subsides en cas d'indigence et en général à la jouissance de tous les avoirs et fonds communaux destinés aux services publics des communes.<sup>159</sup>

La bonne conscience de l'administration cantonale ne sera pas de longue durée. En 1867, l'Assemblée fédérale invite les cantons retardataires à mettre à exécution la loi de 1850. Le doute s'insinue dans les esprits.

Enfin après dix-sept années d'un sommeil tranquille et paisible, un cri d'alarme fut jeté par la plus importante bourgeoisie de notre canton.<sup>160</sup>

Le réveil est brutal. L'opinion publique s'agite:

Sur l'initiative de la bourgeoisie de Sion, différentes réunions de bourgeois ont eu lieu. Une commission composée de délégués de tout le pays a décidé après une mûre délibération, de se manifester en sorte que la régularisation des conditions des *heimatlosen* soit la moins onéreuse que possible pour les communes.<sup>161</sup>

155 AEV, DI 194.3, Lettre de Louis Morend à Etienne Deslarze, 10 janvier 1857.

156 RL VS, t. 9, pp. 56-56, Arrêté du 1 mars 1853 sur l'admission des habitants perpétuels aux élections communales de 1853.

157 *Gazette du Valais*, 31 mars 1859.

158 AEV, 1110-2, vol. 6, Lettres expédiées par le Conseil d'Etat, 17 mars 1859.

159 *Ibid.*

160 AEV, 1001-78, Protocoles du Grand Conseil, mai 1869, rapport de la commission.

161 BGC, session de mai 1869, p. 28.

Pendant trois ans, la question va mobiliser l'opinion. Au-delà de l'incorporation de quelques centaines d'heimatloses proprement dits, c'est toute une conception du fonctionnement de la société qui est remise en cause. Tout autant que d'intégration, on parle de l'existence des bourgeoisies, des droits politiques, des libertés individuelles.

Dans ce débat complexe, les protagonistes sont nombreux, car un jeu subtil se déroule aussi entre les différents pouvoirs: confédération-canton, canton-commune, municipalité-bourgeoisie.

Premier acte: le Conseil d'Etat, pressé par les autorités fédérales, propose au Grand Conseil un projet de loi qui régularise la situation des heimatloses. Pour le gouvernement, la situation n'est pas dramatique:

En Valais, où la tolérance des populations, tolérance dictée le plus souvent par un sentiment d'humanité et de charité chrétienne, avait pénétré dans les administrations des communes et même dans l'administration supérieure, nous n'avons pas eu le spectacle pénible de ces familles d'heimatloses pourchassées de commune en commune, de canton en canton, se trouvant souvent sans un gîte et sans un abri dans cette Suisse libre et obligées d'aller cacher leur existence dans les forêts.<sup>162</sup>

Le Conseil d'Etat admet le principe posé par la législation fédérale qui est de [...] supprimer les diverses catégories de ressortissants d'un même canton, pour n'en former qu'une seule ayant un même droit de cité cantonal et communal.<sup>163</sup>

Pour atteindre ce but, deux voies sont possibles. La première consiste à créer une nouvelle commune qui comprendrait tous les ressortissants de la même localité ayant les mêmes droits. Les bourgeoisies seraient supprimées comme organismes politiques et transformées en de simples corporations civiles ayant droit de jouir en commun de leurs biens. Le gouvernement estime que

[...] l'effet le plus immédiat de cette solution aurait été la destruction de la commune bourgeoise, et nous ne voyons aucun motif de provoquer un pareil résultat.<sup>164</sup>

En conséquence, il se résigne à proposer l'application pure et simple de la loi fédérale, c'est-à-dire procurer aux heimatloses un droit de bourgeoisie cantonal ou communal. Dans son projet, les communes conservent la faculté de régler cette incorporation en accordant le droit de bourgeoisie chez elles ou en l'achetant dans une autre commune. Car, estime le Conseil d'Etat, il y aurait une injustice évidente à procéder autrement:

[...] l'habitant perpétuel de Sion, par exemple, bourgeois d'une autre commune du canton ayant supporté les mêmes charges et payé la même finance d'admission qu'un habitant originaire de la Savoie, ne pourra acquérir la bourgeoisie de Sion qu'en payant la somme entière de 5000 francs actuellement exigée, tandis que l'habitant d'origine savoisienne obtiendrait ce droit pour ses enfants sans rien payer.<sup>165</sup>

162 AEV, 1001-78, Protocoles du Grand Conseil, mai 1869, message du Conseil d'Etat, 18 mai 1869.

163 *Ibid.*

164 *Ibid.*

165 *Ibid.*

Ces restrictions posées, l'incorporation n'est plus un danger pour les bourgeoisies, mais au contraire

[...] une augmentation de force et de puissance, car le sage libéralisme dont s'inspire la loi fédérale veut que tous les enfants de la patrie, ceux nés d'aujourd'hui aussi bien que les aînés, soient égaux, il en résulte que cette assimilation faite sur des bases équitables, les bourgeoisies voient de fait disparaître leurs plus nombreux et leurs plus dangereux adversaires.<sup>166</sup>

Le champ d'application de la loi est étendu; celle-ci concerne, à côté des quelques heimatloses proprement dits, tous les enfants illégitimes, les enfants trouvés et surtout les habitants perpétuels qui ne sont bourgeois d'aucune commune du canton.

L'essentiel des débats porte sur la question de savoir s'il faut appliquer strictement la loi fédérale, aller plus loin ou moins loin.

Un groupe de députés, parmi lesquels se signalent trois députés de Sion, Joseph Rion, Alexandre Dénériaz, et Gaspard Gabioud, considère comme une pratique inadmissible, une atteinte à la morale, l'idée de laisser aux communes la faculté d'acheter des droits de cité ailleurs,

[...] car si nous autorisons à procurer aux heimatloses des droits de cité en dehors des communes où ils l'ont acquis, nous fausserions alors la loi et nous commettrions une injustice manifeste. Enlevez aux heimatloses de Sion le droit de cité et procurez leur ce droit à Veysonnaz; est-ce que vous ne leur enlevez pas en même temps tous les avantages qui résultent de la culture d'un plus grand centre? Et encore la commune de Veysonnaz et tant d'autres petites communes, auxquelles on veut recourir, ont-elles assez de moyens pour subvenir à la détresse de tant de heimatloses indigents, et fournissent-elles des garanties suffisantes?<sup>167</sup>

Avec tout autant d'assurance d'autres députés estiment qu'il n'y a pas d'injustice à acheter un tel droit de bourgeoisie.

C'est à la bourgeoisie de payer aux heimatloses le droit de bourgeoisie et partant ceux-ci n'ont pas le droit de se plaindre.<sup>168</sup>

Le principal rédacteur de la loi, Antoine de Riedmatten, son collègue du Conseil d'Etat, Alexis Allet, et plus singulièrement Alphonse Morand, vont développer une argumentation qui emporte l'adhésion. Pour de Riedmatten, la loi fédérale est claire: elle demande de «procurer» un droit et «il ne faut pas être plus royaliste que le roi». De même, Allet propose de s'en tenir à un moyen terme, car il est

[...] profondément convaincu que les bourgeoisies ne seront plus combattues alors et après que tous ces éléments hostiles auront été absorbés par l'incorporation.<sup>169</sup>

Quant à Alphonse Morand, l'ancien Jeune Suisse, il n'admet pas que le Conseil fédéral intervienne dans les affaires bourgeoises. Il lance l'idée d'une distinction à opérer entre un droit de bourgeoisie absolu et un droit restreint.

166 *Idem*, Rapport de la commission.

167 BGC, mai 1869, p. 24.

168 *Ibid.*

169 *Idem*, pp. 28-29.

A la seconde lecture, en novembre 1869, les idées ont évolué. La discussion au Grand Conseil est plus riche, plus tranchée aussi. Que ce soit sur le champ d'application de la loi (les habitants perpétuels, les illégitimes sont-ils concernés?) ou sur les modalités d'intégration (liberté ou non laissée à la commune), le débat est vif. Depuis le mois de mai, les protagonistes ont poli leurs arguments. Ainsi, dans le camp de l'ouverture, le député Joseph Rion, propose « tout un nouveau système » qui possède une cohérence certaine. Comme la majorité de la commission, il veut s'en tenir à une formulation très générale de la définition des heimatlozes qui permet d'englober tous les habitants en situation inférieure. Les heimatlozes doivent être incorporés dans la bourgeoisie dont ils sont ressortissants.

En effet, il est hors de doute que pour procurer des bourgeoisies à bon marché il faudra s'adresser à de petites localités de la montagne où l'incorporé ne trouve pas le moindre avantage et dans ce cas on ne lui ferait qu'un don trompeur, nul et fallacieux [...].

Dans ce dernier cas, plusieurs bourgeoisies se ruineraient et dans la première supposition l'on commettrait une injustice criante en faisant payer une finance pour une bourgeoisie de nulle valeur; les incorporés s'y refuseraient.<sup>170</sup>

Il propose que l'incorporation soit obligatoire et payante, mais

[...] les personnes qui ne possèdent pas, pour le moment, une fortune suffisante, seraient débitées quand même du prix de réception et il leur serait retenu leur part aux concessions et répartitions annuelles directes.<sup>171</sup>

Allant jusqu'au bout de sa logique, il préconise de rétablir l'égalité entre les citoyens valaisans en disposant que

[...] tout citoyen valaisan établi dans une commune autre que celle où il possède un droit de bourgeoisie, ait la faculté d'acquérir la bourgeoisie du lieu de son domicile moyennant qu'il fournisse les garanties nécessaires.<sup>172</sup>

Pour Rion, il s'agit de

[...] procurer des ressources aux bourgeoisies, de leur donner de la consistance, de les affermir par la fortune, le nombre et la considération, comme aussi, d'autre part, d'intéresser les non-bourgeois à la prospérité des bourgeoisies, de les fixer dans la cité où ils ont leur établissement, leur commerce et leurs ressources.<sup>173</sup>

Quelques rares députés appuient fortement ces propositions, ainsi le Sédunois, Gaspard Gabioud:

En présence de l'esprit essentiellement libéral qui anime et a dicté la loi fédérale, il trouve le projet de loi immoral en ce sens qu'il autoriserait le trafic et le marchandage des habitants perpétuels, autre espèce de traite de blancs. Il demande à cet égard qu'une défense formelle soit consignée dans la loi, de placer les habitants perpétuels ailleurs qu'à l'endroit de leur manence acquise, sauf consentement.<sup>174</sup>

170 *Idem*, session de novembre 1869, p. 46.

171 *Ibid.*

172 *Idem*, p. 47.

173 *Ibid.*

174 *Idem*, pp. 47-48.

Les adversaires d'une règle aussi contraignante défendent soit l'idée que la loi fédérale ne prévoit qu'un droit de cité et donc que la plupart des cas valaisans sont déjà réglés, soit qu'il n'est pas possible de privilégier les habitants perpétuels en les intégrant dans leur commune d'accueil. Alexis Allet, président du Conseil d'Etat, résume cette position:

Que devons-nous, pour être justes, accorder aux heimatlozes? Tout ce que la loi fédérale leur accorde. Or, quels droits la loi fédérale assure-t-elle aux heimatlozes si ce n'est celui d'être incorporés dans une commune, rien de plus et rien de moins. Comment les habitants perpétuels tiraient-ils le droit de bourgeoisie du lieu où ils jouissent du droit de manence perpétuelle? L'ont-ils acquis en devenant habitants perpétuels? Non. La loi fédérale le leur donne-t-elle? Non. – Où est-elle donc cette injustice et cette immoralité dont on argumente?<sup>175</sup>

Pour Morand, c'est une affaire de vocabulaire:

[...] la première confusion provient de ce que le Conseil fédéral emploie de mauvais traducteurs, des traducteurs qui écrivent le français comme une vache espagnole le parle.<sup>176</sup>

Un nouveau texte est élaboré qui revient sur les acquis du premier projet. Il exclut les habitants perpétuels du bénéfice de la loi et laisse la liberté aux communes de «procurer» un droit de bourgeoisie aux heimatlozes. Le Grand Conseil l'adopte à une écrasante majorité -62 contre 15. Les députés qui votent contre la volte-face du Grand Conseil appartiennent en majorité à des districts où le problème est aigu: sur les 15 opposants, 6 viennent de Monthey et 5 de Sion<sup>177</sup>. Coïncidence significative, ce sont les habitants perpétuels de ces localités qui font appel à la Confédération et ouvrent ainsi le troisième acte.

Le Conseil fédéral s'en prend vigoureusement au gouvernement:

Nous ne sommes, en effet, pas peu surpris de nous voir renvoyés à l'état de choses tel qu'il existait, il y a déjà 10 ans.<sup>178</sup>

Il déclare ne pas pouvoir se contenter de cette loi et invite le gouvernement à en «suspendre l'exécution».

Cette intervention provoque un réflexe de nationalisme, le Grand Conseil vote des remerciements au Conseil d'Etat, car si le Conseil fédéral a

[...] mis une main sévère sur le Valais, en agissant semble-t-il *ab irato*, il faut de la dignité dans la réponse à lui adresser. S'il a la surveillance de l'exécution des lois fédérales, est-il autorisé à nous malmenier ainsi? Il nous adresse avec ses reproches l'ordre de changer la loi votée en second débat, qui lui paraît si contraire à l'esprit de la loi fédérale, mais nous dit-il ce qu'il faut faire pour mieux se conformer à cette loi? Rien de tout cela.<sup>179</sup>

Préparé dès le 20 février par une polémique de presse<sup>180</sup> qui oppose Joseph Rion à Alphonse Morand et à Emmanuel Barberini, secrétaire d'Etat,

175 *Idem*, pp. 51-52.

176 *Idem*, pp. 52-53.

177 AEV, 1001-79, Protocoles du Grand Conseil, séance du 24 novembre 1869. Les quatre autres députés sont de Conches, Loèche, Brigue et Saint-Maurice.

178 AEV, DJP I 41.2.1, Lettre du Conseil fédéral, 28 février 1870.

179 BGC, mai 1870, pp. 97-98.

180 *Le Confédéré* publie une dizaine de lettres de ces protagonistes entre février et juin 1870. *La Gazette du Valais* publie, les 10 et 13 avril 1870, deux articles présentant le point de vue du gouvernement.



le troisième débat, en dépit du retour en force des députés qui veulent exécuter la loi fédérale comme elle doit l'être et « d'une manière digne d'un Etat »<sup>181</sup>, n'aboutit qu'à la reprise du projet adopté en premier débat. Le lieu d'intégration est laissé à la liberté de la commune et, pour ne pas prêter les anciens bourgeois, une loi sur les bourgeoisies est adoptée tambour battant<sup>182</sup>; elle les autorise à opérer des partages en toute propriété entre les anciens bourgeois. Cette faculté sera utilisée par quelques riches bourgeoisies qui distribuent à cette occasion des terrains à mettre en culture.

L'épisode laisse quelque amertume, quand ce n'est pas de l'exaspération. Dans une lettre au *Confédéré*, Alphonse Morand s'en prend violemment au Conseil fédéral et à la fameuse lettre suspendant l'exécution de la loi. Il la trouve

[...] d'une impolitesse remarquable. Elle était parsemée de lieux communs, de jeux de mots, de redites et de contradictions. Elle était en outre assaisonnée de ce qu'on peut appeler de vrais cancans à l'endroit des intentions qui étaient attribuées au Valais. Il était visible qu'elle avait été composée par quelque subalterne.<sup>183</sup>

Tout n'est pas encore dit. Comme le laissent prévoir les débats au Grand Conseil, des bourgeoisies vont « procurer » des droits aux personnes qu'elles doivent intégrer. Celles de Martigny, Monthey, Saint-Maurice, Vouvry, Vionnaz, Massongex, Evionnaz, Port-Valais, signent des conventions avec les communes haut-valaisannes de Fieschertal, Martisberg, Hohtenn. En janvier 1872, un scandale éclate. Le protocole de l'assemblée bourgeoise de Martisberg est porté à la connaissance des instances fédérales et prouve que cette commune de 14 ménages qui s'est engagée à intégrer 100 familles de Saint-Maurice et de Vouvry, a sciemment tenté d'éluder la loi. Mis en cause pour avoir contresigné l'acte, le gouvernement tente de se disculper:

On peut raisonnablement croire que Mr Ribordy, qui ne connaissait pas l'allemand, président de l'ancien Conseil d'Etat, a légalisé les signatures de l'acte incriminé en ne prenant pas garde au contenu de l'acte.<sup>184</sup>

Il doit casser les conventions conclues avec la commune de Martisberg, car elles contiennent des

[...] conditions inadmissibles au point de vue légal, vu que si les nouveaux bourgeois ne doivent point recevoir d'actes d'origine ni de secours et s'ils ne peuvent être envoyés dans la commune, on ne voit pas pourquoi ils sont devenus bourgeois et vos diplômes constatent un tripotage par lequel vous vous êtes tout simplement fait payer des signatures sans valeur.<sup>185</sup>

Survenant immédiatement après le scandale de la Banque cantonale, qui a sérieusement terni l'image du Valais, ce nouvel épisode a un effet déplo-

181 BGC, mai 1870, p. 113.

182 RL VS, t. II, Loi du 23 novembre 1870 sur les bourgeoisies, pp. 172-177.

183 *Le Confédéré*, 19 juin 1870.

184 AEV, III-2, vol. 10, Lettres expédiées par le Conseil d'Etat, 27 janvier 1872.

185 AEV, DI, Copies des lettres expédiées, au conseil bourgeois de Martisberg, 30 janvier 1872.



nable. Le Conseil d'Etat tente vainement d'en atténuer les retombées en annulant les conditions restrictives et en pressant les communes impliquées de négocier au plus vite de nouvelles conventions:

Il serait prudent de tout conclure de suite afin que lorsque la question sera présentée au Conseil national, l'incorporation de vos heimatloses à Martisberg, sans aucune restriction équivoque, fut un fait accompli dont on ne puisse pas revenir, car cette éventualité paraît menaçante au Conseil d'Etat.<sup>186</sup>

Mais il est trop tard. Saisies de l'affaire, les Chambres fédérales tranchent dans le vif et décident tout simplement que les habitants perpétuels ne peuvent pas être incorporés, sans leur consentement, dans une autre bourgeoisie que celle de la commune à laquelle ils appartiennent.<sup>187</sup>

Des difficultés vont encore surgir du fait que certaines communes tentent de créer des bourgeois à deux vitesses, avec l'apparition de «bourgeois municipaux». En vain. Le 27 novembre 1872, le Conseil fédéral fait sauter les dernières discriminations légales contre les illégitimes et leurs descendants en les incorporant, sans paiement et sans restrictions, dans la bourgeoisie de leurs parents<sup>188</sup>. En 1880, le Conseil d'Etat considère que la question des heimatloses est réglée.

Cette affaire des heimatloses en provoquant une redéfinition du rôle des bourgeoisies constitue une étape importante dans l'organisation de la société valaisanne. D'une certaine manière, le refus d'intégrer les nouveaux bourgeois a eu des effets pervers sur l'institution qu'on voulait protéger. Antoine de Riedmatten, auteur du projet de 1869, préfet du district de Sion en 1888, ne s'y trompe pas qui fait un parallèle avec ce qui s'est passé à l'époque du Département du Simplon, lorsque, dans la crainte de l'anéantissement de l'institution, les bourgeois ont procédé à des partages «qui ont été la ruine de nos bourgeoisies». La question des heimatloses marquerait elle aussi une étape en accélérant «l'emprise de l'égoïsme individuel».

Le moyen le plus sûr de lutter contre ces tendances est de faciliter l'entrée dans les bourgeoisies des habitants nouveaux qui viennent se fixer dans les communes, mais non pas de détruire le capital bourgeoisial.<sup>189</sup>

Au total, les incorporations faites en vertu de la loi sur l'heimatlosat sont importantes. En 1872, le Conseil d'Etat recense déjà 4920 individus répartis en 2103 familles. Les heimatloses proprement dits sont peu nombreux -134- au contraire des enfants naturels -1391- et des habitants perpétuels -3386. La répartition par districts révèle des disparités.

186 *Idem*, à Saint-Maurice, 8 février 1872.

187 AEV, DJP I 41, Arrêté du Conseil fédéral. Voir aussi le Message du Conseil fédéral et l'arrêté de l'Assemblée fédérale dans la *Feuille fédérale suisse*, 2 mars 1872, t. 1, pp. 333-353 et 460-461.

188 AEV, DJP I 41.2.1, Lettre du Conseil fédéral, 27 novembre 1872.

189 AEV, DI 347.9.2, Rapport du préfet, 23 mars 1888.

Tableau 10

Incorporations de nouveaux bourgeois<sup>190</sup>

Districts	familles	individus	% population
Conches	59	105	2
Brigue	111	286	6
Rarogne	71	120	2
Viège	85	196	3
Loèche	172	488	9
Sierre	141	291	3
Hérens	91	121	2
Sion	220	663	7
Conthey	112	243	3
Martigny	244	575	5
Entremont	210	311	3
Saint-Maurice	250	584	9
Monthey	337	937	9
Valais	2103	4920	5

Le même tableau pour les principales communes concernées est particulièrement significatif puisque les 12 communes ayant le plus grand nombre de cas rassemblent la moitié du total des incorporations et que, dans certains endroits, les nouveaux bourgeois représentent 20 % de la population.

Tableau 11

Incorporations de nouveaux bourgeois

Communes	familles	individus	% population
Sion	136	475	10
Saint-Maurice	135	365	22
Martigny	104	279	10
Monthey	73	270	10
Chamoson	64	173	12
Vouvry	66	165	12
Loèche	56	162	13
Collombey	31	130	12
Loèche-les-Bains	26	109	18
Brigue	32	108	10
Troistorrents	41	101	7
Sierre	39	100	8

Face à ces chiffres, le bilan des naturalisations ordinaires paraît encore plus dérisoire.

<sup>190</sup> RG CE, 1872, DI, pp. 11-18. Le nombre définitif des incorporations s'élèvera à 5060.

Tableau 12

Naturalisations par la Diète et le Grand Conseil<sup>191</sup>

Années	nat. ordinaires	incorporations	total
1816-1839	21	207	228
1840-1869	104	304	408
1869-1899	148	5060	5208

Pour un siècle, il n'y a que 273 naturalisations dans les formes prescrites par la législation ordinaire. Les débats et les difficultés observées lorsque la question, sous la pression de l'extérieur, prend des allures de crise nationale, montrent à l'évidence que l'intégration ne se fait pas naturellement à l'échelon local. Jalouses de leurs prérogatives et de leurs biens, les bourgeoisies mettent des barrières élevées à leur accès. Fait significatif et qui se vérifiera pendant longtemps encore, des communes ont la réputation d'offrir à des conditions avantageuses les inscriptions sur leurs registres, sans connaître les gens auxquels elles accordent la concitoyenneté. De 1870 à 1899, sur les 148 naturalisations ordinaires, 21 naturalisés prennent la bourgeoisie de Bovernier (410 habitants en 1880), 12 celle de Guttet (134 habitants); 9, celle de Mex (126 habitants); 8, celle de Feschel (181 habitants), 5, celle de Salins (464 habitants)<sup>192</sup>. Que beaucoup de candidats à la naturalisation soient obligés de faire appel à des bourgeoisies de complaisance pour la première étape de leur intégration en Valais montre, s'il en était encore besoin, que le blocage n'est pas seulement institutionnel, il est aussi mental, comme si les étrangers étaient, par leur existence même, un danger pour le pays.

191 AEV, 5150-1, 40, Registres des naturalisations, 1816-1871 et 1871-1899.

192 *Ibid.*



GÉRALD ET SILVIA ARLETTAZ

**Les étrangers et la nationalisation du Valais  
1895 - 1945**



«Où donc était Feschel?» se demande Marie Trolliet en 1889<sup>1</sup>; et Goppenstein, où donc? Vingt ans plus tard, le vice-consul d'Italie à Brigue a découvert cette agglomération du Lötschental; il en estime la population à 5000 habitants, dont 99 % d'Italiens<sup>2</sup>. Ce serait alors la deuxième du canton. En 1910, le «vieux Pays» de Marie Trolliet, la «race», «fille de la terre»<sup>3</sup> valaisanne, le «Peuple du Valais» de Louis Courthion recense en son sein 14 320 étrangers, 11,2 % de sa population! Or, si le relief valaisan a accentué cette vérité que l'étranger c'est l'autre, -celui de l'autre village, de l'autre vallée, de l'autre canton- en 1910, les étrangers sont des ouvriers italiens!

Le Valais est entraîné dans la grande transformation des structures économiques suisses. Comment est-il préparé au choc des cultures qui en découle? Comment va-t-il le percevoir? Le phénomène est-il durable? Quelles sont les caractéristiques de cette population? Quelles vont en être les incidences sur la société? Aborder de telles questions dans l'état actuel de l'historiographie valaisanne du XX<sup>e</sup> siècle relève de la gageure, d'autant qu'elles ne se limitent pas au rapport Valais-étrangers. Affaiblie durant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, l'autonomie valaisanne est emportée par la centralisation de l'appareil politico-économique national qui résulte des angoisses de la période 1900 à 1919. Dès 1909, la classe politique suisse réclame des mesures fédérales en matière de naturalisation<sup>4</sup>. En 1917, le Conseil fédéral instaure un Office fédéral de police des étrangers; en 1920, un Office fédéral du travail. En outre, conservateurs et

1 Marie TROLLIET, «Marie Stuart à Feschel», dans *Un vieux Pays*, Genève 1979 (Réimpression de l'édition de Lausanne 1889), pp. 9 - 49.

2 Archives fédérales (désormais cité: AF), E 2001 (A), n° 175, lettre à la légation d'Italie à Berne, 10 février 1910. Cette estimation est partagée par l'ingénieur et auteur Charles ANDREAE, *Die Baugeschichte der Lötschbergbahn*, Bern 1940, p. 48.

3 Louis COURTHION, *Le Peuple du Valais*, Lausanne 1972 (Première édition 1903), p. 219.

4 Sur la présence étrangère en Suisse et la politique fédérale en la matière, voir Gérard ARLETTAZ, «Démographie et identité nationale. La Suisse et "La question des étrangers"», dans *Etudes et Sources*, Revue des Archives fédérales suisses, n° 11, Berne 1985, pp. 83 - 180; ainsi que «Les effets de la Première Guerre mondiale sur l'intégration des étrangers en Suisse», dans *Relations internationales*, n° 54, été 1988, Genève et Paris, pp. 161-179.

radicaux ne sont plus seuls en présence; chrétiens-sociaux et socialistes, encadrés dans une stratégie qui dépasse le canton, tirent leur raison d'être de la transformation économique et de la présence ouvrière. Ils ne se tairont donc pas<sup>5</sup>.

L'afflux des étrangers est un don du Simplon, construit à partir de 1898, inauguré en 1906. La nationalisation du Valais, quant à elle, est dans une large mesure un cadeau des étrangers. N'ont-ils pas percé le Lötschberg de 1906 à 1911? A leurs corps défendant, ils sont également devenus, dans les premières années du siècle, une «question»; l'opinion suisse a vu dans leur nombre un péril mettant en cause l'identité du pays, «Ueberfremdungsgefahr»! La Première Guerre mondiale, les troubles de 1918 et la crise consécutive à l'armistice fourniront la réponse à cette «question des étrangers»: mise en place d'un Etat plus social, plus national, plus central, plus défensif, plus protectionniste, plus identitaire, c'est-à-dire renforcement de ce que le philosophe français Etienne Balibar appelle l'«Etat national-social»<sup>6</sup>.

L'histoire des étrangers en Valais au cours de la première moitié de ce siècle tend donc à se fondre dans l'histoire globale du canton; elle est révélatrice de ses tensions internes et des pressions externes qui s'exercent sur lui. Au lieu d'inscrire l'histoire des étrangers dans celle du Valais, il est donc légitime de placer l'histoire du Valais dans celle de la présence étrangère. Reste à savoir par quels moyens. Yves Lequin et Pierre Milza nous ont rappelé récemment:

La seule comptabilité des recensements ne peut rendre compte de la place réelle ni de la condition des étrangers en les fixant abusivement en un moment, en un lieu, en un statut<sup>7</sup>.

Or, sur le plan démographique, nous ne disposons guère d'autres sources que les recensements décennaux de la population et ceux, plus discontinus, des fabriques, ainsi que le registre des permis d'établissement et de séjour conservé jusqu'en 1917. Sans pouvoir reconstituer les flux, il faut toutefois chercher à appréhender les mouvements.

En outre, l'historiographie de l'immigration s'est longtemps confondue avec celle du mouvement ouvrier. Conditions de vie et conflits du travail n'ont pas toujours laissé les traces souhaitées dans les archives publiques, les seules que nous ayons consultées. Il existe toutefois des cas très significatifs, tel le conflit de la Dixence en 1935.

Choc des cultures et incidences sur la société? Nous n'avons pas de témoignages individuels et nous n'en avons pas cherché. Nous nous sommes au contraire concentrés sur la presse et sur les archives cantonales et fédérales. S'il n'a pas été possible de dépouiller systématiquement l'en-

5 Sur l'histoire politique du Valais d'avant 1914, voir *Histoire de la démocratie en Valais (1798-1914)*, publié par le Groupe valaisan de sciences humaines, Sion 1979.

6 Etienne BALIBAR, *Race, nation, classe. Les identités ambiguës*, Paris 1988, p. 126.

7 Yves LEQUIN, «L'étrangeté française», dans *La mosaïque France. Histoire des étrangers et de l'immigration en France*, Paris 1988, p. 353.



semble des journaux valaisans sur une période de cinquante ans, nous avons toutefois consulté très largement *Le Confédéré*, le *Nouvelliste valaisan*, la *Gazette du Valais* et la presse socialiste, complétant cette recherche par de nombreux sondages dans d'autres périodiques, le *Walliser Bote* notamment. Les Archives cantonales nous ont fourni les données nécessaires à une étude générale des naturalisations. Si les dossiers, d'accès difficile, du Département de justice et police<sup>8</sup> nous ont procuré des renseignements très précieux sur les questions sociales antérieures à 1918, en revanche, la structure des archives nous a contraints à renoncer au dépouillement de ces dossiers pour la période suivante. Pour l'entre-deux-guerres, il faut regretter la disparition quasi totale des dossiers des Offices cantonaux de police des étrangers, du travail et de ceux de l'Office de conciliation. Les Archives fédérales ont permis de compléter certaines lacunes. Les publications officielles du gouvernement valaisan nous ont servi de fil conducteur, en particulier pour l'aspect politique de la question. Enfin, notre sensibilité à la dimension nationale du problème résulte de notre recherche sur la Suisse et les étrangers entre 1900 et 1930, en cours d'élaboration grâce au Fonds national suisse de la recherche scientifique. Une dernière précision: les étrangers pris en considération dans ce chapitre sont en premier lieu les immigrés établis ou en séjour. L'attitude valaisanne à l'égard des internés de guerre, des populations errantes d'avant 1914 et de la «question juive» sera également abordée. Resterait encore à faire l'histoire des touristes et celle de l'élite immigrée. Les questions pourraient se poursuivre...

## La population étrangère dans le marché valaisan du travail

Dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la Suisse est une importante plaque tournante du marché de l'emploi. Si le bilan migratoire du pays reste fortement déficitaire jusqu'au recensement de 1888, la tendance s'inverse totalement de cette date à 1914, période où le gain est de 176 000 personnes, soit une moyenne annuelle de l'ordre de 2,1‰ habitants<sup>9</sup>. La raison essentielle en est une forte demande de main-d'œuvre dans un marché fonctionnant sur la loi de l'offre et de la demande. En revanche, dès 1914, les conditions se modifient. L'immigration étrangère connaît un reflux considérable dû à la guerre, puis à la crise des années 1930. En outre, la Suisse adopte dès 1919 une politique fondée sur la protection du marché de l'emploi et sur la défense de l'identité nationale. De ce fait, en dépit d'une stabilisation de l'émigration, le bilan migratoire de la période 1914 à 1941 redevient fortement déficitaire, avec une perte de 194 000 personnes, soit 1,5‰ habitant par année<sup>10</sup>.

8 Archives de l'Etat du Valais (désormais cité: AEV), DJP 5030 - 2.

9 Wilhelm BICKEL, *Bevölkerungsgeschichte und Bevölkerungspolitik der Schweiz seit dem Ausgang des Mittelalters*, Zürich 1947, p. 118.

10 *Idem*, p. 207.

Les bilans valaisans s'articulent dans la même périodisation avec un gain migratoire estimé à 689 personnes de 1888 à 1914, mais une perte de 20 000 de 1914 à 1941<sup>11</sup>. Bien qu'exceptionnellement forte, surtout depuis 1899, la demande de main-d'œuvre d'avant-guerre n'est qualitativement pas comparable à celle de la Suisse, dans la mesure où elle porte essentiellement sur des travaux d'équipement. En outre, l'émigration reste forte. De ce fait, les gains annuels moyens sont de l'ordre de 0,7‰ jusqu'en 1910. La balance se renverse dès cette date et les pertes atteignent 14,1‰ pour la période 1914-1920, 5,2‰ pour la décennie 1920-1930 et 1,5‰ pour 1930-1941.

Le nombre des étrangers recensés ne donne qu'une image tronquée de l'importance de leur présence, ne serait-ce qu'en raison de la date du dénombrement, en décembre, excluant la majorité des saisonniers. En revanche, il permet de préciser la similitude des périodisations suisse et valaisanne ainsi que l'importance des écarts.

Tableau 13

Recensement des étrangers<sup>12</sup>

Année	Valais		Suisse
	Nombre absolu	% de la population	% de la population
1888	2939	2,9	7,8
1900	8218	7,2	11,6
1910	14320	11,2	14,7
1920	7254	5,7	10,4
1930	6495	4,8	8,7
1941	4093	2,8	5,2
1950	4999	3,1	6,1

Une constatation apparaît d'emblée: les vagues d'immigration et de reflux sont plus contrastées pour le Valais. La raison ne réside pas uniquement dans la différence de volume de la population globale. L'évolution de la sédentarisation des étrangers est sensiblement différente<sup>13</sup>.

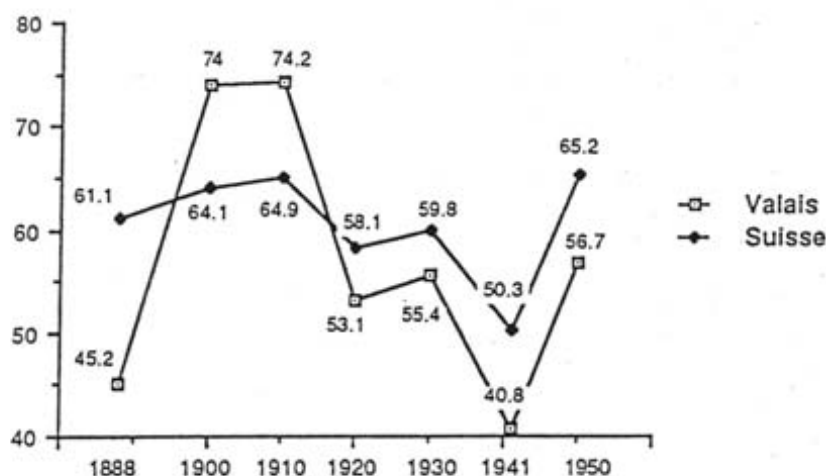
11 D'après *Annuaire statistique du Canton du Valais*, 1986, p. 112, pour les gains migratoires entre les recensements; *Idem*, 1974, p. 140, pour la population moyenne estimée de 1914. Le bilan migratoire des périodes 1910-1914 (-929 personnes) et 1915-1920 (-11 010) est calculé d'après l'excédent des naissances indiqué chaque année dans le *Mouvement de la population de la Suisse pendant l'année...*, publié par le Bureau fédéral de statistique.

12 D'une manière générale, les données démographiques concernant les étrangers en Valais sont tirées des recensements fédéraux de la population publiés par le Bureau fédéral de statistique. Pour 1920, 1930 et 1941, voir les fascicules consacrés au Valais.

13 La part des étrangers nés en Valais augmente régulièrement, passant de 21,3 % en 1910 à 49,2 % en 1941; toutefois, en nombre absolu, les étrangers de la deuxième génération reculent d'environ 1000 personnes.

Graphique 3

Population étrangère née à l'étranger aux recensements (en %)



D'autres caractéristiques démographiques traduisent l'aspect exceptionnel de la vague migratoire du début du siècle en Valais.

Tableau 14

Population étrangère selon le sexe aux recensements

Année	Hommes		Femmes		Total
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre
1888	1668	56,8	1271	43,2	2939
1900	5479	66,7	2739	33,3	8218
1910	9181	64,1	5139	35,9	14320
1920	3773	52	3481	48	7254
1930	3521	54,2	2974	45,8	6495
1941	1985	48,5	2108	51,5	4093
1950	2247	44,9	2752	55,1	4999

Lors de la forte vague d'immigration du début du siècle, la population étrangère est composée aux deux tiers d'hommes, dont 67,6% sont célibataires. Ce déséquilibre se situe dans un intervalle chronologique correspondant à la demande de main-d'œuvre des chantiers valaisans. Après la guerre, la proportion des hommes ne cesse de diminuer. La part des célibataires masculins recule également d'environ 10% jusqu'au recensement de 1941. Chez les femmes, en revanche, le maximum de célibataires est atteint en 1920 (63,8%) contre 55,2% en 1900 et 53% en 1941.

Tableau 15

Répartition des étrangers par sexe et par âge aux recensements (en nombre absolu et en %)

Année	Hommes						Femmes					
	< 15 ans		15-59 ans		> 59 ans		< 15 ans		15-59 ans		> 59 ans	
1900	1077	19,6	4255	77,7	147	2,7	1010	36,9	1582	57,7	147	5,4
1910	2034	22,1	6955	75,8	192	2,1	2007	39	2973	57,9	159	3,1
1920	1158	30,7	2418	64,1	197	5,2	1233	35,4	2065	59,3	183	5,3
1930	741	21	2564	72,8	216	6,2	791	26,6	1921	64,6	262	8,8
1941	446	22,5	1274	64,2	265	13,3	413	19,6	1378	65,4	317	15
1950	421	18,8	1549	68,9	277	12,3	413	15	2041	74,2	298	10,8

La proportion de l'ensemble des étrangers dans l'«âge producteur»<sup>14</sup> tend à diminuer, de 71 % en 1900 à 64,8 % en 1941<sup>15</sup>.

Après le reflux des vagues migrantes d'avant 1914, l'évolution de ces données correspond à une relative sédentarisation de la population étrangère. Dans ce contexte, toutefois, les résultats du recensement de 1930 marquent une césure. Située dans la tendance générale à la diminution du nombre total des étrangers, la part de la première génération d'immigrés, des hommes, ainsi que des personnes dans l'«âge producteur» est plus élevée qu'en 1920 et a fortiori qu'en 1941. Ces écarts paraissent traduire une distorsion entre une reprise momentanée de la demande d'une main-d'œuvre saisonnière -en dépit de la crise- et un dénombrement trop tardif, en décembre, pour pouvoir la refléter correctement. Le nombre des permis de séjour<sup>16</sup> accordés par les autorités valaisannes tend à accréditer cette hypothèse, dans la mesure où la moyenne des années 1928-1932 serait de 11 % plus élevée que celle des années 1918-1922, alors que la population étrangère recensée en 1930 est de 10 % inférieure à celle de 1920.

A la frontière de l'Italie, l'appel valaisan de main-d'œuvre se fait essentiellement dans cette direction, d'autant qu'il y rencontre une évolution des structures socio-économiques très favorable à l'émigration.

14 Concept utilisé par les statisticiens de l'époque.

15 Cette proportion est de 69,3 % en 1910, de 62 % en 1920 et de 69,1 % en 1930. La diminution s'opère au profit des personnes de 60 ans et plus qui ne représentent que 1,6 % en 1910 mais 14,2 % en 1941 (contre 9,5 % et 11,2 % dans l'ensemble de la population valaisanne aux mêmes dates). Les enfants de moins de 15 ans, quant à eux, sont étonnamment nombreux en 1910 (4041, soit 28,2 %) et surtout en 1920 (32,8 %) où la proportion est la même que pour la population cantonale. En 1941, ils ne seront plus que 21 %.

16 Chiffre publié annuellement par le *Rapport du Conseil d'Etat sur sa gestion pendant l'année...* (désormais cité: *RG CE*) jusqu'en 1933. Voir Gérard ARLETTAZ, «Les transformations économiques et le développement du Valais, 1850-1914» (graphique 2); Jean-Henri PAPILLOU, «La population valaisanne à l'époque contemporaine», dans *Développement et mutations du Valais*, publié par le Groupe valaisan de sciences humaines, Sion 1976.

Tableau 16

Etrangers selon le pays d'origine aux recensements<sup>17</sup>

Pays	1888	1900	1910	1920	1930	1941	1950
Italie	1630	6640	11773	5014	4518	2863	3596
France	903	890	1491	1290	978	572	594
Allemagne	299	459	715	402	447	372	204
Autres	107	229	341	548*	552	286	605

Pays	%	%	%	%	%	%	%
Italie	55,5	80,8	82,2	69,1	69,6	70	71,9
France	30,7	10,8	10,4	17,8	15	14	11,9
Allemagne	10,2	5,6	5	5,5	6,9	9	4,1
Autres	3,6	2,8	2,4	7,6	8,5	7	12,1

Le marché valaisan du travail de 1895 à 1914 et même à 1939 dépend essentiellement de la construction -chemins de fer, aménagements des cours d'eau, barrages, routes-, c'est dire qu'il est géographiquement mobile. De ce fait, dénombrer les résidences d'étrangers à la date des recensements est encore moins significatif que pour d'autres critères. Il s'avère pourtant nécessaire de dégager quelques constantes.

Tableau 17

Population étrangère dans les districts aux recensements

Districts	1900	1910	1920	1930	1941	1950
Brigue	3636	2134	1152	701	483	553
Sierre	334	1385	1226	1280	825	1080
Sion	798	907	745	750	508	720
Martigny	644	1513	1045	870	710	874
Monthey	1355	2123	1673	1481	873	951
Autres	1451	6258	1413	1413	694	821
% des districts désignés	82,3	56,3	80,5	78,2	83	83,6

<sup>17</sup> Pour 1941, France avec Alsace et Lorraine; Allemagne avec Autriche.

Cinq districts disposant d'une agglomération urbaine concentrent continuellement environ 80 % des étrangers, à l'exception de 1910 où les travaux du Lötschberg, des lignes annexes et des forces hydrauliques de la région de Loèche en disséminent 35 % dans les villages des districts de Rarogne et de Loèche<sup>18</sup>.

En 1900, le flux migratoire se dirige vers les deux extrémités du canton, à savoir la région de Brigue-Rarogne pour le percement du tunnel du Simplon (48,6%) et dans les districts de Monthey, Saint-Maurice (24,6%) en raison de l'industrialisation du premier et des forces hydrauliques du second. En 1910, 53 % des étrangers sont recensés dans les districts hauts-valaisans, Conches excepté. Parallèlement, l'installation de l'usine de Chippis, de celles de Monthey et de Martigny, ainsi que l'ouverture de chantiers, attirent 35 % des étrangers dans les districts concernés. Le reflux consécutif à la Première Guerre mondiale affecte essentiellement le Haut-Valais, qui compte moins de 20 % des étrangers recensés dans le canton en 1930 et en 1941. En effet, le centre de gravité des travaux publics se déplace vers la partie francophone du Valais.

Toutefois, contrairement au Simplon et surtout au Lötschberg, où la date du recensement correspond à une activité intense, les chantiers de l'entre-deux-guerres -Barberine, Dixence, etc- échappent presque totalement aux dénombrements décennaux, que ce soit en raison de la date des travaux où de leur interruption en hiver. C'est la raison pour laquelle la stabilité de la population étrangère dans les petites villes du canton domine l'ensemble de la période, à l'exception de 1910<sup>19</sup>. La principale agglomération étrangère du Valais se déplace de Brigue-Naters (3410 en 1900, 627 en 1930) à Monthey (848 en 1900, 1051 en 1930).

L'évolution du nombre des étrangers, de leur composition démographique, de leur lieu de naissance, d'origine et de résidence démontre clairement qu'il s'agit essentiellement d'une population appelée pour répondre aux besoins créés par la construction de travaux d'équipement et par l'industrialisation du canton. Les données des recensements sur l'activité de cette population confirment ces constatations structurelles et conjoncturelles.

18 Saint-Maurice et Rarogne en 1900, Rarogne et Loèche en 1910 sont les seuls districts à pouvoir s'insérer dans le classement des cinq districts de pointe à la date des recensements.

19 Après avoir concentré 78,6% des étrangers en 1900 et 41,4 % en 1910, Brig, Naters, Viège, Sierre, Sion, Martigny-Ville, Martigny-Bourg, Saint-Maurice et Monthey en réunissent une proportion constante d'environ 60% de 1920 à 1950.

Tableau 18

Activité professionnelle de la population étrangère recensée en Valais (en % de la population active totale)<sup>20</sup>

	1910	1920	1930	1941
Population étrangère active	13,6	5,8	5,8	3,2
Agriculture, mines, carrières	1,2	1,1	0,9	0,7
Industries et métiers	45,6	17,2	15,2	5,8
Commerce, hôtellerie, transport	11,9	7,2	5,5	4,1
Autres activités et rentiers	12,0	11,3	8,1	6,2

Dans l'industrie, l'apport étranger de 1910 correspond à près de la moitié de l'ensemble des actifs. L'évolution socio-économique mais aussi politique du canton et de la Suisse va réduire considérablement cet apport. Dans une industrie valaisanne stagnante et même en recul entre 1910 et 1920, le besoin de main-d'œuvre étrangère, nécessaire au démarrage, ne cesse de diminuer dans toutes les branches.

Tableau 19

Emploi des étrangers dans les branches industrielles (nombre absolu et % de l'ensemble de la population active dans ces branches)

	1910		1920		1930		1941	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Construction, bâtiment, ameublement	4904	66,4	1113	27	1267	24,2	450	7,5
Métallurgie, machines	514	29,4	219	13,1	294	9,5	191	3,8
Chimie	293	38,3	238	15,3	160	9,4	92	4,5
Habillement	421	16,4	201	9,5	209	11,9	101	8,4
Alimentation, boissons, tabacs	199	18,3	97	9,4	106	9,8	75	6,2
Autres	43	10,4	50	7,7	65	7	41	4
Total	6374	45,6	1918	17,2	2101	15,2	950	5,8

<sup>20</sup> Ces pourcentages sont calculés d'après l'activité de la population enregistrée par les recensements fédéraux. En raison de différences de critères, les données de base ne concordent pas exactement avec celles de l'*Annuaire statistique du canton du Valais, 1974*, (pp. 98-99) pour la population totale. En outre, contrairement aux précédents, le recensement fédéral de 1941 exclut de la population active les rentiers, les personnes pensionnées et les personnes dont la source de revenus est inconnue. Pour des raisons de continuité statistique, nous les avons réintroduites.

Branche qui occupe en permanence le plus d'étrangers, la construction valaisanne connaît un recul considérable au cours de la Première Guerre mondiale avec une diminution totale des actifs de 44 % entre 1910 et 1920. En reprise, grâce aux travaux d'utilité publique de l'entre-deux-guerres, elle fera encore appel à la main-d'œuvre italienne, en particulier aux maçons et aux tailleurs de pierre, mais dans une proportion tendant à s'affaiblir, puis à s'écrouler au cours des années 1934 à 1939<sup>21</sup>. L'industrie de l'alimentation stagne; celle de l'habillement s'effondre avec une diminution des actifs de 53 % entre 1910 et 1941. Les étrangers ne peuvent donc y maintenir les positions relativement modestes acquises en 1910. A l'inverse, la métallurgie et les machines ainsi que la chimie représentent les branches en développement de l'industrie valaisanne<sup>22</sup>. La part des étrangers s'y réduit à une portion congrue, car l'industrie lourde bénéficie d'une demande intérieure d'emplois largement suffisante. En outre, les difficultés socio-politiques suscitées par les entreprises engendrent une volonté de rechercher un consensus cantonal<sup>23</sup> avec des partenaires puissants et malcommodes.

Ayant difficilement fait vivre la très grande majorité de la population du XIX<sup>e</sup> siècle, dans un canton contraint à l'émigration, l'agriculture valaisanne n'a guère besoin de bras étrangers. Dans le commerce, l'hôtellerie et les transports, le nombre des étrangers diminue de 60 % entre 1910 et 1941 alors que celui des Valaisans augmente de 15 %. Après la Première Guerre mondiale, le personnel étranger employé dans l'instruction, le culte et les pensionnats atteint une proportion supérieure à 10 % des étrangers actifs, mais en décembre! La part des autres professions libérales et des rentiers reste dérisoire.

Dans ce Valais rural, la situation sociale, telle qu'elle est catégorisée par les recensements fédéraux, sépare deux groupes distincts: celui des indépendants, -vaste ensemble extrêmement flou comprenant aussi bien les propriétaires d'exploitations que les petits paysans et les rentiers- et celui des ouvriers et manœuvres. Pour l'ensemble de la population, les indépendants oscilleraient aux environs de 40 % des actifs et les ouvriers autour de 50 %; entre ces deux groupes, 1,5 % de directeurs et de cadres, quelque 5 % à 7 % d'employés subalternes et moins de 2 % d'apprentis.

La situation sociale des étrangers est sensiblement différente, la part des ouvriers et manœuvres se situe à 78 % en 1910, contre 60 % en 1920 et 65 % en 1930. En y ajoutant les subalternes et les apprentis, 75 % à 85 % des étrangers sont des salariés de condition modeste. Ils vivent dans une population dont ils sont beaucoup plus séparés par l'accès à une propriété, même petite, que par la situation économique. Dans un tel contexte, les clivages, d'origine essentiellement mentale, peuvent s'exacerber en période de concurrence sur le marché du travail.

21 Voir ci-dessous p. 104.

22 Dans la métallurgie et les machines, la progression du total des effectifs est de 184 % de 1910 à 1941; elle est de 169 % dans la chimie.

23 Voir Maurice ZERMATTEN, *Les usines d'aluminium de Chippis 1908-1958*, s.l. 1958.



## Les étrangers et la modification de l'espace 1895-1914

### Le Valais, terre d'immigration?

Entraîné presque malgré lui dans un espace libéral dominé par l'Etat fédéral et le chemin de fer, le Valais de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle semble se complaire à différer l'avenir. La loi imposée par le peuple suisse et ses institutions radicales régit de plus en plus la société civile mais se dissout dans une culture décentralisée et clanique. L'identité valaisanne elle-même trouve sa principale référence dans le particularisme local. Le chemin de fer contribue à modifier les rapports économiques et démographiques mais s'arrête au Simplon et ne crée pas l'effet cumulatif nécessaire au démarrage<sup>24</sup>. Selon Courthion, l'architecture sociale du Valais reste féodale:

Tout cela ne saurait donc désormais se transformer autrement que par un violent coup de main que rien ne permet de craindre ou de prévoir, ou bien sous une action nouvelle de quelque force extérieure. Cette force, on la voit approcher depuis longtemps comme la lame renouvelée et persistante du flux unificateur des sociétés européennes de ce temps [...]. Cet élément extérieur [...] c'est la *Confédération suisse*<sup>25</sup>.

En fait, la lame évoquée par Courthion en 1903 touche le Valais déjà dans les années 1890. La découverte de la force hydraulique favorise l'implantation des usines électriques, chimiques et métallurgiques<sup>26</sup>. La Lonza s'installe à Viège et à Gampel en 1897. En décembre 1896, les Chambres fédérales et le Parlement italien ratifient le traité sur l'ouverture du tunnel du Simplon; les travaux débutent en août 1898. Le Viège-Zermatt, terminé en 1891, inaugure une politique de construction ferroviaire dans les vallées latérales. Dérivations, canalisations du Rhône et des rivières, constructions de voies de communication, les chantiers se multiplient à partir de 1898. Pourtant, une fois de plus, la part du choix valaisan est modeste; décisions politiques et investissements financiers viennent de l'extérieur. Pessimiste, Courthion redoute un avenir de dépendance:

Si, après quarante années durant lesquelles la trouée du Simplon fut sans cesse prévue, la race n'a presque rien su prévoir, préparer, exécuter et modifier en vue de la transformation qui en résulterait, c'est qu'elle ne peut venir à bout de son impuissance et qu'elle est résignée à céder le pas à d'autres races pour la direction des entreprises techniques qui semblent devoir se multiplier en Valais [...]. Tout au plus est-il permis de prévoir que les techniciens indigènes feront d'excellents lieutenants au service des mêmes entreprises et que le peuple formera une vaillante armée de manœuvres<sup>27</sup>.

24 Voir ARLETTAZ, «Les transformations économiques et le développement du Valais 1850-1914», *op. cit.*

25 COURTHION, *op. cit.*, p. 190.

26 D'une manière générale, sur l'évolution économique du Valais, se référer à ARLETTAZ, *op. cit.* et à Beat KAUFMANN, *Die Entwicklung des Wallis vom Agrar- zum Industriekanton*, Zürich 1965.

27 COURTHION, *op. cit.*, pp. 237-238.

Pourtant, si le Valais est devenu un objet d'expansion du capitalisme et de la technologie suisse alémanique, la main-d'œuvre nécessaire à son exploitation n'est, elle aussi, que partiellement valaisanne. Déjà victime, dans les années 1880 en particulier, d'une arrivée massive des denrées étrangères sur le marché helvétique, le paysan valaisan s'est accroché à sa terre ou est allé la rechercher désespérément dans l'utopie américaine. L'usine le transformera progressivement en ouvrier-paysan, mais l'insertion brutale du canton dans l'espace économique national n'attend pas l'évolution des mentalités. Elle exige immédiatement des «forces de travail» prêtes aux conditions les plus dures. Or, les Italiens sont disponibles. En quelques années, pour ne pas dire en quelques mois, le Valais devient le lieu d'un marché du travail où l'offre et la demande viennent d'ailleurs. De société de départ, il est promu au rôle de société d'accueil sans avoir eu le temps de s'y préparer.

De ce fait, si pour des périodes allant de quelques semaines à plusieurs années, les Italiens se concentrent en masse dans les petites villes, dans les bourgades et dans les villages proches des chantiers, ainsi que dans la cité industrielle de Monthey, ils y construisent leur propre ghetto. En outre, d'autres vallées, d'autres villages échappent presque totalement à ce phénomène. Il en résulte non une coexistence mais une superposition de plusieurs Valais, l'un confronté à la fois au développement et à la population étrangère, l'autre resté à l'écart. Pour sa part, le gouvernement n'a guère les moyens de régir l'ensemble variable de ces situations.

Théoriquement souverain en matière de politique d'établissement, le canton doit en fait respecter les clauses des traités conclus entre la Suisse et les Etats étrangers, dont celui de 1868 avec l'Italie. Soucieuse du poids de l'assistance sur les communes, la Confédération n'a accordé aux étrangers qu'un entretien et une aide médicale provisoires précédant leur rapatriement<sup>28</sup>. Les diverses prescriptions en la matière sont réunies dans les lois valaisannes du 20 mai 1893 «sur les étrangers et les Suisses établis ou en séjour»<sup>29</sup>, et du 3 décembre 1898 sur l'assistance<sup>30</sup>. En matière de naturalisation, domaine réservé par excellence de la souveraineté cantonale et des pratiques communales, la loi du 17 novembre 1840 reste en vigueur<sup>31</sup>. Pour le maintien de l'ordre, le canton dispose de l'expulsion pénale<sup>32</sup> ou administrative en cas d'absence de papiers réguliers, de «vagabondage, de mendicité ou de mauvaises mœurs»<sup>33</sup>. Les polices municipales et la gendarmerie cantonale exercent la surveillance<sup>34</sup>; au besoin, l'armée rétablit l'ordre, ainsi lors des grèves du Simplon en novembre 1899 et en juin 1901.

28 Voir Georges SAUSER-HALL, *La nationalisation des étrangers en Suisse*, Neuchâtel 1914, pp. 103 et ss.

29 *Recueil des lois, décrets et arrêtés du canton du Valais* (désormais cité: *RL VS*), XVI, pp. 138-155.

30 *Idem*, XVIII, pp. 273-288.

31 *Idem*, VI, 2<sup>e</sup> édition, pp. 139-140.

32 *Idem*, XVI, loi du 20 mai 1893 «sur les étrangers et les Suisses établis ou en séjour», p. 153. Il s'agit de l'article 33 qui prévoit également l'expulsion pour cause d'indigence de ceux que leur canton ou pays d'origine refuse d'assister.

33 *Idem*, article 37.

34 *Idem*, XVI, loi du 30 mai 1894 «sur l'organisation de la gendarmerie», pp. 272-288.

Disposant d'institutions libérales héritées de 1839 et de 1848, le pouvoir conservateur n'a guère de politique économique. Il commence pourtant à hésiter entre un engagement plus actif en matière de développement agricole et une adhésion modérée à la nouvelle productivité industrielle imposée de l'extérieur. Bien évidemment, ce pouvoir ne conçoit pas l'interventionnisme social. Pourtant, dans ce bouleversement du début du siècle, le Grand Conseil et le peuple acceptent en 1907 une révision de la Constitution. Outre la démocratie semi-directe, la nouvelle charte stipule à son article 14 que «l'Etat édicte des prescriptions concernant la protection ouvrière et assurant la liberté du travail»<sup>35</sup>. La loi d'exécution ne sera adoptée qu'en 1933!

## Les conditions de vie de la population immigrée

Les conditions de vie et de travail des ouvriers étrangers, leurs relations avec l'employeur, la population locale et les autorités sont celles de populations massivement projetées dans un espace en chantier.

Dès 1899, la bourgade de Naters prend des allures de cité du «Far West». Ne trouvant pas d'infrastructure de logement préparée à leur intention<sup>36</sup>, les ouvriers sont contraints de se loger à plusieurs dans des chambres ou des appartements insalubres, dont le prix a rapidement doublé. A Brigue, le prix du mètre carré de terrain atteindrait 4 à 5 francs, le kilo de pain 35 à 40 centimes, la viande 1 franc 50 à 1 franc 80. Lorsque la cantine et les baraquements de l'entreprise seront installés, la pension et le logis coûteront 1 franc 10 par jour, mais la place réservée aux ouvriers restera limitée. D'après un article du *Bund* repris par le *Walliser Bote* du 2 décembre 1899, les ouvriers auraient entraîné dans leur sillage une foule de compatriotes exploitant leur solitude. Aptes à transformer des baraques en estaminets, ils en auraient déjà installé 57 et la commune de Naters ferait profit du commerce des patentes. Dans le langage populaire, cette concentration de la misère devient le «Negerdorf», ghetto de la survie appelé à durer jusqu'à la fin des travaux de construction du deuxième tunnel du Simplon et des lignes annexes, c'est-à-dire, avec une population plus ou moins dense, jusque vers 1920.

Dès 1907, cet univers concentrationnaire se prolonge dans les localités voisines de la rampe du Lötschberg, à Eggerberg, Ausserberg, Rarogne et surtout à Steg, Gampel et Goppenstein, trois villages où le nombre d'étrangers dépasse régulièrement le millier.

<sup>35</sup> *Idem*, XXII, pp. 215-248.

<sup>36</sup> Sur les conditions de vie à Brigue et à Naters lors du percement du tunnel du Simplon, voir GÉRALD ARLETTAZ, «Les débuts du socialisme», dans *Histoire de la démocratie en Valais (1798-1914)*, op. cit., pp. 245-248. Voir également l'enquête de *La Suisse*, «Les ouvriers italiens au Simplon» du 21 au 25 février 1899. Voir encore la dissertation inaugurale présentée à la Faculté de médecine de l'Université de Lausanne par le médecin de l'entreprise du Simplon à Brigue: DANIELE POMETTA, *Sanitäre Einrichtungen und ärztliche Erfahrungen beim Bau des Simplontunnels 1898-1906*, Nordseite Brig, Winterthur 1906.

De même, en 1906, lors des travaux d'installation des conduites forcées destinées à alimenter la future usine d'aluminium de Chippis, les ouvriers parqués à Niouc, Fang et à Vissoie ont le choix entre des baraques, une ou deux maisons d'habitation et des «raccards (greniers) ouverts par le haut, c'est-à-dire ayant le toit comme plafond [...] tout à fait insuffisants pour l'hiver»<sup>37</sup>. Dans les locaux de l'entreprise à Niouc et à Fang, où la baraque peut recevoir 80 à 90 personnes, l'ouvrier paie 20 centimes par jour. Une place dans un autre dortoir d'une capacité de 50 personnes, appartenant aux tenanciers du restaurant de Niouc, revient à 7 francs 50 par mois. Le loyer mensuel des habitations se situe à 85 francs et celui des greniers entre 20 et 25 francs. Sur ces emplacements, la qualité des vivres est considérée comme bonne, mais leur coût est encore plus élevé qu'à Naters.

Au Simplon, les salaires oscillent tout d'abord entre 2 et 4 francs 50 par jour, avec des primes variables pour l'avancement des travaux. En 1905, ils sont montés entre 3 francs 20 et 6 francs 50. De même, sur la rampe d'accès au Lötschberg, le minimum est de 3 francs 30 et le maximum, atteint par les maçons, de 6 francs<sup>38</sup>. Les gains des ouvriers de la construction de la période 1900 à 1914 paraissent se situer dans cette fourchette<sup>39</sup>. Avec de tels revenus, les ouvriers ne sont naturellement pas en mesure de se nourrir dans les établissements publics ou de louer une chambre individuelle. Ils dépendent des conditions offertes par les entreprises ou, en leur absence, se regroupent, devenant alors objets de spéculation de la part des indigènes et des compatriotes.

Contraints de s'adapter, les Italiens sont économes. D'après certaines sources, ils seraient en mesure d'économiser un tiers de leur gain<sup>40</sup>. De septembre 1898 à décembre 1901, la moyenne des 1582 ouvriers engagés au percement du tunnel du Simplon aurait envoyé par mandat postal plus de 25 000 francs par mois en Italie, soit 16 francs par individu, ce qui représenterait entre 15 % et 20 % du salaire moyen<sup>41</sup>. Lors de la construction du tunnel du Lötschberg, cette proportion atteint 23 % pour une moyenne journalière de 2010 ouvriers<sup>42</sup>, dont 1128 du côté valaisan.

Le percement du tunnel à Goppenstein, dans un hameau dépourvu de tout, nécessite des travaux préparatoires d'équipement. Dès l'automne 1906, l'entreprise du Lötschberg y établit un certain nombre d'installations, dont 8780m<sup>2</sup> de surface «habitable» dans des baraquements<sup>43</sup> ainsi qu'un hôpital d'urgence. L'agglomération s'accroît au rythme effréné

37 AEV, DJP 5030-2, vol. 63, 1909/61, rapport d'octobre 1906.

38 Pour le Simplon, voir POMETTA, *op. cit.*, p. 20, et pour le Lötschberg, ANDREAE, *op. cit.*, p. 203.

39 Par exemple, de 1900 à 1910, les maçons gagnent entre 4 francs 50 et 6 francs sur les places de Lausanne, Vevey et Montreux. Voir André LASSERRE, *La classe ouvrière dans la société vaudoise 1845 à 1914*, Lausanne 1973, graphique «salaires journaliers».

40 Giuseppe DE MICHELIS, *L'emigrazione italiana nella Svizzera*, Roma 1903, pp. 69-70.

41 Calculé d'après le tableau publié par DE MICHELIS, *op. cit.*, p. 71.

42 ANDREAE, *op. cit.*, p. 80.

43 *Idem*, p. 47.

d'implantations sauvages: baraques, cantines, estaminets etc. Provisoires et spéculatives, les conditions d'habitat y deviennent encore pires qu'à Brigue. Une chambre abrite parfois douze personnes<sup>44</sup>. De même, les travaux de la rampe d'accès vont réunir jusqu'à 3000 ouvriers, dont 15 % avec leurs familles, soit quelque 4300 personnes<sup>45</sup>.

A en croire le vice-consul d'Italie à Brigue, généralement nuancé dans ses critiques, les communes de Ferden (Goppenstein), Steg et Gampel n'offrent absolument aucun service, ni scolaire, ni sanitaire, ni religieux,

[...] enfin, pas de lumière, pas d'eau potable, pas d'entretien des chemins, pas de sauvegarde contre les avalanches, pas de sapeurs-pompiers, puisque tous ces services sont ou faits ou payés par l'Entreprise du Lötschberg ou par les ouvriers eux-mêmes<sup>46</sup>.

Au nombre des fournisseurs de prestations, il faut ajouter l'Oeuvre d'assistance aux ouvriers italiens de Monseigneur Bonomelli qui installe un secrétariat, une école, un hôpital, des salles de rencontres et une caisse d'épargne. Religieuse et caritative, l'Oeuvre y encourage également le secours mutuel, la lecture et la musique<sup>47</sup>.

Pour leur part, les communes se contenteraient d'encaisser des impôts aussi rentables sinon plus

[...] que dans les communes où résidaient et résident des milliers d'ouvriers italiens jouissant de tous les coûteux bienfaits de la civilisation, telles que Brigue et Naters<sup>48</sup>.

Or, en 1909, les ouvriers ont accompli à Goppenstein plus de 623 000 journées de travail, ce qui suppose une population ouvrière constante supérieure à 2000 personnes. Selon le vice-consul, chaque ouvrier aurait payé en moyenne 22 francs 50 d'impôt, dont 16 francs 30 aux communes de Ferden, Steg et Gampel. Celles-ci ont donc encaissé 34 000 francs, auxquels il faut ajouter les taxes sur 150 à 200 commerçants et surtout celles perçues sur les ouvriers n'ayant travaillé à Goppenstein que durant une courte période mais ayant payé une partie des taxes pour toute l'année<sup>49</sup>. Exploités, vivant dans des conditions d'hygiène déplorables, victimes de la promiscuité, de la misère, les ouvriers sont également à la merci des épidémies, ainsi le typhus sévit au Simplon en été 1901<sup>50</sup> et à Goppenstein en 1907<sup>51</sup>. Déjà florissante à Naters, la prostitution se généralise à Goppenstein propageant les maladies vénériennes. En 1911, en dépit de nombreuses interventions du Dr Pometta, médecin-chef pour la rampe sud du tunnel, et de l'Association suisse pour la protection de l'enfant et de la femme, le Département de justice et police adopte une attitude

44 *L'Opera di Assistenza agli Operai Italiani emigrati in Europa*. Omaggio a S.E.R. ma M.r Geremia Bonomelli, Milano 1911, pp. 46-47.

45 ANDREAE, *op. cit.*, p. 203.

46 AF, E 2001 (A), n° 175, lettre à la légation d'Italie à Berne, 10 février 1910.

47 Voir note 44. L'Oeuvre agit également à Naters.

48 Voir note 46.

49 *Idem*.

50 *La Revue*, 23 février 1905, supplément, «Comment fut percé le Simplon». Sur les maladies au Simplon, voir POMETTA, *op. cit.*

51 *Walliser Bote*, 20 novembre 1907, correspondance de Gampel.



Goppenstein, 1906 (photo de l'ingénieur Bovy).

dilatoire se contentant d'expulser quelques jeunes filles, la plupart italiennes, employées dans les établissements publics du village<sup>52</sup>. Une situation analogue survenue dans le «Negerdorf» de Naters en 1913 suscite une pétition d'Italiens au préfet de Brigue, ainsi qu'un article des *Neue Zürcher Nachrichten* parlant de «danger social»<sup>53</sup>. Dans un contexte mettant en question l'attitude laxiste des autorités, le chef du Département de justice et police convoque une conférence à l'Hôtel de Ville de Brigue pour y élaborer une série de mesures répressives.

Bien que vivant plus ou moins séparées de ces concentrations, les populations locales subissent également les méfaits de cette industrialisation sauvage. Ainsi, à Gampel, en novembre 1907, la Lonza devient vert clair. Les résidus de l'usine, les eaux usées de Goppenstein provenant de la société minière Helvetia, de la construction du tunnel, des bains et des cabinets se mêlent à la Lonza; l'eau potable est devenue denrée rare<sup>54</sup>. Pour les ouvriers, les difficultés se poursuivent sur la route du chantier, parfois longue et dangereuse, à la merci des avalanches, comme à Goppenstein en mars 1908<sup>55</sup>. Dans les tunnels, gaz, variations de température, humidité rendent l'atmosphère insupportable et sont à l'origine de

52 Voir AEV, DJP 5030-2, vol. 69, 1912/61.

53 *Idem*, vol. 71, 1913/67; l'article est du 30 mai 1913.

54 Voir note 51.

55 *Walliser Bote*, 11 mars 1908, «Zur Katastrophe von Goppenstein».



maladies. La construction de la partie nord du Simplon cause 5215 accidents de mars 1900 à 1905 et 6777 blessés pour l'ensemble des travaux depuis 1898. S'y ajoutent 6447 maladies déclarées. Le nombre total des morts s'élève à 67<sup>56</sup>. Au Lötschberg, l'ensemble de la construction du tunnel et de la rampe d'accès côté valaisan provoque 7510 accidents de travail et 56 morts dont 12 emportés au cours du repas du soir par l'avalanche du 29 février 1908<sup>57</sup>. Sur le plan social, les ouvriers du Lötschberg sont les premiers à bénéficier de la loi fédérale sur la responsabilité civile des entreprises de chemin de fer, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> août 1905, mais dont l'application sera cause de conflits<sup>58</sup>.

## Les incidences politiques

Conditions de salaire et de travail, inégalité des relations avec l'employeur sont à l'origine de conflits. De 1899 à 1914, une trentaine de grèves, d'importance inégale quant à la durée et au nombre d'ouvriers impliqués, éclatent en Valais<sup>59</sup>. Celles du Simplon, en novembre 1899 et juin 1901, ponctuent la modification de l'espace social survenu en Valais et suscitent l'intervention de la troupe. En juin 1908, 900<sup>60</sup> des 1200 Italiens employés à la construction du canal Loèche-Finges-Sierre font grève pour une augmentation de 5 centimes à l'heure, avant de devoir quitter la région. Pour les employeurs, la cause de ces conflits revient inmanquablement «aux meneurs étrangers» intimidant des «hommes libres»<sup>61</sup>.

Si de telles grèves sont généralement le résultat de mouvements spontanés de révolte n'ayant guère d'incidences sur les structures politiques locales, il n'en va pas de même dans les villes, surtout à Monthey où la population ouvrière représente à la fois une menace et un enjeu. La grève d'avril 1907 à la Ciba suscite une violente prise de position du *Confédéré* contre les «agitateurs, réfractaires étrangers qui profitent du droit d'asile»<sup>62</sup>. En revanche, à la verrerie, où les ouvriers, en majorité valaisans, se sont syndiqués, les grèves d'octobre 1907 et de juin à novembre 1910 se prolongent en conflit politique. S'étant rapprochés des conservateurs et du mouvement chrétien-social, les ouvriers provoquent l'ire de l'opinion

56 D'après POMETTA, *op. cit.*

57 ANDREAE, *op. cit.*, pp. 78, 81-85 et 202.

58 *Idem*, pp. 78-80.

59 Voir Alain CLAVIEN, «Les origines du parti socialiste valaisan», dans *Les origines du socialisme en Suisse romande 1880-1920*, publié par l'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier, Lausanne 1988, pp. 189-212.

60 *Idem*, p. 194.

61 C'est le langage de l'appel de l'entreprise pour la construction du tunnel des forces du Rhône aux ouvriers, du 20 juin 1908, (AEV, DJP 5050-2, vol. 61, 1908/94).

62 *Le Confédéré*, 24 avril 1907, «La grève de Monthey».

radicale proche du patronat qui dénonce une manœuvre de politiciens locaux<sup>63</sup>. Ces conflits divisent les ouvriers; l'anarcho-syndicaliste Clovis Pignat déplore une absence de conscience de classe<sup>64</sup>.

En juillet 1917, après la grève de Chippis, résumant dans son langage républicain l'évolution de l'insertion ouvrière en Valais, Louis Courthion distingue très nettement deux attitudes de la classe conservatrice au pouvoir. Au Simplon,

Les autorités, tant locales que cantonales déplorèrent la présence de ces trouble-fête d'ouvriers. Mais enfin, c'était *un mal nécessaire* qu'on serait réduit à subir jusqu'après le percement de la montagne; c'était la part du feu. Des mineurs italiens, songez donc! Race inférieure, taillable et corvéable à merci [...]. Des nègres, et voilà tout! A preuve que pour distinguer le vieux Naters du nouveau, on nomma village nègre, celui qui était tout blanc! Si ce n'était ni charitable ni spirituel, c'était à peu près logique puisque, comme matière électorale, ça ne pesait rien.

Tout autrement il en fût en 1910, lors de la grève des verriers de Monthey. Ah, s'il n'y avait eu là que des Italiens et des Belges, on se serait assez peu préoccupé de savoir qui avait raison ou tort. Mais il y avait des hommes du pays, c'est-à-dire de la matière électorale à ne pas laisser perdre [...]. Plus de subversifs, plus de communards, de pétroleurs, de dynamiteurs: Dieu ne nous a-t-il pas recommandé l'amour des petits et des humbles!<sup>65</sup>

Etrangers, les ouvriers non-valaisans le sont restés à la solidarité chrétienne, radicale et même socialiste. En 1911, Ulrich Gaillard dénonce dans *La Justice*<sup>66</sup> l'engagement d'étrangers non-syndiqués à la verrerie de Monthey, venant prendre la place des Montheysans. Dans cette perspective, la lutte sociale tend à impliquer la catégorisation de l'autre.

## Relations intercommunautaires

Concentrés à proximité des chantiers, les ouvriers étrangers y côtoient des compatriotes sans travail attirés par la perspective d'emploi. Cette situation contribue à éveiller l'attention des autorités du Royaume<sup>67</sup>, des œuvres caritatives et de notables italiens installés en Suisse. Cette élite bourgeoise ou ecclésiastique cherche à améliorer le sort de ses compatriotes, à préserver l'image d'une communauté émigrée laborieuse et à prévenir les risques d'une propagation d'idées socialistes et anarchistes. Monseigneur Bonomelli n'hésitera pas à visiter Goppenstein<sup>68</sup>!

63 Voir Claude ABBET, *Les débuts du mouvement syndicaliste libre et de la protection ouvrière en Valais (1900-1928)*, Fribourg 1977, mémoire de licence dactyl., pp. 29-37. Voir également *Le Confédéré*, 7 décembre 1907, «La grève de Monthey et la politique» et *Gazette du Valais*, 19 décembre 1907, «Epilogue de la grève de Monthey».

64 *Le Confédéré*, 7 décembre 1907, qui cite un article de Pignat dans *La Voix du Peuple*.

65 *Le Confédéré*, 7 juillet 1917.

66 *La Justice*, 11 mars 1911, «Leur patriotisme».

67 En 1907, Giuseppe De Michelis est nommé attaché spécial pour l'émigration à la Légation royale d'Italie en Suisse. Le Conseil fédéral fait savoir aux cantons qu'ils n'ont pas à lui communiquer directement d'informations sur les conditions des émigrants italiens en Suisse, (AEV, DJP, 5030-2, vol. 60, 1907/274, circulaire confidentielle du Département politique fédéral aux gouvernements cantonaux, 27 septembre 1907). Cette attitude de réserve se retrouve dans nombre de textes fédéraux et cantonaux.

68 Voir l'article élogieux du *Walliser Bote*, 3 août 1910.





Groupe de «tsiganes» à Brigue, 1908 (photo J. Ruggeri).

Le vice-consul d'Italie à Brigue est également confronté à d'autres préoccupations. Il doit notamment intervenir auprès du Département de justice et police pour défendre ses compatriotes aux prises avec la violence des indigènes. Ainsi, en septembre 1906, des décès suspects sont signalés dans le val d'Anniviers où «la haine d'un côté, la crainte de l'autre, règnent parmi ces personnes qui demeurent côte à côte»<sup>69</sup>. A l'inverse, la presse valaisanne se plaint des agressions italiennes, par exemple en avril 1907 à Sembrancher, où le *Nouvelliste valaisan*<sup>70</sup> et la *Gazette du Valais*<sup>71</sup> voient des «apaches». La localisation des rixes, non seulement à Gampel, Goppenstein, Martigny et Monthey, mais aussi à Grengiols, Mörel, Ardon, Chamoson, est un indice d'interpénétration des collectivités dans ce Valais en chantier. Elle s'accompagne d'arrêtés du Conseil d'Etat interdisant le port d'armes dans les districts ou les communes concernées<sup>72</sup>.

Aux yeux des autorités cantonales, cette situation révèle également les insuffisances des polices communales et la nécessité de les renforcer, voire de les remplacer par un corps de gendarmerie plus efficace. C'est ainsi que le 19 février 1907, évoquant l'ouverture de nouveaux travaux, le Conseil d'Etat porte les effectifs de la gendarmerie de 55 à 80 hommes<sup>73</sup>. En outre, le Département de justice et police cherche à centraliser dans les

69 Voir AEV, DJP 5030-2, vol. 63, 1909/61, lettres des 26 et 29 septembre 1906.

70 25 avril 1907, «Des Apaches en Valais».

71 26 avril 1907, «Les apaches de Sembrancher».

72 Sept arrêtés de 1900 à 1913 se référant au «grand nombre d'ouvriers sans domicile fixe travaillant sur les chantiers» et aux rixes avec usages d'armes. Voir RL VS.

73 *Idem*, XXII, pp. 26-27.

maines de la gendarmerie le contrôle des étrangers et du registre de séjour prévu à l'article 12 de la loi du 20 mai 1893. Une telle attitude provoque parfois le soulagement des communes mais aussi leur indignation contre cette ingérence, cause potentielle de pertes fiscales. Sembrancer, par exemple, refuse catégoriquement de s'incliner en 1910<sup>74</sup>.

Aux prises avec les saisonniers italiens, le Valais voit réapparaître des populations errantes, qualifiées de «tziganes»<sup>75</sup> ou de «bohémiens». Il s'agit de personnes d'origine imprécise logeant le plus souvent dans des roulottes. De 1905 à 1909 en particulier, le Département de justice et police est informé de leur passage à la Furka, au Grimsel, au Grand Saint-Bernard, de leur arrivée à Brigue ou à Saint-Maurice<sup>76</sup>. Tombant sous l'accusation de vagabondage ou de mendicité, ces groupes sont immédiatement refoulés d'un canton ou d'un pays à l'autre, chacun se rejetant la responsabilité de l'origine des «coupables» dans une même volonté de s'en débarrasser.

Tableau 20

Personnes escortées à la frontière cantonale ou dans leur commune d'origine 1901-1914<sup>77</sup>

	Nombre absolu	%
Valaisans	3742	31,2
Suisses d'autres cantons	1277	10,7
Etrangers	5980	49,8
Tziganes	1000	8,3
Total	11999	100

Tableau 21

Arrestations 1901-1914

	Criminels et prévenus		Mendicité, vagabondage, rupture de bans, défaut de papiers	
	Nb. absolu	%	Nb. absolu	%
Valaisans	1339	38,1	637	18,1
Suisses d'autres cantons	443	12,6	404	11,5
Etrangers	1725	49,1	2028	57,7
Tziganes	6	0,2	446	12,7
Total	3513	100	3515	100

74 AEV, DJP 5030-2, vol. 63, 1909/203 et vol. 66, 1910/181.

75 D'après nos sources, le terme «tzigane» doit être compris dans le sens allemand de «Zigeuner». Il est l'équivalent du vocable français «romanichel».

76 Idem, vol. 57, 1906/132; vol. 59, 1907/166 (protestation française contre les refoulements d'indigents, de vagabonds, de repris de justice par les autorités valaisannes, vaudoises et genevoises); vol. 60, 1907/252; vol. 62, 1908/396.

77 D'après les données publiées annuellement dans *RG CE*, DJP. La rubrique «tziganes» n'apparaît qu'en 1903.

Etrangers et « tziganes » constituent une population flottante particulièrement visible dans ces statistiques de la criminalité.

Enfin, l'immigration du travail perturbe le système d'assistance dans les communes. Brigue et Naters ont peur d'être submergées d'indigents n'ayant plus les moyens de retourner chez eux<sup>78</sup>. A Martigny, un article du *Confédéré* s'en prend avec véhémence à l'envahissement de l'hôpital par les ouvriers italiens employés à l'usine d'électro-chimie et à la construction du Martigny-Orsières:

Nous n'avons pas le cœur si mal placé pour vouloir qu'on soigne différemment un étranger des gens du pays, non. Mais dans l'occasion, s'est-on demandé qui on favorisait aux dépens des malheureux du pays? Le pauvre ouvrier italien? Absolument pas, on sert purement et simplement les intérêts d'une Compagnie d'assurance [...], œuvre pas philanthropique pour un sou, mais égoïstement financière! [...] Bientôt, lorsqu'elles le demanderont, on mettra probablement gracieusement à leur disposition un appartement pour leur docteur attiré et désintéressé (?) qu'elles feront venir d'un pays macaque quelconque!<sup>79</sup>

« Pauvre ouvrier italien » contre éventuel docteur « macaque »: avec l'espace politique et social, l'entreprise et sa main-d'œuvre étrangère ne seraient-elles pas cause d'une modification de l'espace mental?

## Le Valais et la politique nationale d'intégration des étrangers

En Suisse, l'augmentation considérable de la présence étrangère provoque le sentiment d'une menace politique et culturelle affectant la cohésion nationale. Cette « question des étrangers » devient un thème dominant de préoccupation à la veille de la Première Guerre mondiale. Pour la résoudre, une fraction de plus en plus large de l'opinion publique réclame une libéralisation, voire une centralisation des mesures d'accès à la nationalité suisse<sup>80</sup>.

Le 25 juin 1903, les Chambres fédérales adoptent une loi introduisant un droit pour les cantons d'accorder le *jus soli* aux enfants de mère suisse ainsi qu'à ceux de parents étrangers domiciliés sur le territoire cantonal depuis cinq ans. En outre, le Conseil fédéral peut prononcer la réintégration gratuite dans leur ancien droit de cité et de bourgeoisie des veuves et des femmes séparées. Cette réintégration entraîne la naturalisation des enfants mineurs<sup>81</sup>.

78 AEV, DJP 5030-2, vol. 50, 1900/586; vol. 63, 1909/44.

79 *Le Confédéré*, 19 octobre 1907.

80 Sur l'accès à la nationalité suisse, outre les articles mentionnés à la note 4, voir GÉRALD ARLETTAZ et SILVIA BURKART, « Naturalisation, "assimilation" et nationalité suisse. L'enjeu des années 1900-1930 », dans *Devenir Suisse. Adhésion et diversité culturelle des étrangers en Suisse*. Textes réunis par Pierre Centlivres, Genève 1990, pp. 47-62.

81 « Loi fédérale sur la naturalisation des étrangers et la renonciation à la nationalité suisse », article 10, dans *Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération suisse* (désormais cité: RO), nouvelle série, XIX, pp. 655-656.

Très jaloux de ses prérogatives en la matière, le Valais ne modifie pas sa législation mais proteste contre les réintégrations imposées par la Confédération<sup>82</sup>. Le 23 février 1906, lors des débats sur la révision de la Constitution cantonale, le député radical Camille Desfayes demande que la législation détermine les conditions auxquelles Confédérés et étrangers peuvent acquérir la «naturalisation valaisanne». Evoquant l'augmentation prévisible d'une immigration à caractère durable, il demande d'abaisser le délai de domicile requis à deux ans. Ses propositions sont rejetées par 52 voix contre 33<sup>83</sup>. De nouvelles suggestions de modifier la législation cantonale sont évoquées sans succès au Grand Conseil en 1908, 1910 et 1914<sup>84</sup>.

Dans la presse, *Le Confédéré* suit de près l'évolution des sensibilités fédérales face à l'immigration, aux étrangers, à la naturalisation et au droit d'asile. Se réjouissant des perspectives révisionnistes sur l'octroi du droit de cité, il lance cette expression: «Le civis helveticus est en marche»<sup>85</sup>. La naturalisation facilitée permettra de «parer à l'envahissement progressif des étrangers par l'absorption des éléments sains qu'ils nous apportent»<sup>86</sup>. Lors de la formation, en 1909, d'un Comité d'initiative genevois pour modifier les dispositions législatives en la matière, le journal consacre une série d'articles à «L'assimilation des étrangers en Suisse» et au droit du sol. L'enthousiasme patriotique y dissimule un doute quant à la conviction des communes suisses à suivre le mouvement<sup>87</sup>. Ce doute est-il cause du fait que le journal ne lance aucun débat sur la question au niveau cantonal?

L'intérêt pour ces problèmes existe également dans les journaux conservateurs, mais dans une mesure nettement moindre. La *Gazette du Valais* ne sait pas trop ce qu'il faut penser de l'immigration italienne. Considérés comme des saisonniers peu envahissants le 18 mai 1907, ils deviennent des colonisateurs le 13 juin<sup>88</sup>. Quant à les assimiler, c'est là une «occasion féconde de travailler pour la sécurité et la grandeur du pays»<sup>89</sup> sur laquelle le journal n'insiste pas.

Sur le plan cantonal, les journaux ont énormément de peine à définir leur stratégie d'information et d'opinion. Dans ce Valais qui n'est plus ce qu'il était, selon le rédacteur du *Nouvelliste* Charles Haegler, en janvier 1907, il ne paraît pas nécessaire de disserter sur les conséquences sociales d'une immigration ni souhaitée ni rejetée. Les idées nouvelles «transplantées par les étrangers» sont des «arbustes» qu'il faut greffer «sinon les

82 RG CE, DJP, pp. 55-56.

83 Bulletin des séances du Grand Conseil du Canton du Valais, (désormais cité: BGC), séance du 23 février 1906, p. 191.

84 Idem, séances du 28 mars 1908 et du 12 mai 1914; AEV, 1001, vol. 179, Protocole du Grand Conseil, séance du 22 novembre 1910.

85 Le Confédéré, 21 juin 1902, «Loi sur l'acquisition de la nationalité suisse».

86 Idem, 25 juin 1902, «Encore la loi sur les naturalisations».

87 Idem, 10 novembre 1909, «La question des étrangers et la naturalisation forcée».

88 Articles intitulés «L'immigration italienne en Suisse» et «Le Simplon et l'immigration italienne».

89 Gazette du Valais, 22 avril 1911, «L'assimilation des étrangers».

meilleures de vos terres seront envahies par une broussaille malfaisante et terrible»<sup>90</sup>. La presse relate un certain nombre de faits souvent banalisés et relégués dans les rubriques locales. Une question préoccupe toutefois les journaux conservateurs: celle du colportage. Selon une enquête commentée par la *Gazette du Valais*, le colportage en Valais est surtout pratiqué par les Italiens. Il représente une concurrence déloyale, nuisible au public et est exercé

[...] en bonne partie par des gens inconnus et de conduite douteuse, il présente très souvent aussi des dangers d'immoralité<sup>91</sup>.

En conséquence, le journal réclame une révision des lois fédérale et cantonale en la matière. Quant au *Nouvelliste*, qui reconnaît «d'instinct» ne pas beaucoup aimer les Juifs, il lance une consigne d'avenir: «achetez dans votre localité» et pas dans les «gros magasins à société anonyme». N'allez pas vous vêtir et vous coiffer chez un «gros juif inconnu»<sup>92</sup>.

Théoriquement internationaliste, *La Justice* de l'après Clovis Pignat inaugure toutefois, en 1911, une politique de défense du travail national<sup>93</sup>. En outre, le journal ironise sur le patriotisme bourgeois. Qu'est-ce que la Patrie? Le pays où l'on est né ou celui des ancêtres dont on a le même sang?

Je suis Suisse et mes ancêtres étaient Allemands. Comment expliquer ce changement? Par la naturalisation! Ainsi, on naturalise. Un individu quelconque, Chinois, Japonais, Malais, Italien, etc, peut devenir Suisse [...]. Voudrait-on me dire pourquoi on conserve ces absurdes frontières politiques puisqu'un mortel quelconque peut changer de nationalité et par conséquent de patrie, à la condition, bien entendu, qu'il puisse payer? Les partisans de la deuxième définition me diront peut-être qu'en changeant de nationalité, l'individu change de sang. Ce serait une nouvelle découverte qui ne manquerait pas d'intérêt<sup>94</sup>.

Avec l'antisémitisme et la protection du travail indigène, l'idée d'une naturalisation identifiant l'étranger à une nouvelle nature d'essence helvétique ne manquera pas de faire son chemin!

90 *Nouvelliste valaisan*, 15 janvier 1907, «Institutions populaires».

91 *Gazette du Valais*, 3 décembre 1907, «Le Colportage en Valais».

92 *Nouvelliste valaisan*, 16 juin 1910, «Commerce local».

93 Sur l'évolution des tendances politiques de *La Justice*, voir ARLETTAZ, «Les débuts du socialisme», *op. cit.*, pp. 252-253. *La Justice* de tendance sociale-démocrate ne défend pas seulement les ouvriers valaisans, mais également les instituteurs menacés par la politique d'engagement des autorités locales. Voir 28 janvier, 4 et 11 février 1911, «Economie et instituteurs étrangers».

94 *Idem*, 29 mars 1913, «La Patrie. Article d'un de nos jeunes camarades».

## Le Valais et l'immigration de guerre

Entraînée dans l'espace libéral du développement économique, la Suisse n'est guère préparée à affronter l'enchaînement implacable des difficultés politiques, économiques et sociales résultant du déclenchement de la Première Guerre mondiale et de son évolution. De 1914 à 1920, la population étrangère résidant dans le pays diminue d'un tiers, plus de 200 000 personnes, dont trois quarts quittent le pays. Mouvement naturel et mariages mixtes s'équilibrent, le quart restant devient suisse par naturalisation<sup>95</sup>. Toutefois, «la question des étrangers», loin d'être résolue, s'alimente à la source des difficultés sociales progressivement attribuées à une immigration de guerre. Cherchant à imposer silence à des revendications perçues comme perturbatrices, la société institutionnalise des mesures défensives fondées sur la protection de l'identité nationale. Dans ce contexte, les étrangers sont de plus en plus fréquemment amalgamés sous l'étiquette «indésirables»<sup>96</sup>.

Une nouvelle fois, le Valais est emporté dans un mouvement dont l'origine lui échappe. L'industrialisation effrénée d'avant-guerre s'arrête brutalement et l'activité globale du secteur secondaire recule. Privé de main-d'œuvre étrangère, le marché de la construction s'effondre. Ainsi, commencé en décembre 1912, le percement du deuxième tunnel du Simplon ne se poursuit qu'au prix de plusieurs interruptions et ne s'achèvera qu'en décembre 1921<sup>97</sup>. L'industrie lourde, en revanche, profite d'une conjoncture favorable à l'écoulement de ses produits et embauche des ouvriers valaisans. De ce fait, la population étrangère du canton diminue de plus de 7000 personnes au recensement de 1920 par rapport à celui de 1910, près de la moitié. Or, au cours des années 1915 à 1920, le gain de nouveaux nationaux -par naturalisation, par réintégration ou par excédent des mariages mixtes où la femme est étrangère- n'est guère que de 500 personnes<sup>98</sup>. L'excédent des naissances étrangères étant de 250 individus<sup>99</sup>, le départ des étrangers est donc voisin du recul global de leurs effectifs.

Dans cette évolution économique et démographique, la question sociale est de moins en moins liée à la présence étrangère. Toutefois, la commotion nationaliste qui affecte la Suisse choque inévitablement le Valais.

95 Voir ARLETTAZ, «Les effets de la Première Guerre mondiale sur l'intégration des étrangers en Suisse», *op. cit.*, p. 162.

96 Voir GÉRALD ARLETTAZ, «La Suisse une terre d'accueil en question. L'importance de la Première Guerre mondiale», à paraître dans les actes du colloque «Exilés politiques en Europe aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles», Ecole Française de Rome.

97 Peter BUMANN, *Der Verkehr am Simplon*, Visp 1974, p. 37.

98 Nombre de naturalisations: 355. Réintégrations: 12 cas de 1915 à 1916, estimés à 36 personnes, et 55 personnes de 1917 à 1920 (AEV, 5150-1, dossier 40.9, «Naturalisations valaisannes 1803-1938»; 5150-1, dossier 40.8, «Registre des réintégrations 1905-1972»). Mariages mixtes où la femme est étrangère: 215, où la femme est Suisse: 162 (d'après le *Mouvement de la population de la Suisse pendant l'année...*, *op. cit.*).

99 D'après le *Mouvement de la population de la Suisse pendant l'année...*, *op. cit.*

L'espace des sensibilités politiques et culturelles tend à se substituer à celui des besoins libéraux d'avant-guerre. La perception du rôle de l'étranger dans la société cantonale va de plus en plus dépendre de l'intégration de cette dernière dans la société fédérale.

## Les internés

Tout au long du conflit, le fossé des sympathies divise tant la Suisse que le Valais suivant les affinités ethniques pour les puissances belligérantes. Ce clivage est sublimé par les fonctions morale et caritative de la neutralité et du secours aux victimes du conflit. Hébergeant, dès janvier 1916, un nombre d'internés qui va atteindre 13 000 en mai et 26 000 en décembre, puis une moyenne mensuelle de 27 500 de janvier 1917 à octobre 1918<sup>100</sup>, la Confédération en attribue environ 10 % au Valais. Placés sous la surveillance de l'armée, ces internés sont répartis dans 26 localités, dont certaines entretiennent des centres d'accueil permanents.

Tableau 22

Internés en Valais (1916-1918)<sup>101</sup>

	25.08.1916	20.01.1917	25.06.1918	10.11.1918
Montana	509	516	473	430
Champéry	343	333	345	342
Salvan	334	392	450	492
Finhaut	316	-	-	-
Morgins	203	366	287	-
Loèche-les-Bains	191	289	72	120
Viège	104	139	30	34
Martigny	95	109	157	142
Sierre	65	149	151	66
Brigue	21	234	20	-
Autres localités	798	228	718	378
Statuts divers	-	152	-	-
Total	2979	2907	2703	2004

Français et Belges, les internés sont reçus avec enthousiasme au printemps 1916. Réceptions «aux accents de la Marseillaise» et manifestations officielles<sup>102</sup> les accueillent dans les stations dépourvues de touristes. Ils repartiront en décembre 1918 sous des flots d'éloquence patriotique

100 ARLETTAZ, «La Suisse une terre d'accueil en question...», *op. cit.*

101 D'après Edouard FAVRE, *L'internement en Suisse des prisonniers de guerre malades ou blessés*, 3 rapports, Genève 1917; Berne 1918 et 1919. Voir également AF, E 2714031.

102 Voir *Nouvelles valaisannes*, 25 mai 1916.



célébrant «les vertus ancestrales de la France» et la «chaleureuse hospitalité» suisse et valaisanne<sup>103</sup>. Entre temps, l'harmonie aura connu quelques discordances. D'une part *Le Falot*, journal socialiste, dénonce à plusieurs reprises les mauvaises conditions de logement, de nourriture et de traitement offertes dans diverses localités<sup>104</sup>. Il s'en prend également à l'interdiction de journaux socialistes<sup>105</sup>, ainsi qu'à des mesures discriminatoires à l'égard des Algériens et des Marocains<sup>106</sup>. D'autre part, se faisant l'écho de doléances patriotiques et sociales, Louis Courthion condamne les abus commis par les internés et les excès de tolérance des autorités suisses. Comble de la dérision, des soldats suisses ont été reçus à la Chapelle de Tell par un interné allemand!<sup>107</sup>

Plus grave, à Chippis, une altercation oppose, le dimanche 2 septembre 1917, six internés algériens et marocains à quelque cent à cent cinquante ouvriers de la fabrique d'aluminium:

[...] les tirailleurs qui de leur côté étaient un peu excités, ont commencé à chanter en arabe. Un ouvrier leur imposa silence ce qui amena une discussion très vive. On paraît s'être injurié des deux côtés, les ouvriers qualifiant les internés de sauvages, sale race, etc, et ces derniers appelant les ouvriers boches, sales boches qui travaillent pour les boches, etc.<sup>108</sup>.

Dans le contexte de troubles sociaux ayant affecté Chippis durant l'été, l'usine d'aluminium voit dans cet incident une nouvelle tentative de lui nuire. Chargé d'enquêter, le lieutenant Guillermet ne partage pas cet avis mais considère l'évacuation des internés comme nécessaire. Ses qualificatifs à l'égard des Algériens et des Marocains «ignorants et bornés», ayant «une mentalité de demi-sauvages»<sup>109</sup> ne le cèdent en rien à ceux utilisés par les ouvriers. Pour sa part, le Chef d'Etat-Major général, Sprecher von Bernegg, estime également «indésirable» la présence d'une colonie d'internés à proximité de l'usine<sup>110</sup>. Le Commandant de la région d'internement Valais-Bex et son remplaçant s'en prennent au Commandant de la place qualifié «de partisan de l'ouvrier contre le patron, mais pas encore de socialiste» et déclarent «infecte» la tenue des hôtels du secteur de Sierre<sup>111</sup>. Le Médecin d'Armée ordonne l'évacuation de Sierre<sup>112</sup>, mais sa décision est cassée par Gustave Ador. Le Chef du Département politique fédéral estime, en effet, qu'une telle mesure sera mal accueillie «par les autorités cantonales et les hôteliers de Sierre»<sup>113</sup>. Une altercation à Chippis, secteur stratégique par excellence, met donc en émoi l'ensemble des autorités fédérales, elles-mêmes divisées quant à leurs sympathies.

103 Voir *Le Confédéré*, 7 décembre 1918, «Le départ des internés».

104 Voir, par exemple, *Le Falot*, 1<sup>er</sup> décembre 1916, «Chez les internés français en Valais».

105 *Idem*, 1<sup>er</sup> janvier 1917, «Occupons-nous des internés».

106 *Idem*, 1<sup>er</sup> novembre 1916, «Occupons-nous des internés».

107 *Le Confédéré*, 17 février 1917, «A propos d'internés».

108 AF, E 271-4016, rapport du lieutenant Guillermet au Médecin d'Armée, colonel Hauser, 14 septembre 1917.

109 *Ibid.*

110 *Idem*, lettre au Chef du Département militaire fédéral, Camille Décoppet, 24 novembre 1917.

111 *Idem*, lettres du capitaine Turini au Commandant de la Région Valais-Bex et de ce dernier au Médecin d'Armée, 17 septembre 1917.

112 *Idem*, lettre au Département politique fédéral, 30 novembre 1917.

113 *Idem*, lettre au Médecin d'Armée, 7 décembre 1917.



## Chippis, un lieu stratégique

Cette usine d'aluminium, la plus grande d'Europe, concentre les tensions. Dès 1916, les ouvriers, dont 80 % sont valaisans<sup>114</sup>, adhèrent à un syndicat chrétien-social et revendiquent de meilleures conditions de salaire et de travail<sup>115</sup>. Produisant pour l'Allemagne et imposant un régime très dur, l'usine devient pour les milieux catholiques l'expression d'«une certaine forme extrême de capitalisme et d'industrialisme» éloignant les ouvriers de leurs devoirs religieux et du «travail moralisateur de la terre»<sup>116</sup>. Une bombe éclate le 1<sup>er</sup> mai 1917. A qui l'attribuer? Les adversaires de l'usine sont si nombreux. Enfin, du 17 au 29 juin, 1700 ouvriers se mettent en grève sans grand succès. Selon le Commandant de la place de Chippis, les causes lointaines de cette grève sont paradoxalement à rechercher dans le départ des Italiens et dans leur remplacement progressif par des Suisses allemands protestants important en Valais des conceptions socialistes indésirables. Les autorités civiles et religieuses y auraient donc plus ou moins encouragé la formation du syndicat chrétien-social de l'abbé Pilloud. Ce serait là une forme particulière de «Heimatschutz»! La frontière linguistique et la présence d'internés de l'Entente n'arrangeraient rien<sup>117</sup>. De ce fait, Sprecher von Bernegg insiste pour évacuer ces internés que des rapports militaires lui présentent comme auteurs d'«une quantité de méfaits»: vols, tentatives de viols, agressions de civils et de militaires<sup>118</sup>. Alors que Sprecher fait valoir les intérêts majeurs de la production de l'usine pour l'armée, Edmond Bille, dans le *Nouvelliste*, y voit le symbole de la menace sur le Valais:

Si l'on n'y met ordre, si l'on s'obstine à laisser faire, si les autorités ne barrent pas énergiquement la route à cette armée d'ingénieurs, de chimistes et de spéculateurs sans scrupules, le Valais que nous aimons va devenir méconnaissable<sup>119</sup>.

Les prises de position du *Nouvelliste* irritent la *Gazette du Valais* qui y voit de «méchantes attaques contre l'entreprise la plus généreuse de tout le pays»<sup>120</sup>. Quant à l'usine et à ses historiographes, ils tendront à faire valoir la thèse d'un complot attribué à des agents étrangers, voire à

[...] l'agitation menée par les révolutionnaires et les réfractaires généralement d'origine russe et allemande, agissant en commun avec les socialistes suisses [...] <sup>121</sup>.

114 AEV, DI, 3040 A, 2-95-8, Contentieux.

115 De manière générale, sur les tensions sociales à Chippis, voir Benoît AYMON, *Un demi-siècle de lutte ouvrière à l'aluminium de Chippis*, Genève 1979, mémoire de licence dactyl. Alain SCHWERTI, «La grève de 1917 aux usines d'aluminium de Chippis: un exemple de traumatisme industriel en pays agricole», dans *Bulletin du Département d'histoire économique*, n° 18, Université de Genève, 1987-1988, pp. 35-48. CLAVIEN, *op.cit.*. Roland RUFFIEUX *é.a.*, *Le mouvement chrétien-social en Suisse romande 1891-1949*, Fribourg 1969, (chapitre de Sr Marguerite-Chantal Pitteloud, pp. 417-428). Frank GARBELLY, «Valais "Le canton Alusuisse"», dans *Alusuisse 1888-1988. Une histoire coloniale en Valais et dans le monde*, Lausanne 1989, pp. 181ss.

116 *L'Action sociale*, Organe des travailleurs catholiques, 14 juillet 1917, «Ce que nous croyons. Ce que nous espérons», signé Auguste Pilloud.

117 AF, E 2718684, rapport du Commandant de la place de Chippis au Chef d'Etat-Major général, Sprecher von Bernegg, 3 juillet 1917.

118 *Idem*, Sprecher von Bernegg au Médecin d'Armée, 23 septembre 1917.

119 *Nouvelliste valaisan*, 15 janvier 1918, «Le Valais en danger».

120 *Gazette du Valais*, 21 mai 1918, «Delenda Chippis...».

121 *Geschichte der Aluminium-Industrie-Aktion-Gesellschaft Neubausen 1888-1938*, Chippis 1942, vol. 1, p. 169 (cité par GARBELLY, *op. cit.*, p. 194).

## Les étrangers «indésirables» de 1917 à 1919

Si les internés sont accueillis volontairement par la Suisse, il n'en va pas de même des déserteurs et réfractaires des armées étrangères. Au bénéfice d'un statut de tolérance, ils sont l'objet de préoccupations politiques contradictoires à l'origine de quatre arrêtés du Conseil fédéral<sup>122</sup>. En Valais, l'arrêté du Conseil d'Etat du 26 janvier 1917 les soumet au dépôt d'une caution de 500 francs et à une surveillance de la police locale<sup>123</sup>. Au nombre de 25 900 sur le territoire suisse d'après un recensement de mai 1919, ils seraient 310 en Valais en 1917, 688 en 1918 et 431 en 1919 dont quelque 70 % d'Italiens, sans compter tous ceux qui échappent au contrôle<sup>124</sup>. A partir des troubles sociaux de 1917, les «réfugiés militaires» suspects de véhiculer des conceptions politiques et sociales antinationales vont devenir le symbole d'une immigration «indésirable». En Valais, ils ne posent guère de problème, comme le reconnaît explicitement le Conseil d'Etat dans son rapport de gestion pour l'année 1917. Polarisant une angoisse nationale, déserteurs, réfractaires et plus généralement «indésirables» contribuent néanmoins à affecter l'opinion publique valaisanne. Dès le début de l'année, la presse évoque la pénurie alimentaire, les perturbations sociales, la propagande politique, la révolution russe et, dans les journaux francophones, le péril de l'immigration allemande, pour réclamer des mesures. Adoptant un langage manquant singulièrement d'originalité pour l'époque, Charles Haegler voit

La Suisse [...] littéralement mangée par une vermine russe et allemande qui, campant dans ses ateliers, dans ses chantiers, dispute avec succès le travail et les places à ses enfants, et cherche, par dessus le marché à la précipiter dans le maximalisme ou l'anarchie<sup>125</sup>.

Par rapport à d'autres cantons, cette campagne de presse reste néanmoins limitée à la mesure d'une région peu affectée par les événements. Ailleurs, le slogan «La Suisse aux Suisses» est plus à la mode. Il est vulgarisé par une pétition lancée d'Olten par un Comité demandant au Conseil fédéral d'expulser les «indésirables». Cette pétition recueille 284 542 signatures, 30,4 % du corps électoral suisse<sup>126</sup>. En Valais, seulement 3849 citoyens signent<sup>127</sup>, 11,9 % du corps électoral, soit de loin la proportion la plus faible du pays. La propagande est restée relativement discrète, dans le Bas-Valais tout au moins<sup>128</sup>. Pourtant, le *Walliser Bote* ne se contente pas de publier le texte, il engage ses lecteurs à apporter leurs signatures à la «Zentralstelle» pour le Haut-Valais, chez le pharmacien Marty à Brigue<sup>129</sup>.

122 Voir ARLETTAZ, «La Suisse une terre d'accueil en question...», *op. cit.*

123 *RL VS*, XXVI, pp. 6-8.

124 *RG CE*, DJP, 1917, p. 35; 1918, p. 37; 1919, pp. 35-36.

125 *Nouvelliste valaisan*, 20 avril 1918, «La pelure d'orange».

126 Voir ARLETTAZ, «La Suisse une terre d'accueil en question...», *op. cit.*

127 *AF*, E 21/11848.

128 Le *Nouvelliste valaisan* publie l'«Appel aux électeurs suisses de toute condition et de toute langue» lancé par le Comité central pour la pétition (20 avril 1918). Ce texte inspire l'éditorial de Charles Haegler du même jour, «La pelure d'orange». La *Gazette du Valais* mentionne le lancement de la pétition (12 mars 1918, «Contre les intriguants»).

129 *Walliser Bote*, 4 mai 1918.

Le rejet de l'étranger s'intensifie à partir de la grève générale et de l'armistice de novembre 1918. Le 11 novembre, le Conseil d'Etat adresse au Conseil fédéral un télégramme de soutien

[...] le remerciant des mesures énergiques qu'il a prises pour réprimer le désordre fomenté par les éléments étrangers à la Suisse<sup>130</sup>.

L'amalgame grève générale, «anarchie révolutionnaire» et «éléments étrangers» est également partagé par le député radical Camille Defayes<sup>131</sup>. Voyant l'ordre social en péril, les «patriotes» estiment alors nécessaire de se regrouper en gardes civiques. Ainsi, le 10 décembre, à l'initiative de la section locale du Club Alpin, les 23 Sociétés de Sierre nomment un comité de défense publique, demandent aux autorités fédérales de protéger «la main-d'œuvre indigène par la fermeture de la frontière aux étrangers provenant de pays en révolution» et aux députés valaisans aux Chambres fédérales de réclamer une loi plus sévère en matière de naturalisation<sup>132</sup>. Le journal socialiste *Le Falot* se moque de cette entreprise conservatrice<sup>133</sup> mais s'inquiète de «ces corps de police extralégaux» légitimés par le Conseil d'Etat. Le 20 avril, l'Union ouvrière syndicale est chargée de présenter une pétition au Grand Conseil lui demandant d'inviter l'exécutif à retirer sa caution<sup>134</sup>. Prenant position sur la grève générale, Clovis Pignat estime que «nos grands journaux ne se sont pas fatigués les méninges» pour en trouver les causes. «Invariablement, ils ont hurlé: *Sus aux étrangers, fomentateurs de désordre*»<sup>135</sup>. Pour sa part, la presse bourgeoise valaisanne ne s'est certes pas privée de ce type d'analyse, mais elle en veut encore plus à la classe politique alémanique coupable d'hégémonie centralisatrice et de laxisme à l'égard des perturbateurs étrangers<sup>136</sup>. Louis Courthion, en particulier, réclame un changement politique et dénonce «L'arbitraire de la classe capitaliste»:

Le mot *bolchevik* ne résoud rien et ce n'est pas par son emploi injustement abusif que l'on empêchera le danger de renaître<sup>137</sup>.

Dénonçant le climat nationaliste cultivé par la droite, Courthion redoute qu'il ne finisse par porter atteinte aux institutions républicaines et aux fondements libéraux du système économique suisse. De ce fait, il récuse le slogan «La Suisse aux Suisses», le considérant comme un mauvais pastiche de la pensée «chauvine» et «rétrograde» de l'extrême droite française<sup>138</sup>.

130 BGC, séance du 12 novembre 1918, p. 51.

131 *Idem*, p. 30.

132 Texte reproduit dans Michel SALAMIN, *Le Valais de 1798 à 1940*, Sierre 1978, p. 251.

133 *Le Falot*, 1<sup>er</sup> janvier 1919, «Une manifestation qui ne fut pas du goût de ces messieurs. Le Club alpin à la rescousse. Une séance mémorable».

134 *Idem*, 1<sup>er</sup> juillet 1919, «Une pétition au Grand Conseil».

135 *Idem*, 1<sup>er</sup> décembre 1918, «A la Classe ouvrière valaisanne. Notre point de vue sur la grève générale décrétée le 11 novembre...Prolétaires, prenons position!».

136 *Nouveliste valaisan*, 30 novembre 1918, «La Paille et la Poutre».

137 *Le Confédéré*, 21 décembre 1918, «Bolchéviks».

138 *Idem*, 15 mars 1919, «La "Suisse aux Suisses"!».

## Les effets de la guerre et la restructuration de l'espace national

Si les internés n'ont fait que passer, les effets des autres mouvements liés à la guerre n'en finiront pas de restructurer l'espace national helvétique et d'y intégrer le Valais, au point que la relation cantonale avec les étrangers ne pourra plus se penser hors de cet espace. Les dangers de la guerre, de l'armistice et de la crise qui s'ensuit imposent un ensemble de mesures institutionnelles destinées à protéger la société suisse et à l'intégrer dans une conception de l'identité qui se veut la plus immuable possible.

### Le contrôle fédéral du séjour et de l'établissement

Après les incertitudes de la période 1914-1917, l'opinion publique entraîne les autorités à contrôler l'immigration et le séjour des étrangers. De ce fait, le 21 novembre 1917, le Conseil fédéral édicte une ordonnance qui instaure un Office central de police des étrangers. Cette ordonnance est modifiée en 1919 et en 1921; le contrôle passe de la frontière à l'intérieur du pays et les visas sont progressivement supprimés. En revanche, la politique fédérale d'immigration est définitivement consacrée, le 25 octobre 1925, par l'adoption en votation populaire d'un article constitutionnel donnant à la Confédération «le droit de légiférer sur l'entrée, la sortie, le séjour et l'établissement des étrangers»<sup>139</sup>. Cette cascade de mesures, parfois contradictoires les unes par rapport aux autres, suscite d'importantes préoccupations en Valais, à la mesure des caractéristiques du canton: à la fois fédéraliste, touristique, mais aussi soucieux du maintien de l'ordre. La presse hésite entre une «xénophobie nécessaire» réclamée explicitement par la *Gazette du Valais* en mars 1918 et le «Quousque tandem [...]?» de Louis Courthion, irrité d'une politique contrariant le mouvement touristique<sup>140</sup>. La xénophobie du journal conservateur s'en prend à l'infiltration

[...] d'éléments hétérogènes, hétéroclites, de ces gens aux nationalités mal définies [...], étrangers absolument à notre peuple et à notre culture<sup>141</sup>.

En janvier 1920, le journal se plaît encore à reproduire des amalgames tirés de la presse française dénonçant l'immigration des «indésirables» «comme une vague putride»<sup>142</sup>. Pourtant la *Gazette* redoute également une fermeture hermétique des frontières. Ne risquerait-elle pas de nous priver d'

[...] un certain contingent de main-d'œuvre italienne qui nous est indispensable et ne peut être remplacée par de la main-d'œuvre indigène<sup>143</sup>?

139 Voir ARLETTAZ, «Démographie et identité nationale. La Suisse et "La question des étrangers"», *op. cit.*, pp. 168-174.

140 *Le Confédéré*, 3 septembre 1920.

141 *Gazette du Valais*, 7 mars 1918, «Xénophobie nécessaire».

142 *Idem*, 29 janvier 1920, «Croquis de Suisse», tiré du journal *Les Débats*.

143 *Idem*, 6 février 1919, «Limitation des permis d'entrée en Suisse».

Il faut surtout prendre garde aux intérêts de l'industrie hôtelière. Publiant et commentant une prise de position des *Basler Nachrichten* contre l'Office central de police des étrangers, la rédaction réclame à la fois moins de «tracasseries bureaucratiques» et un «coup de balai» «dans ce monde d'accapareurs, de fauteurs de grève, d'aventuriers interlopes» «qui fourmillent dans nos grandes villes»<sup>144</sup>.

Le *Nouvelliste valaisan*, pour sa part, insiste plus sur la défense du tourisme que sur la présence des «indésirables»<sup>145</sup>. En été 1921, Charles Haegler rend le nationalisme et la police fédérale des étrangers responsables de la crise:

Pendant la guerre, et même depuis la guerre, quelques chauvins, fous à lier, s'écriaient dans les fêtes patriotiques au moindre événement: La Suisse aux Suisses d'abord, et pour les étrangers s'il en reste!

Le Département fédéral de justice et police s'inspirait de cette thèse pour maintenir toutes sortes d'entraves, quand on n'en créait pas de nouvelles, aux frontières, les cadenassant ou rendant les portes si basses que l'étranger avait l'impression de passer sous une sorte de joug comme au temps de Divicon<sup>146</sup>.

Quant au *Confédéré*, il a d'abord redouté «l'envahissement allemand»<sup>147</sup>, puis s'en est pris aux exigences policières des autorités zurichoises, qui après avoir manifesté tant de «complaisance à l'égard de certains étrangers» prétendent désormais entraver la circulation dans tout le pays<sup>148</sup>.

Le journal en veut résolument aux autorités fédérales et alémaniques, inaptes à nous préserver de la «cohue de mètèques» en temps de guerre mais tellement capables de fermer la porte aux touristes français et anglais<sup>149</sup>. Les mesures de police, en matière de passeports notamment, sont considérées par Courthion comme

[...] dignes des potentats déchus de l'ancienne Russie, de l'empire ottoman et de l'Asie centrale<sup>150</sup>.

Pendant ce temps, les autorités cantonales se désintéressent du contrôle des étrangers. Selon un rapport de l'Office central de police des étrangers, le canton semble ignorer les ordonnances fédérales. Au cours de l'année 1922, il n'a soumis aucun cas au droit d'opposition de la police fédérale et quatorze seulement du 1<sup>er</sup> janvier au 19 mars 1923,

[...] encore faut-il relever que 13 d'entre eux l'ont été, selon toute probabilité, sur la demande même des intéressés renseignés par leur consul et un à la suite des réclamations de l'Office central<sup>151</sup>.

144 *Idem*, 14 octobre 1919, «Notre industrie hôtelière».

145 *Nouvelliste valaisan*, 10 avril 1919, «Police des Étrangers et industrie des Hôtels»; 6 avril 1920, «L'hôtellerie suisse».

146 *Idem*, 28 juin 1921, «Situation poignante».

147 *Le Confédéré*, 4 janvier 1919.

148 *Idem*, 9 juillet 1919, «La circulation des étrangers», article de Louis Courthion.

149 *Idem*, 26 juillet 1920, «A propos de la police des étrangers», signé Tony Roche.

150 *Idem*, 25 mars 1921, «La question des passeports».

151 AF, E 4001 (A) 1, boîte 1, rapport «au sujet de la manière dont procèdent les autorités de police valaisannes à l'égard des prescriptions fédérales en matière de police des étrangers», 21 mars 1923.

Maurice Troillet serait intervenu au poste frontière de Brigue pour laisser entrer un Arménien qui avait fait ses études au collège de Saint-Maurice. Le Valais ne met pas d'objection à l'établissement de la famille J., « bien qu'il s'agisse de *ressortissants russes* ». Sept lettres de Berne ne suffisent pas pour obtenir une réponse au sujet du permis d'un ouvrier italien aux papiers douteux. En revanche, la police valaisanne n'accorde qu'un statut de tolérance à un autre ouvrier en mesure d'obtenir l'établissement. Selon le fonctionnaire fédéral :

La manière de travailler des autorités de police du canton du Valais peut être brièvement caractérisée de la manière suivante : mauvaise volonté et incapacité<sup>152</sup>.

A moins que ce ne soit de la résistance passive, l'un n'empêchant pas forcément l'autre !

Lors de la votation du 25 octobre 1925 sur l'article 69ter de la Constitution fédérale<sup>153</sup>, le climat politique et social s'est modifié. Grève générale, péril bolchévique et chômage ne sont plus à la première page de l'actualité. Le Comité central du parti radical-démocratique suisse recommande le oui<sup>154</sup> et *Le Confédéré*, privé de Louis Courthion décédé en 1922, lui emboîte le pas pour défendre le pays contre « le danger » d'un « afflux excessif »<sup>155</sup>. En outre, les mesures fédérales ne concernent plus les touristes mais permettent de poursuivre « une politique nationale dans ce domaine »<sup>156</sup>. Au nom des mêmes critères, le *Nouvelliste* refuse son approbation. L'article constitutionnel offre certes des avantages,

[...] mais nous ne pouvons nous résoudre à le recommander, étant donné qu'il porte atteinte à l'autonomie des cantons et qu'il est bon de faire entendre à Berne, de temps à autre, la cloche fédéraliste<sup>157</sup>.

Comme souvent en Valais, la cloche fédéraliste sonna très fort ! Avec une participation de 58,8 %, le peuple valaisan refuse la modification constitutionnelle par 12 690 voix contre 7265 (36,4 % de oui)<sup>158</sup>. Aucun district ne l'accepte, au contraire de 45 communes dont Brigue, Viège, Sierre, Martigny-Ville, Martigny-Bourg, Saint-Maurice et Monthey. Une fois de plus pourtant, le peuple valaisan est minorisé par le peuple suisse qui approuve le changement avec 62,2 % des voix<sup>159</sup>. En conséquence, les Chambres fédérales adopteront une loi, le 26 mars 1931<sup>160</sup>, et le Conseil d'Etat un règlement d'exécution, le 30 avril 1937<sup>161</sup>.

152 *Ibid.*

153 Cet article donne à la Confédération « le droit de légiférer sur l'entrée, la sortie, le séjour et l'établissement des étrangers ».

154 *Le Confédéré*, 19 octobre 1925, « L'article 69ter de la Constitution fédérale ».

155 *Idem*, 14 octobre 1925, « Les étrangers en Suisse ».

156 *Idem*, 19 octobre 1925.

157 *Nouvelliste valaisan*, 24 octobre 1925, « Votation fédérale ».

158 Résultats dans *Bulletin officiel du canton du Valais* (désormais cité : *Bull. VS*), 20 novembre 1925.

159 Résultats dans *Feuille fédérale de la Confédération suisse* (désormais cité *FF*), 1925, III, p. 451.

160 « Loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers », in *RO*, 49, pp. 279-288.

161 *RL VS*, XXXV, pp. 157-159.

## La protection du travail national

Durant les années 1920 et 1930, le contrôle des étrangers s'est nationalisé sous l'effet d'un autre critère hérité de la Grande Guerre, celui de la protection du travail national.

A l'instar de Courthion, une partie de la classe politique suisse, notamment radicale, a pris conscience que la répression ne suffirait pas à prévenir les troubles sociaux. A partir de 1917 et plus résolument de 1919, elle cherche à fonder une stabilité relative de la formation nationale sur un ensemble de mesures plus interventionnistes dans le domaine social. Cette orientation s'accroît par la lutte contre le chômage lors de la crise des années 1920-1922. Cependant, l'action ne se conçoit pas sans une modification de la politique libérale à l'égard de l'emploi des étrangers. Le 20 février 1917 déjà, l'ingénieur valaisan Jean Travelletti, s'adressant à l'Assemblée des jeunes radicaux à Lausanne, réclame la fixation de quotas à l'admission des étrangers dans les entreprises industrielles et commerciales. Il suggère 15 %. A son avis, cette mesure assurera aux gens du pays un « salaire raisonnable » ; elle resserrera les liens familiaux et renforcera l'intérêt pour la chose publique. Elle permettra également de prévenir une « invasion » ouvrière allemande<sup>162</sup>, crainte majeure des élites nationales en prévision de l'armistice.

C'est dans le même esprit que, le 23 mai 1919, Camille Defayes dépose sa motion au Grand Conseil réclamant une législation assurant à la fois la protection de l'ouvrier et la liberté du travail contre les grévistes. Il s'agit de rapprocher les classes et de renforcer l'Office cantonal du travail afin qu'il procure

[...] autant que possible aux Valaisans les postes recherchés et bien rétribués qui, actuellement, sont en très grande partie l'apanage de personnes étrangères au canton<sup>163</sup>.

Dans l'esprit des radicaux, cette conception ne doit bien entendu pas remettre en cause les fondements libéraux de l'économie. - Louis Courthion le fait savoir aux organisations syndicales et professionnelles<sup>164</sup> et aux Suisses renvoyés de France<sup>165</sup>. Elle peut, en revanche, servir à protéger l'industrie hôtelière contre « la nationalisation », « le protectionnisme » et « l'exclusivisme » des pays étrangers<sup>166</sup>. La protection du travail sert la cause de l'entreprise et de ses employés ; elle peut également contribuer, avec des « matériaux tirés de carrières suisses » à une architecture plus suisse que celle de la gare de Lausanne, où Travelletti prononce son discours de 1917<sup>167</sup>.

162 *Le Confédéré*, 24 et 28 mars 1917, « Protection du travail national. Discours de M. Jean Travelletti, ingénieur ».

163 *BGC*, 23 mai 1919, p. 227.

164 *Le Confédéré*, 26 mars 1919, « Ecoles hôtelières ».

165 *Idem*, 5 février 1919, « Le Protectionnisme et le Travail ».

166 *Idem*, 21 mai 1919, « L'hôtellerie de demain ».

167 *Idem*, 24 mars 1917, « Protection du travail national ».



Dans le mouvement ouvrier, la protection du travail national remplace progressivement un internationalisme dirigé de Moscou et devenant obsolète avec le renforcement des nationalismes. En 1919, *Le Falot* redoute une politique d'emploi fondée sur l'engagement d'étrangers non syndiqués permettant de baisser les salaires<sup>168</sup>.

De fait, même si le gouvernement valaisan donne priorité aux améliorations foncières, à la rentabilité du sol et à la colonisation intérieure, les chantiers reprennent<sup>169</sup>. Il s'agit de construire les routes alpestres et les barrages. Les ouvriers italiens reviennent aussi. Moins nombreux, les permis de séjour attribués par le canton entre 1919 et 1929 atteignent tout de même une moyenne annuelle de 7324, avec un minimum de 6313 en 1927 et un maximum de 8507 en 1919<sup>170</sup>. Ouvriers valaisans et étrangers, désormais associés aux mêmes travaux, mêlés les uns aux autres, connaissent des conditions de vie très semblables. Dès lors, la lutte ouvrière se concentrera sur l'amélioration de ces conditions, par une politique syndicaliste au cours des années 1920, de plus en plus doublée d'une volonté d'éliminer la concurrence étrangère lors de la crise des années 1930.

Construit de 1920 à 1926 pour l'électrification des CFF, le chantier du barrage de Barberine concentre 600 ouvriers en juin 1921. Selon Clovis Pignat, secrétaire à la Fédération des ouvriers du bâtiment, les conditions de travail, de salaire, de logement et de nourriture y sont lamentables. Au contraire d'autres socialistes et syndicalistes, Pignat ne peut être suspecté de nationalisme. Il est toutefois amené à déplorer une politique d'emploi attribuée à des «spéculateurs sans scrupules» embauchant des étrangers «sans passeport en règle», afin de disposer des armes du renvoi et de la baisse des salaires. Ces exactions seraient commises avec la complicité de la gendarmerie valaisanne<sup>171</sup>. Pignat ne verrait pas d'objection à l'engagement de «camarades italiens» chômeurs, sans assurance, ni secours. Cependant, il existe

[...] un truc infâme contre lequel la classe ouvrière doit s'insurger. Il y a à Emosson, à l'entreprise Baratelli, une soixantaine d'ouvriers qui proviennent d'un village italien, lieu d'origine de l'entrepreneur. Les camarades au courant de ce fait [...] disent que de ce singulier village il ne manque que le curé et le syndic et que ce serait l'évacuation complète<sup>172</sup>.

Pignat récidive ses prises de position en août 1924. Aux côtés des Italiens, engagés «pour un temps que seul le patron se réserve de fixer», l'entreprise rechercherait surtout des ouvriers du Haut-Valais issus d'une «race encore vigoureuse et docile»<sup>173</sup>. Durement touché par la crise, le canton

168 *Le Falot*, 1<sup>er</sup> février 1919, «Ouvriers valaisans, agissons!».

169 Pour une chronique des décisions politiques, voir André GUÉX, *Le demi-siècle de Maurice Troillet. Essai sur l'aventure d'une génération*, 3 volumes, Martigny 1971.

170 Voir note 16.

171 *L'Avenir*. Journal ouvrier du Valais, 24 juin 1921, «A Barberine»; 19 août 1921, «A Barberine. Le Cocagne des Entrepreneurs».

172 *Idem*, 19 août 1921.

173 *L'Ouvrier du bois et du bâtiment*, 20 août 1924, «Là-haut, à Barberine! Réaction, Servitude, Misère. Enfin une section s'y constitue».



dénombrer 2000 chômeurs complets au début de 1921, 4500 en décembre, encore 2200 à la fin de 1922 et 1000 à la fin de 1923<sup>174</sup>. Rattaché au Département de l'intérieur en janvier 1920, l'Office cantonal du travail prétend tenir compte de la protection de la main-d'œuvre indigène et

[...] empêcher, autant que possible, l'entrée en Suisse de travailleurs étrangers, lorsque cela n'est pas absolument nécessaire<sup>175</sup>.

Toutefois, la situation du marché du travail et la formation professionnelle insuffisante des Valaisans l'incitent à faire appel à cette clause du besoin. Il le fait de façon sectorielle à l'égard de la main-d'œuvre féminine pour les domestiques de maison et l'industrie hôtelière en 1920 et, plus généralement, pour les «spécialistes» dans l'industrie du bâtiment. En 1926, l'Office du travail admet un manque dans les professions suivantes:

[...] maçons, mineurs, cimenteurs, gypseurs-peintres, paveurs, trancheurs, tailleurs de pierres, cuisiniers et personnel auxiliaire, maîtres d'hôtel, chefs de réception, coiffeurs<sup>176</sup>.

Avec la reprise et l'ouverture de nouveaux chantiers, la nécessité de l'immigration est replacée au premier plan des rapports de l'Office dès 1928 et surtout en 1930.

Faisant le double constat de la crise et de la course au plaisir, le *Nouvelliste valaisan* semble ignorer le thème de la protection du travail qu'il remplace par un exorde au «Valais de la prière et de l'expiation», «du travail», «de la pensée», «de la résignation, de la pitié et de la charité»<sup>177</sup>.

## L'évolution des conceptions en matière de naturalisation

Avec le contrôle de l'immigration et la protection du travail indigène, le durcissement des conditions d'accès à la nationalité constitue un des éléments majeurs de la revalorisation du pays aux yeux de ses propres citoyens. À partir de 1917, le système politique suisse abandonne progressivement l'idée de lutter contre la «surpopulation étrangère» par une naturalisation facilitée. Il estime au contraire que la qualité de Suisse ne s'acquiert pas par de seules mesures politiques et qu'elle ne doit en aucun cas être bradée<sup>178</sup>. Cette nouvelle tendance trouve plus d'écho que la précédente dans un canton jaloux de ses identités originelles. Analysant les pratiques valaisannes en la matière dans *La Tribune de Genève*, le 2 avril 1916, Louis Courthion ne croit pas que le Valais puisse pratiquer une politique d'«absorption des étrangers» par la naturalisation<sup>179</sup>.

Les changements s'opèrent dans les mesures administratives et dans les opinions, mais pas sur le plan législatif. Le 22 novembre 1916, le Grand Conseil refuse une proposition du conservateur Etienne Dallèves de lutter

174 RG CE, DI, 1921, p. 82; 1922, p. 64; 1923, p. 58.

175 *Idem*, 1924, p. 56.

176 *Idem*, 1926, p. 61.

177 *Nouvelliste valaisan*, 5 janvier 1921, «Contraste».

178 Voir notes 4 et 80.

179 *La Tribune de Genève*, 2/3 avril 1916, «Les prérogatives bourgeoises et l'assimilation des étrangers».

contre les naturalisations opportunistes en refusant toute requête de personnes n'ayant pas 45 ans<sup>180</sup>. À partir de 1921, les enquêtes administratives se multiplient à la demande du Ministère public fédéral<sup>181</sup>. En 1920, la volonté d'un citoyen bernois de devenir valaisan, bien qu'il n'ait jamais habité le canton, suscite une prise de position du Grand Conseil, très significative de l'évolution de la mentalité valaisanne:

Le Grand Conseil a estimé que le mot «étranger» dans la loi du 17 novembre 1840 sur la naturalisation doit être interprété dans le sens restrictif de «étranger à la Suisse». Il a estimé que l'interprétation du mot «étranger» dans le sens de «non valaisan» serait contraire aux principes établis par la Constitution de 1874<sup>182</sup>.

Au cours de la guerre, la presse conservatrice se montre vigilante<sup>183</sup> et favorable au mouvement patriotique de durcissement des mesures fédérales et cantonales<sup>184</sup>. La *Gazette du Valais* redoute que l'influence politique des naturalisés ne s'exerce en faveur de la centralisation du pays<sup>185</sup>.

En 1919, *Le Confédéré*<sup>186</sup> et le *Nouvelliste valaisan*<sup>187</sup> soutiennent le dépôt d'une double initiative populaire, d'origine argovienne, réclamant de porter les conditions de domicile à douze ans, d'introduire des dispositions politiques discriminatoires à l'égard des naturalisés n'ayant pas passé leur enfance en Suisse et de renforcer les pratiques fédérales en matière d'expulsion<sup>188</sup>. Pourtant, les Chambres fédérales modifiant la loi sur les naturalisations en 1920 et poursuivant un processus de révision de la Constitution, la presse et les partis bourgeois valaisans changent d'avis et donnent consigne de refuser la double initiative lors de la votation populaire du 11 juin 1922<sup>189</sup>. De ce fait, avec une participation de 31,2 % seulement, le peuple valaisan rejette massivement ces modifications constitutionnelles par 90,6 % dans le cas des naturalisations et par 78,6 % dans le cas des expulsions<sup>190</sup>. Le peuple suisse refuse également, un peu moins nettement (84,1 % de non pour les conditions de naturalisation; 61,9 % pour les mesures d'expulsion)<sup>191</sup>. Il n'en ira pas de même le 24 septembre 1922 lors de la votation sur la «lex Haeberlin» modifiant

180 BGC, séance du 22 novembre 1916, pp. 101-105.

181 Voir RG CE, DJP, 1921, p. 37.

182 *Idem*, 1920, p. 37.

183 «Nos autorités agissent bien souvent comme des prodiges qui dilapident notre patrimoine moral en le distribuant à tort et à travers à des indignes» (*Nouvelliste valaisan*, 15 juillet 1915, «À propos de naturalisation»).

184 À propos de la séance du 18 novembre 1916 où Dallèves avait déposé sa requête, «Les candidats à la naturalisation sont menacés; ils n'ont qu'à bien se tenir» (*Nouvelliste valaisan*, 21 novembre 1916).

185 *Gazette du Valais*, 1<sup>er</sup> avril 1916, «La Question des Étrangers».

186 *Le Confédéré*, 13 septembre 1919, «L'initiative des étrangers».

187 *Nouvelliste valaisan*, 11 novembre 1919, «Initiative des étrangers».

188 Au sujet de cette double initiative et de l'attitude de la presse romande à son égard, voir Angela GARRIDO, *Le début de la politique fédérale à l'égard des étrangers*, Lausanne 1987.

189 Voir *Le Confédéré*, 5 juin 1922, «L'Assemblée libérale-radical du 4 juin à Martigny»; 9 juin 1922, «Les votations du 11 juin». *Gazette du Valais*, 8 juin 1922, «La Votation du 11 juin». *Nouvelliste valaisan*, 10 juin 1922, «Trois scrutins fédéraux».

190 Résultats dans *Bull.* VS, 14 juillet 1922.

191 Résultats dans *FF*, 1922, II, pp. 898-899.

le code pénal fédéral à l'égard des crimes et des délits contre l'ordre constitutionnel et la sûreté intérieure. Les radicaux valaisans sont divisés; les conservateurs également, *Le Valais* préconisant le oui et le *Nouvelliste valaisan* le non. Contrairement au peuple suisse qui refuse (44,6 % de oui)<sup>192</sup>, les citoyens valaisans accordent 52,1 % de oui à ce projet<sup>193</sup>. Quant à la révision constitutionnelle de l'article 44 sur la naturalisation, de plus en plus édulcorée par les Chambres fédérales, elle sera approuvée le 20 mai 1928, par 70,7 % des voix suisses<sup>194</sup> et par 70,1 % des valaisannes<sup>195</sup> mais avec des participations de 45,2 % et de 21,2 % seulement en Valais.

## Les étrangers et les crises nationales

### Protection sociale et élimination de la concurrence étrangère

La reprise économique des années 1925 à 1930 suscite une forte propension des entrepreneurs à engager le plus possible de saisonniers étrangers, attitude qui n'est plus guère contrariée par les autorités cantonales. Ce mouvement tendant à s'amplifier au début des années 1930, en dépit de la crise, il provoque une violente réaction émanant de divers milieux politiques, en particulier des socialistes. Que ce soit à propos de licenciements d'ouvriers valaisans dans les usines, d'embauche d'étrangers sur les chantiers ou d'octroi de permis de séjour, au moins neuf interpellations et motions sont déposées au Grand Conseil de 1925 à 1936; de plus ces questions sont évoquées au cours d'autres débats.

Charles Dellberg ouvre les feux en janvier 1926 à propos du chômage technique en hiver dans les usines valaisannes, en particulier à Chippis<sup>196</sup>. Le député du mouvement catholique ouvrier et paysan, l'entrepreneur Henri Burgener<sup>197</sup>, développant son interpellation le 9 mars 1927, se plaint du préjudice que l'immigration cause à la main-d'œuvre indigène obligée d'émigrer à son tour. Dans sa réponse, le chef du Département de l'intérieur Maurice Troillet ne se montre guère empressé à freiner le libre jeu de la concurrence<sup>198</sup>. Le 29 mai 1931, c'est au tour du futur conseiller d'Etat et futur conseiller fédéral Joseph Escher: en une année, Chippis a licencié 1064 ouvriers réguliers sur 1979 et la Lonza 232 sur 750 en six mois. Le mouvement affecte les autres entreprises; la verrerie de Monthey a même dû congédier la totalité de ses ouvriers pour une période indéterminée. Troillet reconnaît et précise les faits mais estime

192 *Idem*, 1922, III, p. 378.

193 Résultats dans *Bull.* VS, 6 octobre 1922.

194 Résultats dans *FF* 1928, II, p. 166.

195 Résultats dans *Bull.* VS, 8 juin 1928.

196 AEV, 1001, vol. 222, *Protocole du Grand Conseil*, séance du 25 janvier 1926. Voir aussi *Le Falot*, 1<sup>er</sup> mars 1926, «Au Grand Conseil», signé Charles Dellberg.

197 Pour la caractérisation des députés valaisans, voir Jean-Marc BINER, «Autorités valaisannes 1848-1977», dans *Vallesia*, XXXVII, 1982.

198 BGC, séance du 9 mars 1927, pp. 52-54.

que «pour le Valais la question du chômage proprement dit ne se pose actuellement pas». Au reste, les étrangers ne sont que 51 à Chippis et 13 à la Lonza. Troillet n'envisage aucune intervention<sup>199</sup>.

Les socialistes insistent. Le 19 novembre 1932, Dellberg développe une motion de crise en onze points, dont le septième:

N'accorder le permis d'entrée aux ouvriers saisonniers que lorsque la main-d'œuvre indigène est épuisée, non sans avoir examiné leur capacité professionnelle: sur 5 maçons étrangers, il devra y avoir un apprenti valaisan<sup>200</sup>.

Pour Troillet, «il y a longtemps que ce principe est admis». Le même jour, le député Dayer affirme que la direction de chantiers utilise de la main-d'œuvre étrangère prétendue «spécialiste», «en refusant d'embaucher des ouvriers valaisans ou confédérés domiciliés en Valais». En réponse, le chef du Département de justice et police, Cyrille Pitteloud, expose les mesures prises, en collaboration, par l'Office du travail et par le Bureau des étrangers. La préférence est accordée aux indigènes pour autant qu'ils acceptent les emplois offerts, ce qui n'aurait pas toujours été le cas au barrage de la Dixence. Au reste, il admet que le contrôle s'avère difficile sur les chantiers de montage<sup>201</sup>.

Le 21 janvier 1933, le socialiste Alexandre Walther franchit un cran supplémentaire dans la dénonciation de l'emploi des étrangers qu'il qualifie de «concurrence déloyale». Cette fois, Pitteloud répond en faisant mention de mesures «très énergiques» qui auraient permis de diminuer le nombre des saisonniers de près de la moitié durant l'année 1932. A la Dixence, où le recours aux étrangers s'avère nécessaire, ils ne seraient que 80 sur 700. Le conseiller d'Etat déclare accepter la collaboration des secrétariats ouvriers du canton, «[...] car nous voulons que notre main-d'œuvre soit mieux protégée que partout ailleurs»<sup>202</sup>. Le 6 février 1934, Dellberg, évoquant l'existence de 3600 chômeurs à la fin 1933, demande l'interdiction totale d'entrer dans le canton aux ouvriers étrangers<sup>203</sup>. Cette gradation, allant de la défense des conditions politiques et sociales du travail à la volonté d'éliminer la concurrence étrangère, s'observe également dans la presse socialiste et syndicaliste. A cet égard, *Le Peuple valaisan* exerce une étroite surveillance. Il dénonce tour à tour une politique d'embauche avantageant les étrangers par la préférence qui leur est accordée, par des salaires plus élevés<sup>204</sup>, ou au contraire désavantageant les Valaisans par une volonté de comprimer les salaires et de les empêcher de fixer leurs conditions. Les autorités cantonales feraient le jeu du patronat ou fermeraient les yeux<sup>205</sup>. Le 18 juin 1932 par exemple, le

199 *Idem*, séance du 29 mai 1931, pp. 314-320.

200 *Idem*, séance du 19 novembre 1932, p. 215.

201 *Idem*, pp. 219-222.

202 *Idem*, séance du 21 janvier 1933, p. 213.

203 AEV, 1001, vol. 241, *Protocole du Grand Conseil*, séance du 6 février 1934.

204 Voir, par exemple, *Le Peuple valaisan*, 21 septembre 1928, «A la verrerie de Monthey»; 1<sup>er</sup> août 1930, «Et la main-d'œuvre du pays?»; 29 mai 1931, «Les ouvriers étrangers en Valais».

205 *Idem*, 20 février 1931, «Les ouvriers étrangers»; 31 juillet 1931, «Après la journée de Saxon»; 27 janvier 1933, «Une interpellation».

syndicat des ouvriers du bâtiment convoque ses membres à une manifestation à Sion pour protester contre la municipalité qui adjuge la construction de l'école primaire «à l'entreprise qui a fait les prix les plus bas et qui occupe particulièrement des ouvriers étrangers»<sup>206</sup>. L'angoisse sociale exprimée dans cette lutte implacable contre l'étranger se double d'une irritation politique. *Le Peuple valaisan* considère les entrepreneurs italiens et leurs contremaîtres comme des «fascistes notoires»<sup>207</sup> faisant venir leurs compatriotes, nécessairement soumis à la double loi de l'économie et du totalitarisme<sup>208</sup>. En 1934, le ton est à l'exaspération. Selon le journal, même en diminution, le nombre annuel moyen des saisonniers de 1930 à 1933 représente une perte annuelle moyenne de deux millions de francs pour le canton<sup>209</sup>. En outre, *Le Peuple valaisan* réfute l'accusation faite à l'ouvrier valaisan de ne pas supporter les mêmes conditions de travail. Le 23 février, le journal considère que l'ouvrier valaisan pourrait «se fatiguer d'être méprisé constamment et prendre en main sa propre défense»<sup>210</sup>. En 1935, le débat sur la protection du travail national atteindra son paroxysme avec le conflit de la Dixence. Pendant ce temps, sous l'effet du chômage et de la lutte socialiste, le Conseil d'Etat prend conscience de l'impossibilité de poursuivre une politique d'emploi fondée sur le laisser faire. En 1933, le Département de justice et police, plus particulièrement sensible à la question, souligne qu'il a fallu recourir à des mesures «d'une rigueur qui a pu paraître parfois excessive»:

Il s'agissait tout d'abord d'éloigner du pays tous les étrangers non établis et dont la présence en Suisse n'était pas vraiment indispensable: ce n'est pas de gaité de cœur que de telles décisions sont prises, car nul n'ignore les perturbations familiales qu'elles entraînent. Mais la situation des chômeurs en Suisse, dont beaucoup sont chargés de famille, nous paraît aussi digne de pitié que celle des étrangers<sup>211</sup>.

Le Département se plaint des interventions «à tout propos» de personnes «faisant même état de leur position sociale» pour favoriser l'entrée d'étrangers qui savent tirer profit «de toutes les influences et de toutes les combinaisons possibles». Il s'agit désormais de «restreindre à son extrême limite le flot envahisseur»<sup>212</sup>. En 1934, un pas dans ce sens est franchi, mais le Département insiste sur l'opiniâtreté patronale. En 1935, le Département fédéral de justice et police ordonne la mise en vigueur des livrets de légitimation classant les étrangers par catégories (saisonniers, séjour, établis, tolérés). Cette mesure entraîne une enquête systématique qui permet de redécouvrir des «indésirables», immédiatement

206 *Idem*, 17 juin 1932, «Sion. Comment on soutient les ouvriers du pays».

207 *Idem*, 30 janvier 1931, «Entrepreneurs et ouvriers»; 24 mars 1932, «Les travailleurs italiens en Valais».

208 *Idem*, 13 octobre 1933, «Encore la main-d'œuvre étrangère».

209 *Idem*, 13 avril 1934, «La main-d'œuvre saisonnière».

210 *Idem*, 23 février 1934, «Les ouvriers saisonniers».

211 RG CE, DJP, 1933, p. 19.

212 *Idem*, pp. 19-20.

expulsés «dans les limites des possibilités légales»<sup>213</sup>. Désormais, l'objectif explicitement mentionné à la fois par l'Office du travail et par le Bureau des étrangers est «l'élimination complète de la main-d'œuvre étrangère»<sup>214</sup>, tout au moins des «étrangers non établis»<sup>215</sup>.

Passant de quelque 2700 à 3000 en 1930, le nombre des saisonniers tombe à 1780 en 1932 et à 1080 en 1933<sup>216</sup>; il devient «insignifiant»<sup>217</sup> à partir de 1936. En 1938, assimilant les mesures protectionnistes à un «triste héritage», Charles Haegler considère que «les parois étanches» établies entre les frontières des cantons et des pays «sont d'une sauvagerie qui n'a pas de nom», contraires à «la charité chrétienne», causes de «mauvaise graine à révolution»<sup>218</sup>.

La lutte ouvrière pour la protection du travail ne s'est pas faite seulement contre l'étranger. Déjà demandée en mai 1919 par le radical Camille Defayes, la loi sur la protection ouvrière est réclamée avec insistance par le groupe socialiste qui en dépose un projet au Grand Conseil le 13 mai 1929. Acceptant la motion du député radical Marc Morand et non celle du socialiste Walther<sup>219</sup>, le Conseil d'Etat dépose un premier projet de loi le 2 mai 1930<sup>220</sup>. Il s'ensuit un combat politique très complexe obligeant le Conseil d'Etat à déposer un deuxième projet le 22 mai 1931<sup>221</sup>, sur lequel l'entrée en matière est péniblement votée le 29 mai, mais différée à mai 1932<sup>222</sup>. Après de nombreuses modifications, la loi ne sera adoptée que le 18 janvier 1933<sup>223</sup>.

Se heurtant à une opposition farouche du patronat, le Conseil d'Etat est contraint de multiplier les commissions et les concessions. Le 25 mars 1930, la Société cantonale des cafetiers et restaurateurs déclenche l'offensive: les nouvelles dispositions sur le temps de travail contraindront la branche à faire appel «à des employés étrangers non habitués à nos mœurs et à nos habitudes»<sup>224</sup>. Cette prise de position est immédiate-

213 *Idem*, 1935, pp. 12-13. A partir de cette époque, les autorités valaisannes semblent enclines à utiliser l'expulsion ou la menace d'expulsion, «dans les limites des possibilités légales», à l'égard de tout étranger signalé pour le moindre écart. C'est ainsi, que le 23 juillet 1937, le Bureau cantonal des étrangers demande au Département fédéral de justice et police son avis sur une menace d'expulsion à l'encontre d'étrangers établis à Monthey qui seraient réticents à payer leurs impôts. L'administration fédérale s'étonne de la légèreté d'une telle menace portant sur des personnes établies en Suisse depuis 25 à 40 ans! De telles divergences en matière de politique d'expulsion réapparaîtront au cours des années 1950 (AF, E 4260 (C) 1974/34, boîte 71).

214 RG CE, DI, 1935, p. 42.

215 *Idem*, DJP, 1935, p. 13.

216 D'après *Le Peuple valaisan*, 13 avril 1934, «La main-d'œuvre saisonnière».

217 Selon RG CE, DJP, 1936, p. 8.

218 *Nouveliste valaisan*, 5 août 1938, «Triste héritage».

219 BGC, séance du 16 mai 1929, p. 93.

220 Voir texte aux AEV, 1001, vol. 235, *Protocole du Grand Conseil*, annexe.

221 *Ibid.*

222 BGC, séance du 29 mai 1931, pp. 311 et 312. Sur ces débats, voir GUEX, *op. cit.*, vol. I, pp. 243-245, 269-271, 292-293; vol. II, pp. 23-25. La paraphrase imprécise des textes officiels publiés par l'auteur, enrobée de jugements de valeur, rend malheureusement plus compte de sa propre opinion que du rôle des acteurs en présence. Ainsi, ce ne sont pas les «réflexions de Montaigne» (p. 245) qui sont en cause dans l'attitude de Maurice Troillet, mais l'attaque du patronat contre le projet de loi.

223 RL VS, XXXV, pp. 96-99.

224 AEV, 3580, «Office social protection des travailleurs», Extrait du procès-verbal du 13 mars 1930, communiqué le 25 mars.



ment relayée par la Chambre valaisanne de commerce considérant la loi «inopportune», «inapplicable aux hôtels et aux auberges», dommageable à l'agriculture<sup>225</sup>. Développée dans un texte confidentiel du 22 mai 1930, l'argumentation du secrétaire de la Chambre de commerce, Walther Perrig, se fonde sur les conséquences fâcheuses d'une nécessité d'appel à la main-d'œuvre étrangère découlant, à son avis, de la nouvelle loi:

Il est incompréhensible qu'un législateur chrétien veut introduire, par la force, des éléments étrangers et nuisibles dans notre artisanat et notre petite industrie où l'esprit de famille et la conception familiale sont encore les piliers vigoureux et solides. Qu'on ne se fasse pas d'illusions, le jour où cette loi sur la protection ouvrière sera mise en pratique en Valais, les syndicats ouvriers, soutenus et favorisés par la main-d'œuvre étrangère qui devra nécessairement combler l'indigène devenue insuffisante, briseront la structure et les liens familiaux existant entre patrons et ouvriers et employés. Les secrétaires des syndicats commanderont et les demandes de salaires et les menaces de grève seront à l'ordre du jour<sup>226</sup>.

Pour les patrons, les étrangers sont les agents potentiels d'une classe ouvrière préconisant la lutte des classes et inversement. Maurice Troillet en son demi-siècle a bien de la peine à trouver son chemin!

## Le conflit de la Dixence

Symbole de la transformation du Valais, la construction du barrage de la Dixence, de 1929 à 1936, est aussi le lieu d'une lutte sociale et politique pour l'amélioration des conditions de travail impliquant la volonté d'éliminer la concurrence étrangère. Dès septembre 1930, Clovis Pignat dénonce les «longues journées et salaires de famine» d'un chantier qui compterait déjà 600 ouvriers dont 300 Italiens. C'est dans le val d'Héremence, l'intrusion du «capitalisme moderne», du commandement étranger et de la «variété des races».

Les gens de la vallée auxquels on a confisqué une part de leur territoire se plaignent d'être payés bien au-dessous des ouvriers étrangers<sup>227</sup>.

En septembre 1933, 400 étrangers travailleraient encore sur les différents chantiers de l'entreprise après la diminution de la haute saison. *Le Peuple valaisan* s'en prend à «la monstrueuse frime» des ouvriers dits «spécialistes»: «[...] des ouvriers étrangers, embauchés comme maçons, font le travail de manœuvres et touchent un salaire d'ouvriers professionnels»<sup>228</sup>. Lors des premiers congédiements d'août, les indigènes sont particulièrement

225 *Idem*, lettre de la Chambre valaisanne du commerce au conseiller d'Etat Maurice Troillet, 31 mars 1930.

226 *Idem*, «Projet de loi sur la protection ouvrière», prise de position de la Chambre valaisanne de commerce, signée Walther Perrig, 22 mai 1930.

227 *L'Ouvrier du bois et du bâtiment*, 10 septembre 1930, «Aux chantiers de la Dixence. Septante-sept heures de travail et salaires de misère»; article de Clovis Pignat repris dans *Le Peuple valaisan*, 19 septembre 1930.

228 *Le Peuple valaisan*, 27 octobre 1933, «Le scandale de la main-d'œuvre étrangère».

touchés. Selon le journal socialiste, l'autorité cantonale n'a pas su ni continger l'immigration, ni interdire le travail le dimanche, ni réduire la durée du travail:

Les intérêts d'une S.A., qui comprend dans son Conseil d'administration le chef du Parti conservateur valaisan, passent avant ceux de l'ouvrier du pays<sup>229</sup>.

De fait, au moment où il entreprend sa lutte contre l'immigration, le Département de justice et police n'en défend pas moins la politique d'embauche de l'entreprise de la Dixence<sup>230</sup>.

En juillet 1935, le mouvement jeune-conservateur du Haut-Valais s'intéresse à son tour à la Dixence<sup>231</sup>. Dénonçant l'emploi abusif de «spécialistes» et prétendant que les conditions de travail et de salaire des Italiens sont meilleures que celles des Suisses, le président du mouvement, Moritz Kämpfen, demande une commission fédérale d'enquête<sup>232</sup>. Sa démarche est soutenue par une pétition de 233 ouvriers<sup>233</sup>. Opposé à la politique de Maurice Troillet, le mouvement jeune-conservateur justifie sa requête en déclarant qu'il n'a plus confiance dans l'Office cantonal du travail. Les esprits s'échauffent et selon l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (OFIAMT),

[...] les ouvriers indigènes menacent d'expulser les étrangers des chantiers si les pouvoirs publics ne prennent pas immédiatement les mesures qui pourraient s'imposer<sup>234</sup>.

Surpris de l'action du mouvement jeune-conservateur, le Cartel syndical valaisan intervient à son tour «afin d'assurer l'honneur syndical»<sup>235</sup>. Le 15 juillet, Dellberg stigmatise les abus mais engage les ouvriers

[...] à ne pas porter leur indignation et leur colère justifiées sur les ouvriers étrangers, ceux-ci n'étant pas fautifs de la situation faite aux indigènes<sup>236</sup>.

Le 16, une commission ouvrière soumet ses revendications à l'entreprise, dont le «congédiement immédiat de tous les étrangers occupant une place pouvant être remplie par des ouvriers du pays»<sup>237</sup>. Sur ces entrefaites, le Conseil d'Etat prend à son compte la demande d'enquête fédérale et, le 15 juillet, interdit toute réunion politique sur le territoire de la commune d'Hérémece.

229 *Idem*, 24 août 1934, «L'impuissance de l'autorité cantonale».

230 *RG CE*, DJP, 1934, p.13.

231 En juin 1935, Moritz Kämpfen dépose une interpellation au Grand Conseil demandant notamment s'il est vrai que 500 des 1000 ouvriers employés à la Dixence sont étrangers (AEV, 1001, vol. 244, *Protocole du Grand Conseil*, annexe).

232 AF, E 7175 (B) 19774, boîte 16, lettre du Jungkonservative Bewegung des Oberwallis, Präs. Moritz Kämpfen, «Einige Feststellungen zu Handen einer eidgenössischen Untersuchungskommission», 10 juillet 1935.

233 D'après les exemplaires retrouvés (*Ibid.*).

234 *Idem*, lettre de l'OFIAMT au Département de l'intérieur du canton du Valais, 13 juillet 1935. Selon *Le Peuple valaisan* (19 juillet 1935, «Le conflit à la Dixence»), «La conférence de M. Kämpfen, à quelques centaines d'ouvriers de la Dixence, constituait une excitation déplacée. Il y était question, suivant le témoignage de nombreux ouvriers, d'une marche sur Sion, avec femmes et enfants, d'arracher des poteaux de téléphone pour y planter des clous et les transformer en «mazze», de chasser, à coups de pierre, les ouvriers étrangers, etc».

235 *Le Peuple valaisan*, 13 juillet 1935.

236 *Ibid.*

237 *Ibid.*





Barrage de la Dixence, 1931 (photo Raymond Schmid)

Le 20 juillet, l'inspecteur fédéral des fabriques du premier arrondissement dépose son rapport à l'OFIAMT<sup>238</sup>. Au 7 juillet, le nombre des ouvriers embauchés s'élevait à 1140, mais «232 ouvriers, tous Suisses, avaient déjà abandonné le chantier» provoquant une désorganisation du travail. Sur les 908 restant, le nombre d'Italiens serait de 293 dont 201 tailleurs de moellons exerçant une activité où la main-d'œuvre indigène fait défaut. Au reste, l'engagement de cette catégorie d'ouvriers ne serait pas contestée par les représentants syndicaux. Enfin, la proportion d'étrangers engagés en pleine saison, tailleurs non compris, a diminué de 26% en 1932 à 11% en 1935. En outre, l'inspecteur conteste que les Italiens soient, à travail égal, au bénéfice de meilleures conditions de salaire ou de logement. En conséquence, il estime que la plainte du mouvement jeune-conservateur «due à des préoccupations purement politiques qui s'expliquent du fait des prochaines élections au Conseil national» est «tendancieuse» et inexacte; elle aurait pu conduire à «des répercussions néfastes». En outre, en application des conventions italo-suisse, les autorités valaisannes ne peuvent retirer le permis de séjour aux ouvriers avant l'écoulement du délai de trois mois qui leur est imparti, sauf en cas d'engagement hors de la catégorie professionnelle prévue<sup>239</sup>.

Le 24 juillet, l'Office cantonal de conciliation convoque une réunion, où Dellberg exige notamment le congédiement immédiat de 94 saisonniers dont la qualification de «spécialistes» est jugée abusive. Selon les socialistes, les ouvriers valaisans estimerait que tous les Italiens pourraient être remplacés par des indigènes; face au nouveau système de cofrage, ils seraient en effet tout «aussi ignorants»<sup>240</sup>. Le 27 juillet, l'Office cantonal de conciliation formule ses propositions dont le renvoi des «faux spécialistes», le réexamen de toutes les autorisations après l'écoulement du délai de séjour de trois mois, ainsi qu'une limitation des baisses de salaire<sup>241</sup>. Après quelques péripéties, l'entreprise accepte les propositions<sup>242</sup>. Les socialistes, qui ont prêché la modération à l'égard des Italiens<sup>243</sup>, y voient une victoire politique et syndicaliste<sup>244</sup>. Le mouvement jeune-conservateur en revanche, violemment désapprouvé par les autorités fédérales et cantonales, proteste contre les allégations de l'inspecteur des fabriques et contre la divulgation de son rapport que Troillet n'a pas empêchée<sup>245</sup>. Il se console à l'idée du licenciement probable de 45 ouvriers italiens et continuera à lutter «pour la rénovation

238 AF, E 7175 (B) 1977/4, boîte 16.

239 *Idem*, OFIAMT à l'Office cantonal du travail, 26 juillet 1935.

240 *Le Peuple valaisan*, 26 juillet 1935, «Le conflit de la Dixence».

241 *Idem*, 2 août 1935, «Le conflit de la Dixence».

242 *Nouvelliste valaisan*, 3 août 1935, «La question ouvrière à la Dixence».

243 Pignat, en termes heureux, demanda aux ouvriers assemblés [le 31 juillet] de ne pas porter leur haine sur les collègues de travail italiens, ceux-ci étant victimes, comme les nôtres, du régime capitaliste (*Le Peuple valaisan*, 9 août 1935, «Le conflit de la Dixence»).

244 *Le Peuple valaisan*, 2 août 1935, «Le conflit de la Dixence», voir «Conclusions».

245 AF, E 7175 (B) 1977/4, boîte 16, notice de l'OFIAMT concernant un téléphone du chef de l'Office cantonal du travail Amez-Droz passé «sur l'ordre de Troillet».

du sentiment national valaisan dans un sens chrétien<sup>246</sup>. Pourtant, ses adversaires chrétiens-sociaux du Haut-Valais ne manquent pas de s'en prendre à son travail jugé nuisible à l'édification des idées corporatistes<sup>247</sup>.

Le conflit de la Dixence marque une étape majeure dans la lutte pour l'élimination de la concurrence étrangère. En décembre 1937, ce sera contre 13 saisonniers italiens seulement que *Le Valaisan* appellera les travailleurs à une démarche auprès de l'Etat<sup>248</sup>.

## Etrangers, culture nationale et catholicité

Outre la protection du travail indigène et les conflits socio-politiques qui en découlent, la perception de l'étranger au cours des années 1920, plus encore des années 1930, dépend très étroitement d'une exacerbation des idéologies. La montée du fascisme et de l'antisémitisme, accompagnée, à partir de 1933 surtout, de l'arrivée en Suisse de leurs victimes, suscite un ensemble de faits traumatisants favorables au repli sur des valeurs culturelles et sociales essentiellement défensives. Se targuant d'un patriotisme fabriqué à l'aune de leur propre vision du monde, les formations politiques, traditionnelles ou nouvelles, entendent sauver la civilisation, chacune à sa manière.

Ce mouvement est perceptible dans les conceptions en matière de naturalisation, domaine par excellence de la projection sublimée des identités collectives. Jusqu'en 1939, les autorités cantonales se réfèrent à une politique d'absorption des personnes assimilées<sup>249</sup>, notamment de celles qui ont acquis «une bonne situation sociale» et qui ont adopté les «us et coutumes du pays»<sup>250</sup>. Le 16 novembre 1933, le Grand Conseil refuse de suivre l'avis de sa commission voulant limiter l'octroi des naturalisations même pour les personnes satisfaisant aux conditions légales<sup>251</sup>. L'opinion bourgeoise, en revanche, sévèrement traumatisée par une perte d'«authenticité» de la nation, réclame une vigilance accrue. Ainsi, le 31 août 1933, *La Patrie valaisanne* adhère aux idées extrémistes préconisées par l'*Aufgebot* de Jakob Lorenz:

246 Selon le *Journal et Feuille d'avis du Valais et de Sion*, 14 août 1935, «Le conflit de la Dixence». Dans son communiqué, le mouvement jeune-conservateur remercie les ouvriers de la Dixence pour leur solidarité, reconnaît que certaines de leurs plaintes n'étaient pas fondées. «Sie wird auch in Zukunft getreu ihrem Grundsätzlichen Programm für die Belange der ganzen Bevölkerung eintreten, damit in ihr der Gedanke der wahren unverbrüchlichen Volksgemeinschaft lebendig und stark erhalten und gepflegt werde» (*Walliser Bote*, 2 août 1935, «Der Arbeitskonflikt an der Dixence vor dem Abschluss»).

247 Voir les violents articles du *Walliser Volksfreund* (2 août 1935, «Arbeiter als Kanonenfutter für Wahlmachereien»; 5 août 1935, «Die wahre Arbeiterhilfe»).

248 *Le Valaisan*, 15 décembre 1937, «A la Dixence».

249 RG CE, DJP, 1935, p. 6.

250 BGC, séance du 30 janvier 1931, p. 168.

251 AEV, 1001, vol. 241, *Protocole du Grand Conseil*, 16 novembre 1933.

[...] une réforme de notre régime des naturalisations, réforme dont on parle depuis longtemps -il serait temps d'agir- s'impose, si nous ne voulons pas voir la population autochtone, le vieux fond suisse, être submergés par une invasion, d'autant plus dangereuse qu'elle est plus lente et plus sournoise et qui arracherait lambeau par lambeau tout ce qui a fait et fait encore la grandeur et l'originalité de notre Helvétie patriote et chrétienne<sup>252</sup>.

De même, le 25 novembre 1938, André Marcel dans *Le Confédéré* soutient son confrère Rudolphe Rubattel de *La Revue* qui a demandé au Grand Conseil vaudois de cesser toute naturalisation d'étrangers:

Méfions-nous de ces hommes qui n'ont pas eu d'attachement pour leur patrie: il n'en éprouveront pas plus pour la nôtre et ils nous trahiront fatalement quand il sera de leur intérêt de le faire<sup>253</sup>.

Les conceptions à l'égard des Juifs, dans un canton qui n'en compte guère que 48 en 1930<sup>254</sup>, relèvent de la même irrationalité où les phantasmes d'un christianisme ancestral se mêlent à une volonté régénérée d'ostracisme. Se démarquant clairement d'Hitler et des frontistes, *La Patrie valaisanne* n'en dénonce pas moins le caractère «inassimilable» du Juif. Aux yeux du journal conservateur, «il y a une mystique juive [...] celle de la supériorité de leur race parmi toutes les races». Voulant imposer leur domination matérielle, ils ruinent le petit commerce suisse. De ce fait, le peuple descendant des «bourreaux du Christ» ne cesse d'expier le «décide» et subit à son tour «un peu de ces maux qu'il inflige aux autres»<sup>255</sup>. Usant d'un langage plus modéré, Charles Haegler et son journal cultivent les mêmes ambiguïtés. Le sionisme n'est-il pas une preuve que le Juif ne s'intègre jamais définitivement<sup>256</sup>? Victimes de la menace allemande et de leur «attitude agressive», les Juifs peuvent assister aux cérémonies catholiques de la Semaine sainte:

Ils y verront l'Officiant prier pour la nation qui a crucifié celui dont la Passion est maintenant glorifiée<sup>257</sup>.

Préconisant la «tolérance» et la «liberté», Haegler admet que le frontiste Emil Sonderegger exprime sa pensée «sur le rôle joué en Suisse par la franc-maçonnerie et la juiverie», mais pas qu'il s'attaque à «nos institutions démocratiques»<sup>258</sup>. Quant aux frontistes valaisans, Haegler considère que leur attaque contre l'«idéologie juive» devient obsessionnelle et inadaptée au canton<sup>259</sup>. La question juive est complexe: d'après le *Nouvelliste*, «le peuple élu» a été le premier raciste et à l'heure où il ne se sent plus en sûreté, les maladresses de Léon Blum n'arrangent rien<sup>260</sup>. A la fin de 1938, un professeur de philosophie de l'Université de Fribourg donnant une conférence ouvertement raciste à Martigny, Charles Haegler met en garde:

252 *La Patrie valaisanne*, 31 août 1933, «Suisse de nom ou de cœur?», signé C.A.

253 *Le Confédéré*, 25 novembre 1938, «La Défense du Pays».

254 Recensement fédéral de la population 1<sup>er</sup> décembre 1930, 12<sup>e</sup> volume, *Canton du Valais*, p. 26.

255 *La Patrie valaisanne*, 14 octobre 1933, «L'Allemagne et les Juifs».

256 *Nouvelliste valaisan*, 7 novembre 1930, «Est-il absorbé?».

257 *Idem*, 1<sup>er</sup> avril 1933, «La gèneuflexion».

258 *Idem*, 27 avril 1933, «Soldat et politicien».

259 *Idem*, 11 août 1933, «Moulin à vent».

260 *Idem*, 7 août 1938, «Les complexités de la question juive».

Faut-il pour cela en arriver à la guerre de races qui, étendue et généralisée, ne s'arrêterait pas aux Juifs mais atteindrait tous les peuples de complexion différente<sup>261</sup> ?

Quant à l'organe fasciste la *Tribune valaisanne*, il prétend mener une campagne contre «les forces de désagrégation nationale» au nombre desquelles le «problème juif»<sup>262</sup> et «l'influence délétère des étrangers en séjour»<sup>263</sup> figurent en bonne place.

Pour sa part, *Le Confédéré* défend une conception libérale et républicaine d'une patrie nécessairement fondée sur les valeurs d'intégration. Dans cette perspective, les Juifs sont considérés comme assimilés et doivent être défendus en leur qualité de citoyens suisses<sup>264</sup>. Quant aux Fronts, le journal radical estime que leur programme est en contradiction avec la Constitution fédérale<sup>265</sup>.

*Le Peuple valaisan* voit dans l'antisémitisme «le bâtard de la réaction capitaliste»<sup>266</sup> et dénonce Oltramare qui se moque du citoyen suisse en promettant de s'opposer à la naturalisation des Juifs, alors que ces derniers sont justement les candidats les plus défavorisés<sup>267</sup>. Victime pourtant d'un déplacement sémantique assez suggestif, le journal voit «les païens et les Juifs» «dans l'acceptation (sic) moins noble du terme» au sein des «deux partis historiques»<sup>268</sup>.

Pour le mouvement ouvrier, l'adversaire à combattre est le fascisme. Dès 1921, il s'est infiltré dans les colonies italiennes, à Naters, Sierre, Sion, Martigny et Monthey et a été souvent honoré de l'accueil officiel des autorités locales<sup>269</sup>. A la faveur des entrepreneurs, il s'est ensuite répandu sur les chantiers et certaines municipalités, comme Chippis, lui auraient fait une place dans l'enseignement<sup>270</sup>. Au cours des années 1930 enfin, il atteint la politique et l'opinion valaisannes, grâce aux Fronts, à la presse d'extrême droite et à un certain nombre de politiciens conservateurs<sup>271</sup>.

Déplacements de population, immigration et surtout accueil des réfugiés - thème qui nécessiterait une analyse approfondie - sont perçus au travers du même prisme des identités collectives : nationale, ouvrière et catholique.

261 *Idem*, 8/9 décembre 1938, «Le rayon qui ne s'éteint pas».

262 *Tribune valaisanne*, 22 janvier 1937, «La Feuille d'Avis de Sion et les Juifs». Sur les Fronts et leur presse en Valais, voir Roger JOSEPH, «Le fascisme en Valais», dans *Annales valaisannes*, 1977, pp. 137-159.

263 *Idem*, 13 janvier 1937, «De l'utilité pour la Suisse d'un "plan culturel"».

264 *Le Confédéré*, 3 mai 1933, «Temps nouveaux?»; 19 juin 1933, «Le mouvement antisémitique en Suisse».

265 *Idem*, 4 août 1933, «Le front du front valaisan».

266 *Le Peuple valaisan*, 9 octobre 1931, «Comment la bourgeoisie de Suisse romande défend un peuple persécuté».

267 *Ibid.*

268 *Idem*, 15 décembre 1933, «A propos du Front valaisan».

269 Voir notamment *L'Avenir*, 18 mars 1921, «Sierre. Mentalité fascista»; 18 novembre 1921, «Troubles fascistes à Naters». *Le Falot*, 15 février 1926, «Le fascisme à Monthey»; 1<sup>er</sup> mars 1927, «Monthey. Dans la colonie italienne». *Le Peuple valaisan*, 27 janvier 1928, «Les fascistes italiens en Valais»; 3 février 1928, «Les fascistes à Martigny»; 21 décembre 1928, «Brigue. Toujours le fascisme à l'œuvre»; 23 mai 1930, «Une exhibition de mauvais goût»; 31 juillet 1931, «Monthey. Le sans-gêne des fascistes»; 28 octobre 1932, «L'espionnage fasciste en Valais».

270 *Le Peuple valaisan*, 20 janvier 1928, «Chippis. Dans le ménage scolaire», signé «Des pères de famille».

271 Voir notamment *Le Peuple valaisan*, 30 juin 1933, «Graine de fascisme en Valais», qui dénonce les complaisances de la presse conservatrice.

Exprimant son « credo social » dans le chant des pèlerins de Notre-Dame du Scex, Charles Haegler l'avait proclamé en 1922 déjà :

Je suis chrétien, voilà ma gloire, mon espérance et mon soutien<sup>272</sup>.

Chrétien, il le restera dans sa vision d'une patrie à défendre « contre l'invasion » et d'un Juif « déicide » à tolérer ; il le restera également dans sa dénonciation d'un « triste héritage »<sup>273</sup> fermant les frontières aux réfugiés, aux travailleurs étrangers, rejetant d'une commune à l'autre pauvres et clochards<sup>274</sup>.

## La Deuxième Guerre mondiale et la sécurité du pays

Si la Première Guerre mondiale avait provoqué une rupture politique et culturelle marquant le passage d'un libéralisme effréné à l'institutionnalisation de mesures défensives, la Deuxième Guerre survient dans un contexte patriotique hérité de la précédente et de la nationalisation du système qui en a découlé.

En matière de police des étrangers, les mesures valaisannes de 1940 appliquent les dispositions fédérales. L'établissement et le séjour sont désormais rigoureusement contrôlés. Le nombre des étrangers régulièrement établis, stationnaire, oscille autour de 5000<sup>275</sup>. Sur les chantiers, les étrangers sont remplacés par des Confédérés.

Comme lors de la Première Guerre mondiale, la Suisse est à nouveau confrontée aux problèmes de l'accueil des réfugiés civils et des internés militaires. Disposant d'un appareil institutionnel plus élaboré, le pays doit en revanche faire face à une situation internationale plus critique, dominée de l'été 1940 à 1944 par l'encerclement du Reich et de ses alliés. De ce fait, la nouvelle immigration de guerre, moralement accablante dans la sauvagerie de ses origines et dans la dureté de ses conditions d'accueil ou de rejet, posera des problèmes sensiblement différents de ceux de la période 1916-1919. Un ensemble de considérations stratégiques, d'ordre politique et économique, voire militaire, constitue désormais la question fondamentale liée au refuge, bien plus que les perturbations sociales qui avaient été vécues lors du conflit précédent. Encore mal connue sur le plan national, en dépit de nombreuses études<sup>276</sup>, l'histoire du refuge en Valais reste à écrire. Nous ne pouvons en aborder que quelques caractéristiques générales.

272 *Nouvelliste valaisan*, 26 septembre 1922, « Vox Populi ».

273 *Idem*, 5 août 1938, « Triste héritage ».

274 *Idem*, 27 décembre 1938, « Qui es-tu ? ».

275 *RG CE*, DJR, 1944, p. 16.

276 Voir en particulier Carl LUDWIG, *La politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés au cours des années 1933 à 1945*. Rapport adressé au Conseil fédéral à l'intention des conseils législatifs, Berne 1955. Ladislav MYSYROWICZ, Jean-Claude FAVEZ, « Le refuge », dans *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 121, janvier 1981, Paris, pp. 109-120. Daniel BOURGEOIS, « La porte se ferme : la Suisse et le problème de l'immigration juive en 1938 », dans *Relations internationales*, n° 54, été 1988, Genève et Paris, pp. 181-204. Voir également les références mentionnées dans ces études.



Les réfugiés civils entrés clandestinement dans le canton sont placés sous contrôle militaire<sup>277</sup>. Des homes pour internés civils sont aménagés dans les hôtels des stations, à nouveau désertées par les touristes: à Champéry, Morgins, Finhaut, Montana, Saint-Nicolas, Taesch et Randa<sup>278</sup>. Parmi ces internés, ceux qui ont bénéficié d'un permis d'établissement accordé avant la guerre deviennent des «tolérés», astreints au service obligatoire du travail.

Il convient d'ajouter que l'épuration d'éléments indésirables se poursuit méthodiquement en collaboration avec la Police cantonale<sup>279</sup>.

En 1944, l'afflux de réfugiés de France et du Val d'Ossola nécessite l'organisation de nouveaux camps et l'hébergement d'enfants par les soins de la Croix-Rouge suisse<sup>280</sup>. Suivant un recensement du Département fédéral de justice et police du 1<sup>er</sup> juin 1944, outre les personnes placées sous le contrôle du Commissariat fédéral à l'internement et celles au bénéfice d'un permis cantonal de tolérance, 27 287 réfugiés civils, résidant en Suisse sous divers statuts, dépendent de la section des réfugiés du Département fédéral de justice et police. De cette population, 3166 personnes (11,6%) sont placées en Valais, dont 2090 dans les homes pour internés et 934 dans les camps de travail<sup>281</sup>.

A partir de 1941, le Valais est également concerné par l'internement des militaires d'armées étrangères réfugiés en Suisse, dont l'organisation dépend du Commissariat fédéral à l'internement et à l'hospitalisation de l'armée. Dès le 12 janvier 1942, les camps de base et les détachements de travail situés en Valais relèvent du secteur «Rhône», dont les limites se modifient jusqu'en octobre 1945<sup>282</sup>. Sur l'ensemble de la période 1941 à 1945, le Valais compte une vingtaine de ces installations dont la durée est plus ou moins longue<sup>283</sup>. Lors de l'organisation du secteur, le canton accueille les camps d'Illarsaz, de Granges, de Saillon et de Châteauneuf, auxquels sont joints les détachements de Crans-sur-Sierre, de Chandoline près de Sion et de Mont Chemin. Si le camp d'Illarsaz reste en service jusqu'au 31 août 1945, celui de Granges sera disloqué en été 1943 et ceux de Saillon et de Châteauneuf au printemps 1944. Au cours des deux dernières années de guerre, ils seront remplacés, pour des durées n'excédant pas quelques mois, par ceux de Rarogne, de Münster, de La Douay (Orsières), de Wiler et de Glis. En outre, à partir de 1942, de nouveaux détachements de travail sont établis à Collonges, à La Crettaz, à Tourtemagne, à Ulrichen, à Blatten et à Viège.

277 RG CE, DJP, 1942, p. 3.

278 *Idem*, 1943, p. 3; ainsi que AF, E 4800 (A) 1967/111, boîte 407.

279 RG CE, DJP, 1943, p. 3.

280 *Idem*, p. 15.

281 AF, E 4800 (A) 1967/111, boîte 407, «Zusammenstellung über die in der Schweiz anwesenden Emigranten und Flüchtlinge. Stand vom 1.6.1944», de la section des réfugiés de la Division fédérale de police. Pour l'état au 31.8.1943, cf. AF, E 4001 (C) 1, boîte 281. Pour la Suisse, d'autres statistiques dans MYSYROWICZ et FAVEZ (*op. cit.*).

282 Voir AF, E 5791, *Schlussbericht des Eidg. Kommissariates für Internierung und Hospitalisierung über die Internierung*.

283 Les relevés de ces camps ont été faits à partir des rapports mensuels du Commandant du secteur «Rhône» (AF, E 5791/1, subdivision 8, boîte 37) ainsi que des rapports des commandants de camps (*idem*, boîte 36).

Le nombre des internés placés dans ces camps, variable, est de l'ordre de quelques centaines: 511, le 7 juillet 1943; 722, le 21 octobre; entre 250 et 400 au cours des années 1944 et 1945<sup>284</sup>. Il s'agit pour la plupart de soldats polonais installés notamment à Châteauneuf, à Saillon et à Illarsaz, camp où ils seront remplacés par des Russes en juin 1945<sup>285</sup>. En outre, à la fin de l'année 1943, quelque 230 Italiens et 90 Russes sont installés à Rarogne, Tourtemagne, Münster et Ulrichen mais rapidement déplacés dans d'autres cantons en raison notamment de l'hostilité des populations locales<sup>286</sup>.

Une partie importante des internés sont employés à des travaux d'amélioration foncière, selon des contrats conclus entre le Commissariat fédéral et les communes, notamment Vionnaz, Collombey-Muraz, Granges, Saint-Léonard, Saillon et Conthey<sup>287</sup>. Selon les instructions du Commandant du secteur, les salaires de 1942

[...] oscilleront entre Fr. 1,25 et Fr. 1,75 par jour de travail, argent de poche non compris. Ce dernier montant ne pourra pas être dépassé pour une journée de travail de 8 heures. Au cas où le travail de certains internés serait absolument insuffisant, le salaire peut être réduit ou même totalement supprimé. La durée du travail sera adaptée à la saison et, en conséquence, dans la saison principale, elle comprendra 10 heures, comme c'est le cas dans l'agriculture. Dans ce cas, le salaire journalier sera augmenté proportionnellement<sup>288</sup>.

Le 25 avril 1942, ce dernier salaire est fixé à 3 francs, comme celui d'un officier surveillant<sup>289</sup>.

D'autres internés sont affectés à l'abattage des bois ou à l'exploitation des mines de charbon. Ainsi, à Chandoline, par convention conclue avec l'entreprise Dionisetti, le Commissariat fédéral s'engage à mettre à disposition 50 à 100 internés dès le 1<sup>er</sup> juillet 1942. Nourris et logés par l'entreprise, les internés recevront 2 francs par jour. De plus,

Pour stimuler le travail des internés l'entrepreneur s'engage à payer directement à eux une prime en espèces selon le rendement de leur travail<sup>290</sup>.

284 Ces statistiques sont tirées des ordres de bataille et des listes du personnel du secteur «Rhône» (*idem*, boîte 23).

285 Sur le camp d'Illarsaz, voir Maurice PARVEX, *Collombey-Muraz*. Une commune, deux paroisses, plusieurs villages et beaucoup de gens, 1988, pp. 133-141.

286 «Si le camp jusqu'à maintenant n'a pas marché comme il aurait dû, ceci provient en grande partie du fait de l'opposition de la population de Tourtemagne qui exerce une résistance passive vis-à-vis des internés italiens et des troupes suisses à disposition de l'Internement. Ainsi, par exemple, les affiches oranges qui ont été placardées dans les cafés et aux piliers publics ont toutes été arrachées et cela par le Président de la Commune de Tourtemagne, lui-même, qui m'a dit que c'est lui qui commande et qu'il ne lirait jamais ces histoires-là» (AF, E 5791/1, subdivision 8, boîte 45, lettre de l'officier de matériel au Commandant du secteur «Rhône», 29 octobre 1943).

287 AF, E 5791/1, subdivision 8, boîte 37, communication du Commandant du secteur aux commandants de camps, 17 avril 1942.

288 *Ibid.*

289 *Idem*, communication du 25 avril 1942.

290 *Idem*. Convention non datée, valable à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1942, en annexe à une communication du 17 juillet 1942.





Internés polonais, Saillon, 1942 (photo Theo Frey)

La mine et le détachement de Chandoline cesseront leur travail en octobre 1943. L'histoire sociale des internés, de leurs conditions de vie et de travail, de leur insertion dans des entreprises de guerre mettant en conflit les divers partenaires civils et militaires<sup>291</sup> reste à écrire. Elle rejoindrait celle des relations avec les populations locales, mêlées de tensions mais aussi d'excès de familiarité, à en croire tout au moins le Commandant du secteur:

Les cas d'ivresse sont moins nombreux, cependant il y en a encore trop, ceci provient de ce que la population du Valais a le geste trop large et invite trop facilement les internés à boire un verre avec elle<sup>292</sup>.

Pourtant d'une manière plus générale, la convivialité n'est pas le fondement de la relation entre le Valais et ses hôtes. Au début de la guerre, la crainte de l'étranger, espion ou opportuniste en puissance, incite le Conseil d'Etat à suspendre provisoirement toute naturalisation<sup>293</sup>. A la suite de débats politiques sur la question, le Conseil d'Etat modifie sa décision le 17 janvier 1940<sup>294</sup> et limite désormais l'octroi de la nationalité

[...] aux étrangers ayant habité la Suisse dès leur enfance et ayant fréquenté les écoles suisses ou à ceux dont la mère possédait la nationalité suisse avant le mariage<sup>295</sup>.

Lors de l'étude des requêtes, en mai 1942, mai 1943 et décembre 1944<sup>296</sup>, des députés reviennent à la charge pour demander la suppression des naturalisations d'étrangers durant le conflit. Le chef du Département de justice et police, Cyrille Pitteloud, et des intervenants de diverses tendances leur répondent en évoquant le critère de l'assimilation des candidats. Le Grand Conseil repousse les propositions de surseoir à l'octroi de la nationalité, ce qui n'a pas l'heur de plaire au jeune-conservateur Joseph Escher-Quenoz qui proteste «avec énergie» contre cette politique. Selon *Le Confédéré*,

[...] l'intervenant rappelle fort opportunément que de nombreuses communes ont pris des résolutions s'opposant à ces naturalisations. Dernièrement, celle de Brigue vient de donner l'exemple<sup>297</sup>.

L'angoisse d'une «désagrégation» du corps national par une attitude trop accueillante à l'égard des étrangers, en matière de naturalisation notamment, s'exprime régulièrement dans la presse. *Le Confédéré*, par exemple, se montre très vigilant en la matière. Le 26 avril 1940, André Marcel redoute une politique d'assimilation qui se retournerait contre la sécurité du pays<sup>298</sup>. Plaidant pour une Helvétie «tolérante», le journal insiste sur

291 Ainsi, dans une lettre au Commissaire fédéral de l'internement et à l'hospitalisation du 26 juillet 1942, le Commandant du secteur critique sévèrement les contrats conclus avec les communes (*Idem*).

292 *Idem*, rapport de septembre 1942.

293 AEV, 1101, vol. 90, *Protocole des séances du Conseil d'Etat*, 13 octobre 1939.

294 *Idem*, 17 janvier 1940.

295 RG CE, DJP, p. 5.

296 Voir AEV, 1001, vol. 265, *Protocole du Grand Conseil*, séance du 15 mai 1942. Voir également *Le Confédéré*, 17 mai 1943, «Grand Conseil. Séance du vendredi 14 mai»; 4 décembre 1944, «Grand Conseil. Séance du vendredi 1<sup>er</sup> décembre 1944».

297 *Le Confédéré*, 16 mai 1944, «Grand Conseil. Séance du samedi 13 mai».

298 *Idem*, 26 avril 1940, «Les assimilés ne nous assimileront pas!».

l'obligation de prudence à l'égard des étrangers et des minorités confessionnelles. Dans une unité aussi «homogène» que la Suisse, il ne faut naturaliser que des candidats parfaitement assimilés et se garder de ceux qui sont atteints de «raçomanie»<sup>299</sup>. L'assimilation préconisée par *Le Confédéré* est une identification totale à un style suisse. Les candidats à la naturalisation doivent éviter «de se signaler à l'attention d'autrui par des allures ou par un genre de vie particulier». En Suisse allemande, la pratique du dialecte est «une des meilleures preuves d'assimilation»; elle devrait entraîner la gratuité de la naturalisation. En outre, le pays se gardera d'envisager le système des «naturalisations forcées»<sup>300</sup> qui augmenterait le nombre des «indésirables». Sur le plan militaire, la prudence imposerait d'éviter de promouvoir des naturalisés au rang d'officier<sup>301</sup>. En 1943, alors qu'il est question d'un arrêté fédéral retirant la qualité de Suisse aux citoyens indignes, *Le Confédéré* approuve le principe, mais demande «une discrimination» «entre les Suisses de toujours» et les «Papier-Schweizer»<sup>302</sup>, créés par une politique de naturalisation mercantile, dont «une cohorte de mauvais concitoyens» qu'il faut rejeter<sup>303</sup>.

Un même esprit de prudence et de fermeture imprègne les conceptions du journal en matière d'accueil : il s'agit de «concilier les devoirs de l'humanité avec les exigences de la sécurité et de l'ordre public»<sup>304</sup>. Avec quelques variations, c'est le thème adopté par le gouvernement et par l'opinion publique<sup>305</sup>. Il n'ira pas sans quelques élans de générosité, alternant avec un populisme fondé sur des exemples incontrôlables de Suisses défavorisés face aux réfugiés<sup>306</sup>.

## L'intégration des étrangers en Valais

Objet d'un débat permanent mettant en cause aussi bien l'identité de la société d'accueil que celle du requérant, le processus de naturalisation marque la frontière entre le national et l'étranger. De ce fait, il est en premier lieu une question politique consacrant l'intégration des immigrés dans un peuple doté d'institutions. Au gré de l'image que ce peuple se fait de sa propre identité, parfois figée en un ensemble de caractéristiques culturelles sublimées, la naturalisation peut prendre figure d'imposition forcée d'un code de valeur que la société d'accueil considère comme incontournable<sup>307</sup>. L'histoire des conceptions valaisannes montre qu'en

299 *Idem*, 20 juillet 1941, «Helvétisme et tolérance».

300 Ce terme est utilisé pour désigner, de façon abusive, le «jus soli» ou la naturalisation automatique et sans option à un certain âge.

301 *Le Confédéré*, 3 décembre 1941, «La naturalisation».

302 *Idem*, 1<sup>er</sup> février 1943, «Contre les ennemis intérieurs».

303 *Idem*, 21 mai 1943, «Les mauvais Suisses».

304 *Idem*, 28 août 1942, «La délicate question des réfugiés politiques».

305 Voir LUDWIG, *op. cit.*

306 *Le Confédéré*, 15 septembre 1944, «Les réfugiés et notre alimentation», correspondance publiée avec réserves par la rédaction.

307 Voir notre article mentionné à la note 80.

dépît d'une modification des significations attribuées à la naturalisation, les dispositions législatives ne changent guère mais les pratiques administratives un peu plus.

De 1901 à 1945, 1626 étrangers obtiennent la citoyenneté valaisanne, soit une moyenne annuelle de 36 personnes.

Tableau 23

Nombre de personnes étrangères naturalisées en Valais<sup>308</sup>

	Nombre absolu	Moyenne annuelle
1901-1914	210	15
1915-1919	307	61,4
1920-1930	397	36,1
1931-1939	499	57,4
1940-1945	213	35,5
Total	1626	36,1

Au début du siècle, alors que l'immigration présente un caractère essentiellement temporaire, la naturalisation est un phénomène marginal. En revanche, la demande s'accroît avec la stabilisation des étrangers, particulièrement lors de la Première Guerre mondiale et de la crise des années 1930. Comparées à la population étrangère recensée, les moyennes valaisannes restent néanmoins parmi les plus basses de Suisse: de l'ordre de 0,3 % par année pour la période 1899-1908 contre 0,7 % pour l'ensemble du pays; de 0,6 % pour la période de 1915-1930 contre 1,4 %<sup>309</sup>.

Par nationalité, les Italiens sont naturellement les plus nombreux, mais dans une proportion inférieure à celle de leur présence moyenne en Valais à la date des recensements.

Tableau 24

Proportion des naturalisés et des étrangers résidant en Valais<sup>310</sup>, par nationalité (en %).

	Naturalisés	Résidant en Valais
Italie	69,4	75,1
Allemagne	13,5	6
France	10,9	13,5
Autres	6,2	5,4

308 L'étude systématique des naturalisations a été faite sur la base de AEV, 5150-1, dossier 40.9, «Naturalisations valaisannes 1803-1938» ainsi que 5150-1, dossier 40.3 «Registre des naturalisations, photocopies 1915-1933». Les données varient quelque peu des indications publiées dans l'*Annuaire statistique de la Suisse*.

309 Chiffres calculés sur la base des données publiées dans l'*Annuaire statistique de la Suisse*.

310 Calcul de la moyenne des ressortissants étrangers aux recensements de 1900, 1910, 1920, 1930 et 1941.

A ces naturalisations s'ajoutent 779 réintégrations dans la citoyenneté suisse de veuves et de divorcées avec leurs enfants dont 66,5 % d'Italiens, 18,6 % de Français et 9,2 % d'Allemands<sup>311</sup>.

Analysant la pratique des naturalisations en 1916, Louis Courthion constate l'extrême réserve des communes valaisannes en la matière:

L'état des choses est peut-être à la veille de se modifier assez rapidement, mais tous les esprits y vivent encore sous l'influence du régime existant, sous lequel les naturalisations sont rares et se décernent le plus souvent à des gens établis dès longtemps dans le pays, commerçants pour le plus grand nombre, et par conséquent attachés au sol par le métier et par des liens de famille patiemment tressés. Si ces nouveaux citoyens n'y sont pas tout à fait nés, du moins y ont-ils dès longtemps pris racine en donnant le jour à toute une descendance absolument détachée du pays de ses ancêtres<sup>312</sup>.

Reste à savoir quelles sont les pratiques communales. Sur l'ensemble de la période 1901-1945, la totalité des 1626 naturalisés d'origine étrangère se répartit entre 101 communes. C'est dire que 70 communes n'accordent jamais la citoyenneté. 59 autres ne l'octroient qu'à moins de 10 personnes, au total 273 (16,8 %). De ce fait, 83,2 % de l'ensemble des naturalisés se concentrent dans 42 communes dont 17 avec plus de 30 personnes en réunissent 892, soit 54,9 %.

Tableau 25

Communes au plus grand nombre de naturalisés 1901-1945.

Sion	135	Vérossaz	39
Monthey	101	Charrat	38
Guttet	68	Massongex	36
Bovernier	62	Veysonnaz	36
Feschel	57	Martigny-Bourg	35
Isérables	53	Vionnaz	34
Orsières	48	Les Agettes	33
Vouvry	44	Glis	31
Mex	42		

Parmi les agglomérations importantes à forte colonie étrangère, seules Sion, Monthey et Martigny-Bourg s'inscrivent dans cette liste. Le phénomène n'avait pas échappé à Courthion:

Fait caractéristique, c'est surtout dans les bourgades les plus importantes et les plus aisées, c'est-à-dire là où les biens de bourgeoisie sont à peu près nuls aux yeux de ceux qui ont les moyens de s'en offrir l'illusion, que l'on a le plus de peine à se faire entrebâiller la porte. En pareil cas,

311 AEV, 5150-1, dossier 40.8, «Registre des réintégrations 1905-1972» et dossier 40.4 «Répertoire des naturalisations, photocopies 1871-1933».

312 *La Tribune de Genève*, 2/3 avril 1916, «Les prérogatives bourgeoises et l'assimilation des étrangers».

le candidat le plus obstiné en est quitte pour se faire accepter dans quelque petite commune écartée et peu fortunée, où la finance d'admission est une aubaine d'autant plus appréciable qu'une fois versée, le nouveau bourgeois se montrera moins encombrant. C'est pourquoi tout cheval fringant sera ici pourvu d'un mulet complaisant qui se chargera du fardeau par lui dédaigné. Sion se débarrassera du sien sur la commune de Mase; Martigny sur Bovernier; Saint-Maurice sur Mex et ainsi de suite<sup>313</sup>.

A l'exception de Mase qui ne naturalise qu'un seul étranger de 1901 à 1945, l'appréciation de Courthion se vérifie. Brigue, Naters, Viège, Sierre, Sion, Martigny-Ville, Martigny-Bourg, Saint-Maurice et Monthey qui, ensemble, réunissent une moyenne de 58,1 % des étrangers à la date des recensements n'octroient la citoyenneté qu'à 338 personnes, soit 20,8 % du total. Les bourgeoisies de Saint-Maurice, Martigny-Ville, Viège et Sierre (ensemble 22 naturalisés) sont particulièrement hermétiques.

A l'inverse, Guttet, Feschel, Isérables, Mex, Vérossaz, Charrat, Veysonnaz, Massongex et Erschmatt accordent la citoyenneté à 392 personnes (24,1 % du total) dont aucune n'est domiciliée sur le territoire de ces communes. Sur l'ensemble du canton, 755 personnes sont naturalisées dans leur commune de domicile (46,7 %) et 863 dans une autre commune (53,3 %). C'est au cours de la période 1915 à 1919 que l'apport des communes où les étrangers ne sont pas domiciliés est le plus appréciable avec 61,6 % des naturalisés. Pourtant, aucune commune valaisanne ne pratique une politique de complaisance à l'égard d'étrangers n'habitant pas le canton, attitude dénoncée par l'opinion publique suisse à partir de la Première Guerre mondiale<sup>314</sup>. Pour toute la période, 24 personnes seulement (1,5 % du total) sont dans ce cas, dont 17 résident dans le canton de Vaud.

Autre signe d'intégration, 3092 ressortissants étrangers en Valais épousent un conjoint de nationalité suisse au cours de la période 1901 à 1945, soit près de 69 en moyenne annuelle<sup>315</sup>. Ces mariages mixtes représentent 8 % de l'ensemble des unions célébrées en Valais. 1513 étrangères acquièrent de ce fait la nationalité suisse, alors qu'à l'inverse 1579 Suissesses la perdent. Les étrangers célibataires en âge de se marier étant plus nombreux que les étrangères, sauf à partir des années 1930, la propension des femmes à épouser un Suisse paraît sensiblement plus élevée que celle des hommes à s'unir à une Suissesse. En outre, la tendance relative au mariage mixte s'accroît à partir de la Première Guerre mondiale. L'étude des registres de naturalisations permet d'appréhender la population de ces nouveaux citoyens pour la période 1914 à 1945. De 1447 étrangers devenant Suisses, 1258 (87 %) font partie de 302 familles et 189 sont célibataires ou veufs. Sur 266 pères de famille dont le lieu de naissance est connu<sup>316</sup>, 75 ont vu le jour en Valais et 14 dans un autre canton

313 *Ibid.*

314 Voir ARLETTAZ, « Les effets de la Première Guerre mondiale sur l'intégration des étrangers en Suisse », *op. cit.*

315 Calculé d'après le *Mouvement de la population de la Suisse pendant l'année...*

316 Pour compléter les données, il faudrait dépouiller les dossiers personnels annexés au *Protocole du Grand Conseil* (AEV, 1001).

(ensemble 33,6%). Les pères ont épousé 214 femmes nées dans le canton et 11 ailleurs en Suisse (84,9%). Les 302 familles ont 654 enfants mineurs, dont le lieu de naissance est connu pour 575 d'entre eux. 546, soit 95% sont nés en Valais et 20 dans un autre canton (3,5%).

Conformément à la constatation de Courthion, l'acquisition de la nationalité est donc l'aboutissement d'un processus d'intégration lié à la naissance sur sol valaisan, plus fréquemment au mariage de l'étranger avec une femme née en Valais, voire valaisanne. C'est en définitive le choix du pays de ses enfants. Toutefois, les structures politiques et culturelles du canton, ainsi que les caractéristiques de l'immigration rendent l'aboutissement de la naturalisation exceptionnel. Pourtant, suivant les traces de Marie Trolliet, 57 étrangers avaient trouvé Feschel et s'étaient fait naturaliser dans cette commune, promue au cinquième rang du «Vieux Pays» pour l'octroi de la citoyenneté suisse!





MYRIAM EVÉQUOZ-DAYEN

**Le Valais et les étrangers depuis 1945**



Après la Deuxième guerre mondiale, les relations se rétablissent progressivement entre les différents Etats. Les disparités de développement économique se creusent entre les pays d'Europe et entraînent une extension ainsi qu'une internationalisation des migrations de travailleurs. L'ampleur et la durée du phénomène constituent des traits particuliers de l'immigration durant cette période. Ainsi, à la fin des années 1970, la population étrangère dans les pays d'Europe occidentale est estimée à 13 millions de personnes<sup>1</sup>.

Notre pays est fortement impliqué dans ce phénomène migratoire car il constitue un pôle d'attraction pour la main-d'œuvre étrangère. Épargnée par la guerre, la Suisse peut répondre à l'accroissement de la demande extérieure; elle a besoin de nombreux travailleurs qu'elle recrute dans les pays moins industrialisés. Marquée par les difficultés de l'entre-deux-guerres, la Suisse craint que cette conjoncture favorable ne soit brève et elle ne cherche pas à garder ces immigrés. Elle se contente de les autoriser à travailler temporairement:

La vague d'immigrants qui déferla sur la Suisse -au service de son économie- jusqu'au début des années 1970 a été formidable. [...] Cette vague a dépassé, en proportion, les sommets d'avant 1914. En 1970, le million d'étrangers occupait 60 % des emplois dans la construction, 50 % dans l'hôtellerie, et 32 % des postes de travail dans l'industrie.<sup>2</sup>

L'OFIAMT relève, en 1964, que la main-d'œuvre étrangère est devenue un «facteur essentiel de notre activité économique»<sup>3</sup>. Il faut donc admettre, ici comme partout en Europe, que l'appel aux travailleurs immigrés répond à une modification structurelle de l'économie. Les étrangers

1 «Pour les migrants le vent tourne... mais ils restent», dans *Information*, BIT, n°5, Genève 1977.

2 Jean-François BERGIER, *Histoire économique de la Suisse*, Lausanne 1984, p. 61.

3 François SCHALLER, «L'afflux de la main-d'œuvre étrangère. Recherche sur la nature du phénomène», dans *Les étrangers en Suisse*, Lausanne 1982.

venus travailler en Suisse ont non seulement permis de faire face à l'extraordinaire croissance de la demande extérieure, mais encore à la transformation de l'économie nationale:

On a tout d'abord engagé des travailleurs immigrés dans l'agriculture. Dans un deuxième temps, ils ont répondu à l'appel des entreprises de la construction et de l'industrie manufacturière. Enfin on en a intégré un certain nombre dans le secteur tertiaire. [...] Il ressort que la main-d'œuvre étrangère est à l'origine de l'expansion des secteurs secondaire et tertiaire. En effet, elle a permis, de manière directe, le développement du secteur secondaire en s'y concentrant et, de manière indirecte, celui du tertiaire en occupant les postes que les Suisses abandonnent au profit d'emplois dans le dernier secteur nommé. On peut considérer que l'immigration, par cette double action, a joué le rôle qui revient d'habitude au progrès technique.<sup>4</sup>

La récession de 1975-1976 marque la première rupture conjoncturelle en Suisse depuis la fin de la guerre. Elle inaugure une période moins stable pour l'économie de la majeure partie des pays. De 1973 à 1976, les statistiques officielles révèlent une baisse de 280 000 étrangers employés en Suisse. Leur départ présente un grand avantage pour le pouvoir politique car ces travailleurs ne grossissent pas les rangs des chômeurs<sup>5</sup>. La Suisse perd, entre 1973 et 1976, 25 % de la population active étrangère<sup>6</sup>; dans le même temps, l'Allemagne enregistre une diminution comparable alors que l'Autriche et la France connaissent une régression respective de 22 et 11 %<sup>7</sup>. Même si les «travailleurs marginaux» (femmes mariées, retraités, invalides) ont vu les postes à temps partiels ou temporaires supprimés:

Il est incontestable que c'est avant tout la main-d'œuvre étrangère qui a joué le rôle de volant régulateur du marché suisse du travail au cours de la dernière récession.<sup>8</sup>

La récession du milieu des années 1970, jointe à l'incertitude du climat économique ont rendu beaucoup plus efficaces les tentatives de réduire la population étrangère entreprises depuis 1965 par la Confédération. Actuellement, le phénomène migratoire reprend puisque la Suisse compte, en 1990, 954 940 étrangers exerçant une activité lucrative, ce qui représente un chiffre supérieur au record enregistré en 1973 (897 420 personnes)<sup>9</sup>. Ces travailleurs sont indispensables au fonctionnement de notre pays:

En examinant les divers secteurs d'activité, on constate que les étrangers sont présents pratiquement partout, ce qui signifie qu'ils jouent un rôle déterminant dans un plus grand nombre de secteurs qu'autrefois.<sup>10</sup>

4 Jean-Philippe WIDMER, *Le rôle de la main-d'œuvre étrangère dans l'évolution du marché suisse du travail de 1945 à 1976*, Neuchâtel 1978, p. 113.

5 *Idem*, p. 209.

6 Hildebert HEINZMANN, «Quelques considérations sur le problème posé par la présence des étrangers en Suisse et sur la politique pratiquée à leur égard», dans *Emploi et politique sociale*, Lausanne 1982, p. 143.

7 CFE (Commission fédérale pour le problème des étrangers), «Réflexion sur l'exportation du chômage», dans *Information*, n°10, février 1980.

8 WIDMER, *op.cit.*, p. 209.

9 Office fédéral des étrangers, «Population active de nationalité étrangère en Suisse», *Bulletin d'information statistique*, n°2, août 1990, p. 4.

10 *L'économie suisse 1946-1986*, Chiffres, faits, analyses, UBS, Zurich 1987, p. 48.

L'histoire, restée longtemps silencieuse, s'intéresse maintenant à ces immigrés, comme en témoignent les publications et les colloques étudiant ce thème, tant en Suisse qu'à l'étranger. La pauvreté de notre historiographie a été particulièrement signalée lors de la parution de l'étude de D. Castelnovo-Frigessi<sup>11</sup> qui a suscité le commentaire suivant:

Combien nos propres chercheurs ont été sourds, aveugles, mous, bref: insuffisants devant cette foule qui vivait à nos côtés. Ces étrangers n'ont-ils pas dépassé le million! Ces ouvriers du Sud ne formaient-ils pas, en 1972 encore, le quart de la population active de la Confédération! C'est une bibliothèque que nous aurions dû consacrer à nos recherches sur ce problème.<sup>12</sup>

La même lacune apparaît dans les études concernant le Valais, alors que ce canton assiste à une modification fondamentale de son économie qui nécessite l'engagement important de travailleurs étrangers.

Cette contribution se propose de mesurer l'impact des travailleurs étrangers sur l'économie cantonale et de présenter le phénomène d'immigration en Valais. Toutefois, elle n'accorde pas la parole aux étrangers; elle examine leur situation de l'extérieur. Nous exposons ensuite l'attitude qu'adoptent les autorités fédérales et cantonales à l'égard de ces travailleurs. Enfin, nous tentons de déterminer l'attitude des Valaisans face aux immigrés. Devant l'ampleur de la recherche, nous avons dû écarter deux catégories d'étrangers pourtant représentées dans ce canton: les touristes et les réfugiés. Ce choix est dicté par différentes considérations telles les disparités législatives, l'exercice limité d'une activité lucrative, le manque de continuité du phénomène ou la difficulté de les intégrer dans une problématique commune.

Nous avons bénéficié de la collaboration de différentes personnes que nous tenons à remercier ici: Mme Marti, de l'Office fédéral des étrangers (Registre central des étrangers); M.Cotter, du Service cantonal de statistique; M.Bétrisey, du Service cantonal des étrangers; Mme Allet, du Service cantonal de l'état civil; Mme Clavien, de la Communauté de travail Valais-Etranger; Mme Michel, du Centre Suisses-Immigrés ainsi que l'administration communale de Monthey.

11 Delia CASTELNUOVO-FRIGESSI, *La condition immigrée*, Lausanne 1978.  
12 24 Heures, 4 avril 1977, article de Bertil GALLAND.

## La situation des travailleurs étrangers en Valais

### Les travailleurs étrangers dans l'économie valaisanne

Après 1945, le Valais connaît une transformation économique fondamentale qui s'apparente à une «révolution industrielle». Dans cet intervalle, il rencontre les facteurs de stimulation qui avaient permis son premier démarrage entre 1895 et 1914, à savoir l'hydro-électricité, le tourisme, les voies de communications. Plus que jamais, le canton est lié à l'économie nationale et mondiale: 90 % de la production agricole s'écoule hors du canton; plus de 75 % du chiffre d'affaires des industries provient de ventes réalisées ailleurs; les touristes étrangers sont plus nombreux que les hôtes suisses; une partie importante des travailleurs n'est pas suisse... Une présentation détaillée de l'économie cantonale convenant mal au cadre de cet article, nous ne relevons ici que les grandes lignes caractérisant la période et le marché du travail valaisan<sup>13</sup>.

Particulièrement stimulées par les besoins de l'économie de guerre, l'industrie chimique, métallurgique et l'agriculture valaisannes traversent une grave crise dès 1946. A cette date, 16 projets hydro-électriques prévoient de mettre en valeur le potentiel des vallées latérales. Faute de moyens financiers, d'objectifs cohérents et de consensus, le gouvernement ne peut conduire une politique globale de développement. Ainsi, deux grandes réalisations concurrentes ouvrent leurs chantiers en 1950: la Grande Dixence et Mauvoisin. La masse de travaux nécessités par la mise en place de l'infrastructure (construction ou élargissement de routes, de ponts, percement de tunnels...) explique la part prépondérante que prennent en Valais le génie civil et la construction entre 1946 et 1966. Ces nouvelles voies de communications, autant que les routes des cols alpins et le tunnel du Grand-Saint-Bernard favorisent le tourisme. Au développement de Zermatt, Verbier, Crans et Montana s'ajoute la création de nombreuses stations: de 1952 à 1965, le nombre des nuitées triple. Bien que beaucoup de Valaisans quittent le secteur primaire (entre 1941 et 1980, le nombre des personnes occupées en permanence dans l'agriculture baisse de 87 %), la main-d'œuvre indigène ne permet pas de répondre à ces conditions de croissance extraordinaires. Aussi, dès 1946, le marché cantonal du travail réserve une place toujours plus large aux travailleurs étrangers. Ce phénomène occasionne des craintes qui transparaissent dans les interventions au Grand Conseil et les remarques de l'Office cantonal du travail<sup>14</sup>.

13 Nous renvoyons à un article à paraître: Myriam EVEQUOZ-DAYEN, «L'évolution de l'économie valaisanne de 1850 à 1985», dans *Portrait de l'économie valaisanne*.

14 Nicole MICHEL, *Avant et après les «nouveaux pauvres»: les pauvres de toujours. Situation des travailleurs agricoles étrangers en Valais*, Mémoire de l'Ecole d'études sociales et pédagogiques, Lausanne 1987, pp. 36-54.

En considérant l'ensemble de la période et l'économie en général, on constate que les travailleurs étrangers participent activement au développement des branches déterminantes pour le Valais: l'hydro-électricité, le bâtiment, le tourisme et, dans une moindre mesure, la métallurgie et l'agriculture. Ces travailleurs immigrés présentent un énorme avantage: ils permettent à chaque région de développer ses propres potentialités, indépendamment des salaires, de l'importance et des choix de sa population active indigène. Tant l'Office cantonal du travail que le Service des étrangers ou les milieux économiques tiennent à cet atout que l'on fait valoir suivant les impératifs du marché.

### Les besoins du canton

L'Office du travail examine les besoins du Valais en main-d'œuvre et détermine par son préavis l'octroi des différents permis aux étrangers. Il privilégie, suivant l'urgence, certaines branches économiques (l'hôtellerie, les soins hospitaliers, le bâtiment...) au détriment de celles qu'il estime moins vitales pour l'avenir du canton, l'agriculture par exemple. L'Office du travail constate une pénurie dans tous les secteurs de l'économie valaisanne dès 1955. Ce phénomène se trouve renforcé par le déplacement de la main-d'œuvre indigène vers l'industrie, le bâtiment et le génie civil «où les conditions de travail et les salaires sont plus intéressants»<sup>15</sup>. Le recours massif à la main-d'œuvre étrangère permet au Valais de rattraper une partie de son retard et, en 1962, l'Office du travail comprend mal les récentes dispositions prises par le Conseil fédéral :

[...] le Valais qui souffre d'un développement insuffisant par rapport à celui atteint par des cantons suréquipés et fortement industrialisés tels que Zurich, Bâle, Argovie, etc... ne doit pas en premier faire les frais de cette lutte contre la surexpansion.<sup>16</sup>

A partir de 1964, la tension diminue sur le marché de l'emploi, sauf dans les branches où les salaires sont bas: personnel de maison, hôpitaux, hôtellerie et agriculture.

Deux mesures contrebalancent les restrictions fédérales en matière de main-d'œuvre étrangère: d'une part, la soustraction des frontaliers qui n'appartiennent plus aux catégories d'immigrés sous contrôle fédéral; d'autre part, l'augmentation des permis saisonniers. L'Office cantonal du travail est rassuré, en 1969, parce que le statut de ces derniers:

[...] n'a heureusement pas subi de changement ce qui a permis à deux secteurs importants de l'économie valaisanne, soit le bâtiment et l'hôtellerie, de se tirer d'affaire sans trop de mal.<sup>17</sup>

15 *Idem*, p. 37.

16 *Rapport de gestion du Conseil d'Etat*, (cité désormais RG CE), 1962, p. 85.

17 MICHEL, *op.cit.*, p. 44.

La crise de 1975 rend la tâche de ce service plus aisée, en ce qui concerne la répartition des autorisations de travail. Les demandes étant nettement moins nombreuses, les contingents à disposition du canton ne sont pas épuisés. En 1978, la reprise est perceptible dans l'hôtellerie, la restauration et la construction. Aussi, l'Office du travail doit-il demander à l'OFIAMT des unités supplémentaires de travailleurs saisonniers. Les années suivantes, la tension reprend, malgré l'existence de chômeurs. Ce service estime la situation paradoxale; seulement, les indigènes sans emploi, moins mobiles géographiquement et professionnellement, refusent un travail qui «n'est pas réputé convenable» puisque sa rémunération est inférieure à l'indemnité de chômage qu'ils touchent. Dans les années 1980, il est donc plus nécessaire que jamais de compter sur les travailleurs étrangers, vu l'urgence des besoins et le manque d'intérêt de la main-d'œuvre indigène pour certaines activités.

### Le secteur primaire

L'agriculture voit défiler beaucoup de travailleurs étrangers, sans parvenir à les conserver: le manque de main-d'œuvre y est régulier, depuis les années 1950, et le niveau relativement bas des salaires ne contribue pas à retenir les travailleurs. En 1962, l'Office cantonal du travail commente la baisse de 414 saisonniers dans l'agriculture et la sylviculture:

Cette diminution n'est pas à attribuer à une réduction des besoins, mais à des difficultés particulières de recrutement dues à la rémunération inférieure.<sup>18</sup>

Afin de pallier ces manques, l'Office du travail délivre des permis pour une durée inférieure à 4 mois. Cette mesure entraîne une conséquence gênante pour l'estimation de la population active d'origine étrangère (Graphique 4, p. 132), car ces permis ne sont pas comptabilisés dans les tableaux qui indiquent la branche où le travailleur immigré exerce son activité. Aussi doit-on considérer que le nombre de travailleurs étrangers du secteur primaire est sous-estimé.

De plus, le fait que la statistique intègre à la population active les personnes employées à temps partiel soutient, à partir de 1970, le niveau d'un secteur en perte de vitesse puisque sa branche forte, l'agriculture, ne compte plus que 3687 indigènes occupés en permanence en 1980. Un coup d'œil à l'évolution de la production agricole valaisanne et à celle du nombre de permis délivrés renforce la pertinence des restrictions mentionnées ci-dessus:

En 1955 on a produit 30943 tonnes de fruits et légumes et distribué 2532 permis de travail dans l'agriculture, toutes catégories confondues. Vingt ans plus tard, en 1975, on produit 101 210 tonnes, mais seulement 713 permis sont attribués.

18 *Idem*, p. 50.



La mécanisation a sans doute fait bien des progrès pendant ce laps de temps, mais multiplier la productivité par trois et diviser la main-d'œuvre étrangère par le même chiffre (dans un secteur où chacun reconnaît ne pas pouvoir s'en passer) semble tout de même tenir du prodige! D'autant que l'on revient à des chiffres plus raisonnables en 1985 par exemple, où, pour à peu près la même production de fruits et légumes (99 202 tonnes), il est distribué 1546 permis... le double qu'en 1975.<sup>19</sup>

Ainsi pouvons-nous entrevoir le rôle joué dans ce secteur par les étrangers possédant des autorisations inférieures à 4 mois et par les travailleurs clandestins. L'évolution du nombre d'étrangers officiellement engagés dans l'agriculture connaît des variations importantes. De 1953 à 1959, le nombre d'immigrés avoisine les 2000. De 1960 à 1971, il diminue et tourne autour des 1000. Cette baisse en période de forte expansion économique témoigne du manque d'attractivité du secteur. Après une légère reprise, le nombre de travailleurs étrangers tombe à 667 en 1976. Depuis, il remonte et, en 1990, il y a 2069 étrangers dans l'agriculture. La main-d'œuvre étrangère intervient comme facteur de production, comme modérateur du coût de production et comme palliatif du manque de main-d'œuvre indigène.

### Le secteur secondaire

Les relations entre ce secteur et la main-d'œuvre étrangère subissent l'influence directe de la construction. Avant la guerre, cette branche occupe 9 % de la population active du canton. A la fin des années 1940, la situation défavorable du marché du travail n'autorise pas l'entrée de «saisonniers de l'industrie du bâtiment, tailleurs de pierre exceptés»<sup>20</sup>. Par contre, les années 1950 inaugurent une ère de pénurie de main-d'œuvre avec l'ouverture simultanée des chantiers de la Grande Dixence et de Mauvoisin. En 1955, le génie civil et le bâtiment occupent 30 % de la population active du canton et, dans certains districts directement touchés par les travaux, le taux peut atteindre 45 %. La main-d'œuvre indigène ne suffisant pas, les travailleurs étrangers sont sollicités massivement. L'Office cantonal du travail éprouve des difficultés à satisfaire les besoins; en 1961, il précise que «le recrutement en Italie devenant aléatoire, on a eu recours à la main-d'œuvre espagnole»<sup>21</sup>.

L'année 1963 enregistre le record de 13 000 travailleurs étrangers dans le bâtiment. En 1964 et 1965, les effectifs baissent respectivement de 500 puis de 3770 personnes:

Les professions de l'industrie du bâtiment marquent, en chiffre absolu, la plus forte diminution par rapport à l'année 1964. Il faut en rechercher les causes dans les restrictions apportées par l'arrêté fédéral dans

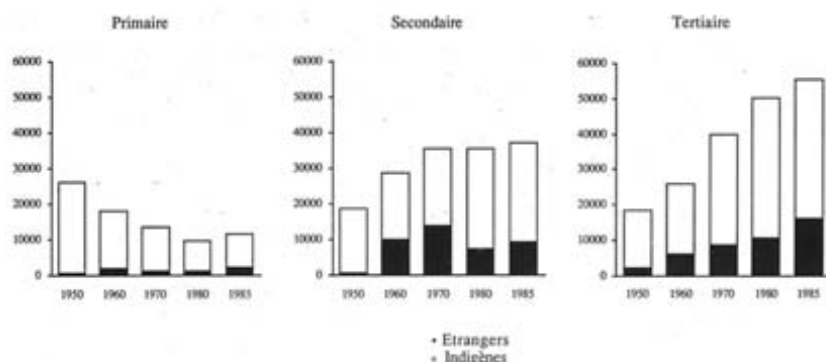
<sup>19</sup> *Idem*, p. 124.

<sup>20</sup> RG CE, 1949, p. 124.

<sup>21</sup> RG CE, 1961, p. 89, cité par Jean-Henry PAPILLOU, «La population valaisanne à l'époque contemporaine», dans *Développement et mutations du Valais*, Groupe valaisan de sciences humaines, Martigny 1976, p. 81.

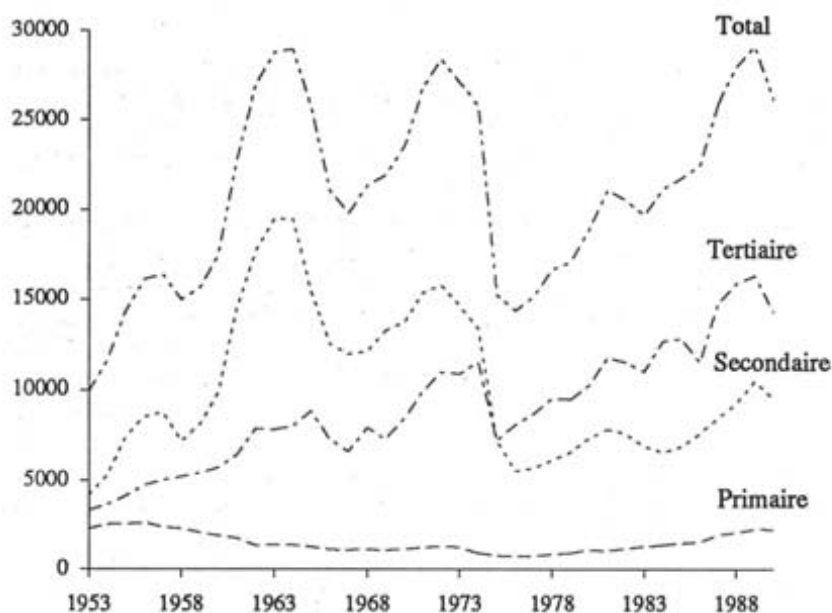
## Graphique 4

La population active par secteur économique



## Graphique 5

Répartition de la main-d'œuvre étrangère par secteur économique, de 1953 à 1990



le secteur du crédit et non dans l'application de l'arrêté du Conseil fédéral limitant et réduisant l'effectif des travailleurs étrangers du 26 février 1965. A cet égard, beaucoup d'entreprises du bâtiment et des travaux publics, n'ont pas utilisé le contingent de base qui leur avait été octroyé.<sup>22</sup>

Une reprise intervient à la fin des années 1960 avec l'essor du bâtiment et l'ouverture du dernier grand chantier hydro-électrique, Emosson, en 1967. Le cap des 10 000 ouvriers immigrés est franchi en 1971; en 1973, les travailleurs étrangers employés dans la construction représentent 9330 personnes sur une population active totale de 22 700 personnes, ce qui fait près de 40 %. La conjoncture économique s'inverse dès 1974:

La statistique démontre une diminution de 2000 étrangers saisonniers au cours de l'année 1974. Cette baisse concerne presque essentiellement l'industrie du bâtiment. Cette récession, due à des causes multiples, amorcée en fin d'année, verra une aggravation très marquée pour la prochaine année avec une nouvelle réduction de 3000 à 4000 ouvriers saisonniers étrangers.<sup>23</sup>

En réalité, la perte est supérieure aux prévisions puisque le nombre d'immigrés travaillant dans la construction passe de 8433 en 1974, à 3434 en 1976. Dans ce secteur fortement touché par la récession, le départ des travailleurs étrangers permet de limiter l'extension du chômage et de restructurer les entreprises.

L'effectif de la population active totale dans le secteur secondaire demeure stable de 1970 à 1980. Par contre, la diminution de la population active étrangère est considérable: les 13 719 travailleurs de 1970 représentaient à peu près 40 % de la main-d'œuvre du secondaire; 10 ans plus tard, les chiffres ont baissé de moitié: 7374 travailleurs, 20 %...

La corrélation entre la courbe présentant le nombre d'étrangers dans le secteur secondaire (Graphique 5, p. 132) et celle du bâtiment (Graphique 6, p. 135) souligne le rôle déterminant de cette branche sur l'ensemble du secteur, et même sur l'évolution globale du nombre de travailleurs immigrés. Contrairement aux industries chimiques et métallurgiques où les établis sont plus nombreux que les étrangers sous contrôle (annuels, saisonniers et frontaliers), la construction engage du personnel essentiellement saisonnier qui fonctionne comme volant conjoncturel. Dans la chimie et la métallurgie, ce rôle revient aux travailleurs frontaliers qui échappent au contingentement et dont l'autorisation peut être renouvelée de 6 mois en 6 mois. Les effectifs étrangers de la métallurgie surpassent nettement ceux de la chimie; le nombre maximal est atteint en 1964 avec 3924 travailleurs. Un an plus tôt, l'Office cantonal du travail relevait dans le Rapport de gestion «la retenue des indigènes pour cette branche ardue». Une période florissante s'ouvre alors pour la métallurgie. Elle bénéficie de l'expansion de l'hydro-électricité et d'une conjoncture internationale favorable qui

22 RG CE, 1965, p. 205.

23 *Idem*, 1974, p. 271.

pousse l'Alusuisse à ouvrir une nouvelle usine à Steg en 1962. La dégradation du climat économique mondial en 1975 met en difficulté les industries métallurgiques du Valais et le nombre de travailleurs étrangers qu'elles emploient stagne jusqu'à la fin des années 1980.

### Le secteur tertiaire

Depuis 1945, l'économie valaisanne subit une modification fondamentale (Graphique 4, p. 132). Le secteur tertiaire connaît un grand essor lié au développement des activités commerciales et bancaires, à celui des services et de l'industrie hôtelière. Contrairement au secondaire dont la croissance est freinée par la récession de 1975, le tertiaire occupe, en 1980, 10 000 personnes de plus qu'en 1970. La contribution de la main-d'œuvre étrangère à l'expansion de ce secteur concerne surtout l'hôtellerie.

En 1951 déjà, le Service cantonal des étrangers souligne «le nombre élevé de travailleurs saisonniers» dans l'industrie hôtelière alors que le Rapport de gestion indique 619 femmes et 384 hommes, soit un total de 1003 étrangers détenteurs d'un permis A. Dès 1955, l'Office cantonal du travail parle constamment de pénurie dans cette branche. Il faut engager des immigrés car : «La jeunesse voue peu d'intérêt aux professions saisonnières et à salaires trop limités.»<sup>24</sup>

L'année suivante, cet office relève que l'engagement de personnel étranger «prend une tournure assez inquiétante». En réalité, l'effectif des étrangers engagés dans l'hôtellerie augmente régulièrement jusqu'en 1964 (Graphique 5, p. 132). En 1965, la tendance s'accroît. La bonne situation de cette branche découle du développement de Zermatt, Verbier, Crans-Montana, car le Valais est la seule région de sports d'hiver qui améliore, en 1952, les résultats d'avant-guerre. En 1960, les nuitées atteignent 2 millions; en 1965, elles avoisinent 3 millions. Cette performance explique la prise de position ferme de l'Office cantonal du travail en 1962:

C'est ainsi que dans l'industrie hôtelière, l'on devra faire droit, comme par le passé aux demandes de main-d'œuvre étrangère, car l'on ne peut pas attendre pour satisfaire la clientèle. Le tourisme joue un rôle trop important chez nous pour qu'on puisse le sacrifier.<sup>25</sup>

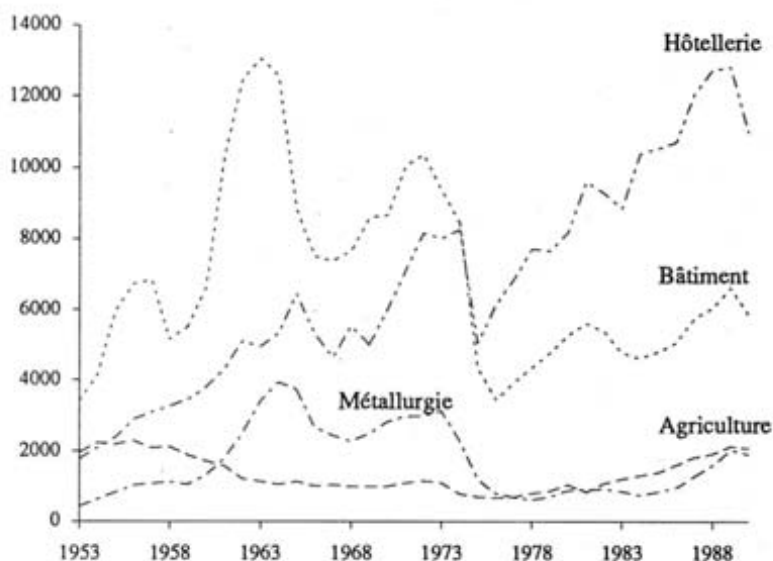
La progression des nuitées s'affirme en 1972, 1973, puis elle faiblit en 1974; 1975 et 1976, vu les difficultés économiques générales. L'effectif des travailleurs étrangers dans l'hôtellerie progresse de 1000 unités par année entre 1969 et 1972; la récession entraîne une diminution de 3000 permis, mais la reprise se manifeste dès 1976. Les nuitées dépassent 4 millions en 1985; elles assurent plus de 12 000 emplois aux immigrés entre 1987 et 1989. Cela

24 MICHEL, *op.cit.*, p. 36.

25 *Idem*, p. 40.

Graphique 6

Répartition des travailleurs étrangers dans quelques branches économiques, de 1953 à 1990



Graphique 7

La nationalité des travailleurs étrangers



signifie que la main-d'œuvre étrangère employée dans l'hôtellerie en 1989 (12 779 autorisations accordées) s'approche du record établi en 1963 par le génie civil et la construction.

Un examen de la répartition de la main-d'œuvre étrangère dans les trois secteurs de l'économie suisse révèle de notables différences avec la situation valaisanne.

Tableau 26

Répartition des travailleurs étrangers par secteur économique en Suisse et en Valais (en %)<sup>26</sup>

Années	Secteur primaire		Secteur secondaire		Secteur tertiaire	
	CH	VS	CH	VS	CH	VS
1960	7.1	10.9	62.6	56.2	30.3	32.7
1970	2.5	4.8	67.4	58.4	27	36
1980	3.7	5.9	59.7	39	36.4	54.2
1990	2.3	8.6	54.9	36.5	42.1	54.7

La comparaison de la population étrangère par secteur économique révèle les différences structurelles des économies fédérale et cantonale. La représentation des travailleurs étrangers évolue différemment en Suisse et en Valais, à l'exception du secteur primaire, victime de la concurrence du secondaire, entre 1960 et 1970. La crise économique explique la diminution des travailleurs étrangers dans le secondaire. Celle-ci est nettement moins marquée en Suisse qu'en Valais où le génie civil et la construction gonflent le taux valaisan en 1960 et 1970. Par la suite, cette branche se redimensionne et son influence sur le secondaire s'atténue en Valais. Si l'on prend le taux des années 1980 et 1990 pour les secteurs secondaire et tertiaire, l'écart entre les chiffres suisses et valaisans est négatif pour le secondaire valaisan qui est nettement en dessous du taux suisse, alors qu'il est excédentaire pour le tertiaire valaisan. La proportion élevée de travailleurs immigrés dans ce dernier secteur est liée à la place prépondérante du tourisme dans l'économie cantonale puisqu'il touche le tiers des personnes occupées en 1980.

<sup>26</sup> Ces pourcentages sont établis sur la base de chiffres calculés à partir des statistiques de la *Vie économique*, des *Bulletins d'information* de l'Office fédéral des étrangers et des RG CE. La rubrique «autres professions» présente dans les statistiques fédérales et cantonales affecte le total des pourcentages qui n'atteint généralement pas 100%.

## La présentation des travailleurs étrangers

Entre 1953 et 1990, près de 800 000 personnes ont obtenu une autorisation annuelle, saisonnière ou frontalière, ainsi qu'en témoignent les statistiques du Service cantonal des étrangers, publiées chaque année dans le Rapport de gestion du Conseil d'Etat. Ces séries fournissent une quantité de renseignements. Toutefois, les changements intervenus dans les rubriques et dans la mise en forme des chiffres limitent leur utilisation statistique. Aussi avons-nous concentré l'analyse sur les années où les données présentaient la meilleure homogénéité. Cet article ne prend pas en compte les permis d'établissement, les autorisations temporaires, provisoires ou de courte durée (moins de quatre mois) et le phénomène du travail clandestin échappe aussi à l'analyse. Pour plus de clarté, nous présentons rapidement les autorisations retenues en relevant toutefois la dépendance dans laquelle se trouve l'immigré:

En principe, l'étranger n'a pas droit à l'octroi d'un permis quel qu'il soit, ni à son renouvellement ou sa prolongation.<sup>27</sup>

- Le permis saisonnier (A). Ce document autorise un séjour maximal de 9 mois en Suisse. Son détenteur ne peut changer librement d'employeur et de branche économique. Lorsqu'il est marié, il ne peut généralement pas amener le conjoint ou la famille. Le nombre de permis saisonniers attribué à chaque canton est fixé tous les ans par les autorités fédérales.

- Le permis annuel (B). Il permet au travailleur étranger de séjourner toute l'année en Suisse et d'y amener sa famille. Pour demander cette autorisation, la personne doit avoir travaillé précédemment comme saisonnier pendant au moins 36 mois sur 4 années consécutives. Ce type de permis est soumis comme le précédent au contingentement.

- Le permis d'établissement (C). Ce document est accordé à l'étranger qui bénéficie d'un permis annuel et qui a séjourné au moins 10 ans de suite en Suisse<sup>28</sup>. Le travailleur établi est assimilé à la main-d'œuvre indigène et, de ce fait, il échappe à la statistique des étrangers sous contrôle fédéral.

- Le permis frontalier. Le travailleur disposant de cette autorisation doit ressortir chaque soir de Suisse et résider dans une zone déterminée par les autorités fédérales.

Les renseignements concernant le sexe et l'âge des travailleurs étrangers n'étant pas mentionnés dans les sources valaisannes, nous donnons un aperçu de l'origine des travailleurs étrangers, puis nous présentons les phases d'immigration. Enfin, nous étudions les travailleurs étrangers selon leur genre de permis à partir de 1975, date où le Service cantonal des étrangers commence à indiquer leur nombre annuel.

27 Pierre MOOR; Yves HOFSTETTER, «Les autorisations et décisions de police des étrangers», dans *Les étrangers et nous*, Lausanne 1982, p. 35.

28 Des accords bilatéraux entre États réduisent cette durée à 5 ans pour les Français, les Italiens ou les Portugais.

## L'origine des travailleurs étrangers

Les femmes et les hommes qui ont travaillé en Valais entre 1953 et 1990 sont venus des pays voisins (53 % d'Italie, 7 % de France, 3 % d'Allemagne, 2 % d'Autriche), de la péninsule ibérique (12 % d'Espagne, 9 % du Portugal) et des Balkans (6 % de Yougoslavie, 0,1 % de Turquie). Si le compte avait été possible dès 1946, la proportion d'Italiens serait encore plus forte. La mise en forme des données concernant les Yougoslaves et les Portugais n'est possible qu'à partir de 1980 pour les premiers et 1981 pour les seconds, car le Service cantonal des étrangers ne les recense pas auparavant. D'autres étrangers ont encore bénéficié d'un permis de travail en Valais durant cette période. Cependant, le caractère lacunaire des informations disponibles à leur sujet n'a pas permis de les inclure dans cette analyse.

## La première phase d'immigration (1945-1974)

Durant cette période, les besoins du Valais en main-d'œuvre étrangère entraînent deux forts accroissements du nombre d'autorisations de travail, avec des maxima en 1964 et 1972 où il y a respectivement 28 962 et 28 397 permis. La demande découle des constructions hydro-électriques et du développement des stations touristiques.

L'immigration italienne, la première entre 1945 et 1988, rappelle par son ampleur celle qui s'est produite au tournant du siècle. Ces travailleurs s'engagent dans l'industrie des métaux, mais surtout dans le génie civil et la construction; aussi, la courbe de leur effectif annuel suit, jusqu'en 1965, celle des étrangers employés dans cette dernière branche (comparaison des Graphiques 6 et 7, p. 135). Entre 1953 et 1961, les Italiens monopolisent 90 % des autorisations accordées par le Service cantonal des étrangers et leur effectif maximal atteint 23 464 travailleurs en 1963. Comme ce service relève que les autorisations saisonnières représentent entre 80 et 85 % du total de 1954 à 1958, on peut affirmer que les travailleurs italiens font essentiellement partie de cette catégorie. La fin des grands aménagements hydro-électriques réduit considérablement leurs possibilités de travail et, entre 1964 et 1966, environ 30 % des immigrés italiens ne peuvent plus exercer d'activité lucrative en Valais.

Le deuxième courant d'immigration amène en Valais des femmes et des hommes venus d'Espagne. Ils ne sont recensés qu'en 1963 dans les statistiques du Service cantonal des étrangers bien que leur nombre atteigne déjà 2138 personnes. A cette date, ils exercent leur activité dans différents secteurs: service de maison, industrie métallurgique, agriculture, mais surtout dans l'hôtellerie et le bâtiment. L'apogée de leur présence en Valais se situe en 1972 (Graphique 7, p. 135). Avec 8006 travailleurs, les Espagnols constituent alors 28 % de la main-d'œuvre étrangère du canton et sont surtout occupés dans la construction.





Cirque Knie à Sion, 1988 (photo Bernard Dubuis).



Séance de cinéma à la Grande Dixence, vers 1960 (photo Frank Gygli).

Bien que leurs effectifs soient peu fournis, des Allemands, des Français et des Autrichiens travaillent dans le canton durant la période étudiée. L'immigration allemande connaît un temps fort en 1963 (1576 personnes) où elle constitue près de 6 % de la main-d'œuvre étrangère en Valais. Elle se concentre dans l'industrie des métaux (509 personnes) et dans l'hôtellerie (455 personnes). Les Français et les Autrichiens exercent des activités moins caractérisées économiquement que les immigrés étudiés précédemment.

### **La récession et la deuxième phase d'immigration (à partir de 1975)**

Perceptible deux ans auparavant dans l'industrie valaisanne de la construction, la récession de 1975 occasionne une diminution de la main-d'œuvre étrangère nettement plus marquée en Valais qu'en Suisse puisque le canton perd près de la moitié de ses travailleurs étrangers entre 1973 et 1976. Les plus touchés sont les derniers arrivés, les Espagnols dont l'effectif diminue de 58 %.

La crise économique influence aussi l'immigration italienne qui baisse de 42 % entre 1974 et 1975. Elle décroît ensuite régulièrement entre 1975 et 1988 (voir le Graphique 7, p. 135), comme en Suisse d'ailleurs. Les causes du phénomène sont à chercher non seulement dans la détérioration des conditions économiques ou dans les tensions engendrées par les initiatives antiétrangères, mais aussi dans l'attractivité de l'Italie qui connaît un essor industriel. Toutefois, il est incontestable que le marché valaisan du travail correspond de moins en moins à l'attente de ces immigrés qui se déplacent vers des zones moins tributaires des activités saisonnières. Vaud et Genève, par exemple, accueillent respectivement 19 000 et 15 000 nouveaux travailleurs italiens en 1979.

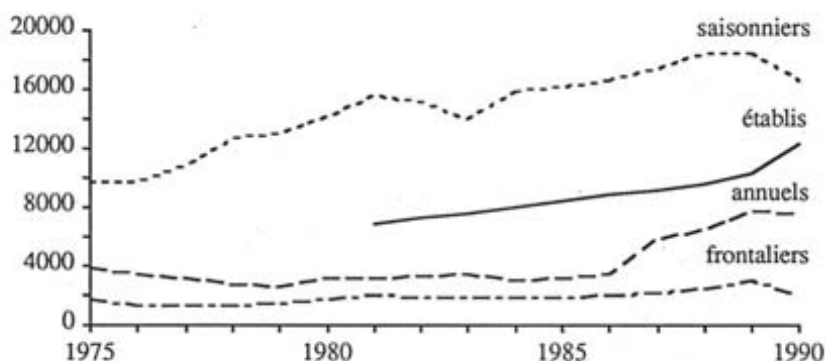
L'orientation économique du Valais influence directement la composition de sa main-d'œuvre: en 1981, la proportion de saisonniers italiens employés en Valais tombe à 10 %, comme celle des Espagnols. L'hôtellerie, le génie civil et le bâtiment engagent des Portugais et des Yougoslaves qui représentent respectivement 42 % et 27 % des saisonniers employés dans le canton en 1990. Entre 1975 et 1988, le Valais accueille plus de Yougoslaves que Vaud ou Genève. En 1990, il emploie plus de ressortissants portugais que le canton de Zurich qui est le plus grand consommateur de main-d'œuvre étrangère.

Contrairement aux saisonniers, les travailleurs annuels ne se relèvent que tardivement du coup porté par la crise économique qui entraîne la suppression d'un nombre important d'autorisations annuelles. Un sondage dans les chiffres publiés par l'OFIAMT révèle la même baisse

sur le plan suisse: les annuels sont 239 755 en 1975 et 117 146 en 1980. En 1990, les Portugais obtiennent 50 % des autorisations annuelles délivrées en Valais.

### Graphique 8

Travailleurs étrangers en Valais selon le type de permis (1975-1990)<sup>29</sup>



Touchés par la récession et découragés par le climat social, des travailleurs établis quittent le canton. Entre 1975 et 1980, le Service cantonal des étrangers annonce le départ d'Italiens et d'Espagnols. Malgré ces pertes, les ressortissants italiens constituent encore 47 % de l'effectif des travailleurs établis en 1990; les Espagnols en représentent alors 14 %.

Les travailleurs frontaliers ont vu leur présence favorisée par le contingentement des travailleurs annuels comme en témoigne la remarque formulée par le Service des étrangers en 1972:

L'augmentation des autorisations frontalières au cours de ces 4 dernières années a partiellement compensé, notamment dans le Haut-Valais, la carence du contingent cantonal.<sup>30</sup>

La récession entraîne une diminution de leur nombre qui remonte légèrement en 1978. De 1981 à 1988, l'effectif des frontaliers italiens diminue alors que celui des Français passe de 316 à 899 travailleurs.

Le canton constituant un cadre de référence limité, il est intéressant d'établir une comparaison entre la répartition de la main-d'œuvre étrangère en Suisse et en Valais. Les pourcentages respectifs révèlent la situation nettement différenciée des travailleurs étrangers en Suisse et en Valais.

<sup>29</sup> Le service cantonal des étrangers indique le nombre annuel de permis de chaque type à partir de 1975. Malheureusement, le nombre de permis C n'est relevé qu'à partir de 1981.

<sup>30</sup> RG CE, 1972, p. 212.

Tableau 27

Répartition des étrangers en Suisse et en Valais selon leur permis de travail (en %)<sup>31</sup>

Années	Établis		Annuels		Saisonniers		Frontaliers	
	CH	VS	CH	VS	CH	VS	CH	VS
1960	14.2	15.9	50.5	18.7	27.5	63.8	7.8	1.6
1970	20.9	20.7	51.5	24.3	18.5	50.7	9	4.3
1980	52.5	31.2	17.8	15.3	15.6	45.8	14.2	7.7
1990	50.7	31.6	17.6	22.8	12.7	36.7	18.9	8.9

L'explication renvoie aux disparités des structures économiques qui conditionnent la demande de permis A ou B. À partir des années 1950, la Suisse emploie un nombre de travailleurs annuels nettement supérieur à celui des saisonniers<sup>32</sup>. Aussi, par la transformation des permis B en permis C; la proportion de travailleurs établis en Suisse est nettement plus importante qu'en Valais, canton qui a toujours utilisé beaucoup plus de saisonniers que d'annuels. En outre, l'attitude restrictive en matière d'établissement des travailleurs que les autorités valaisannes adoptent à partir de 1953 peut contribuer à la faiblesse de ces taux<sup>33</sup>.

Avant de terminer la présentation des travailleurs étrangers, il faut aborder la question des clandestins dont l'existence est suggérée par certains facteurs<sup>34</sup> ou mentionnée épisodiquement dans la presse dont nous tirons les exemples suivants. Le *Nouvelliste* et le *Walliser Volksfreund* du 25 février 1975 présentent un article paru dans un hebdomadaire d'Italie du Nord. Celui-ci affirme que Brigue est devenue la capitale du «trafic de la chair humaine» dont le cadre serait le Buffet 2<sup>e</sup> classe de la gare. Là, un homme d'origine italienne propose aux saisonniers qui regagnent leur patrie un «contrat» de travail moyennant le versement comptant de 100 000 liras. L'activité des passeurs est dénoncée par la Police fédérale des étrangers qui en découvre un certain nombre entre 1972 et 1975. Par la suite, la récession aidant, les chiffres diminuent.

Le *Tages Anzeiger* de Zurich rapporte, le 30 septembre 1977, que les syndicats chrétiens du Valais ont critiqué l'exploitation de Portugais, engagés pour 3 francs 80 et 2 francs 80 l'heure, à Saint-Pierre-de-Clages. Le même jour, il s'intéresse aux «Hippies» qui cueillent les fruits en Valais. Ces touristes ou ces étudiants sans autorisation de travail s'engagent au moment des récoltes pour financer leur voyage:

31 Les chiffres concernant la Suisse sont tirés de «Population active de nationalité étrangère en Suisse», *Bulletin d'information statistique*, n°2, août 1990, p. 5. Les chiffres valaisans proviennent des RG CE ainsi que de l'*Annuaire statistique du canton du Valais* de 1982, 1986 et 1990.

32 Claudio CALVARUSO, *Sous prolétariat en Suisse, 192 mille travailleurs saisonniers: Pourquoi?*, Yverdon 1973, pp. 48-49.

33 Voir plus loin, pp. 149-150.

34 Voir plus haut, pp. 130-131.

Die Hippies, die keine sind, werden für 5 oder 4 Franken pro Stunde angestellt, Mädchen erhalten oft nur 3 Franken. Unterkunft wird keine geboten, so müssen die Burschen und Mädchen in *Zelten* wohnen, ohne dass ihnen eine Waschgelegenheit zur Verfügung steht. Die ansässige Bevölkerung spricht nicht von Hippies, sondern von *Pouilleux*: den Verlausten, den Lumpen. Die Landwirtschaft hat ihr neues Lumpenproletariat.

En 1978, le *Journal du Valais* titre: «Racisme et détournement» à propos d'une affaire de travail au noir à Saxon. Deux Français et un Grec occupés à la récolte des oignons ont été convoqués au poste de police de Saxon vu qu'ils travaillaient sans autorisation. Le journaliste contacte ensuite le Service cantonal des étrangers et la Police fédérale des étrangers pour connaître les conditions juridiques régissant les prises d'emploi:

Comment se fait-il donc que des dizaines d'ouvriers agricoles travaillent actuellement dans la région de Saxon sans que l'Etat ne réagisse. [...] A Berne, on se pose la question, d'autant plus que, l'année dernière, certains présidents de communes sont intervenus auprès du Département fédéral afin de faire cesser ce désordre.<sup>35</sup>

L'*Actif* du 29 mai 1986 s'inquiète de l'ampleur que prend depuis quelques années le travail clandestin:

Des mesures sont prévues par la loi pour arrêter ou freiner cette immigration clandestine: amendes et menaces d'emprisonnement pour les patrons; amendes et refoulements avec interdiction de séjour pour les travailleurs. Ces mesures policières sont à notre avis insuffisantes et surtout discriminatoires.

Il faut que partout les commissions paritaires se mobilisent pour sanctionner sans pitié les entreprises qui, par pur esprit de lucre, abusent de la crédulité de ces travailleurs étrangers, profitent de leur situation misérable, exercent un chantage à la dénonciation et au débauchage, pour s'assurer une main-d'œuvre bon marché et exercer ainsi une concurrence déloyale génératrice de chômage. La possibilité donnée aux commissions paritaires professionnelles d'exiger après coup le paiement des salaires et prestations sociales détournées me semble être un moyen de dissuasion bien plus efficace que les interventions policières et les sanctions pénales dont les conséquences, proportionnellement bien plus lourdes pour le travailleur, risqueraient de prendre rapidement une connotation xénophobe.

A propos de leurs conditions de travail, ce journal syndical note que «la réalité dépasse la fiction». Un éditorial porte même le titre de «Tête de Turc»<sup>36</sup>. Le *Matin* a aussi publié une série d'enquêtes sur les travailleurs clandestins. Ainsi, le 1<sup>er</sup> décembre 1989, un article relate que leur nombre «a grimpé en flèche» depuis deux ans. Les syndicats les estiment à plusieurs milliers par canton; pourtant ils jugent difficile de les défendre car les conséquences sont dramatiques pour les clandestins alors qu'elles sont insignifiantes pour l'employeur.

<sup>35</sup> *Journal du Valais*, 26 et 27 août 1978, article de Christian BUTTY.

<sup>36</sup> *Actif*, n°117, 6 novembre 1986, article d'André PERRUCHOU.

## La population résidente étrangère

Les renseignements concernant la population résidente d'origine étrangère sont peu fournis avant 1974. A cette date, le Service cantonal des étrangers publie, dans le Rapport de gestion du Conseil d'Etat, l'effectif total au 31 décembre.

## L'évolution de la population résidente étrangère

Les recensements indiquent l'évolution générale de la population résidente du Valais que nous présentons ci-dessous.

Tableau 28

La population résidente du Valais entre 1950 et 1990<sup>37</sup>

Année	Population totale	Accroissement	Résidents étrangers	Accroissement	Taux d'étrangers
1950	159178	-	4999	-	3.1%
1960	177783	11.7%	10185	103.7%	5.7%
1970	206563	16.2%	21254	108.7%	10.3%
1980	218707	5.9%	19895	- 6.4%	9.1%
1990	243705	11.4%	30900	55.3%	12.7%

Si la population valaisanne tend généralement à s'accroître, avec une poussée marquée entre 1960 et 1970, celle des étrangers qui résident en Valais est sensible à la conjoncture économique; en effet, après la formidable hausse de 1950 à 1970, où la transformation des autorisations saisonnières en permis annuels rend possible le regroupement familial, le nombre des résidents étrangers diminue à cause de la récession. De 21 712 personnes en 1974, ils passent à 18 498 en 1979. La crise économique entraîne le départ de travailleurs annuels. L'évolution des naturalisations explique une partie de la baisse de la population résidente étrangère. En effet, des conditions économiques moins favorables, auxquelles s'ajoute la détérioration du climat social perturbé par les initiatives anti-étrangères de l'Action nationale, ont pu influencer la décision des immigrants qui acquièrent la citoyenneté valaisanne.

Pourtant, ces facteurs n'expliquent pas l'ensemble de la perte; il faut prendre en compte le départ d'étrangers établis, surtout en 1978 et 1979. Depuis, la population résidente étrangère croît lentement jusqu'en 1984 où elle retrouve le niveau d'avant la crise; dès 1985, elle

<sup>37</sup> Les chiffres proviennent des RG CE et de l'Annuaire statistique du canton du Valais.

progresses plus rapidement. Cette brusque montée est à mettre en rapport avec l'accroissement important des autorisations annuelles qui passent de 3169 permis en 1985, à 7592 en 1990.

De 1950 à 1990, l'effectif de la population résidente étrangère est multiplié par 6,2. Cependant, comme la population valaisanne s'accroît aussi, la proportion d'étrangers par rapport à l'ensemble de la population résidente reste inférieure à la moyenne suisse (16 % à la fin décembre 1989). Les étrangers résidant en Valais sont principalement localisés dans le centre et le bas. Les districts de Sierre et Monthey enregistrent dans leur population résidente une proportion d'étrangers supérieure à la moyenne: 15 % en 1985, 20 % en 1990. Par contre, d'autres districts comme Conches, Rarogne ou Hérens se distinguent par un taux inférieur à 4 %.

### **La composition de la population résidente étrangère**

Si l'on examine de l'intérieur cette population, on peut mettre en évidence divers paramètres tels la proportion d'actifs, d'hommes et de femmes, les classes d'âges, les nationalités... L'état fragmentaire des sources ne permet malheureusement pas de cerner ces personnes sur toute la période, aussi nous contentons-nous de quelques éclairages.

Les chiffres publiés par l'OFIAMT révèlent que la population résidente étrangère du Valais se caractérise par une proportion d'actifs inférieure à la moyenne suisse. Les écarts (environ 4 %) entre les taux suisse et valaisan s'expliquent par la composition de la main-d'œuvre étrangère. En effet, le Valais compte traditionnellement moins de travailleurs annuels que la Suisse et ce facteur influence directement la structure de la population résidente. Une confrontation des taux cantonaux est possible à partir de 1983; elle place le canton à l'avant-dernier rang devant le Tessin, et même au dernier rang en 1986.

L'étude du sexe et de l'âge de la population résidente étrangère apporte les renseignements suivants: en 1970, l'Annuaire statistique du canton du Valais recense 12 846 hommes et 8408 femmes. Les premiers l'emportent donc d'un petit tiers qui s'amenuise 10 ans plus tard puisqu'on compte 11 381 hommes pour 8514 femmes. Il est intéressant de souligner que les femmes voient leur nombre augmenter dans cet intervalle alors que celui des hommes baisse. Cette variation est à mettre en rapport avec la récession qui frappe durement la construction et avec la diminution des autorisations annuelles.

Tableau 29

La population résidente du Valais par classe d'âge, sexe et origine (en %)

âge	Hommes						Femmes					
	20-39		40-64		20-64		20-39		40-64		20-64	
origine	Ind.	Etr.	Ind.	Etr.	Ind.	Etr.	Ind.	Etr.	Ind.	Etr.	Ind.	Etr.
1970	27	49	26	20	53	69	27	41	26	17	53	58
1980	27	43	27	27	54	70	29	39	27	21	56	60

Les statistiques du Service cantonal des étrangers permettent de cerner l'origine de la population résidente étrangère à partir de 1981. Celle-ci se modifie par la diminution de la proportion d'Italiens. En 1981, ils constituent 54 % de la population résidente étrangère, suivis des Espagnols 13 %, des Yougoslaves et des Portugais 3 %. En 1990, la distribution de la population par nationalité a beaucoup varié: les Italiens en représentent 30 %, les Portugais 26 %, les Espagnols 10 % et les Yougoslaves 9 %. Ce changement est une conséquence de la deuxième phase d'immigration qui influence, dans les années 1980, la composition de la population résidente étrangère.

## L'attitude des autorités à l'égard des étrangers

La surveillance que les Etats exercent sur les mouvements d'immigration engendre généralement une politique restrictive en la matière. Dès 1954, la Suède réduit l'immigration des non-Scandinaves; la Suisse tente de limiter l'entrée de la main-d'œuvre étrangère à partir de 1963; le Luxembourg restreint l'immigration qui ne provient pas de la CEE en 1972; l'Allemagne et le Danemark en 1973; la Belgique, la France en 1974; la Norvège, les Pays Bas, les Etats-Unis, le Canada, l'Australie en 1975. Ainsi, la fermeture des frontières qui survient dans les années 1970, sans concertation préalable entre les pays d'immigration, marque une rupture importante:

Pour justifier cette mesure d'ordre politique, on a invoqué les changements de l'environnement économique, qu'il s'agisse des conditions de l'offre du travail [...], du ralentissement de la croissance économique et de la restructuration industrielle, ou de la hausse du chômage [...]. Justifié par la crise, l'arrêt est apparu comme une décision rationnelle par suite d'une réinterprétation de l'incidence de l'immigration sur le système productif. On peut se demander si cette inversion des conclusions est imputable à une analyse nouvelle du phénomène, au changement dans la valeur des paramètres du modèle explicatif ou s'il ne faut pas y voir l'illustration du fait que la complexité des relations en cause et l'incertitude



quant à l'évaluation quantitative des effets de la migration autorisent plusieurs interprétations et permettent les conclusions les plus opposées au gré des politiques.<sup>38</sup>

Pratiquement, les effets de la politique restrictive n'ont pas mis fin à l'entrée des travailleurs étrangers; par contre, ils ont profondément modifié la nature du problème de l'immigration.

La Suisse dispose d'une marge de manœuvre limitée en matière d'immigration, car elle doit tenir compte des intérêts commerciaux de ses entreprises et des concordats internationaux. Elle a conclu des accords sur l'engagement, le séjour, l'établissement ou la sécurité sociale des travailleurs migrants avec l'Italie, l'Autriche, l'Allemagne, l'Espagne, ainsi qu'avec 14 autres Etats. Des propos tenus par les milieux syndicaux suisses soulignent l'impact de ces concordats:

Nous nous sommes rendu compte que la pression interne, sous l'angle humanitaire, n'avait pas beaucoup d'effet. Et nous nous sommes souvenus que la dernière amélioration du statut de saisonnier - l'accord de 1972 entre l'Italie et la Suisse - avait été obtenue en contrepartie d'un accord commercial entre la Suisse et la Communauté européenne. Et comme le grand marché de 1992 suscite des craintes dans ce pays, nous nous sommes dit qu'il fallait les utiliser pour améliorer le sort des travailleurs étrangers en demandant à leurs gouvernements de faire pression.<sup>39</sup>

En plus de ces accords, la Suisse doit suivre, de près ou de loin, la Convention européenne des droits de l'homme, celle de l'Organisation internationale du travail ou la Charte sociale européenne (non ratifiée à cause du statut de saisonnier). La Suisse subit aussi des pressions internes contradictoires: à l'insatiabilité de l'économie s'oppose la susceptibilité des xénophobes.

Aussi, la politique que la Confédération pratique à l'égard des étrangers évolue en fonction des intérêts dominants. Il est possible de la résumer en la scindant en quatre étapes suivant une périodisation proposée par la Commission fédérale pour le problème des étrangers (CFE)<sup>40</sup>.

- Entre 1945 et 1962, la Suisse pratique une politique libérale quant à l'entrée des travailleurs étrangers. Seulement, pour s'octroyer une marge de manœuvre vis-à-vis de la conjoncture, elle applique la rotation des immigrés.
- De 1963 à 1969, la politique change: des quotas sont imposés aux entreprises puis aux branches économiques en vue de réduire le nombre de travailleurs étrangers. La rotation se ralentit et des améliorations sont apportées au statut social des étrangers et de leur famille.

38 Georges TAPINOS, «Une approche démographique», dans *La mosaïque France. Histoire des étrangers et de l'immigration en France*, Paris 1988, p. 432.

39 *L'Hebdo*, n° 43, 26 octobre 1989, «Le statut branlant», article de Xavier PELLEGRINI qui a recueilli les propos de Vasco PEDRINA, secrétaire central de la FOBB.

40 CFE, juillet 1976, p. 7.

– De 1970 à 1974, la Confédération cherche à stabiliser, puis à réduire le nombre des travailleurs étrangers; elle impose un plafonnement global par canton et, chaque année, elle règle au moyen d'une ordonnance, le nombre de saisonniers et d'annuels. En outre, elle organise une réflexion sur le problème des étrangers et sur les conditions de leur intégration dans le cadre de la CFE.

– Depuis 1974, la Confédération, soucieuse d'établir un rapport équilibré entre la population suisse et immigrée, tente de stabiliser la population résidante d'origine étrangère. Par ses ordonnances annuelles, elle adapte le nombre de travailleurs aux besoins de l'économie. Durant cette période, les permis de «très courte durée» se répandent car ils échappent au contingentement. Dans ce contexte, les Chambres fédérales décident, en 1974, la révision de la loi sur les étrangers de 1931. Soumise au peuple en 1982, elle est rejetée.

La chronologie présentée ci-dessus autorise un découpage en deux grandes étapes afin de faciliter l'analyse et de mieux faire ressortir l'articulation de l'attitude officielle à l'égard des étrangers. Durant la première phase, plus libérale, les autorités fédérales laissent les cantons accorder eux-mêmes les permis. Mesurant, au début des années 1960, l'ampleur de l'immigration, le Conseil fédéral reprend le gouvernail. Dans la deuxième phase, il tente de mieux appréhender la situation en tenant une statistique détaillée des étrangers, et surtout, en se chargeant de la répartition des autorisations.

### **La première étape, libérale et fédéraliste (1945-1962)**

Le cadre législatif régissant le séjour et les droits des étrangers se fonde encore sur la loi fédérale de 1931. Contrairement à celui d'autres pays européens, le droit suisse lie dans une même autorisation le séjour et le droit d'exercer une activité lucrative<sup>41</sup>. La modification de la législation fédérale survenue en 1948 donne à chaque canton l'autorité en matière de contrôle et de police des étrangers. Le permis est valable uniquement sur le territoire du canton qui l'a octroyé. Ainsi, la décision d'accorder un permis, de le renouveler ou de le révoquer appartient au chef du Service cantonal des étrangers. En 1949, un arrêté du Conseil fédéral étend la compétence des autorités cantonales qui peuvent accorder des autorisations de séjour jusqu'à trois ans si elles pensent que l'étranger ne restera en Suisse que pour un temps limité.

En Valais, le Service des étrangers effectue les tâches définies dans le règlement cantonal d'exécution du 27 mars 1952 qui a reçu l'approbation du Conseil fédéral. La décision concernant un permis intervient après le préavis de l'Office cantonal du travail qui tient compte de la situation

41 MOOR; HOFSTETTER, *op.cit.*, p. 34. En 1984, la législation française définissant le statut de l'étranger crée un titre unique de séjour et de travail. Voir TAPINOS, *op.cit.*, p. 443.

du marché. Cette pratique est attestée de 1946 à 1976. Le chef du Service cantonal des étrangers dispose encore de la possibilité d'expulser ceux qui ne se conforment pas à la législation en vigueur, sans qu'il y ait intervention du pouvoir judiciaire. D'autres critères peuvent provoquer la révocation d'un permis:

Nous procédons également au renvoi de travailleurs étrangers insuffisamment qualifiés ou dont le caractère ou la conduite laisse à désirer.<sup>42</sup>

L'état de santé des travailleurs occasionne parfois leur refoulement: de 1955 à 1969, cette mesure touche une moyenne de 62 personnes par année. Nous sommes loin des craintes suscitées à la fin de la Deuxième guerre mondiale par les immigrés qui provenaient de pays dévastés, qu'il fallait «désinfecter» comme le rapporte un journaliste:

Ainsi, à l'arrivée à Brigue, le tri est méticuleusement fait et les propriétaires des passeports retenus sont invités à se rendre dans les baraques de désinfection [...]. Douches à l'eau chaude, savon à profusion, dégrassage... et dans le couloir [...] toutes ces anatomies osseuses sont saupoudrées de produits DDT. Pendant ce temps, la garde-robe personnelle et le contenu des valises sont enfermés dans un autoclave où des vapeurs très puissantes de formoline les désinfectent minutieusement. Ainsi, en une après-midi, environ 150 personnes peuvent être soumises à un traitement hygiénique des plus efficaces qui évite à notre pays contagions et virus.<sup>43</sup>

Dans son rapport, le Service des étrangers souligne du reste le caractère «très sévère» du contrôle sanitaire organisé en 1946 aux postes-frontières de la Suisse.

Le Service des étrangers travaille aussi en relation avec les bureaux communaux et veille à la formation des responsables de la police des étrangers. Parfois, des agents de la police cantonale assurent la tenue du contrôle des habitants, d'entente avec la municipalité. Les deux instances collaborent en matière financière puisque la commune se charge de percevoir la taxe cantonale qu'elle rétrocède ensuite à l'Etat. Quant à la police cantonale, elle agit d'office ou à la requête des autorités communales: Elle patrouille, demande permis de travail ou pièces d'identité et emmène au poste les étrangers qui ne sont pas en ordre; elle reconduit à la frontière ceux qui sont contraints de partir facilitant ainsi la tâche du Service des étrangers:

Le départ de la main-d'œuvre saisonnière étrangère a pu être assuré dans les délais fixés, grâce à la collaboration de la police cantonale qui, dans quelques cas, s'est heurtée à peu de compréhension de la part des employeurs.<sup>44</sup>

En 1952, devant l'ampleur de l'immigration, le Service cantonal demande une augmentation de ses effectifs. Sensible à cette forte présence étrangère, le Rapport de gestion de 1953 attire l'attention sur la nécessité de limiter l'établissement des travailleurs:

<sup>42</sup> RG CE, 1954, p. 143.

<sup>43</sup> *Le Confédéré*, 28 juin 1946, article de Pierre CHAMPION.

<sup>44</sup> RG CE, 1948, p. 124.

[...] plus les années passent, plus le danger s'accroît. La main-d'œuvre étrangère utilise tous les prétextes qui s'offrent à elle pour éviter de devoir rentrer dans son pays d'origine après un séjour temporaire. [...] Sans doute, le canton devra payer le prix de l'aide fournie à notre économie par la main-d'œuvre étrangère à laquelle on a dû recourir pour faire face à des besoins extraordinaires. S'il faut, d'ores et déjà, prévoir que l'afflux des travailleurs étrangers provoqué par les circonstances de l'après-guerre, se soldera par l'établissement d'un certain nombre d'étrangers, nous devons tout mettre en œuvre pour maintenir ce nombre dans les limites acceptables pour notre marché du travail et pour nos finances publiques. C'est dans cette voie que nous entendons poursuivre nos efforts à l'avenir.<sup>45</sup>

Le souci de limiter le droit d'établissement se manifeste aussi dans l'allongement du séjour préalable qui passe de 5 à 10 ans pour les Italiens, les Autrichiens et les Allemands. Cette attitude restrictive à l'égard des travailleurs étrangers s'explique par les difficultés économiques que le canton affronte après la guerre. L'agriculture souffre de la mévente des fruits, des légumes et du vin; la grande industrie réduit sa production; le tourisme est en veilleuse. A partir de 1949, plusieurs députés interviennent au parlement demandant des moyens de lutter contre le chômage. En 1952 et 1953, trois interpellations sont déposées au Grand Conseil. Elles demandent la protection des travailleurs indigènes et la régularisation du marché de la main-d'œuvre étrangère.

En 1954, le Rapport de gestion présente des dispositions destinées à prévenir ces excès: d'une part, le maintien aussi bas que possible du nombre de travailleurs immigrés «qui pourraient prétendre à l'établissement»; d'autre part, la limitation de l'autorisation de séjour à une saison dans tous les cas qui le permettent. Le Service des étrangers estime aussi indispensable d'éviter que les travailleurs saisonniers restent en Suisse au-delà de la durée de leur autorisation, pour un séjour qui est admis, par exemple, lorsqu'il relève du droit de visite. C'est le cas d'un saisonnier dont l'épouse occupe un emploi à l'année ou qui est «étroitement lié» à des personnes résidant en Valais.

En 1959, le Service s'inquiète de la multiplication des demandes d'admission des familles de travailleurs étrangers. Ce sujet est difficile à traiter, si l'on en croit les Rapports de gestion qui voient dans l'arrivée des familles immigrées un «danger de surpopulation étrangère». L'attitude stricte du service semble même mal interprétée, en 1955, par la population:

Le public ne comprend pas toujours que l'Etat veuille se prémunir contre une immigration de ce genre et qu'il est dans la logique des choses de veiller au retour des familles de travailleurs saisonniers italiens à la fin de la saison.<sup>46</sup>

Pourtant, en 1957 déjà, les considérations morales et humanitaires font admettre des exceptions dans l'application des règlements:

<sup>45</sup> *Idem*, 1953, pp. 151-152.

<sup>46</sup> *Idem*, 1955, p. 157.

En refusant systématiquement aux familles des travailleurs étrangers l'autorisation de venir vivre avec le chef de famille, on risque, surtout si la séparation dure des années, de rompre tout lien familial. S'il y a des enfants, ceux-ci peuvent souffrir toute leur vie d'avoir été privés de l'autorité paternelle dans une période où ils en avaient le plus grand besoin. [...] Tout en usant de beaucoup de prudence dans l'admission des familles, nous n'érigerons pas le refus en règle absolue.<sup>47</sup>

Seulement, il faut que le phénomène d'immigration conserve la mesure. Or, la population résidante étrangère double entre 1950 et 1960! Dans ce contexte, le Service cantonal rapporte:

Au cours de l'année 1962, le nombre des travailleurs étrangers entrant en Suisse avec les membres de leur famille, sans être au bénéfice d'une assurance d'autorisation de séjour, augmenta dans des proportions inquiétantes. Cet état de choses peut avoir des conséquences fâcheuses pour l'Etat et les Communes, car le problème de l'assistance et de la protection sociale se pose souvent dès le début du séjour. [...] Le problème des familles a une incidence nettement marquée dans les villes, sur le plan du logement et sur le plan scolaire. Il met également en jeu d'une manière très sensible la condition sociale et humaine des étrangers occupés dans le canton.<sup>48</sup>

## La deuxième étape, centralisatrice et intégratrice (à partir de 1963)

A la fin des années 1960, le Conseil fédéral intervient dans le domaine des permis, avec le souci de limiter, puis de réduire la population étrangère. Cette décision est confortée par les initiatives populaires opposées aux étrangers: dès 1965, l'Action nationale critique l'attitude laxiste des autorités fédérales en matière d'immigration. A partir de 1970, la fixation de contingents limitant les nouvelles autorisations restreint le pouvoir de décision des cantons. A ces contraintes, s'ajoutent la création du Registre central des étrangers et la nécessité de communiquer régulièrement à ce service fédéral informatisé les changements (arrivées, départs...) concernant les immigrés. La fixation de quotas par canton, branche économique ou profession renforce l'influence des milieux économiques:

Depuis l'introduction du contingentement de la main-d'œuvre étrangère, l'intervention des autorités économiques dans la délivrance des permis A et B a acquis un poids très important. En pratique, l'autorité de police ne fait qu'entériner leurs décisions; et la principale difficulté pour l'étranger qui veut résider et travailler en Suisse est constituée par la nécessité d'obtenir une unité de contingent.<sup>49</sup>

La crise des années 1970 accentue cette tendance et les ordonnances de l'OFIAMT frappent par leur intransigeance. Une directive du 19 décembre 1974 indique:

[...] la priorité est accordée en premier lieu à la protection des travailleurs indigènes et à la sauvegarde de la paix du travail.

47 *Idem*, 1957, p. 161.

48 *Idem*, 1962, p. 175.

49 MOOR; HOFSTETTER, *op.cit.*, p. 38.

Sur le plan cantonal, des réticences se manifestent à l'égard des tendances centralisatrices de la politique fédérale. Le Service des étrangers désapprouve la prépondérance de l'OFIAMT en matière d'octroi de permis, «les offices cantonaux du travail n'étant qu'une instance de préavis»<sup>50</sup>. Il déplore la pratique du contingentement qui porte préjudice à l'économie valaisanne «encore en développement»; de plus, il condamne l'intervention du Conseil fédéral:

Il convient de signaler une nouvelle conséquence grave de l'ACF [Arrêté du Conseil Fédéral] du 16 mars 1970. Ce dernier, comme les précédents, reprend aux cantons une partie des compétences qui leur avaient été déléguées par l'autorité fédérale dans l'application de la LFSEE [Loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers]. D'autre part, les nouvelles mesures compliquent les formalités administratives, augmentent le travail du personnel et allongent les délais d'établissement des documents destinés aux employeurs et à leurs employés.<sup>51</sup>

En 1971, le Service cantonal des étrangers relève que les informations doivent être communiquées tous les mois à la Police fédérale des étrangers et il ajoute: «on peut rester très sceptique sur l'efficacité pratique de cette nouvelle mesure».

En février 1976, le Service cantonal «qui a pris récemment l'initiative d'aller au devant des désirs de l'OFIAMT»<sup>52</sup> renvoie près de 90 frontaliers italiens et français. Des pressions sont exercées par le gouvernement valaisan sur Ciba-Geigy, Lonza et Alusuisse en vue d'obtenir le licenciement d'ouvriers étrangers afin de libérer des postes pour la main-d'œuvre indigène, alors que l'importante diminution de l'effectif de frontaliers (2200 en 1974, 1200 en 1976) témoigne du tribut qu'ils ont déjà versé au marché valaisan du travail. De plus, beaucoup de frontaliers italiens employés au Tessin ou en Valais reçoivent des permis renouvelables tous les trois mois afin qu'ils échappent à la catégorie des travailleurs stables.

Si la marge de manœuvre a été réduite dans l'attribution des autorisations, elle demeure large en matière de refus. De 1964 à 1985, le nombre d'autorisations refusées varie annuellement, mais son évolution est relativement lente: de 1964 à 1974, le Service cantonal rejette en moyenne 1605 demandes par année alors qu'il en refuse 1772 entre 1975 et 1985. Le nombre minimal se situe en 1976 avec 779 rejets, alors que le record est atteint en 1982 avec 2875 refus<sup>53</sup>. Ainsi, devant la nouvelle croissance de l'économie, les autorités fédérales et cantonales craignent la spirale infernale des années 1960.

50 RG CE, 1968, p. 217.

51 *Idem*, 1970, p. 202.

52 *Construire*, 25 février 1976, article de Dominique TRAVERSINI.

53 MICHEL, *op.cit.*, Annexe II, tableau 1.

Même si l'état de santé des travailleurs qui entrent en Suisse fait toujours l'objet d'un examen, il n'occasionne qu'une faible proportion des refoulements d'étrangers: de 1969 à 1985, une moyenne annuelle de 11 personnes. L'examen médical obligatoire existe encore aujourd'hui, même s'il est contesté par des médecins de l'Office fédéral de la santé publique qui relativisent le danger de tuberculose et voient dans ce contrôle un archaïsme de l'après-guerre.

Le Service cantonal des étrangers invoque un autre type d'argument pour justifier certains refus: les «dangers de surpopulation étrangère». A son avis, le problème présente «deux aspects, économique et moral». Il les développe en 1963: sur le plan économique, l'admission de main-d'œuvre étrangère doit concorder avec les besoins du marché; sur le plan moral, cette question «met en jeu la base même de la société, la famille». C'est pourquoi ce service estime que l'application des directives fédérales soulève d'énormes difficultés. Si son attitude à l'égard de l'établissement d'étrangers était plutôt restrictive auparavant, dès 1964, il présente une tout autre façon de diminuer le danger de «surpopulation étrangère»: l'assimilation puis la naturalisation. Le Service des étrangers précise «qu'il y a une tâche urgente à accomplir dans ce domaine»:

Du moment qu'ils doivent s'assimiler, s'adapter à notre culture, accepter nos particularités, ils ne doivent pas être considérés comme des organes de production permettant de surmonter une tension conjoncturelle momentanée, mais comme des éléments humains.<sup>54</sup>

En 1967, le Rapport de gestion relève qu'il incombe aux autorités et organismes en contact direct avec les étrangers de faciliter cette assimilation avec l'aide du canton. Enfin, les communes et le canton doivent collaborer à la naturalisation des étrangers «parfaitement assimilés et ayant les qualités requises». En 1969, le Service propose aussi l'introduction du *jus soli* dans la législation pour faciliter la naturalisation des enfants immigrés nés en Suisse. Il relève que les Valaisans peuvent participer à ce processus d'intégration:

L'adaptation des étrangers à notre culture, à notre mode de vie, de penser, se fera d'une façon plus régulière si notre comportement à leur égard est différent. Du moment qu'ils doivent s'assimiler, accepter nos particularités, ils doivent, en revanche, se sentir un peu chez eux et, petit à petit, ils viendront s'incorporer dans notre vie communautaire.<sup>55</sup>

La deuxième étape dans l'attitude officielle, qui centralise les décisions en matière de police des étrangers, se caractérise aussi par une préoccupation tout à fait nouvelle: la condition des immigrés. En 1961, constatant l'ampleur et la continuité de l'immigration, le Département fédéral de

54 RG CE, 1948, p. 124.

55 *Idem*, 1953, pp. 151-152.



l'économie publique charge une commission d'étudier le problème de la main-d'œuvre étrangère. Sa tâche se révèle particulièrement utile à partir de 1965, car la succession d'initiatives populaires opposées aux étrangers ouvre un grand débat politique. En 1970, la commission fonctionne de façon permanente, mais à titre consultatif, sous le nom de Commission fédérale pour le problème des étrangers (CFE).

En 1980 seulement, 5 étrangers sont admis dans les rangs de la CFE qui compte 27 membres. Elle se penche sur la situation politique et sociale des étrangers, sur les causes de tensions entre étrangers et indigènes, ainsi que sur les moyens de développer les relations entre les deux groupes. La CFE constitue de nombreux dossiers sur le degré d'intégration des immigrés, elle examine les possibilités d'en faciliter le processus par des mesures appropriées. Elle émet des suggestions concernant la politique culturelle, la formation scolaire et professionnelle de la deuxième génération née en Suisse, la situation juridique des étrangers, la procédure de naturalisation... Elle encourage encore la mise sur pied de communautés de travail dans les cantons et les communes. Seulement, leur création dépend de la bonne volonté cantonale, vu l'absence de subventions fédérales.

Selon les recommandations de la CFE, la Communauté de travail Valais-Etrangers (CVE) s'est constituée en 1974, à l'initiative du chef du Département de justice et police, Arthur Bender<sup>56</sup>. Elle se propose d'encourager la compréhension entre Valaisans et étrangers en vue de faciliter l'intégration de ceux-ci. La CVE dispose de revenus provenant de diverses sources auxquels s'ajoute une subvention toujours croissante de l'Etat. Ses membres représentent différents milieux valaisans: des organisations syndicales, patronales, des services cantonaux et communaux concernés par l'immigration, des associations d'étrangers, des Eglises<sup>57</sup>...

Cette participation pose certains problèmes lorsque la CVE doit se prononcer sur un sujet précis. Ainsi, lorsqu'elle prend position contre le statut de saisonnier, elle souhaite son amélioration, puis sa suppression «dès que la stabilité économique permettra ce changement structurel important».<sup>58</sup> Ces propos la rapprochent des partisans de l'initiative «Etre solidaires». Pourtant, elle ne soutient pas officiellement l'initiative au moment de sa votation<sup>59</sup>. L'ambiguïté de sa composition peut même porter préjudice à sa crédibilité si l'on se réfère à la mise en cause suivante:

En tant que président de la CVE, Pierre Moren devrait donc lutter pour l'abolition du statut. En tant que président des cafetiers, il lutte pour son maintien.<sup>60</sup>

56 *Nouveliste*, 6 juin 1974, «L'indispensable contact humain entre Suisses et travailleurs étrangers. Bases d'une organisation jetées en Valais», article de G.R.

57 *13 Etoiles*, n° 36, 1986, «Les étrangers et nous», article d'Hélène TAUVEL.

58 CVE, *Les étrangers et nous*, Sierre 1977.

59 Marianne WAEBER, *Immigrés en Suisse: quelle politique d'intégration?*, Sion 1985, p. 38.

60 *Tout va bien*, n° 67, 15 mai 1980, «Pour sauver les Préalpes», article de Jean STEINAUER.



En fait, l'activité de la CVE se situe au niveau de la réflexion et de la constitution de dossiers, de rapports sur des éléments précis telle la formation scolaire et professionnelle des jeunes étrangers. Elle publie en plusieurs langues des brochures informant les étrangers sur les renseignements et adresses utiles, sur l'école valaisanne, sur le processus de naturalisation... Elle tente de réaliser une intégration collective; elle peut difficilement répondre aux demandes individuelles des étrangers car aucun lieu n'accueille une permanence ouverte dans ce but-là.

En ce qui concerne les communes valaisannes, seule celle de Monthey a mis sur pied une commission des étrangers, ainsi que le recommandait la CFE. Cette commission dépend du Conseil communal et fonctionne à titre consultatif. Le nombre de ses membres oscille entre 7 et 9 personnes. De 1981 à 1985, elle accueille les représentants des associations étrangères constituées à Monthey.

Son cahier des charges n'est élaboré qu'en 1981, bien que les premiers procès-verbaux conservés remontent à 1973. A cette date, il s'agissait d'établir des contacts avec les colonies d'immigrés lors de visites effectuées dans leurs centres. La commission sert de lien entre les colonies et l'administration communale. Aussi, lorsque le *Nouvelliste* des 10-11 avril 1976 met en cause des communistes italiens à Monthey<sup>61</sup>, les représentants de la colonie libre italienne lui demandent une entrevue au cours de laquelle ils clarifient leur situation et mettent en cause des «calomniateurs italiens». La commission répartit aussi un budget annuel de 6000 francs que la commune octroie afin d'alléger les frais d'exploitation de ces lieux de rencontre. Les membres de la commission font même remarquer, le 7 octobre 1980, lorsqu'il est question d'augmenter ce budget «que les communes accordant des subsides aux colonies ne sont pas très nombreuses». En mars 1981, la commission se donne trois objectifs:

- informer par le biais d'un bulletin traduit en plusieurs langues;
- intégrer par la participation d'étrangers à la commission scolaire, par l'introduction dans le programme scolaire de cours de langue maternelle étrangère;
- revoir les modalités de naturalisation afin d'en faciliter le processus.

Pour atteindre ces buts, la commission contacte les instances concernées, élabore des projets précis et présente ses propositions au Conseil communal. Le protocole des séances témoigne de la réserve des autorités: la commission scolaire refuse à l'unanimité d'accueillir un représentant des étrangers et d'appuyer l'introduction des cours de langue durant les horaires scolaires; la commune n'accorde pas son soutien à une manifestation de deux jours. Aussi, le 21 juin 1982, la commission se décourage:

61 Voir plus loin, pp. 171-172.

[...] nous sommes très déçus de l'accueil mitigé réservé à notre projet de fête et de la réticence ressentie au sein du conseil communal. Le but principal de notre commission est de faciliter l'intégration des étrangers et nous sommes convaincus que cette fête va à la rencontre de notre action et a ici tout son sens.

Nous allons faire de nouvelles propositions au Conseil. Au cas où ces dernières ne rencontreraient pas leur approbation, nous estimons que notre commission n'a plus lieu d'exister et les membres présents démissionneront de leur fonction.

Ce bilan n'est pourtant pas l'apanage de la commission des étrangers de Monthey. Il peut s'étendre à celles qui œuvrent, toujours à titre consultatif, à des échelons plus élevés, telle la CVE ou la CFE.

Si Monthey se montre favorable aux organisations d'étrangers, d'autres communes tentent d'améliorer l'intégration scolaire des enfants d'immigrés. Les enquêtes réalisées par la CVE indiquent que les commissions scolaires de Collombey-Muraz, de Sion puis de Chippis comptent à titre consultatif, un représentant des étrangers. Les régions où réside une population étrangère importante ont aussi aménagé le programme scolaire de sorte que les cours de langue maternelle soient compris dans l'horaire ordinaire. Ainsi, en 1976-1977, les communes de Chippis, Saxon, Sion et Vouvry intègrent 4 heures de cours d'italien; celles de Naters et de Martigny en incluent 2. Quelques communes comme Sion, Sierre ou Ardon introduisent des cours intensifs de français, pour les élèves étrangers en difficulté, durant l'horaire de l'école primaire. Les frais sont supportés par la commune. Le président d'Ardon justifie cette initiative par les propos suivants:

Notre industrie a besoin de cette main-d'œuvre, ainsi il nous apparaît être de notre plus strict devoir de réserver une bonne audience au problème posé par ces enfants.<sup>62</sup>

A Monthey enfin, des cours d'appui gratuits pour apprentis sont organisés par la commune afin de limiter les échecs en cours de formation. Ouverts à tous, ils connaissent une fréquentation réjouissante puisque la population étrangère représente 40 % de l'effectif. Depuis septembre 1986, cet exemple est suivi à Martigny et à Sierre.

## L'opinion publique et les étrangers

Après avoir étudié la situation des travailleurs immigrés en Valais et l'attitude officielle à leur égard, il importe d'examiner la manière dont les Valaisans considèrent les étrangers. Les personnes qui s'expriment à propos des étrangers prennent la parole dans des circonstances précises: une votation fédérale, un problème de salaire ou de logement, un accident... Des sondages ponctuels dans les journaux ainsi que la consultation des dossiers de presse de la CVE permettent de cerner l'avis des Valaisans.

62 *Nouveliste*, 3 septembre 1981, «Jeunes élèves turcs à Ardon. Une formule à soutenir, un exemple à suivre», article de Danièle DELACRETAZ.

## Les initiatives antiétrangères

Le débat politique sur les étrangers est suscité en Suisse par deux formations: l'Action nationale (AN) fondée en 1961, et sa dissidence, le Mouvement national d'action républicaine (MNA). Le dépôt, en 1965, de la première initiative demandant une réduction du nombre des étrangers s'inscrit dans un contexte rappelant le climat du début du siècle: les difficultés qu'éprouve la société suisse sont liées à l'extraordinaire expansion de l'économie. Un décalage se perçoit entre cette prospérité exceptionnelle et la vie quotidienne des travailleurs. La caducité des valeurs traditionnelles, la faiblesse des mesures sociales autant que la pénurie d'équipements (écoles, hôpitaux, logements subventionnés...) génèrent une crise d'identité et des tensions qui se focalisent sur les travailleurs étrangers.

Le Conseil fédéral fait pression sur le Parti démocrate zurichois qui retire son initiative en 1968. Pourtant, l'année suivante, le nouveau président de l'AN, James Schwarzenbach, présente aux médias la deuxième initiative antiétrangère. Soumise au verdict populaire, elle est repoussée en 1970, à une faible majorité. En 1971, l'AN dépose la troisième initiative «contre l'emprise étrangère et le surpeuplement de la Suisse»; elle est rejetée en 1974. Entre 1973 et 1974, l'AN et le MNA déposent trois nouvelles initiatives pour réduire la population étrangère, limiter le nombre des naturalisations et soumettre au referendum les traités internationaux. Les quatrième et cinquième initiatives sont repoussées en 1977, de même que le texte concernant les traités internationaux.

L'initiative «Etre solidaires», déposée en 1977 par une communauté regroupant différents milieux, renouvelle le débat politique sur les étrangers<sup>63</sup>. Mise au vote en 1981, elle est rejetée à une forte majorité. Elle a l'avantage d'actualiser la discussion sur la révision totale de la loi fédérale du 26 mars 1931 sur le séjour et l'établissement des étrangers.

La sixième initiative est déposée par l'AN en 1985; elle vise toujours à limiter le nombre de travailleurs étrangers, mais elle s'attaque pour la première fois aux saisonniers et aux frontaliers. Elle amalgame même les réfugiés au total des étrangers à contrôler. Mise au vote en 1988, elle est repoussée par les Suisses.

Ainsi, pendant près de vingt ans, les citoyennes et les citoyens suisses sont régulièrement confrontés à la «question des étrangers». La répétition des initiatives a entraîné une certaine lassitude perceptible tant dans les rubriques «libres opinions» des quotidiens que dans la baisse du taux de participation.

63 Voir plus loin, pp. 175-179.

## Le comportement des citoyens valaisans

La participation des Valaisans aux votations populaires concernant les étrangers varie considérablement. Une participation exceptionnelle ne signifie pas que le débat dépasse par son ampleur celui de 1970; en 1988 par exemple, les citoyennes et les citoyens valaisans se rendent massivement aux urnes pour élire les autorités communales, et, dans la foulée, ils participent activement à la votation de la sixième initiative antiétrangère. Une coïncidence du même type intervient au printemps 1977 et 1981 lorsque les élections cantonales se déroulent le même week-end que les votations fédérales; ceci fait dire, le 10 mars 1977, à un rédacteur du *Nouvelliste*:

Les élections valaisannes ont si fort captivé l'attention du public (et des journalistes) que les divers objets soumis à votation fédérale ont quasi disparu dans la trappe!

Tableau 30

La participation des citoyens aux votations fédérales concernant les étrangers (en %)

	1970	1974	1977	1981	1982	1988
Valais	65	63	62	46	21	82
Suisse	75	70	45	40	35	53

L'examen des résultats des districts appelle quelques remarques: Brigue et Viège se situent chaque fois au-dessous de la moyenne cantonale alors que Sierre et Saint-Maurice enregistrent une participation supérieure à celle-ci. L'impact des élections communales joue un rôle déterminant en 1988: le district de Loèche établit un record absolu puisque 89 % de ses citoyens se prononcent sur la sixième initiative de l'AN; le taux le plus bas est enregistré à Sion avec une participation de 74 %. Les écarts maximaux entre les taux des districts se situent généralement autour de 15 %, ce qui témoigne d'une relative homogénéité du comportement des citoyens valaisans, même si une légère différence apparaît entre les districts du Haut et ceux du Valais romand. En effet, les premiers connaissent une participation moins active que les derniers.

Même si l'intérêt pour la votation concernant les étrangers ne constitue pas le mobile de leur participation, les citoyens valaisans déposent leur bulletin dans l'urne et se prononcent sur les différentes initiatives et la loi fédérale. Ils refusent les initiatives de l'AN et du MNA dans une proportion toujours croissante: en 1970, 53 % des électeurs valaisans rejettent la deuxième; en 1974, ils sont 71 % à refuser la troisième; en 1977, 72 % se prononcent contre la quatrième et la cinquième; en 1988, 76 % contre la sixième. Les villes et les stations touristiques votent de façon constante contre les initiatives de l'AN et du MNA.

Le mouvement de mécontentement à l'égard des initiatives ne signifie pourtant pas que les Valaisans désirent une politique plus ouverte à l'égard des étrangers. En effet, l'initiative «Etre solidaires» rencontre un refus encore plus massif puisque 86% des citoyens valaisans la repoussent. Comme la loi fédérale, les deuxième et troisième initiatives de l'AN ont occasionné des votes serrés au niveau des districts et des communes. En 1970, quelque 3000 citoyens font pencher la balance du canton vers le non. Dans les districts de Brigue, de Conthey et de Monthey, l'écart se joue respectivement sur 66, 14 et 7 voix. Dans ceux de Loèche et d'Hérens, les citoyens acceptent l'initiative avec une majorité respective de 283 et 153 voix. Dans l'ensemble du canton, 94 communes refusent l'initiative alors que 73 l'acceptent. En découpant les résultats suivant les trois grandes régions, il ressort que dans le Haut-Valais, 50 communes disent non et 40 oui; dans le Centre, 21 disent non et 20 oui; dans le Bas-Valais, 23 disent non et 13 oui. Ainsi, les écarts sont particulièrement faibles dans le Centre et le Haut.

La perspective communale se révèle particulièrement intéressante lorsqu'on compare les votations de 1970 et 1974. Dans les districts de Viège et de Loèche, beaucoup de communes présentent un résultat favorable à l'initiative de l'AN puisque 13 sur 20 dans le premier district et 10 sur 16 dans le second se prononcent pour celle-ci. Quatre ans plus tard, alors qu'il n'y a plus que 18 communes en Valais à accepter la troisième initiative, 7 se situent dans le district de Viège, 7 autres dans celui de Loèche. La population résidante d'origine étrangère de ces districts étant nettement en dessous de la moyenne cantonale, il ne peut s'agir que d'une emprise étrangère théorique. Interrogé par la presse au lendemain des votations de 1974, le conseiller d'Etat Franz Steiner avançait l'hypothèse suivante:

Quant aux communes haut-valaisannes qui ont accepté l'initiative, il s'agit de localités aux capacités financières extrêmement limitées. Il y existe probablement une sorte de ressentiment à l'égard du mieux être du prochain. Il s'agit en outre de communes fournissant un certain nombre d'ouvriers aux usines des environs. En votant oui, ces derniers ont voulu manifester une certaine crainte dans le maintien de leurs places de travail.<sup>64</sup>

Dans le Valais romand, 2 communes sur les 33 qui avaient voté oui en 1970 conservent, en 1974, une position favorable: Bovernier et Isérables sises dans le district de Martigny. La presse avait aussi relevé un courant de «xénophobie» dans le Valais romand:

A cet égard, le vote du Valais est typique. Voilà un canton touristique qui n'est pas envahi par la main-d'œuvre étrangère dans les mêmes proportions que certains cantons alémaniques. Les communes rurales ne connaissent pas de problèmes particuliers quant au logement, aux bâtiments scolaires ou autres éléments de l'infrastructure. Et pourtant c'est chez elles que l'on rencontre, surtout dans le Bas-Valais, le plus fort pourcentage d'acceptation de l'initiative. A lire ces résultats, on se rend compte que les arguments découlant de la logique et de l'état de fait actuel ont cédé la place à la passion peu fondée sur la réflexion profonde, comme on le sait.<sup>65</sup>

64 *Nouveliste*, 21 octobre 1974, «Nos interviews», p. 3.

65 *Le Confédéré*, 9 mai 1970, «Un vote passionnel», article de Jean VOGT.

## Les prises de position

Vu les limites imposées par cet article, nous avons dépouillé le *Nouvelliste* et *Le Confédéré* sur les deux semaines précédant la votation, ainsi que les numéros qui donnent les résultats et les réactions; nous intégrons aussi d'autres documents ne provenant pas d'une recherche systématique. Nous présentons l'attitude de quelques milieux particulièrement intéressés par les scrutins concernant les étrangers.

### Les partis et les personnalités politiques

D'une façon générale, les principaux partis suisses s'opposent aux initiatives de l'AN et du MNA en 1970, 1974, 1977 et 1988. Une analyse de leurs programmes d'action pour la législature 1975-1979 révèle que le Parti démocrate-chrétien (PDC), le Parti radical démocratique (PRD), l'Union démocratique du centre (UDC) et le Parti socialiste (PS) entre autres, se penchent sur le problème des étrangers<sup>66</sup>. Une nette tendance se dégage qui vise à faciliter l'intégration, la naturalisation des étrangers, de même que la stabilisation puis la réduction de leur nombre.

Un examen plus détaillé révèle toutefois certaines nuances. Le PDC défend la liberté d'expression pour l'étranger car c'est un droit de l'homme, et il appuie l'initiative «Etre solidaires». Le PRD s'oppose à «toute discrimination des minorités» et encourage «l'égalité des chances» dans l'éducation. Le PS désapprouve l'utilisation des salariés étrangers contre les salariés suisses. Il propose d'offrir aux travailleurs immigrés une protection juridique et d'étendre leurs droits.

Sur le plan valaisan, les mots d'ordre du PDC, du PRD et du PS sont unanimes: il faut refuser toutes les initiatives antiétrangères. Les principales raisons invoquées concordent avec les principes des programmes cités ci-dessus; les initiatives sont inhumaines, désastreuses pour l'économie et peu flatteuses pour l'image de la Suisse. En 1974, le PSV précise pourtant qu'il:

[...] prend ses distances à l'égard de l'actuelle campagne des partis bourgeois contre l'initiative xénophobe car ces derniers, largement responsables de la situation actuelle, défendent des intérêts bien particuliers sans préconiser de politique nouvelle à l'égard des étrangers.<sup>67</sup>

En août 1974, un comité se constitue à Martigny «pour une politique raisonnable à l'égard des étrangers». Une brochette de personnalités politiques valaisannes emmenées par l'ancien président de la Confédération, Roger Bonvin, en font partie. Composé d'un conseiller d'Etat, de conseillers nationaux, de députés, de présidents de communes de tout bord,

<sup>66</sup> CFE, *Information*, n°5, août 1977, pp. 61-68.

<sup>67</sup> *Nouvelliste*, 16 octobre 1974, «Une initiative qui repose sur des considérations politiques primitives», article du Parti socialiste valaisan.

le comité désire mettre au point un programme pour préparer la votation d'octobre 1974. Plus d'une centaine de noms sont apposés sous un manifeste appelant les Valaisans à voter non:

Si l'initiative de l'Action Nationale passe, il arrivera ceci: 500 000 étrangers, hommes, femmes, enfants, devront quitter la Suisse. Chaque jour, un train de 500 expulsés quittera notre pays pendant trois ans.

Les ressources publiques diminueront. L'AVS sera mise en difficulté, les cotisations augmenteront.

Le revenu national baissera. Les petites entreprises seront plus frappées que les grosses. Les régions économiquement faibles seront frappées les premières, les plus pauvres seront encore plus pauvres. Si quelques-uns pourront supprimer leur superflu, la plupart devront supprimer une partie du nécessaire.<sup>68</sup>

En 1977, un comité d'action valaisan contre les «4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> initiatives xénophobes» fait paraître une liste de noms où l'on retrouve une quinzaine des signatures de 1974. Quelques personnes mentionnent les responsabilités qu'elles assument dans les organisations économiques du canton.

Il est intéressant de relever trois constatations: premièrement, les initiatives de l'AN et du MNA rencontrent l'opposition unanime des grands partis parce qu'elles portent atteinte au droit des personnes, à l'économie, à l'autorité fédérale... Deuxièmement, le succès qu'a enregistré l'initiative Schwarzenbach (557 714 oui et 654 578 non en Suisse, 16 808 oui et 19 709 non en Valais; en pourcentage, la proportion de oui est la même, 46%) contraste avec la position négative des partis. Il y a un décalage manifeste entre leurs recommandations et l'attitude du peuple. Troisièmement, le monde politique a pris conscience de l'importance d'un engagement individualisé. Confier à Roger Bonvin la présidence du comité d'action en 1974, c'est choisir une figure emblématique valaisanne, au-dessus des factions traditionnelles. Enfin, lorsque les partis ne s'avancent pas à défendre ou à combattre l'initiative «Etre solidaires», les personnalités politiques se dressent en deux camps regroupant les intérêts politiques et économiques d'une part, et les milieux politiques, ecclésiastiques, syndicaux et culturels d'autre part. Or, revendiquer des qualités autres que politiques dans le débat, c'est signifier les limites de ce pouvoir-là.

### Les milieux économiques

En 1970, les milieux touristiques, hôteliers et les groupements défendant les populations de montagne recommandent à leurs membres de rejeter l'initiative Schwarzenbach. A ces voix s'associent les contremaîtres, les professionnels de l'automobile, la commission de l'industrie du bois, les maîtres ferblantiers-appareilleurs... Toutes les branches de l'économie valaisanne vivent dans la crainte de perdre des travailleurs:

<sup>68</sup> *Le Confédéré*, 18 octobre 1974, «Le moment est venu d'être concret», article du Comité pour une politique raisonnable à l'égard des étrangers.



La grande affaire de Sion, en cas d'acceptation de l'initiative ne sera pas de réduire le nombre de ses hôtes. De toute urgence, il s'agira de retenir les travailleurs suisses et de résister à la surenchère salariale que provoquera inévitablement dans les cantons les plus forts et les plus riches, le départ d'une foule d'ouvriers allogènes. [...] Le Valais n'a jamais complètement endigué l'émigration vers le reste de la Suisse. [...] L'acceptation de l'initiative aggraverait évidemment le mal.<sup>69</sup>

Le monde des affaires tire ses conclusions de l'attitude politique du peuple suisse. Aussi se lance-t-il de façon plus directe dans la campagne précédant la votation de 1974. Les organisations économiques valaisannes appellent leurs membres à refuser la troisième initiative:

[...] son refus s'impose aussi parce qu'elle anéantirait une partie de l'effort laborieux que le Valais s'est imposé pour assurer un niveau de vie convenable à sa population.<sup>70</sup>

La crise économique ayant changé la conjoncture, les besoins de main-d'œuvre s'atténuent et les interventions des milieux économiques sont nettement plus clairsemées en 1977. Nous n'avons relevé que les recommandations de l'Union valaisanne des arts et métiers et celles de la Chambre valaisanne du bâtiment et du génie civil.

### Les milieux syndicaux

Sur le plan national, les formations syndicales ont maintes fois attiré l'attention des autorités sur les dangers représentés par une immigration massive. La «régulation à la frontière» constitue pour l'Union syndicale suisse:

[...] le moyen le plus efficace et le plus humain de réduire l'effectif des travailleurs étrangers et de stabiliser à tout le moins la population étrangère.<sup>71</sup>

L'USS approuve donc la politique fédérale; cependant, elle relève une divergence entre leurs vues: le Conseil fédéral s'est refusé à réduire de manière notable le chiffre maximum des saisonniers<sup>72</sup>. Les milieux syndicaux s'opposent en 1970, 1974, 1977 et 1988 aux initiatives de l'AN et du MNA. Cette attitude paraît approuvée par la base, comme en témoigne l'événement suivant:

Le 1<sup>er</sup> novembre 1980, 12 000 travailleurs et travailleuses manifestent devant le Palais fédéral à Berne pour affirmer leur volonté de solidarité et d'égalité entre Suisses et immigrés. Plusieurs dirigeants syndicaux, entre autres le président de la FOBB et le président de la commission de l'USS pour les travailleurs étrangers, prennent la parole pour tous les travailleurs. «La plus grande "manif" de Suisse» titre la presse au lendemain de ce rassemblement.<sup>73</sup>

69 Enquêtes de *La Feuille d'avis de Lausanne*, 26 mai 1970, «En Valais, on craint le départ des Suisses», citées par Marianne EBEL; Pierre FIALA, *Sous le consensus, la xénophobie*, Paroles, arguments, contextes (1961-1981), Lausanne 1983, p. 281.

70 *Le Confédéré*, 18 octobre 1974, communiqué de la Fédération économique du Valais.

71 USS, *Échec à l'initiative populaire contre l'excès de population étrangère*, Berne 16 avril 1970, p. 11.  
72 USS, *Rapport concernant la votation sur la 3<sup>e</sup> initiative contre l'emprise étrangère*, Berne 21 août 1974, p. 21.

73 EBEL; FIALA, *op.cit.*, p. 138.



Sur le plan cantonal, les prises de position concernant les initiatives émanent principalement de la Fédération valaisanne des syndicats chrétiens (FVSC), ainsi que de la Fédération chrétienne des travailleurs de la construction (FCTC) et de la section valaisanne de la FOBB. Un responsable des syndicats chrétiens caractérise, en 1970, les relations entre travailleurs d'origine différente:

Il y a eu de la méfiance. Vers 1950, le Valais souffrait encore de sous-emploi. Puis, il y a eu le "boom", la construction des barrages. Du coup le plein-emploi était assuré et, même, des ouvriers étrangers étaient importés. Mais, pour les Suisses, les nouveaux venus ne devaient pas s'installer. En cas de récession, priorité devrait être accordée aux travailleurs de chez nous, et les étrangers renvoyés chez eux. C'était une manière de se protéger contre l'avenir. Aujourd'hui tout a changé, tout le monde travaille.<sup>74</sup>

La même année, la FVSC reconnaît qu'il y a des problèmes. Elle se demande pourtant s'il est juste de faire supporter aux travailleurs étrangers les conséquences de la situation:

[...] la prospérité nationale est loin d'être justement répartie -trop de patrons ont eu comme seul souci de créer toujours de nouveaux postes de travail, sources de revenus accrus et de bénéfices colossaux- la sécurité sociale laisse largement à désirer.<sup>75</sup>

En 1974, réunis en séance, les membres de la FVSC émettent les considérations suivantes et recommandent de voter et de faire voter non:

Contrairement à ce que les ouvriers de chez nous craignaient -après être sortis d'une longue période de chômage- les travailleurs étrangers ne leur ont pas pris leur travail, mais les ont aidés à construire leur appareil économique -pensez aux barrages!- et à sortir ainsi du sous-développement pour participer enfin au progrès économique général et considérable qui a marqué notre pays depuis la fin de la dernière guerre.

Les ouvriers étrangers n'ont donc jamais été des concurrents mais des collaborateurs indispensables de nos ouvriers valaisans. [...]

En notre qualité de syndicalistes chrétiens, nous n'avons pas qu'à considérer l'aspect économique du problème. Nous voyons, en effet, dans l'ouvrier étranger et dans les membres de sa famille des personnes humaines faites comme nous de chair et d'os, d'esprit et de cœur. L'ouvrier étranger, c'est aussi notre prochain que nous devons aimer comme nous-mêmes, selon la loi du Seigneur.<sup>76</sup>

En 1982, dans une séance d'information concernant la loi fédérale sur les étrangers, le secrétaire de la FVSC affirme avec humour:

Cette loi est donc à l'image de la réalité helvétique: nuancée dans ses côtés progressistes, soucieuse des intérêts économiques en jeu!<sup>77</sup>

### Les milieux ecclésiastiques

Dans les quotidiens du 6 et 7 juin 1970, dates où se déroule la votation populaire de l'initiative Schwarzenbach, les Eglises de Suisse prennent

<sup>74</sup> Cité par EBEL; FIALA, *op.cit.*, p. 301.

<sup>75</sup> *Nouvelliste*, 5 juin 1970, «Au seuil de l'isolement».

<sup>76</sup> *Idem*, 15 octobre 1974, «Réagir humainement».

<sup>77</sup> *Idem*, 3 juin 1982, «Les trois oui unanimes du PDC du district de Sierre».

la parole. Leur intervention suit celle du Vatican qui condamne cette initiative car elle s'oppose à une des conditions majeures de notre époque: la coexistence pacifique de gens d'origine et de mentalité différentes. La cité pontificale observe avec attention la scène politique suisse et sa radio fait largement écho à l'appel que l'évêque de Lausanne, Genève et Fribourg lance contre l'initiative.<sup>78</sup>

La Fédération des Eglises protestantes de la Suisse, l'Eglise catholique romaine et l'Eglise catholique chrétienne de la Suisse estiment qu'«il ne leur est plus permis de se taire». Elles craignent les problèmes sociaux et économiques qui vont se présenter aux travailleurs étrangers et suisses. Elles rappellent:

[...] que la situation actuelle est aussi la conséquence de certaines mesures économiques et politiques. [...]

Mais le motif principal qui ne permet pas aux Eglises de se taire est le suivant: le remède préconisé par l'initiative est opposé à la mission chrétienne. Les travailleurs étrangers ne constituent pas une simple armée de réserve, que l'on pourrait engager ou renvoyer à plaisir. On ne met pas des frères à la porte.<sup>79</sup>

Elles s'affirment prêtes à collaborer à un effort commun «d'assimilation progressive des étrangers dans notre vie sociale, politique et religieuse». En 1972, des commissions protestantes et catholiques de Suisse alémanique publient une documentation intitulée «Ausländer unter uns» dans le but de mieux informer les ecclésiastiques et les personnes travaillant dans le domaine social. En 1974, la Fédération des Eglises protestantes de la Suisse et l'Eglise catholique romaine de Suisse (présidée par Nestor Adam, évêque de Sion) développent 7 thèses axées sur la dignité humaine. Ce document critique une attitude alors courante:

Il est regrettable que la politique actuelle à l'égard des étrangers à tous les niveaux, se limite pour ainsi dire à un vaste marchandage sur les chiffres.<sup>80</sup>

Les Eglises souhaitent qu'une réflexion s'instaure à tous les niveaux du travail ecclésiastique en précisant toutefois:

Notre intention n'est nullement d'apporter une solution toute faite au problème des étrangers, mais d'inviter le plus grand nombre possible de personnes à rechercher une solution.<sup>81</sup>

*Le Confédéré* du 15 octobre 1974 salue ces thèses: «Elles sont remarquables et résument tout ce problème lancinant». *Le Nouvelliste* du 9 mars 1977 publie un article du Conseil pastoral du diocèse qui reprend ces thèses. Ce document constitue donc la base de l'attitude des milieux ecclésiastiques lors des campagnes de 1974 et 1977, où ils n'interviennent que de façon ponctuelle.

78 *Idem*, 6-7 juin 1970, «Radio Vatican et l'initiative Schwarzenbach».

79 *Idem*, «Les Eglises ont le devoir de se prononcer, il ne leur est pas permis de se taire».

80 *Sept thèses des Eglises sur la politique à l'égard des étrangers*, Berne et Sion 1974, p. 12.

81 *Idem*, p. 2.

## La presse et l'opinion publique

Les vives réactions soulevées par l'initiative Schwarzenbach poussent les quotidiens suisses à ouvrir leurs colonnes aux libres opinions des lecteurs; leur rédaction s'engage aussi dans le débat. Le *Nouvelliste* qualifie la campagne d'«exceptionnellement intense». Il n'est pas d'accord avec cette initiative qui «s'attaque aux meilleurs travailleurs non-suisses»:

Et ce qui est capital à notre avis, ces familles étant, elles, entièrement amalgamées à notre population, demeurant dans le même genre d'appartements que les nôtres, s'habillant et se nourrissant comme de bons Suisses, elles replacent dans notre circuit économique, pratiquement tout l'argent qu'elles gagnent.

Il est donc révoltant que l'initiative ne s'attaque qu'à cette catégorie [...] de très loin la meilleure, tant par son rendement, par son sérieux, que par l'intérêt qu'elle porte de toute évidence à notre petite patrie helvétique, puisqu'elle a choisi d'y rester, voire de se faire naturaliser, ou en tous les cas d'encourager ses enfants à le faire.<sup>82</sup>

Ce journal estime que les saisonniers sont par contre «beaucoup moins intéressants» et que leur présence crée des problèmes:

Ces saisonniers, qui se savent exploités, qui vivent la plupart du temps dans des locaux parfaitement insalubres et très souvent par leur faute, NE VEULENT RIEN DEPENSER EN SUISSE, hormis un minimum pour leur nourriture. Ils sont d'ailleurs bien forcés de se serrer la ceinture pour subvenir aux besoins de leur ménage qu'ils ont provisoirement abandonné.

Quand ces «hirondelles» repartent, il leur arrive même d'emporter dans leurs valises un tas de choses qui n'ont pas été précisément achetées... [...] Il est en effet notoire que cette dernière catégorie de travailleurs désire très souvent se former à nos frais, abuser au maximum de leur court passage dans notre pays et disparaître ensuite à tout jamais les poches pleines de tout ce qu'ils ont trouvé.

Ceux qui ont à se plaindre des travailleurs étrangers -souvent à juste titre malheureusement- doivent enfin comprendre qu'il est impossible de leur demander de vivre comme nous, dès leur arrivée. Le côté tragi-comique de cet aspect du problème réside dans le fait que ceux qui nous énervent le plus par leur comportement sont précisément les saisonniers, ces inadaptés favorisés par l'initiative. Ce n'est qu'un des côtés grotesques de cette dernière.<sup>83</sup>

Partisans ou adversaires de l'initiative écrivent leurs opinions que les journaux publient dans les pages ouvertes à cet effet. Nous n'entrons pas dans le détail des arguments qui rejoignent ceux des milieux étudiés ci-dessus; nous n'en retenons qu'un ou deux à titre d'illustration. Les intervenants s'accordent à trouver un mérite à l'initiative: celui de soulever un problème important. Des deux côtés, ils reconnaissent qu'il existe des conflits entre Suisses et étrangers, «non pas au niveau des contremaîtres ou des ouvriers qualifiés mais bien au niveau des manœuvres»<sup>84</sup>. Ils

82 *Nouvelliste*, 30-31 mai 1970, article d'André LUISIER.

83 *Ibid.*

84 *Idem*, 2 juin 1970, «Jusqu'à quand permettrons-nous que ces étrangers...», article de Laurent FUMEAUX.

font appel aux valeurs chrétiennes qu'il faut aussi appliquer aux relations avec les étrangers. C'est pourquoi ils se demandent s'ils ont le droit de raisonner en ne se penchant que sur les intérêts suisses. Quelques-uns se lancent dans un examen de conscience:

Puisque nous nous basons sur les statistiques qui offrent aisément le flux de cette "invasion", je me permets d'ouvrir une parenthèse: a-t-on établi une statistique des décès des ouvriers étrangers survenus sur les chantiers? Le pourcentage de ceux-ci devrait nous faire réfléchir et nous faire poser la question suivante: ne sont-ils pas morts souvent, par notre manque de prévoyance et à la place des ouvriers suisses qui ont souvent refusé certains travaux parce que trop exposés au danger? La loi nous obligeait à certaines prévoyances, nous en avons prévu le minimum, comme d'ailleurs nous ne sommes pas très difficiles sur le degré de confort accordé à leurs logements.<sup>85</sup>

Des personnes estiment que l'initiative Schwarzenbach équivaut à un «recroquevillement» de la Suisse qui «irait donc à contre-courant, drapée dans un orgueil d'illusoire pureté», alors même qu'elle doit participer à des discussions à Bruxelles qui décideront de son association ou de son adhésion à la CEE.

En automne 1974, la même animation caractérise la campagne précédant la votation de la troisième initiative antiétrangère. Les gens sont divisés sur la nécessité de renvoyer les étrangers chez eux. Les partisans de l'initiative souhaitent par cette mesure toucher certains de leurs concitoyens et:

[...] mettre fin par un oui à l'imagination fertile de ces assoiffés de croissance qui lentement mais sûrement, ruinent et asphyxient notre patrimoine national, nos coutumes et nos libertés.<sup>86</sup>

Déçus par le laxisme des autorités fédérales, ils éprouvent de vives craintes:

Il est en effet bien certain que si cette initiative devait être repoussée, ce serait la porte ouverte à l'invasion. La menace du verdict populaire écartée, plus aucun obstacle ne se dressera sur la route des intéressés.<sup>87</sup>

Sous le titre «Qui ricane derrière l'initiative?», un article attire l'attention du public sur une machination ourdie par l'Est:

Qui peut avoir avantage à voir désorganiser et ruiner un pays, si ce n'est le vieil ennemi de l'Occident? Qu'on se réfère p.ex. aux articles de Suzanne LABIN, parus à maintes reprises dans le *Nouvelliste*. [...] Elle fait en réalité le jeu du communisme, contrairement au but espéré.<sup>88</sup>

Les adversaires de l'initiative reprennent les types d'arguments déjà évoqués en 1970. Nous relevons un article qui présente une question nouvelle sous le titre «Sport aux aguets». Son auteur s'inquiète des conséquences de l'initiative sur l'avenir de quelques activités sportives:

Or que deviendrait le football sans joueur étranger, le hockey sur glace et surtout le basket-ball, qui connaît une nouvelle vague? Sans ces joueurs et sans ces entraîneurs de grande valeur...<sup>89</sup>

85 *Idem*, 30-31 mai 1970, «Eux et nous», article de FOGUE.

86 *Idem*, 16 octobre 1974, «Humanité intéressée», article de A. PAILLARD-MONNET.

87 *Ibid.*

88 *Idem*, article de A. MARET.

89 *Le Confédéré*, 18 octobre 1974, article de Georges BORGEAUD.



Gare de Brigue, «Italiens parmi nous», 1970 (photo Oswald Ruppen).

La campagne de 1977 rencontre un écho nettement moins important. L'heure est à l'élection du Conseil d'Etat dont le deuxième tour se déroule le 12 et 13 mars, en même temps que les votations populaires. Les colonnes du *Nouvelliste* sont aussi occupées par des affaires de presse qui l'opposent à l'*Impartial* et à la *Tribune de Lausanne*.

Pas plus que la loi fédérale sur les étrangers de 1982, la sixième initiative antiétrangère ne suscite de débat public; en effet, l'unanimité se fait dans les deux cas. Un élément nouveau intervient pourtant en 1988, illustré par cette remarque du rédacteur du *Confédéré* du 6 décembre:

Le problème des requérants d'asile qui est un tout autre problème, inquiétait certains milieux de l'économie et en Valais de l'hôtellerie, en se disant que le peuple suisse pouvait faire une confusion funeste -vu le tintamarre autour du problème des demandeurs d'asile- avec le problème des étrangers en général visé par cette initiative.

Or, si les citoyens risquent de confondre travailleurs étrangers et requérants d'asile, c'est que l'intérêt de la presse et de l'opinion publique s'est passablement détourné des premiers pour se concentrer sur les seconds, signe certain que le débat sur les travailleurs étrangers ouvert par les initiatives de l'AN et du MNA s'atténue, même si les sentiments «xénophobes» se ravivent en se focalisant sur d'autres types d'étrangers.

Après toutes ces interventions, il est intéressant de présenter le résultat d'une enquête réalisée en janvier 1989 par l'Institut de recherche sur l'environnement construit (IREC), à la demande des autorités communales de Monthey<sup>90</sup>. Les gens peuvent nuancer par une réponse graduée l'affirmation «les étrangers sont bien intégrés à Monthey». 68,5 % des questionnaires assurent qu'ils le sont. L'avis des personnes domiciliées à Monthey revêt une signification particulière car ce district accueille, tant en 1980 qu'en 1990, une population résidente d'origine étrangère nettement supérieure à la moyenne cantonale. Cependant, il faut admettre que les travailleurs établis ou annuels sont mieux insérés dans le tissu socio-économique que les saisonniers. Certains sont plus «étrangers» que d'autres.

## Le statut de saisonnier

La présentation des travailleurs étrangers a mis en évidence une population étrangère jeune, active, masculine. Les saisonniers qui forment la catégorie la plus nombreuse en Valais jouent un rôle déterminant dans certaines branches économiques comme la construction et l'hôtellerie. Leur condition soulève pourtant quelques problèmes. Pour effectuer une demande de permis, l'étranger doit avoir un contrat de travail. Lors de son entrée en Suisse, il doit déposer son passeport ainsi que son autorisation

<sup>90</sup> IREC, *Marché du logement et usages de la ville*, Enquête auprès des habitants de Monthey, EPFL, n° 87, 1989, p. 7.

de séjour et de travail au moment de la visite médicale qui signifie, lorsqu'elle est négative, la perte du permis et le retour dans le pays sans compensation financière.

Pour les aider dans ces formalités, les syndicats chrétiens valaisans organisent chaque année l'accueil des saisonniers à Martigny, à l'occasion du contrôle sanitaire à l'hôpital de la ville. Ils mettent en cause la pertinence de la visite médicale:

A noter qu'il n'y a pas de contrôle sanitaire obligatoire à la sortie, en fin de saison, contrôle qui permettrait peut-être de déceler un état de santé précaire et d'accorder à l'intéressé les soins que son état réclame. On éviterait ainsi, dans une large mesure, ces renvois pour raison de santé.<sup>91</sup>

Les syndicalistes tentent de donner «un peu de chaleur humaine» à ces formalités, mais surtout à l'attente parfois longue qu'elles occasionnent. Aussi les saisonniers sont-ils accueillis par des personnes parlant leur langue; ils reçoivent une petite collation et des renseignements pratiques sur leurs conditions de travail et leurs principaux droits.

Les travailleurs saisonniers commencent ensuite leur activité. Ils débute dans des conditions délicates: le permis appartient théoriquement à l'employeur pendant les 30 premiers jours de travail. Ainsi, un licenciement immédiat pendant cette période entraîne l'annulation du permis et le retour immédiat de l'ouvrier dans son pays.

Un handicap pèse lourdement sur les femmes au bénéfice du permis A: leur employeur a le droit de ne pas renouveler leur contrat si elles sont enceintes. Un événement qui a fait la une de l'actualité valaisanne en mai 1989 illustre les conséquences possibles de cette mesure. Sous le titre «Bébé abandonné», le *Nouvelliste* relate les circonstances où un nouveau-né est découvert, le 16 mai, à 7h30. C'est une petite fille de un ou deux jours, en bonne santé. Les 24 et 25 mai 1989, l'affaire s'éclaircit, et le *Nouvelliste* titre en première page: «Catherine a retrouvé sa mère». C'est une Portugaise encore mineure, qu'on a conduite à l'hôpital de Sion, puis dans un home de la ville. Le 26 mai, les lecteurs apprennent toute l'histoire:

L'on connaît aujourd'hui le calvaire que celle-ci a subi depuis fin 1988. Apprenant qu'elle se trouvait enceinte, son patron n'avait pas renouvelé son contrat de travail. Rentrée dans son pays, la jeune Portugaise rencontrait l'incompréhension hostile de sa famille. La voici donc revenue à Sion en février 1989. Elle ne demande de l'aide à personne, dort sur les pas-de-porte des habitations et s'alimente parfois avec des fonds de poubelles.<sup>92</sup>

Le journal rassure la population sur le sort de cette famille: elle sera prise en charge économiquement par la ville de Sion qui procurera un logement ainsi qu'un permis de séjour et de travail à la jeune mère. Cet événement suscite surtout des sentiments de compassion pour l'enfant abandonné:

91 *Actif*, n°103, 10 avril 1986, article d'André PERRUCHOU.

92 *Nouvelliste*, 26 mai 1989, «Catherine reste avec sa maman et trouve un parrain».



[...] l'histoire de ce mystérieux enfant a ému tout le Valais central. Les autorités ont reçu des centaines d'appels de la part de personnes qui voulaient adopter l'enfant venu de nulle part.<sup>93</sup>

A l'occasion de ce drame, on n'évoque jamais la responsabilité du statut de saisonnier qui permet à l'employeur de se débarrasser aisément d'une femme enceinte et d'éviter ainsi les problèmes provoqués par l'incapacité de travail et le congé de maternité. Les assurances sociales ne couvrent pas les frais occasionnés par la grossesse ou l'accouchement d'une saisonnière employée en Suisse:

Une saisonnière enceinte doit quitter le pays. Cette disposition pousse à l'avortement qui est effectivement particulièrement fréquent chez les saisonnières.<sup>94</sup>

La précarité de leur situation conduit les travailleurs saisonniers à s'accommoder des conditions qu'ils trouvent: logement, salaire, horaires, privation de droits politiques... La presse rend compte périodiquement de certaines situations. Les 26 et 27 juin 1973, l'Agence télégraphique suisse et certains journaux publient un communiqué intitulé «A propos d'Emosson» qui émane de la Commission romande de pastorale en monde ouvrier. Celle-ci dénonce les horaires de travail excessifs, l'absence de lieux de détente et le non-paiement des heures supplémentaires. Ces critiques provoquent l'ire du *Nouvelliste* qui titre: «A propos des chimériques "atrocités" des chantiers du Grand Emosson. Nouveaux exploits de l'aumônier désœuvré et du député démagogue». Le quotidien relève le peu d'écho que ce communiqué rencontre dans la presse romande:

Mais la Radio romande, dans son émission "le micro dans la vie" d'hier soir, nous a de nouveau démontré les beautés de l'information à sens unique. Elle a interviewé l'aumônier désœuvré et le député démagogue. Ce dernier a fait étalage de sa science toute fraîche, procurée par le manifeste dont nous avons fait état, en reprenant la fable des 100 000 heures prétendument dues. Mais il ne serait pas venu à l'idée des journalistes de notre radio de nous faire entendre l'opinion des entreprises d'Emosson, et encore moins celle des ouvriers.

Pour mettre fin à toute divagation socialo-démagogique nous ne saurions faire mieux que de reproduire intégralement la réponse que le gouvernement valaisan a donnée le 14 mai 1973, au député trublion.<sup>95</sup>

Le même député est ensuite revenu sur le sujet en développant devant le Grand Conseil une interpellation urgente concernant la protection ouvrière du chantier d'Emosson, le 27 juin 1973:

Je possède dans mes dossiers certains bulletins de paie d'où il ressort que des ouvriers ont été employés jusqu'à concurrence de 272, 289, 250, 276, 295 et même 305 heures par mois, ce qui représente à peu près, pour les cas les plus graves, des semaines de l'ordre de 60 à 75 heures de travail sur l'ensemble du mois.<sup>96</sup>

93 *Idem*, 24 et 25 mai 1989, «Catherine a retrouvé sa mère».

94 *Le Confédéré*, 5 avril 1981, «Initiative "Être solidaires" La réalité d'une discrimination».

95 *Nouvelliste*, 28 juin 1973.

96 CALVARUSO, *op.cit.*, p. 169, le député François COUCHEPIN devant le Grand Conseil valaisan.



Le *Nouvelliste* conteste ces affirmations. Pour preuve de leur absence de fondement, il précise que les ouvriers sont satisfaits de leur sort puisque 86 % d'entre eux travaillaient déjà sur ce chantier à la fin de la saison passée. De plus, la télévision romande qui a réalisé un reportage de 7 jours sur les chantiers n'a rien trouvé «à reprocher à la direction des travaux et aux entreprises». Il termine l'article par une critique de l'ingérence d'ecclésiastiques dans les affaires séculières:

Mais quand le prêtre fait de la démagogie, quand il ne se bat que pour la satisfaction des besoins terrestres, on aboutit fatalement à une Eglise horizontale. Dès lors, faut-il encore un aumônier, alors qu'un sociologue ou plutôt un commissaire politique suffirait?<sup>97</sup>

Le problème du logement des travailleurs étrangers occupe peu souvent les colonnes des journaux. En 1974, la *Tribune Le Matin* dénonce une entreprise martigneraïne qui ne respecte pas l'ordonnance de 1949. Le secrétaire de la Fédération valaisanne des syndicats chrétiens affirme alors qu'il y a eu des problèmes de logement en Valais depuis 1949 et il signale des cas récents: en 1971, à Thyon 2000 et dans le bassin sédu-nois; en 1972, à Montana... Il cite même une situation concrète:

Les ouvriers d'une maison de fruits logent dans une véritable hutte, sans fenêtre ni douche, dans les alentours de Sion, et lorsqu'ils se déplacent à Bieudron ou Loye, ils dorment à même le sol sur des paillasses et ne disposent ni d'eau ni de lumière.<sup>98</sup>

Le *Nouvelliste* réagit vivement à cet article et met en question l'objectivité d'autres quotidiens romands alors que lui-même ne publie que le résultat d'une enquête effectuée auprès de l'entreprise incriminée; il évoque en outre une action de dénigrement contre le Valais. Les conditions de logement des immigrés sont loin de s'améliorer puisque le nombre de travailleurs temporaires et saisonniers augmente constamment. Du reste, les administrations communales n'inspectent pas toujours les locaux qu'elles déclarent propres à l'habitation.

Au printemps 1976, une affaire d'un autre ordre préoccupe le *Nouvelliste* qui titre au fond de la première page «Communistes italiens en action à Monthey» et poursuit:

On ne sera pas étonné d'apprendre qu'à Monthey un certain nombre de membres de la colonie italienne commencent à se manifester autrement que par des réunions amicales.<sup>99</sup>

Cette ville qui semble suspecte au *Nouvelliste* se montre «trop bonne» parce qu'elle accorde locaux et subsides aux colonies étrangères. «On est en droit de se demander si l'effort social fait par la communauté monthésanne est bien placé». Et, en précisant que tous les étrangers «italiens notamment, ne sont bien sûr pas des éléments subversifs», le journal indique que la police connaît les meneurs et n'a rien à leur reprocher:

<sup>97</sup> Voir note 96.

<sup>98</sup> *Tribune Le Matin*, 20 juin 1974, article de Liliane VARONE, propos de Michel ZUFFEREY, secrétaire syndical.

<sup>99</sup> *Nouvelliste*, 10 et 11 avril 1976, «Communistes italiens en action à Monthey».

[...] sur le plan professionnel et sur celui des mœurs. Ils ont été formés à une excellente école et trompent facilement le citoyen non averti.<sup>100</sup>

Le *Nouvelliste* passe ensuite à la mise en garde:

Il faut absolument que nos autorités compétentes réagissent avant qu'il ne soit trop tard. Sait-on aussi que Monthey est un centre de ralliement de militants de la LMR [Ligue marxiste révolutionnaire] de Suisse romande? On y vient de Genève, de la région de la Côte, de Lausanne et d'ailleurs. Il y a lieu de s'en inquiéter avant que nous ne soyons submergés par un ensemble d'individus qui n'ont certainement pas comme point de mire le bien du pays qui les a vus naître ou qui les accueille.<sup>101</sup>

Le soupçon que le *Nouvelliste* fait peser sur les organisations italiennes est partagé par différents milieux, puisque la CFE relève en 1980 que:

La crainte d'une infiltration politique, exprimée de divers côtés dans les années 50-60 à la suite de l'immigration massive, se révèle aujourd'hui infondée.<sup>102</sup>

## L'obstacle au changement: la primauté de l'économie

Les milieux économiques ou politiques dont l'influence est grande sur l'opinion publique perçoivent la main-d'œuvre étrangère comme une force de travail au service du pays d'accueil. Cette subordination des facteurs humains à l'évolution du marché constitue le principal obstacle à un changement d'attitude à l'égard des travailleurs étrangers. Lorsqu'un grave problème se présente, comme le drame survenu sur le chantier du barrage de Mattmark, les réactions sont révélatrices des exigences à leur égard.

### Le drame de Mattmark

Le 30 août 1965, vers dix-huit heures, une partie de la langue frontale du glacier suspendu de Mattmark s'effondre sur le chantier du barrage engloutissant 88 personnes, du matériel, des machines, des ateliers, des cantines et des bureaux... Le nombre des victimes aurait pu être plus considérable encore si l'on sait que durant la journée 700 personnes sont occupées sur le chantier. Les journaux valaisans, suisses et étrangers suivent de près cette affaire qui suscite de vives réactions par le nombre et la nationalité des victimes. Le 31 août, le président du Grand Conseil, Aloys Copt, met en cause dans son allocution les forces de la nature:

La montagne vient de tuer de nombreux ouvriers suisses et étrangers. [...] Il semble que la montagne ait voulu se venger à Mattmark des atteintes subies.<sup>103</sup>

100 *Idem*, 14 avril 1976, «Les communistes italiens libres d'agir à leur guise à Monthey?».

101 *Ibid.*

102 CFE, *Information*, n°11, mars 1980, p. 33.

103 *Bulletin des séances du Grand Conseil*, (cité désormais BGC), 31 août 1965.

Le 9 septembre, les obsèques des victimes de la catastrophe de Mattmark sont célébrées à Saas Grund. La cérémonie est retransmise à la radio par les trois émetteurs nationaux. Le président de la Confédération, Hans-Peter Tschudi, y assiste :

Les paroles émues qu'il a prononcées ont montré combien la Suisse tout entière, dans son entité populaire comme dans son entité officielle, participe à un malheur dont les proportions humaines ont débordé largement les limites d'un dramatique accident de chantier.<sup>104</sup>

Le grand nombre de morts contribue à amplifier l'événement, alors qu'un accident de chantier est traité plus discrètement. Unanime, le pouvoir politique donne à l'événement l'ampleur d'une catastrophe nationale.

Les communes de la vallée de Saas font preuve de respect à l'égard des victimes lorsqu'elles s'adressent au Conseil d'Etat pour qu'il demande à la direction du barrage :

[...] que les travaux de construction de la digue de Mattmark restent interrompus jusqu'au moment où tous les corps ensevelis auront été retrouvés.<sup>105</sup>

L'entreprise qui ne pouvait reprendre les travaux avant la découverte des 61 corps encore ensevelis a déplacé les ouvriers sur d'autres chantiers :

Certains d'entre eux, notons-le, se refusent à quitter les lieux sans avoir retrouvé leurs camarades de travail.<sup>106</sup>

Avec courage, solidarité et humanité, ils poursuivent les recherches malgré la dégradation des conditions atmosphériques et la faiblesse des moyens à disposition. Au 30 novembre 1965, 81 corps ont été retrouvés et identifiés. Le 24 décembre, il ne reste plus que deux personnes disparues sur les 88 victimes.

Après l'annonce de la catastrophe, le cartel des syndicats chrétiens du Valais titre « Pour ceux qui sont morts sur le champ d'honneur et leurs familles ». Il se demande que faire :

[...] devant cette catastrophe qui, heureusement, n'est pas due à la malignité des hommes mais aux forces mystérieuses de la nature.

La vérité et la charité chrétienne nous indiquent le chemin à suivre. Nous devons prier pour que Dieu ouvre toutes grandes les portes de Son Paradis à ces braves travailleurs qui connaîtront enfin et pour toujours le bonheur dans la Cité éternelle du repos et de la Lumière.<sup>107</sup>

Le cartel syndical invite les sections villageoises à faire dire des messes, à participer en nombre à l'office de Requiem célébré le 4 septembre à la cathédrale de Sion et à répondre favorablement à la collecte organisée pour les sinistrés. Il aborde aussi le terrain social :

Il faudra exiger des assurances sociales qu'elles fassent tout leur devoir envers les survivants. Ici, les autorités ont une mission spéciale à remplir.<sup>108</sup>

104 *Neuchâteliste*, 11 septembre 1965, « Contre la politisation du drame ».

105 *Idem*, 23 septembre 1965, « Mattmark : les autorités communales de la vallée de Saas souhaitent que les travaux de la construction de la digue restent interrompus tant que les derniers corps n'auront pas été découverts ».

106 *Idem*, 22 septembre 1965, « Mattmark... 20 jours après ».

107 *Idem*, 3 septembre 1965, « Pour ceux qui sont morts au champ d'honneur et leurs familles ».

108 *Ibid.*

Cette référence au pouvoir politique suggère que la force des syndicats ne suffit pas à garantir le respect des droits des travailleurs. Dans ce canton sans tradition syndicale, ils sont régis par la loi de protection ouvrière du 18 janvier 1933. La défense des travailleurs est un sujet de préoccupation puisque plusieurs interventions attirent l'attention du Grand Conseil, entre 1950 et 1955, sur les accidents survenus dans les grands chantiers. Lorsqu'il développe son interpellation sur la prévention de ceux-ci, un député met en cause le manque de prévoyance<sup>109</sup>. Le président du Conseil d'Etat, Maurice Troillet, lui répond qu'il n'est pas toujours facile de déterminer les responsabilités et que l'argent manque pour créer cet inspectorat cantonal. Les accidents se succèdent pourtant: en 1951, 37 morts dont 15 sur le chantier de la Dixence, faute de boisage; en 1954, 6 morts causées par l'effondrement de la tour à béton de Mauvoisin... Le canton semble réticent à intervenir dans le domaine social. La crainte d'éloigner les investisseurs et de porter ombrage à la récente prospérité peut expliquer leur manque d'engagement. La révision de la loi de protection ouvrière du 18 janvier 1933 devient donc le seul moyen d'agir. Elle fait l'objet de plusieurs motions déposées au Grand Conseil à partir de 1958.

Les propos des syndicats chrétiens étonnent: le sacrifice des travailleurs est admis, justifié même par le destin. La qualité des mesures prises les a peut-être dissuadés de s'en prendre aux entreprises concernées. Il faut préciser que sur le chantier de Mattmark:

Dans le domaine de la sécurité tout avait été prévu. Preuve en est que sur l'ensemble des chantiers de Mattmark - hormis la tragédie imprévisible - on ne déplore que la perte de 17 vies humaines, contre 110 à la Grande Dixence.<sup>110</sup>

La Fédération romande des syndicats chrétiens, quelques jours après le drame, fait le panégyrique de la valeur morale du travail. Par le ton ou les termes, cet article renvoie à l'épopée des barrages:

"Tu domineras la terre, tu la mettras à ton service", voilà le commandement donné par Dieu à l'homme à l'origine des temps. Les travailleurs du Mattmark, répondant à cet ordre, sont allés dans la montagne valaisanne agreste et sauvage afin de dompter et de domestiquer une de ces énergies extraordinaires - l'électricité - qui doit augmenter le confort de la société humaine. Un nombre imposant d'entre eux sont morts dans l'accomplissement de leur mission admirable qui continue, en quelque sorte, la création inachevée par Dieu. Notre douleur est immense devant cette épreuve qui a exigé le sacrifice de si nombreuses vies humaines et qui plonge dans la détresse et la désolation des familles ravagées par le chagrin.<sup>111</sup>

Le caractère grandiose de l'œuvre à laquelle il est associé fait admettre la mort de l'ouvrier. Le mot «sacrifice» revient aussi, le 21 septembre, dans les propos du président du Conseil National, Franz-Josef Kurmann.

109 BGC, 1952, février prorogée novembre, p. 34.

110 *Nouvelliste*, 27 février 1972, «Incident oratoire lors de la dernière journée du procès de Mattmark. La défense veut rétablir la vérité».

111 *Syndicalisme*, Genève 10 septembre 1965, «Pour ceux qui sont morts sur le champ d'honneur du travail et leurs familles», Fédération romande des syndicats chrétiens.

Celui-ci souligne «le sacrifice des travailleurs étrangers occupés sur nos chantiers»<sup>112</sup>. Il s'avère, en effet, que les saisonniers sont beaucoup plus touchés par les accidents de travail que les autres catégories de travailleurs<sup>113</sup>. Or, il y a malhonnêteté à utiliser le terme de sacrifice à leur propos, car ce mot implique un acte volontaire de renonciation alors qu'ils ne sont venus que pour travailler.

La question des responsabilités est exclue des prises de position qui, presque unanimement en Suisse, admettent une catastrophe naturelle. Pourtant les autorités de Saas interpellent l'entreprise de construction:

Des spécialistes de cette dernière se sont mis à la disposition des autorités pour prendre position à l'égard des diverses accusations formulées par la population.<sup>114</sup>

Les communes reçoivent des garanties que la construction du barrage ne constitue pas une menace pour leurs habitants. De façon indirecte, les gens de la région mettent en cause les responsables du barrage puisqu'ils attendent d'eux l'assurance de la sécurité. Ces entreprises font d'ailleurs l'objet de vives critiques au parlement et dans la presse italienne, de même que dans les partis de gauche de la Suisse. Le *Nouvelliste* défend les responsables du barrage de Mattmark attaqués dans la presse romande.

Lors du procès qui s'ouvre à Brigue, le 23 février 1972, le *Nouvelliste* conserve l'attitude favorable qu'il a toujours eue envers les accusés. Le verdict tombe, le 3 mars 1972: il blanchit les 17 inculpés à la satisfaction du journal. Ce jugement suscite une sévère réaction de la presse italienne qui soupçonne Electrowatt, la plus grande société hydro-électrique de Suisse, d'avoir usé de son influence. Le *Nouvelliste* s'indigne de l'attitude critique de la gauche suisse.

Vingt ans après l'accident de Mattmark, la FOBB rappelle les circonstances du drame ainsi que le déroulement du procès. Elle relève six négligences responsables de la situation: l'absence d'un contrôle permanent; l'absence d'un système d'alarme; la non-prise en compte des avertissements répétés de personnes étrangères au chantier; l'inattention aux signes de danger du glacier qui avançait de 5 mètres par jour; la non-fermeture du chantier; l'interdiction par l'armée de tout bivouac sur le site de la catastrophe où sont morts 56 Italiens, 27 Suisses, 2 Espagnols, 2 Autrichiens et un apatride<sup>115</sup>.

### L'initiative «Etre solidaires»: un autre regard sur l'étranger

La campagne et la votation de l'initiative «Etre solidaires» qui prennent en considération la dimension humaine du saisonnier constituent un

<sup>112</sup> *Nouvelliste*, 21 septembre 1965, «En ouvrant la session d'automne des chambres fédérales, M. Kurmann a évoqué la catastrophe de Mattmark».

<sup>113</sup> CALVARUSO, *op.cit.*, p. 109.

<sup>114</sup> *Nouvelliste*, 30 novembre 1965, «Il y a trois mois: c'était la terrible catastrophe de Mattmark».

<sup>115</sup> FOBB, n° 103, 10 septembre 1985.

bon révélateur de la capacité du Valais à concevoir de nouveaux rapports avec ces travailleurs.

Sur une impulsion donnée en 1973 par le KAB (Katholische Arbeiter Bewegung), un comité se constitue et bénéficie de l'appui de groupes divers et des centres Suisses-Immigrés. En 1977, une communauté de travail «Etre solidaires» dépose une initiative dans le but de privilégier les droits humains et sociaux des travailleurs étrangers, de fonder la législation qui les concerne sur des principes justes et égalitaires, et de leur garantir la sécurité juridique.

En 1981, deux comités se forment en Valais: l'un contre, l'autre pour l'initiative «Etre solidaires». La liste des 34 opposants comprend des hommes politiques de tout bord, ainsi que des responsables d'organisations économiques valaisannes. Parmi eux se retrouvent une douzaine de personnes qui avaient combattu précédemment les initiatives de l'AN et du MNA. «Conscients des dangers que comporte l'initiative», ils lancent un appel afin que les citoyennes et les citoyens valaisans votent non les 4 et 5 avril 1981<sup>116</sup>. Le comité de soutien à «Etre solidaires» compte plus de 70 noms, parmi lesquels se trouvent 17 ecclésiastiques, 9 anciens adversaires des initiatives antiétrangères, des représentants des professions libérales et des syndicats ainsi que des étudiants. Ils recommandent de voter oui car cette initiative prévoit l'amélioration des conditions de vie des étrangers, la stabilisation de leur nombre et l'abolition du statut de saisonnier. Une dizaine de ces personnes se retrouveront en 1985, dans le comité de soutien du Centre Suisses-Immigrés du Valais central.

Ces personnalités s'engagent d'autant plus activement dans le débat ouvert par «Etre solidaires» que les partis éprouvent de la difficulté à présenter un mot d'ordre tant la division est grande dans leurs rangs. Si au niveau suisse, le PSS, l'USS, l'UDC et le PRD prennent au départ une position qui lui est favorable, ils ne défendent pas l'initiative durant la campagne. L'AI et le PDC restent dans le comité d'initiative, mais n'exercent pas de soutien actif<sup>117</sup>. Le PRD valaisan laisse la liberté de vote à ses adhérents; toutefois, dix personnalités signent un article intitulé «Des radicaux disent oui à "Etre solidaires"». Si le PDC suisse tente de trouver un compromis pour les saisonniers, le PDC valaisan adopte une attitude plus dure:

[...] mais avec une sourdine, le PDC valaisan est encore fortement clérical et l'Eglise parle toujours plus nettement contre le fameux statut.<sup>118</sup>

L'initiative «Etre solidaires» suscite l'engagement personnel des membres des Eglises qui prennent la parole, font partie de comités d'action et apposent leur signature sur les listes de soutien à l'initiative. Ils vont donc bien au-delà de l'attitude réservée de l'Eglise lors des campagnes de 1974 et 1977, ce qui suscite les critiques tant de la presse politique que des citoyens.

116 *Le Confédéré*, 31 mars 1981.

117 Gérard de RHAM; Sophie MARTIN, «L'initiative "Etre solidaires", un pluralisme mystificateur?», dans *Annuaire suisse de science politique*, n°16, 1976, p. 142.

Les milieux économiques montent aux barricades; l'Union valaisanne du tourisme, la Société des cafetiers, restaurateurs et hôteliers ainsi que la Fédération économique du Valais sont unanimes: l'initiative «Etre solidaires» constitue une menace pour le canton:

Elle pénalise unilatéralement des secteurs clé de son économie; elle entraîne de graves inconvénients pour le marché du travail dans les régions de montagne; elle constitue une menace pour la sécurité de l'emploi des Valaisans. [...] Son défaut majeur est de pénaliser plus gravement des branches d'activité déjà défavorisées et d'aller à l'encontre des efforts visant à atténuer les disparités entre les différentes régions du pays.<sup>119</sup>

Comme en 1970, la crainte de voir les travailleurs (cette fois-ci les étrangers surtout) quitter la zone de montagne pour des régions plus développées de la Suisse pousse le Valais à protéger son marché du travail. Et, par dessus tout, les milieux économiques du canton ne peuvent renoncer au statut de saisonnier que l'initiative «Etre solidaires» veut abolir:

En supprimant le statut de saisonnier, elle ignore une réalité climatique et économique qui est pourtant évidente en Valais; elle met gravement en péril l'essor de notre tourisme, elle compromet la viabilité de nombreuses entreprises petites et moyennes; elle peut aussi conduire à des charges inacceptables pour tous ceux qui doivent cotiser à l'assurance-chômage.<sup>120</sup>

Le débat concernant le statut de saisonnier est particulièrement ambigu, et les milieux économiques n'échappent pas à la critique:

Les patrons de l'hôtellerie et du bâtiment ont vite compris de leur côté qu'ils auraient meilleure mine dans l'opinion publique s'ils luttait pour le statut au nom de la survie des régions de montagne plutôt qu'au nom du maintien de leurs marges bénéficiaires.<sup>121</sup>

En 1981, les milieux syndicaux soutiennent l'initiative «Etre solidaires»; le secrétaire de la FVSC formule une remarque fort intéressante à propos du statut de saisonnier:

L'activité saisonnière existera de tous temps, au même titre que nous rencontrerons toujours des travailleurs pour exécuter ces activités saisonnières. Ils organiseront leur vie professionnelle et familiale en conséquence. Les travailleurs étrangers, pour leur part, viendront chez nous pour quelques mois d'hiver ou d'été et s'en retourneront leur travail accompli. Ceux-là, pourtant, n'ont pas besoin de statut saisonnier, ni d'annuel, mais d'une simple autorisation de travail et de séjour, car ils ne font que passer, mais ils savent où ils vont et d'où ils viennent. Par contre, il y a tous ceux que le patronat veut absolument faire travailler en Suisse neuf mois et plus par année et qui sont liés au statut du saisonnier que les milieux économiques entendent absolument maintenir au mépris de la dignité de la personne et de la protection de la famille.<sup>122</sup>

118 Voir note 61.

119 *Le Confédéré*, 3 avril 1981, «L'économie valaisanne, une des plus touchées», article de la Fédération économique du Valais.

120 *Nouveliste*, 1 avril 1981, «Une initiative injuste pour les Suisses et dangereuse pour les étrangers eux-mêmes», article de l'Union valaisanne des arts et métiers.

121 Voir note 61.

122 *Nouveliste*, 1 avril 1981, «Oui à "Etre solidaires". Non au statut des saisonniers», article de Michel ZUFFEREY.



Au printemps 1981, la votation d'«Etre solidaires» suscite une foison d'articles qui rappellent les campagnes de 1970 et 1974. L'initiative agit sur les esprits à l'image de la prise de position suivante:

Après le ton assez hargneux des initiatives que nous avons connues, l'appel à la solidarité de celle-ci est tentant. "Voulez-vous être solidaires?", c'est un peu comme si on nous demandait: "Voulez-vous être bons?". Il est difficile de dire non. Pourtant l'excès en tout est un défaut et, en matière de bonté, il est préférable de tenir compte des réalités. Or, cette initiative les ignore.<sup>123</sup>

L'interpellation de chaque citoyen est d'autant plus vivement ressentie qu'elle s'adresse à l'être humain plus qu'à l'être politique ou économique, mais la discussion générale s'alimente des thèmes déjà développés dans les campagnes antérieures. Quelques interventions s'attaquent aux partis politiques «se réclamant d'idéaux chrétiens» qui prennent position contre l'initiative:

Dans ce contexte, naturellement, une question surgit: la défense et la protection de l'unité familiale ne concerneraient-elles que l'électeur? Ou bien alors ces flots oratoires en faveur de la famille ne servent-ils qu'à suppléer à un manque chronique d'idées politiques autres?<sup>124</sup>

D'autres articles s'en prennent aux milieux ecclésiastiques:

Des Eglises y participent allègrement, usant d'une autorité morale passablement émoussée, hélas! sur le plan de la foi mais qu'elles cherchent manifestement à raffermir par des interventions dans les domaines sociaux, économiques, politiques même. Elles y vont à coup de références à l'Ancien ou au Nouveau Testament.<sup>125</sup>

Le *Nouvelliste* désapprouve particulièrement la prise de position commune des Eglises de Suisse:

Comme nous ne sommes pas concernés par ces hybridations, notre Eglise étant une (sainte, catholique et apostolique en complément), nous voterons NON, [...] rendant à César ce qui lui appartient.<sup>126</sup>

La dernière référence est d'ailleurs reprise par le rédacteur en chef du *Nouvelliste* dans un article qu'il intitule «Le peuple a rendu à César...»:

Durant la dernière campagne en faveur de l'initiative appelée trompeusement et démagogiquement "Etre solidaires", une espèce de coalition de responsables religieux [...], un comité de coordination des Eglises et, enfin, notre conseil pastoral diocésain, ont, de toute évidence, dévié de la ligne qui leur est imposée pour faire pression outrageusement sur le corps électoral suisse, valaisan en particulier.<sup>127</sup>

Il termine en soulignant «l'exceptionnelle démonstration» de l'inefficacité de l'Eglise en matière de politique pure. Le *Confédéré* émet des réserves encore plus catégoriques sur l'engagement des Eglises dans la campagne pour l'initiative «Etre solidaires». Son rédacteur en chef est sûr que l'attitude des Eglises a été «d'un poids déterminant dans le refus massif du peuple»:

123 *Le Confédéré*, 31 mars 1981, «"Etre solidaires": le danger de l'angélisme!».

124 *Nouvelliste*, 2 avril 1981, «Plus rétrograde qu'il y a cent ans», article de Maurice CALANCA; Bernard Z'GRAGGEN.

125 *Idem*, 1 avril 1981, «Tentatives de culpabilisation», article de Victor LASSERRE.

126 *Idem*, 3 avril 1981, «Intérim».

127 *Idem*, 6 avril 1981, «Le peuple a rendu à César...», article d'André LUISIER.



En effet, jamais depuis les événements historiques que l'on connaît les Eglises ne s'étaient aventurées aussi loin dans le domaine politique. Outre l'engagement personnel de beaucoup de prêtres et de pasteurs, la hiérarchie ecclésiastique avait aussi formulé des recommandations de vote.<sup>128</sup>

La rédaction des deux journaux conclut par le souhait que l'Eglise, instruite de la leçon, se tienne désormais à l'écart des problèmes politiques.

L'opposition catégorique à l'initiative «Etre solidaires», rejetée à une forte majorité, constitue la preuve que l'attitude du Valais à l'égard de l'étranger n'a pas subi de modification fondamentale. A vrai dire, il s'agit plutôt d'une incapacité à considérer le problème sous son aspect humanitaire, incapacité liée à la perception d'une économie en danger, d'une prospérité fragile. Le Valais n'aurait pas les moyens d'une politique plus favorable aux étrangers; elle pourrait pénaliser ses efforts à combler son retard sur les autres cantons. Le rejet massif de cette initiative est conditionné par la peine qu'éprouvent les responsables politiques et économiques valaisans à chercher une solution en dehors du statut de saisonnier.

Pour concrétiser leur démarche, le groupe de travail valaisan «Etre solidaires» ouvre un centre «Suisse-Immigrés»(CSI) à Sion, le 2 mars 1985. Le Valais est le dernier canton romand à recevoir un tel lieu de rencontre. Il se propose de créer un climat favorable à l'échange interculturel, de lutter contre la xénophobie et de faciliter l'intégration individuelle des immigrés en Valais. Les initiateurs du projet mettent d'ailleurs en cause la politique sociale du canton en relevant:

Il n'existe alors, en Valais, aucune structure réellement apte à "recevoir" ce type de problèmes (permis, statuts...).<sup>129</sup>

La CVE n'a pas mis en place une permanence permettant de répondre aux demandes individuelles des étrangers; de plus, les milieux patronaux qui la financent «exercent une forte influence sur ses activités et surtout sur ses prises de position»<sup>130</sup>. Des divergences se manifestent entre ces deux organismes à propos du statut du saisonnier, de l'initiative «Etre Solidaires» ou de la répartition des subsides cantonaux que l'Office social de protection des travailleurs leur octroie.

Fonctionnant avec des moyens très limités, le centre emploie une assistante sociale à temps partiel qui reçoit 6-7 personnes par semaine en 1985, 5-15 personnes par jour en 1987. La variété des cas à traiter entraîne la présence active de bénévoles qui se chargent de l'accueil, du travail administratif ou de la traduction. Des étrangers principalement recourent aux services du CSI. Il s'agit de requérants d'asile et surtout de travailleurs saisonniers: des Portugais, des Turcs, des Espagnols, quelques Yougoslaves, très peu d'Italiens... Ils téléphonent ou viennent pour des problèmes de salaire, de logement, de changement d'employeur, de transformation de permis ou d'assurances sociales.

128 *Le Confédéré*, 7 avril 1981, «"Etre solidaires": un vote clair», article d'Adolphe RIBORDY.

129 WAEBER, *op.cit.*, p. 139.

130 *Idem*, p. 138.

Le centre leur offre une aide individuelle gratuite; il éclaire la situation, écrit les lettres utiles, remplit ou traduit les documents indispensables; il assiste pratiquement les étrangers dans les démarches à effectuer; il les oriente vers les services existants (Service cantonal d'assistance, Office social de protection des travailleurs, Office cantonal des mineurs, Service médico-pédagogique, services sociaux communaux, Planning familial, syndicats, consulats, associations étrangères...). De plus, le CSI a poursuivi et développé l'enseignement du français dispensé gratuitement aux étrangers. Le centre essaie de créer un climat propice à l'échange interculturel qui se concrétise chaque deux ans par l'organisation d'une grande fête. L'activité du CSI est pourtant limitée par la précarité de sa situation financière. Reposant essentiellement sur le bénévolat, les cotisations et les dons, son action est handicapée par la quête incessante de finances destinées à équilibrer un modeste budget. Les subsides obtenus proviennent principalement de l'Etat du Valais, des communes de Sion, Martigny, Sierre ainsi que d'organisations caritatives ou religieuses. En 1986 comme en 1988, ils représentent un peu plus du tiers des recettes.

## **L'identité valaisanne et la capacité d'intégration**

Chaque Etat détermine les conditions d'obtention de la citoyenneté en fonction d'une volonté plus ou moins marquée d'accueillir de nouveaux nationaux. Ainsi, l'Australie, le Canada ou la Nouvelle Zélande ne demandent qu'un séjour de 3 ans avant les formalités de naturalisation, alors que la Suisse et la Belgique en exigent respectivement 12 et 15<sup>131</sup>. Ce stage préalable est censé donner à l'étranger les références indispensables à sa transformation en citoyen et à la définition de sa nouvelle identité. Ces conditions régissant la résidence du requérant sont à l'origine d'une affaire qui a passablement agité le Grand Conseil valaisan en 1984. Il s'agit d'un cas de naturalisation peu ordinaire: Héraldo Perren descend d'une famille zermattoise ayant émigré en Argentine à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Comme ses parents, il est né en Amérique du Sud; il a perdu sa nationalité suisse en vertu de la loi fédérale de 1952. Venu en Suisse, il obtient en 1978 la citoyenneté d'Äsch, une commune de Bâle-Campagne. Désireux de retrouver le droit de cité du Valais et de Zermatt, Héraldo Perren effectue les démarches nécessaires. A la source de ses difficultés se trouve la loi de 1840 qui exige un domicile de 5 ans en Valais:

A la suite de diverses péripéties de procédure devant le Département de la justice et de la police, le Conseil d'Etat et le Tribunal administratif cantonal, cette affaire a été transmise au Grand Conseil pour décision.<sup>132</sup>

131 CFE, *Information*, n°14, février 1982, pp. 57-59.

132 BGC, 22 mai 1985.

Durant la session de novembre 1984, la commission de naturalisation examine ce cas et ses membres ont des opinions divergentes. Afin de considérer cette requête sous un nouvel éclairage, la commission propose au Grand Conseil de demander un avis de droit. Consulté en novembre 1984, par le bureau du Grand Conseil, le professeur Louis Carlen de l'Université de Fribourg refuse de se prononcer.

Lors de la session de mai 1985, la commission prend connaissance d'un mémoire historique sur les bourgeoisies et les naturalisations valaisannes élaboré par Grégoire Ghika, ancien archiviste cantonal. Ce dernier relève que les citoyens valaisans qui ont émigré perdent leurs droits, par suite de la législation fédérale de 1952. A son avis:

Il semble que l'on ouvre ainsi une brèche considérable au principe coutumier, dit-on, de l'imprescriptibilité des droits de citoyenneté.<sup>133</sup>

Pourtant, M. Ghika met en garde le Grand Conseil car sa décision peut créer un précédent qui risque d'entraîner ultérieurement d'autres revendications. La commission doit prendre position: une personne se prononce pour l'agrégation de M. Perren, une autre demande un nouvel avis de droit, mais, à une majorité de 5 voix, la commission propose au Grand Conseil le rejet de la requête:

[...] partageant ainsi l'avis du Conseil d'État et d'une partie de la commission de naturalisation de la session de novembre 1984.<sup>134</sup>

La discussion générale est marquée par l'intervention du président de la commission de novembre 1984: favorable à la requête de Perren, il développe une argumentation qui intéresse à plus d'un titre:

Dans cette affaire, ce qui me gêne, c'est de voir qu'un citoyen Valaisan, qui normalement, d'après le droit valaisan non écrit, devrait rester citoyen Valaisan, perd tous ses droits de par des dispositions de droit fédéral. Il est vrai que le droit fédéral prime le droit cantonal. Cependant, dans le cas qui nous est soumis, c'est un peu différent, me semble-t-il. En effet, si l'on admet que sur le plan du droit cantonal traditionnel, un droit de cité ne se perd pas, l'on doit admettre cependant que ce droit de cité ne peut plus s'exercer à partir du moment où une disposition de droit fédéral vient le paralyser; ce qui a été le cas pour M. Perren. Toutefois, à partir du moment où l'individu redevient Suisse -il est devenu Bâlois en l'occurrence- les droits acquis sur le plan cantonal, qui avaient été paralysés par des dispositions assez exceptionnelles de droit fédéral, me semblent pouvoir renaître. S'il est reconnu Suisse, automatiquement il peut redevenir Valaisan, puisque la citoyenneté valaisanne ne lui a jamais été ôtée par les Autorités valaisannes. A ce moment, il n'est pas nécessaire qu'il fasse un stage de cinq ans dans le canton du Valais puisqu'il s'agit d'une nationalité qui renaît. C'est dans ce sens, du reste, que la bourgeoisie de Zermatt -qui n'est pas la bourgeoisie la plus facile en matière de droit de cité- a admis spontanément que M. Perren pouvait être considéré comme citoyen Zermattois.<sup>135</sup>

<sup>133</sup> *Ibid.*

<sup>134</sup> *Ibid.*

<sup>135</sup> *Idem*, 22 mai 1985, intervention du député Jacques ALLET.

La situation est claire: Héraldo Perren n'a pas besoin de faire un stage, il est de sang valaisan, parce que ses ancêtres étaient Valaisans. Pourtant, ni lui, ni ses parents, ni même ses grands-parents n'ont passé leur vie en Valais... La volonté qu'il manifeste de retrouver la bourgeoisie dont sa famille était originaire trouve son pendant en 1988, dans la démarche qu'entreprennent plus de 14 000 Valaisannes. Qu'elles aient épousé un confédéré ou un Valaisan appartenant à une autre bourgeoisie, elles souhaitent reprendre leur propre origine.

Le président de la commission de mai 1985 adopte, lui aussi, une position favorable:

[...] meine persönliche Meinung die ist, dass man sagt, Hr. Perren ist Schweizer, er ist sogar von Zermatt anerkannt. Sie kennen sicher alle den Fall Rosaline Schaller, die enorm kämpfen musste, um die Zermatter Bürgerschaft zu erhalten und heute wollen wir einen echten Walliser, der allerdings in Argentinien geboren ist, der aber auch die nötigen Voraussetzungen auf sich genommen hat und abwarten musste, bis er in Äsch angenommen wurde als Schweizer Bürger. Folgedessen kann ich nicht einsehen, warum man hier nein sagen sollte.<sup>136</sup>

Avant que le Grand Conseil ne vote, il reprend la parole pour ajouter que le matin même, le conseiller d'Etat Richard Gertschen, chargé du Département de la justice, lui a dit qu'il ne fallait pas faire preuve de formalisme à cette occasion. Finalement, le Grand Conseil se prononce en faveur de la naturalisation d'Héraldo Perren.

Quelles considérations ont influencé les députés qui unanimement acceptent une proposition combattue par la commission responsable de son examen? Deux arguments ressortent des interventions citées précédemment: d'une part, l'attitude ouverte de la bourgeoisie de Zermatt, qui est réputée pour son accès difficile, a joué un rôle très important. En effet, pour y entrer il faut forcer la porte. Héraldo Perren n'a donc pas approché une bourgeoisie complaisante. D'autre part, les députés ont aussi été sensibles à la menace que la législation fédérale exerce sur le droit coutumier valaisan et, par leur décision, ils paraissent désireux de contribuer à la pérennité des institutions cantonales. L'intention de caractériser la loi fédérale de 1952 transparaît dans les termes utilisés: on cite «les dispositions d'exception», «des dispositions assez exceptionnelles de droit fédéral». Il semble que les intervenants veuillent infirmer la portée de cette loi en soulignant que la règle, la pratique peuvent être plus tolérantes. Il est curieux d'inventorier les termes utilisés pour parler de la suppression de la citoyenneté valaisanne découlant de la loi fédérale de 1952: les députés n'utilisent pas le mot perte, mais ils évoquent la «neutralisation pendant quelque temps», la paralysie du droit de cité qui peut «renaître». L'essence valaisanne semble donc constituer un acquis imprescriptible que les autorités valaisannes seules peuvent enlever.

<sup>136</sup> *Ibid.*, intervention du député Hugo ROTEN.

## La naturalisation

L'octroi de la citoyenneté suisse est régi par la législation fédérale (loi du 29 septembre 1952 sur l'acquisition et la perte de la nationalité suisse) qui fixe le cadre général de la naturalisation et les conditions de son acquisition par naissance, mariage et adoption. Sur le plan cantonal, cette procédure est définie par la Constitution valaisanne (art. 28 et 44) ainsi que par la législation (loi du 17 novembre 1840 sur la naturalisation, arrêtée d'exécution du 31 décembre 1952 de la loi fédérale de 1952). En 1950 déjà, le Département de justice du Valais se soucie de la nouvelle législation fédérale en préparation:

Dès l'entrée en vigueur de cette loi, il sera absolument nécessaire de procéder à la révision de notre loi cantonale.<sup>137</sup>

Le désir de s'adapter à la révision de la loi fédérale influence les autres cantons romands qui renouvellent leur législation sur la naturalisation en 1955<sup>138</sup>. Mais le Valais fonde toujours sa politique sur une loi plus que centenaire. De 1945 à 1988, trois motions sont déposées au Grand Conseil afin de demander la modification de la loi de 1840. Deux sont acceptées: la première date de 1969. Elle entraîne la nomination, en 1973, d'une commission chargée d'élaborer un projet de loi sur le droit de cité valaisan. L'avant-projet est déposé en 1974; pourtant, il ne dépasse pas ce stade car le chef du Département de justice craint les modifications que cet avant-projet pourrait subir à cause de la révision de la législation fédérale projetée à cette époque-là. La deuxième motion, déposée en 1987, fait l'objet d'une réponse du chef du Service cantonal de l'état civil:

Dans votre motion, vous demandez également la révision de la loi cantonale de 1840 en raison de son grand âge et des lacunes qu'elle présente. Je vous concède volontiers que notre loi cantonale est assez rudimentaire puisqu'elle ne contient que 7 articles. Je voudrais toutefois relever qu'elle a plutôt bien résisté à l'épreuve du temps.<sup>139</sup>

L'étranger qui souhaite obtenir le droit de cité valaisan dépose d'abord une demande d'autorisation fédérale de naturalisation délivrée par l'Office fédéral de la police, à Berne. Les conditions de résidence (12 ans en Suisse, dont 3 au cours des 5 dernières années qui précèdent la demande) et d'assimilation (connaissance suffisante de la langue locale, des institutions suisses et valaisannes) déterminent l'octroi de l'autorisation fédérale. Le candidat doit avoir résidé 5 ans en Valais et y être domicilié au moment de la demande. L'octroi de l'autorisation fédérale est influencé par le préavis et le rapport d'enquête établi en Valais par le Service cantonal de l'état civil et la police cantonale. Les responsables de ce rapport doivent éclaircir certains points, notamment ceux qui correspondent aux questions suivantes:

<sup>137</sup> RG CE, 1950, p. 143.

<sup>138</sup> *Construire*, n°27, 3 juillet 1974.

<sup>139</sup> BGC, session de mai 1989 prorogée, Françoise GIANADDA.

- le candidat s'est-il bien adapté à la mentalité et aux coutumes de notre pays?
- entretient-il des relations avec les gens et les sociétés de l'endroit?
- avez-vous la conviction qu'il deviendra un citoyen sûr et dévoué?<sup>140</sup>

Simultanément, le requérant doit s'adresser à une commune du canton afin d'y être agréé en qualité de bourgeois. Une fois l'autorisation fédérale accordée, il est convoqué au Service de l'état civil cantonal qui lui remet la documentation nécessaire à la préparation de l'examen à subir devant la commission de naturalisation du Grand Conseil. Si l'épreuve est réussie, son dossier est soumis au Grand Conseil auquel la constitution donne la compétence d'octroyer la citoyenneté valaisanne. Le processus aboutit à l'assermentation devant le Conseil d'Etat et à la modification des papiers; il se déroule dans un délai de 10 à 18 mois, ce qui représente une durée moyenne inférieure à celle des autres cantons romands<sup>141</sup>. Pour l'ensemble de la Suisse, elle se situe entre deux et trois ans<sup>142</sup>.

A la fin des années 1970, la commission du Grand Conseil chargée d'étudier les cas de naturalisation propose des améliorations concernant l'examen des candidats. Elle souhaite réduire le nombre de ses membres à 5 personnes et obliger les requérants à se présenter avec leurs familles, ceci «dans un souci de rationalisation et du point de vue purement psychologique»<sup>143</sup>. La commission parlementaire désire examiner ces personnes dans un cadre plus approprié:

Le lieu dans lequel nous devons recevoir les candidats offre une bien malheureuse image de ce que signifie le mot réception... Un corridor aveugle, dépourvu de sièges pour attendre, une salle avec deux soupiraux, deux armoires, huit néons... et, surtout, aucun signe distinctif, aux murs, de la République et canton du Valais.<sup>144</sup>

Ces considérations ne sont pas sans importance car la commission reçoit parfois une centaine de personnes par jour. En dehors de quelques candidats qui ont pris l'examen avec légèreté, la majorité lui donne satisfaction, comme en témoignent les jugements suivants:

Ces différentes personnes ont laissé une grande impression sur la commission. A part quelques cas particuliers, c'est vraiment un apport pour la République valaisanne que toutes ces familles qui sont de nationalités différentes. Je rappelle, en outre, que ces familles ont fait un effort considérable en plus de ce qu'elles ont dit et montré, elles ont payé Fr. 150 000.- environ pour devenir citoyens à part entière du Valais.<sup>145</sup>

Une dizaine d'années plus tard, l'opinion semble tout aussi positive:

Mettons en exergue le très profond contentement des membres de la commission d'avoir connu tant de personnes très diverses, mais à la fois riches de leurs cultures, de leurs professions, de leurs aspirations...

140 Micheline CENTLIVRES-DEMONT; Laurence OSSIPOW, «La naturalisation comme rite de passage», dans *Devenir Suisse*, Genève 1990, p. 191.

141 *Ibid.*

142 *Idem*, p. 187.

143 BGC, 18 mai 1983.

144 *Idem*, 18 novembre 1988.

145 *Idem*, 16 novembre 1979.

Tous les collègues ont beaucoup apprécié l'apport irremplaçable de ces instants, dans lesquels, plus que jamais, apprendre signifie d'abord comprendre. Un regret: le rythme de croisière très vif qui était imposé, nous contraignant à abréger un peu abruptement certains entretiens...<sup>146</sup>

En revanche, la commission déplore les connaissances lacunaires du système politique suisse ou valaisan chez de jeunes candidats ayant effectué leur scolarité en Valais. En mai 1981, elle présente au Grand Conseil une interpellation concernant l'enseignement de l'instruction civique dans les écoles du canton.

Par ailleurs, la commission est insatisfaite de la part qui est faite aux confédérés, bien qu'ils disposent d'avantages financiers et qu'ils soient dispensés de se présenter devant elle. Par conséquent, elle demande au Conseil d'Etat «une formule qui évite le fait de voir ces confédérés traités comme des candidats étrangers»<sup>147</sup>. Elle regrette que des personnes qui ont toujours habité le canton, qui ont épousé une Valaisanne soient «insérés» parmi les requérants étrangers.

La commission du Grand Conseil porte aussi un regard critique sur la dernière étape du processus de naturalisation: l'assermentation<sup>148</sup>. Lors de la session de mai 1981, elle conteste le choix de la salle Supersaxo trop petite pour accueillir les nouveaux Valaisans. Seuls les chefs de famille sont invités par le Conseil d'Etat:

Nous pensons que cette manière de procéder est inconvenante et nous demandons au Conseil d'Etat d'étendre cette invitation à tous les membres de la famille, ainsi qu'aux enfants. Les problèmes d'intendance, qui s'opposent semble-t-il à cette manière de faire, devraient trouver une solution et permettre ainsi à tous nos nouveaux compatriotes de recevoir avec un minimum de solennité les citoyennetés suisse et valaisanne.<sup>149</sup>

Il y a si peu de place que le président de la commission assiste seul à l'assermentation, il ne peut même pas être accompagné par le vice-président.

## Une capacité d'intégration limitée

Cette étude s'occupe essentiellement des étrangers et des confédérés ayant acquis la citoyenneté valaisanne. Les naturalisations facilitées accordées aux enfants de mère valaisanne, de même que les réintégrations dans leur nationalité de Valaisannes ayant épousé un étranger ne sont pas prises en compte. Les séries chiffrées sont établies sur la base du Registre des naturalisations, des statistiques du Service cantonal de l'état civil ainsi que de l'Annuaire statistique suisse. Les chiffres que ce dernier présente pour le Valais ne correspondent pas toujours aux sources valaisannes mais, dans l'ensemble, leur évolution est comparable si l'on excepte les années 1981 à 1985.

146 *Idem*, 18 novembre 1988.

147 *Idem*, 14 novembre 1986.

148 En Suisse romande, les cantons de Fribourg et de Neuchâtel ne pratiquent plus l'assermentation.

Voir CENTLIVRES-DEMONT; OSSIPOW, *op.cit.*, p. 197.

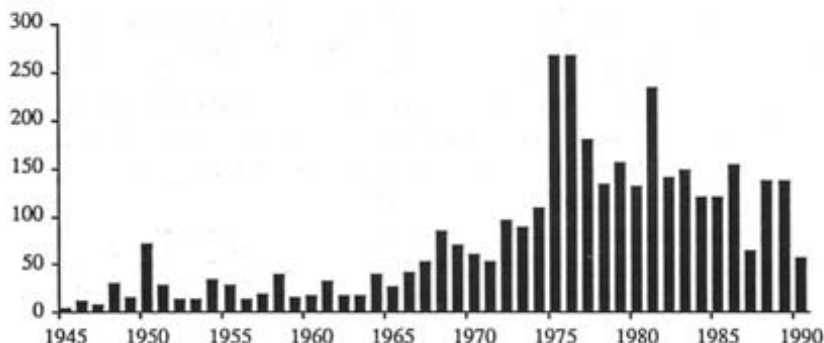
149 BGC, 11 mai 1981.



De 1945 à 1990, 3595 personnes acquièrent la naturalisation ordinaire dans notre canton, ce qui représente une moyenne annuelle de 78 naturalisés. En réalité, il faut attendre 1972 avant de voir le nombre annuel des naturalisés excéder cette moyenne. Mais, le mouvement est amorcé et depuis 1974, les personnes naturalisées dépassent chaque année la centaine.

### Graphique 9

Confédérés et étrangers naturalisés en Valais, de 1945 à 1990



L'évolution générale des naturalisations fait ressortir un temps fort marqué par les années 1975 à 1985. Durant cette période, 1890 personnes deviennent valaisannes et la moyenne annuelle atteint 172, c'est-à-dire plus du double de la moyenne calculée de 1945 à 1990. Le même mouvement se remarque dans les chiffres concernant la Suisse, ce qui soulève des questions: les demandes de naturalisation sont-elles plus facilement acceptées ou alors y en a-t-il plus? En fait, les deux éléments contribuent à l'explication.

L'évolution de la politique de la Confédération peut expliquer le taux important des années 1975-1985. En effet, la position des autorités fédérales s'infléchit à partir de 1970, dans le sens d'une intégration des étrangers dans notre pays. L'incitation à la naturalisation joue donc un rôle dans l'évolution de ces données chiffrées. Une information bien conduite, ajoutée à une attitude favorable des autorités cantonales et communales ont pu encourager les étrangers à demander la naturalisation.

En Valais, la réticence que manifeste le Bureau cantonal des étrangers à l'égard de l'établissement de ceux-ci justifie la faiblesse des demandes de naturalisation avant 1966. Les autorités valaisannes ne veulent pas faciliter le séjour des étrangers, elles s'inquiètent même des modifications qu'apporte la loi fédérale de 1952:

Tout en reconnaissant, de prime abord, que la nouvelle loi apporte à la Suisse qui épouse un étranger, une sécurité qu'elle n'avait pas jusqu'à présent, il faut aussi admettre qu'en matière de police des étrangers, elle pose des problèmes nouveaux et difficiles à résoudre. [...] On peut se demander si cette solution est heureuse car la législation en matière de



nationalité doit assurer à l'Etat un noyau stable de population. Avec la nouvelle loi, nous nous trouverons en présence de nombreuses familles où le père sera étranger et où la mère et les enfants seront suisses.<sup>150</sup>

L'augmentation des demandes d'autorisation de séjour lui semble inévitable, bien que la proportion des Suissesses unies à des étrangers représente moins de 2 % du total des mariages entre 1950 et 1953. Le Bureau cantonal n'est pas disposé à accorder à l'époux d'une Suissesse un « traitement privilégié » en la matière:

Par contre, à l'égard des enfants de mères suisses, les autorités cantonales de police des étrangers se verront dans l'obligation d'adopter une attitude bienveillante et de tenir compte des tendances de la nouvelle loi qui crée à leur égard une situation privilégiée.<sup>151</sup>

L'attitude du Bureau cantonal est dictée par des soucis économiques:

Nous devons pouvoir conserver notre pleine liberté de décision pour le cas où la situation du marché du travail évoluerait défavorablement et nous obligerait à prendre des mesures de renvoi.<sup>152</sup>

Il voit un danger à ce que les époux des Suissesses « s'installent à demeure dans le canton ». Seulement, une autre attitude à l'égard de l'époux d'une Suissesse pourrait être mal comprise à l'étranger et risquerait d'entraîner des conséquences fâcheuses pour les Suisses vivant hors de nos frontières. En 1955, le ton du rapport change dans un sens plus humanitaire et le danger s'éloigne en 1957. Ainsi, les Valaisannes qui ont épousé des saisonniers pourront conserver leurs maris auprès d'elles durant l'hiver:

Sur le plan humain et familial, obliger l'époux d'une Suissesse à interrompre son séjour et à vivre séparé de sa femme pendant la durée légale prévue par les traités d'établissement est préjudiciable à la famille elle-même. C'est pourquoi, à la suite d'une entente intervenue entre les cantons et les autorités fédérales compétentes, le renvoi de ces étrangers n'est plus requis désormais.<sup>153</sup>

A l'inverse, il arrive que les autorités cantonales manifestent la volonté de naturaliser des étrangers pour des raisons particulières:

En 1976, U.B. a été naturalisé par le Grand Conseil valaisan dans sa séance du 1<sup>er</sup> juillet 1976 (Bulletin des séances, p. 234); or, les naturalisations ne sont examinées que dans les sessions de printemps et d'automne. Mais il fallait faire vite: la dernière chance pour l'équipe suisse de football de se qualifier pour la Coupe du monde dépendait d'un match joué le 8 septembre, avant la session ordinaire des naturalisations, et les stratèges estimaient indispensable la présence dans l'équipe de U.B. On l'a rapidement fait suisse, ce qui n'a pas évité une triste défaite par 1 à 0 à Oslo.<sup>154</sup>

Une attitude ouverte de l'Etat qui informe et encourage les étrangers à entreprendre les démarches nécessaires a automatiquement une incidence sur le nombre de personnes naturalisées (voir le Graphique 9, p. 186). Un autre élément a joué un rôle dès 1970: la demande des étrangers. Les

150 RG CE, 1952, p. 150.

151 *Idem*, p. 151.

152 *Ibid.*

153 *Idem*, 1957, p. 161.

154 Philippe BOIS, « Nationalité et naturalisation », dans *Devenir Suisse*, Genève 1990, p. 16.

initiatives contre l'emprise et la surpopulation étrangères ont placé les immigrés dans une situation inconfortable que la crise économique aggrave encore à partir de 1975. La précarité de leur situation peut avoir incité les Italiens installés en Valais depuis les années 1960 à demander leur naturalisation. En 1975 comme en 1976, ils représentent avec 126 et 125 personnes près de la moitié des nouveaux Valaisans; par la suite, leur nombre diminue fortement. Le chiffre le plus élevé de naturalisés originaires d'Allemagne et d'Espagne se situe aussi en 1976, alors que celui des confédérés marque deux sommets: 92 en 1975 et 115 en 1981. Les raisons ayant poussé ces derniers à demander le droit de cité valaisan à ce moment-là sont plus difficiles à cerner.

Des statistiques concernant l'origine des naturalisés sont établies par le Service cantonal de l'état civil. Bien que ces chiffres ne se rapportent qu'aux années 1973-1990, ils concernent 2635 personnes, soit 73 % de celles qui ont acquis le droit de cité valaisan entre 1945 et 1990. Ainsi, cette enquête est-elle représentative de la pratique de la naturalisation ordinaire en Valais. Durant cette période, le tiers des nouveaux Valaisans (869) viennent d'Italie. Les confédérés qui représentent le quart des naturalisés (658) occupent le deuxième rang. Ces deux groupes totalisent 58 % des personnes ayant acquis le droit de cité en Valais de 1973 à 1990, alors que l'on recense durant ces années des ressortissants de 43 pays différents. La France, l'Allemagne et la Belgique viennent ensuite avec respectivement 240, 205 et 134 naturalisés. La majorité des nouveaux Valaisans ne vient pas de très loin, de la Suisse même, ce qui augure d'une «assimilation» facile.

Le Service cantonal de l'état civil a aussi relevé, à partir de 1975, les communes qui ont accepté de nouveaux bourgeois. En ne retenant que celles qui ont accueilli plus de 10 cas de naturalisation entre 1975 et 1988, nous en comptons 26, ce qui est relativement peu comparativement aux 163 communes qui forment actuellement le Valais. L'analyse de la pratique de ces bourgeoisies intéresse à plus d'un titre. Certes, les raisons qui les poussent à s'ouvrir aux étrangers sont multiples. Cependant, la commission de naturalisation du Grand Conseil stigmatise une attitude et elle:

[...] s'étonne de l'indulgence de certaines bourgeoisies qui pensent quelquefois plus à l'aspect financier de la naturalisation qu'à celui de l'intégration du candidat dans notre communauté et sur notre territoire.<sup>155</sup>

Bien que ce jugement semble sévère, il se justifie dans quelques cas particuliers qui mettent en cause les communes de Mex et de Steinhaus par exemple. La première vient au cinquième rang par le nombre de cas de naturalisations, après Sion, Monthey, Conthey, Sierre et devant Martigny qui compte pourtant une population 200 fois plus élevée que la sienne

en 1970. On mesure aussi la grande ouverture de cette bourgeoisie à l'évolution du nombre de ses habitants qui passe de 51 en 1970 à 81 en 1985, alors que dans le même temps, Mex naturalise environ 100 personnes.

Une commune du Haut-Valais présente des caractéristiques comparables et semble favoriser la naturalisation de complaisance puisque le domicile des nouveaux bourgeois est généralement fixé hors des limites communales. Bien que Steinhaus n'accueille que le quart des cas naturalisés à Mex, l'évolution de sa population étonne: si elle compte 37 habitants en 1970, la commune de Steinhaus n'en a plus que 25 en 1985, et ce nombre avoisine celui des nouveaux bourgeois qu'elle a reçus entre 1973 et 1988. Certes, les finances communales bénéficient de cet apport; dans le cas de Steinhaus qui compte 10 contribuables en 1981-1982, et un revenu fiscal moyen de 20 000 francs, les montants encaissés auprès des nouveaux bourgeois constituent un appoint intéressant. En 1986 par exemple, deux Iraniennes domiciliées à Crans versent chacune 8000 francs pour obtenir le droit de cité de cette commune concharde. La somme demandée n'est pas excessive si l'on sait que la bourgeoisie d'Icogne se paie 15 000 francs. Ce dernier montant représente d'ailleurs la taxe d'agrégation maximale prévue à l'article 18 de la loi cantonale sur les bourgeoisies du 28 juin 1989 (acceptée par le peuple, le 10 juin 1990).

Comme rien n'oblige une bourgeoisie à accueillir de nouveaux membres, il est nécessaire que des communes adoptent une attitude coopérante pour compenser celles qui sont très fermées. Sans cet équilibre, une politique active de naturalisation ne serait pas envisageable. Il faut enfin relever que ce sont les villes et les communes situées dans la plaine du Rhône, entre Sierre et le Léman qui accueillent un nombre considérable de bourgeois. Le dynamisme de ces localités attire des personnes qui y trouvent du travail, qui y élisent domicile, s'intègrent et souhaitent la citoyenneté valaisanne.

Il faut pourtant admettre que la naturalisation ordinaire, telle qu'elle se pratique en Valais entre 1945 et 1990, ne peut assurer à elle seule l'intégration des étrangers. Le renoncement à sa propre nationalité comme la cherté des taxes sont pour l'étranger des éléments dissuasifs. Or ces facteurs découlent d'une attitude de repli: la peur que l'étranger ne constitue un danger pour l'équilibre politique, qu'il ne soit un fardeau pour la collectivité ou qu'il ne représente un concurrent économique.



MARIE CLAUDE MORAND

**Notre beau Valais:**

**Le rôle de la production artistique «étrangère»  
dans la construction de l'identité  
culturelle valaisanne**



Comme la plupart des régions rurales du globe affectées par le tourisme de masse, le Valais entretient avec la panoplie d'images stéréotypées qu'appelle immanquablement son nom, des rapports pour le moins ambigus. Co-producteur, grand utilisateur en même temps que victime toute désignée de ces schémas, selon un processus que divers chercheurs en histoire sociale ont récemment mis en évidence<sup>1</sup>, le Valais se sent aujourd'hui plus que jamais interpellé quant à leur pertinence économique voire culturelle et ce, juste au moment où le vieux débat internationalisation et/ou régionalisation, ranimé par les perspectives européennes, est en train de toucher tous les groupes sociaux. D'où le malaise que génère dans le Vieux-Pays la question de l'«image du Valais»<sup>2</sup>, puisque le catalogue des clichés jugés dépassés et contreproductifs par ceux qui songent à l'avenir du canton est tenu par beaucoup comme le bréviaire même de leur identité culturelle dont il serait suicidaire de brader le caractère unique et fondamental sur le marché de l'intégration internationale. Dans ce débat, un grand oublié, même des novateurs: la recherche historique. En effet, l'origine et la nature des éléments constitutifs de ces stéréotypes identitaires n'ont jusqu'ici fait l'objet que de rares tentatives d'analyse<sup>3</sup>, ponctuelles, dispersées et pratiquement ignorées des décideurs politiques

1 Voir notamment l'introduction de Bernard CRETIAZ, *Nomades et sédentaires, communautés et communes en procès dans le Val d'Anniviers*, Genève 1979, pp. 11-18 et, du même, «Quelle civilisation pour les Alpes de l'an 2006?», dans Guy METTAN (éd.), *Les Alpes à l'avant-garde de l'Europe*, Le Temps stratégique, Lausanne 1986, pp. 63-68.

2 En 1987, le Conseil d'Etat du Valais décide de nommer un «Monsieur Image du Valais» pour tenter de rajeunir, notamment à des fins de stimulation économique, le look du Valais et des produits valaisans à l'extérieur du canton. Après un an d'activité et de nombreuses polémiques, Monsieur Image démissionnait et son poste ne fut pas repourvu. Voir à ce propos Stéphane DECOUTÈRE, «Publicité et territoires: le Valais à la recherche de son image», dans *UKPIK, Cahiers de l'Institut de Géographie de Fribourg*, n° 6, novembre 1988, pp. 35-50. On consultera aussi avec profit Guy METTAN, «La fin de la génération béton» suivi de «Homo postmodernus achevé» dans *Bilan*, n° 5, novembre 1988, pp. 112-127.

3 Dont celle trop méconnue de Mondher KILANI, «Les images de la montagne au passé et au présent. L'exemple des Alpes valaisannes», dans *Archives suisses des traditions populaires*, n° 80, 1984, vol. 12, pp. 27-55, un Kilani qui tente «une reconstitution de l'itinéraire historique des images de la montagne» (p. 29) et qui met particulièrement en évidence la création entre 1850 et 1950 de l'image du montagnard pauvre, en lutte permanente pour survivre dans des conditions naturelles hostiles, «figure de pénurie» qui sera souvent invoquée par certains entrepreneurs et industriels désireux de s'implanter en Valais, appuyés par quelques notables pour légitimer la «modernisation» du Valais.

et économiques<sup>4</sup>. Et pourtant, des études de ce type montreraient à l'évidence que la notion même d'identité valaisanne est d'élaboration récente, que les caractéristiques que nous lui attribuons s'enracinent dans un terrain «artificiel», particulièrement celles qui nous paraissent aujourd'hui les plus typiquement valaisannes, forgées non pas *sui generis* mais bien *au contact de l'étranger*. Elles démontreraient qu'il n'y a aucune raison «scientifique» de leur coller un label d'immutabilité et refuser de parler sur leur renouvellement et leur enrichissement grâce à une ouverture plus généreuse au dialogue international.

Domaine pourtant privilégié de la fabrication, de la codification et de la diffusion des images culturelles, la production artistique, même prise au sens large, n'a curieusement, au contraire de la littérature, jamais été considérée jusqu'ici comme champ possible pour une telle investigation<sup>5</sup>. Cet article se propose donc d'en amorcer la problématique, par la mise en évidence du rôle qu'ont joué les artistes, et particulièrement ceux de l'extérieur, dans le lent processus de cristallisation des images identitaires valaisannes, puis dans leur instrumentalisation à des fins de «défense spirituelle».

## Un réseau d'images identitaires tissé en étroite complicité avec l'extérieur

Le cadre de cet article ne me permet pas de proposer une chronologie fine et argumentée de la formation des diverses images qui constituent ce que l'on désigne habituellement par le terme d'identité culturelle valaisanne, ni même d'en évoquer les pourtant très intéressantes ramifications et interactions. Je me contenterai donc de les organiser en une sorte de typologie historique qui puisse tout de même rendre compte des divers contextes où elles sont apparues, de façon à mieux faire ressortir à la fois l'origine récente de cette concrétion identitaire, la nature de ses composantes et ses liens avec la présence en Valais de voyageurs ou d'intellectuels de l'extérieur, et plus particulièrement avec «l'industrie des étrangers» telle qu'elle fut développée à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle. Par image identitaire, j'entends ici non pas les nombreuses représentations particulières que l'on peut se faire des caractéristiques valaisannes mais leurs dénominateurs communs. J'en vois au moins quatre qui forment ensemble un réseau si bien articulé qu'il a souvent occulté sa progressive formulation.

<sup>4</sup> Alors qu'au Tessin, le texte de Virgilio GILARDONI, «Le immagini folcloriche del "popolo allegro" nella prima età del turismo ferroviario» qui, publié dans *Archivio storico ticinese*, n° 88, déc. 1981, et retravaillé pour une émission de la télévision tessinoise, réalisée par Fabio Calvi et Tiziano Gamboni en 1987 sous le titre «L'immagine e la maschera», fit beaucoup de bruit parmi la classe politique. Dossier aimablement communiqué à l'auteur par Dario Gamboni.

<sup>5</sup> Si ce n'est brièvement dans ma communication au colloque de l'Association suisse des historiens de l'art, organisé à Lugano autour du thème de la géographie artistique et publiée en 1984 par la *Revue suisse d'art et d'archéologie*, vol. 41, pp. 125-132, sous le titre «Tourisme et production artistique en Valais dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle».



## De l'évacuation de la culture savante à l'exaltation du naturel et des traditions populaires

Lorsque, dès la fin du XVIII<sup>e</sup>, guidée par Rousseau et les premiers voyageurs anglais, l'Europe «découvre» les Alpes et le Valais, les relevés d'églises et d'autres témoignages artistiques du patrimoine local rencontré par ces touristes de la première heure n'encombrent guère leurs nombreux carnets de croquis<sup>6</sup>. La cascade de la Pissevache et les coutumes locales les retiennent davantage que la prestigieuse et millénaire orfèvrerie du trésor qu'abrite la pourtant toute proche abbaye de Saint-Maurice. Parcourant les vallées alpines à la recherche de «sublimes horreurs», de bourgades et d'indigènes pittoresques, leur démarche détermine les premiers stéréotypes dont se nourrit plus tard la publicité touristique. Car, même si à cette vision de la montagne comme spectacle exotique sont venues s'ajouter d'autres déterminations dans le courant du XIX<sup>e</sup> et du début XX<sup>e</sup> siècle, -celles de la montagne comme source de régénération physique et morale, défi sportif, symbole national à préserver de toute atteinte de la civilisation corruptrice ou encore espace propice à la modernisation<sup>7</sup>- aucune d'elles ne s'écartera de ce premier rêve pour prendre en compte la réelle épaisseur historique et culturelle de ces régions, travaillées pourtant depuis toujours par les influences urbaines, donc loin d'être aussi «préservées» que les dépeignaient ces voyageurs avides de caractéristique. Du reste, la seule forme de culture que ces amateurs d'idylles campagnardes considéraient, à tort, comme indigène, donc digne de leur intérêt, s'exprimaient à leurs yeux dans l'art et les dites coutumes populaires. Au cours du XIX<sup>e</sup> et de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, ils seront toujours plus nombreux à en relever les gestes, applaudissant naïvement leur «naturel» et se félicitant aveuglément de l'«antique» tradition qui les aurait conservés «intacts»<sup>8</sup>.

Cette sélection du regard se comprend aisément dans le contexte d'une représentation des Alpes élaborée pour des citadins étrangers dans les dernières décennies du XVIII<sup>e</sup>, par des auteurs qui se font l'écho des principes rousseauistes découlant de l'image du «bon sauvage» en même temps qu'ils font appel à l'exemple de l'Antiquité dont les mœurs prétendument simples, hospitalières, honnêtes et festives des montagnards

6 A de rares exceptions près, comme, en Valais, les érudits Wick, Blavignac, ou l'anglais Ruskin lequel sélectionne seulement les bâtisses médiévales.

7 Voir sur la question de la succession et de la superposition des diverses images mythiques des Alpes, les actes du colloque organisé à Turin les 6 et 7 octobre 1989 par la COTRAO, intitulé *Gli uomini e le Alpi*, Torino 1991, particulièrement les contributions de Pierre Chessex, Bernard Crettaz, Stéphane Decoutère, Jean Olivier Majastre, Marie Claude Morand et Gianni Oliva.

8 Pour illustration voir le cas des dits «chapeaux valaisans à falbalas», communément attribués à la tradition indigène alors qu'ils ne sont rien d'autre qu'une adaptation de modèles urbains provenant de France. Voir Thomas ANTONIETTI, *De l'inégalité des relations hommes-femmes dans la société rurale du Valais*, Cahier d'ethnologie valaisanne n° 1, Sion 1990, p. 69.

sont, pour eux, la survivance<sup>9</sup>. De fait, marquée par le recours constant aux artistes et aux modèles étrangers, -de l'influence savoyarde médiévale à celle du Haut-Rhin, des artistes lucernois ou ossolans de l'époque baroque aux modèles français rococo et empire du XVIII<sup>e</sup>- l'histoire culturelle du Valais, tissée en étroit contact avec l'extérieur comme celle de toutes les régions alpines, ne pouvait intéresser que médiocrement ces pourtant fins lettrés venus chercher dans les Alpes qui «un état de nature», qui «un cachet original».

## Le vrai Valais, c'est celui de la montagne

La plupart des auteurs de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, tout en soulignant le caractère pittoresque du montagnard, proposaient cependant à leurs lecteurs une vision contrastée des habitants des Alpes, relevant par exemple l'aspect quelque peu fruste et arriéré de leurs mœurs. Les écrivains et voyageurs de la première moitié du XIX<sup>e</sup> ne s'embarrasseront guère de ces précieuses nuances. Confortés dans leur «alpophilie» par l'enthousiasme professé par plusieurs érudits, ébranlés par la conviction du célèbre naturaliste genevois, Horace Bénédicte de Saussure, selon lequel, «[...] si l'on peut espérer de trouver quelque part en Europe des Hommes assez naturels pour n'être pas féroces, et assez naturels pour n'être pas corrompus, c'est dans les Alpes qu'il faut les chercher»<sup>10</sup>, ils font apparaître la figure du montagnard dans toute sa positivité. Mieux encore, celui-ci leur semble bien supérieur à l'habitant de la plaine, dont plusieurs auteurs soulignent le caractère indolent, la dégradation physique, l'ignorance, le manque de spiritualité et de civilité<sup>11</sup>.

Cinquante ans plus tard, ces observations, faites dans l'euphorie d'une découverte mythifiante de la montagne et de ses habitants, obtiennent, pour le Valais, un statut «scientifique» sous la plume de Louis Courthion. Publié en 1903, son *Peuple du Valais* compte parmi les textes fondateurs de l'ethnologie alpine et mérite l'attention particulière du chercheur par son orientation plutôt critique pour l'époque. Valaisan d'origine formé à Paris, Courthion fut le premier à proposer une intéressante géographie des groupes sociaux composant la diversité valaisanne; cependant il n'innove guère quand il s'agit d'en apprécier les relations. Reprenant à son compte les schémas de ses prédécesseurs, il revient à plusieurs reprises sur la «supériorité très marquée du type de la montagne sur celui de la plaine», qu'il explique dans un cadre méthodologique emprunté aux

9 En ce sens la fête sur l'alpe est fille des bergeries arcadiennes du Rococo. Un magnifique exemple de ces banquets arcadiens fut en Valais l'organisation en 1866 de la Fête de la Bella-Tola par Ernest Griollet. Voir J. JULLIEN, «Fête de la Bella-Tola, 29 juillet 1866», extrait de *l'Echo des Alpes*, février 1867, Genève 1867.

10 Horace Bénédicte de SAUSSURE, *Voyages dans les Alpes*, Neuchâtel 1781, tome IV, p. 386.

11 Mondher KILANI, *op. cit.*, p. 33.

sociologues français contemporains et décrit comme l'analyse des «influences combinées de la structure extérieure du sol, des conditions de culture, des origines et des traditions historiques»:

Pour tout, le riverain [montagnard] est plus âpre au travail, plus constant que l'habitant de la plaine. Ce dernier, étant placé dans une contrée où les ressources sont plus nombreuses et plus faciles, tombe plus rapidement dans la mollesse.

Plus loin:

On observe que les populations des localités extrêmes des hautes vallées montrent souvent un goût plus marqué de la culture de l'esprit que les populations de la plaine, et une finesse dont les exemples se font rares à mesure qu'on descend vers le Rhône ou qu'on parcourt les coteaux moyens. [...] Ces coïncidences portent à conclure qu'amené, d'une part, à l'observation par la nécessité des déplacements et par la vision plus pénétrante des contrastes, d'autre part, à la réflexion qu'engendre la rigueur des longs hivers, le montagnard cherche plus volontiers dans les livres des délassements et des satisfactions de curiosité.

Et de donner dans sa conclusion une liste de ceux qu'il considère comme les plus grands hommes de l'histoire valaisanne, qui sont tous, ou presque - il faut bien faire une exception pour son compère radical Maurice Barman - originaires de la montagne!<sup>12</sup>

A la même époque, le peintre neuchâtelois Edmond Bille, fraîchement installé en Valais, s'engage dans le même type de réflexion:

Il y aurait une intéressante étude à faire sur l'influence de la vie simple et naturelle sur la moralité et le bonheur des peuples; et il est fort probable que dans une comparaison avec les populations primitives des hautes Alpes, les habitants plus civilisés, emportés par le grand courant moderne, n'en sortiraient pas avec tous les avantages.<sup>13</sup>

Quelques années plus tard, l'assimilation de la figure type du Valaisan au montagnard des vallées latérales devient courante. Elle sera même adoptée sans difficultés par les Valaisans eux-mêmes: «C'est un pays dououreusement ciselé dans la pierre de la montagne», dit avec fierté Jean Follonier au début de l'«Invocation pour mon pays» qui ouvre *Peuple des Montagnes*. «Il commence à la plaine, mais la plaine n'est que le commencement, le pays est plus haut [...]»<sup>14</sup>

Sous l'influence de la diffusion des idéologies patriotardes, identifiant l'essence helvétique à une culture rurale montagnarde dite «traditionnelle», voire «primitive», certains auteurs de l'extérieur iront même plus loin et considéreront que le Valais est «celui des pays de Suisse qui nous rend les images les plus complètes et souvent les mieux conservées de nos richesses autochtones»<sup>15</sup>. Pierre Grellet brode ici sur un thème que

12 Louis COURTHION, *Le peuple du Valais*, Lausanne 1979 (1<sup>re</sup> édition: Sion 1903), pp. 51, 12, 68, 106-107.

13 Edmond BILLE, *Les hautes Alpes et leurs habitants*, manuscrit, 1901, p. 21, cité par Pascal RUEDIN, *Edmond Bille, des écrits à l'œuvre*, mémoire de licence en histoire de l'art, Université de Lausanne, 1991, p. 17.

14 Jean FOLLONIER, *Peuple des Montagnes*, Sierre 1944, avec des illustrations d'Albert Chavaz et une préface de Pierre Valette, p. 9.

15 Pierre GRELLET, Préface à l'ouvrage d'Ignace MARIÉTAN, *Ame et visages du Valais*, Lausanne 1949, p. 8.

Léopold Rüttimeyer, un des ethnologues suisses les plus renommés à l'époque, avait au début du siècle légitimé du sceau scientifique. A la recherche « d'outils et de coutumes archaïques » à comparer avec ceux des cultures préhistoriques et extraeuropéennes, Rüttimeyer avait prospecté le Valais :

In unserer Schweiz ist es vor allen der Kanton Wallis, welcher bei der Nachforschung nach solchen alten und primitiven Kulturrelikten bei weiten das dankbarste Feld bietet und für den Prähistoriker und Ethnographen, den Folkloristen, Linguisten und Historiker, wie für den Naturforscher ein wahrhaft gelobtes Land darstellt.<sup>16</sup>

Rüttimeyer n'était pas seul à considérer le Valais comme un conservatoire privilégié de valeurs en perdition. Préoccupé par la nécessité de susciter un véritable art national, que l'artiste croit possible pour autant qu'il s'appuie sur un art populaire, Edmond Bille propose en 1923 de s'inspirer du Valais :

En vérité, si l'on veut créer un art de chez nous, il faut remonter à ses sources et c'est en Valais qu'il faudra premièrement les chercher; notre grande vallée rhodanienne n'est-elle pas une des Marches par lesquelles la civilisation latine a porté son flambeau chez les peuples barbares?<sup>17</sup>

Quelques années plus tard, l'historien de l'art Jura Brüscheiler, voulant s'expliquer l'affluence en Valais des peintres de l'extérieur, renchérit sans sourciller :

Cette terre dont chaque pierre raconte l'histoire, cette terre singulière et multiple, violente et douce à la fois et capable par là d'accueillir les caractères artistiques les plus opposés, n'offre-t-elle pas l'image authentique du paysage suisse? Ces hommes qui depuis des siècles n'ont cessé de se battre contre une nature hostile, ces visages de paysans burinés par un travail obstiné, ne sont-ils pas l'incarnation du caractère national?<sup>18</sup>

Parallèlement à cette tendance nationaliste, assimilant suissitude, caractère montagnard et exemplification valaisanne, s'affirme une autre idée que privilégiera progressivement la majorité des Valaisans. Née elle aussi dans les milieux littéraires et artistiques du dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, elle confère au Valais le statut de « pays à part »<sup>19</sup>, souvent mis en opposition avec le reste des cantons suisses, un pays « que rien ne peut remplacer pour ceux qui l'aiment d'un amour à part »<sup>20</sup>

A tout Suisse, le Valais apparaît fraternel et comme étranger. Fraternel par la langue et l'esprit, par l'histoire; mais étranger. C'est le plus individuel, le plus irréductible des cantons. Il est scellé sur le passé légendaire, qui

16 Léopold RÜTIMEYER, *Über einige archaische Gerätschaften und Gebräuche im Kanton Wallis und ihre prähistorischen und ethnographischen Parallelen*, Basel 1916, p. 3, tiré à part de la revue *Archives suisses des traditions populaires*, n° XX, 1916, pp. 283 ss.

17 Pierre BERTOL [pseud. d'Edmond Bille], « Après l'exposition de Brigue: Ce que créent et façonnent les petits artisans du Haut et du Bas-Valais », dans *Tribune de Genève*, 23 juin 1923.

18 Jura BRÜSCHEILER, « Introduction », dans *Le Valais vu par quelques peintres d'autrefois*, cat. expo., Château de Villa, Sierre 1955. Voir aussi les textes d'Ernest Bovet sur le Cervin comme symbole national dans la contribution d'Alain Clavien au présent ouvrage.

19 MARIO [pseud. de Marie Trolliet], *Le génie des Alpes valaisannes*, Neuchâtel 1895, p. 22. En complément, voir aussi Marie Claude MORAND, « L'invention du Valais comme "pays à part" », dans *Valais où vas-tu? un autre regard sur un canton en mutation*, cat. expo., Tour d'Anniviers, Vissoie 1991.

20 Albert GOS, *Souvenirs d'un peintre de montagne*, Genève 1942, p. 75.

affleure partout, comme le roc entre les vignes sur les collines de Sion. Pour avoir tenu plus ferme à la tradition, pour s'être conservé plus jalousement lui-même, le voici qui fait un peu figure d'étranger. On le croit étrange parce qu'il est original. On le croit défiant et négatif parce qu'il est resté fidèle à soi-même dans l'alliance de ceux qui changeaient [...]. Il rehausse la figure de la Suisse et l'ennoblit singulièrement. C'est à lui seul, bientôt, qu'elle devra de conserver quelque chose de *primitif*. [...]. Nul pays de Suisse n'a ce profil romain, ce parfum, cette auréole. C'est une terre pauvre et rupestre, dont s'éloignent encore les grandes activités. Mais elle a plus de figure, d'âme, d'histoire et de poésie, plus de vie et de *réalité*, pour mieux dire, qu'aucune autre terre de chez nous.<sup>21</sup>

## De la vallée isolée naît un monde à part

Si les auteurs de la fin du XVIII<sup>e</sup> n'ont pas manqué de relever le relatif isolement du Valais, tout en s'extasiant sur la beauté puissante de ses barrières montagneuses apparemment infranchissables, c'est seulement dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup>, avec la diffusion, entre autres, des théories d'Hippolyte Taine sur l'influence du milieu, que ce facteur physique est considéré comme la source principale des caractéristiques sociales, économiques et culturelles des populations valaisannes. Le couplet sur l'isolement, garant de l'authenticité heureuse de la culture montagnarde et parfait antidote aux transformations économiques et sociales qui travaillent l'Europe, devient l'introduction obligée de tout ce qui s'écrit en cette fin du XIX<sup>e</sup> sur le Valais, du poète au peintre et à l'ethnologue:

Heureusement, il semble que la vie des Chandolinards, isolée du grand courant de la civilisation, les ait jusqu'ici préservés de devenir, comme tant d'autres montagnards, des villageois quelconques, à l'existence uniforme, dépourvue de cachet original. On s'en aperçoit facilement à leurs mœurs, à leurs coutumes, dont beaucoup sont traditionnelles, à la vie surnaturelle dont ils entourent leur prosaïque existence de chaque jour. Des actions les plus importantes jusqu'aux plus infimes détails de la besogne journalière, leur manière d'agir et de penser est bien «originale».<sup>22</sup>

Subitement, un splendide plateau d'un vert luxuriant s'ouvrit devant moi et, là-bas, des maisons, un village, une chapelle blanche au milieu de grands chalets... C'était Embd, perché comme un nid d'aigle au-dessus de la vallée. [...] Dans cette retraite, des générations ont vécu et vivent cette existence à part, ignorant tout ce qui se passe ailleurs. Les habitants sont du reste heureux; ces ruelles sombres, escarpées, ces hauts escaliers branlants, tout cela leur est familier, et ils sont attachés à leur aire comme nous à nos villes.<sup>23</sup>

Visperterminen ist eine Berggemeinde, welche vermöge ihrer Abgeschlossenheit Institutionen besitzt, die aus grauer Vorzeit ger datieren, die sich aber in einer Reinheit bis auf den heutigen Tag erhalten haben, wie dies wohl nirgends im ganzen Alpengebiet in so schöner Weise beobachtet werden kann. [...]

21 Henri DE ZIEGLER, «Valais», dans *Pages d'art*, 1919, p. 124.

22 Lillette DE LOËS, «Un village des hautes Alpes. Chandolin», dans *Bibliothèque universelle*, n° 40, avril 1899, pp. 131-132.

23 Albert GOS, *op. cit.*, pp. 29-30, chapitre sur la vallée de Saas, visite de 1874.

Keine Eisenbahn, keine Fahrstrasse und keine Postkustsche stört das einsame Leben der Bergbewohner. Die Sitten und Gebräuche sind noch unversälscht. Der fromme Landsmann ist noch nicht beeinflusst von der Industrie und dem modernen Verkehrsleben.<sup>24</sup>

Seule voix discordante alors, celle de Louis Courthion, lequel hésite entre l'admiration qu'il partage avec les touristes étrangers pour ce monde à part, «le plus curieux, le moins exploré et à maint égard le plus intéressant des cantons suisses», et l'arriération qui, à ses yeux, en découle directement:

Du berceau à son entrée à la direction des affaires de son pays, le Valaisan est ainsi un produit cultivé en serre, ou, si l'on aime mieux, dans un jardin ayant pour palissades les plus hautes chaînes montagneuses de l'Europe.

Parvenu à ces emplois publics auxquels il n'a cessé de viser, chargé de gouverner son pays, comment pourra-t-il se faire pratiquement du monde une autre image que celle qu'il a toujours eue sous les yeux? Que saura-t-il y percevoir? Des étendues de petits carrés de vignes, de seigle, de pommes de terre, étagés sur les coteaux grévés de gorges, striés par les bandes noires des sapins, couronnés par l'argent des neiges?<sup>25</sup>

## De la pauvreté à la bienheureuse autarcie

Corollaire de celle de l'isolement, l'image de la pauvreté de la terre valaisanne est un topos né lui aussi vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle au moment des fortes poussées émigratoires consécutives aux changements économiques et politiques qui façonnent alors l'Europe. Fort bien analysée par Kilani qui en fait à juste titre l'élément moteur de tous les projets d'industrialisation et de modernisation du Valais<sup>26</sup>, la progressive constitution de cette nouvelle image accompagne en effet une prise de conscience des potentialités économiques et techniques du canton. Sans cesse en interaction, mais rarement en lutte ouverte avec les images identitaires de nature folklorisantes, cette vision d'un Valais technologiquement modernisable ne pénétrera que très difficilement et fort tardivement la sphère de la représentation culturelle. En revanche, elle marquera de manière décisive les domaines techniques liés à l'exploitation touristique<sup>27</sup>. Fasciné par ce jeu de contrepoint, Kilani oublie cependant de nous signaler qu'à l'image «négative» de la pauvreté était toujours associée l'idée, revendiquée, elle, comme «positive», du caractère extrêmement travailleur du Valaisan dont on loue «l'opiniâtre labeur»<sup>28</sup> visant à transformer sa peu attirante pauvreté en digne autarcie:

24 Friedrich Gottlieb STEBLER, *Ob den Heidenreben*, Zürich 1901, p. 110, collection Monographien aus den Schweizeralpen.

25 Louis COURTHION, *op. cit.*, p. 152.

26 paragraphe intitulé: «La pauvreté de la montagne comme état de nature», *op. cit.*, pp. 36-38.

27 voir plus loin les pages consacrées à la publicité touristique.

28 LENTHÉRIC, *Le Rhône. Histoire d'un fleuve*, Paris 1892, cité par Louis COURTHION, *op. cit.*, p. 63.

Pareil à ces sapins tordus qui viennent fixer leurs racines à la moindre motte de terre incrustée au rocher, le Valaisan a exploré les dernières solitudes de ses gorges tortueuses pour s'assurer la possession du plus maigre lambeau de terre arable qu'elles pouvaient recéler. Et, pour y jeter la semence adaptée à son exposition, à son plus ou moins de richesse et de perméabilité, il a dû déployer et déployer encore des soins et des efforts tout à fait disproportionnés à la rémunération qu'il lui est raisonnablement permis d'en espérer.<sup>29</sup>

Autarcie de subsistance dont les effets cependant sont sévèrement jugés par l'auteur qui semble y voir davantage un dangereux repli sur soi:

Cette subdivision infinie du travail, cette répartition diversifiée du sol, compliquée par la diversité des altitudes, cette coutume d'adapter à des terrains si variés tous les produits nécessaires à leur subsistance, à leur vêtement, à leur nourriture et à leur habitation, ont fait des populations de ces vallées fermées la race la plus autochtone du continent, la plus routinière, la plus rebelle aux idées de commerce et d'industrie progressive, mais aussi la plus indépendante de l'autorité extralocale de l'Etat.<sup>30</sup>

alors que, déguisée sous le noble terme de «simplicité», elle est magnifiée dans plusieurs textes de voyageurs citadins pour lesquels la pauvreté autarcique du Valais est le meilleur agent conservateur de l'image arcadienne dont ils ont besoin:

C'est donc un passé de labeur honnête qui flotte autour de ces poutres brunies. Des étés brûlants, de longs hivers rigoureux se sont succédé sur ces toits aux lourds bardeaux de mélèze, et durant cette fuite des années les heures de travail ont été rudes, nombreuses et uniformes, pour les paisibles travailleurs, habitants de ces frustes demeures. Espérons que ces simples et laborieuses coutumes se transmettront fidèlement. Souhaitons que tous puissent encore venir chercher au sein de cette austère et solennelle nature, les forts le repos après le combat de la vie, les faibles un peu de la paix qui les a fuis.<sup>31</sup>

Démultipliée par les guides, récits de voyage et prospectus touristiques, la vision idyllique de Lilette de Loës reléguée bientôt aux archives la critique de Courthion. Dans le second après-guerre, cette idée d'une population autarcique faite de communautés d'hommes soudés par le travail et l'apreté de leur terre natale définira la «vraie vie» valaisanne, celle d'hier bien sûr mais que l'auteur, -ici l'écrivain valaisan Maurice Zermatten-, par le glissement du «ils» au «on» puis au «nous», propose insidieusement de tenir pour éternelle:

Sur ce haut socle solitaire vit une mince communauté d'hommes qui se suffisent à eux-mêmes, qui cultivent leurs parcelles de seigle, de pommes de terre et de fèves, qui élèvent leurs petites vaches brunes, qui descendent à la plaine pour piocher et tailler leurs vignes, pour ramener dans leurs caves, l'automne, quelques "bossettes" de vin.

Ils naissent là-haut, apprennent à lire et à écrire dans leur petite école, se marient entre eux, travaillent les uns sous les regards des autres, souffrent en silence et meurent dans les chambres basses où tout le monde

29 Louis COURTHION, *op. cit.*, p. 54.

30 *Idem*, p. 49.

31 Lilette DE LOËS, *op. cit.*, p. 124.



se rassemble pour prier. Pas d'autres bruits que la hache qui fend la bûche, la scie qui débite des poutres pour la maison neuve [...], les fléaux sur l'aire du *raccard*, la fontaine sur la place, les cloches, trois fois le jour, qui sonnent la messe et les angélus, et la voix aiguë des enfants, la corne du berger, les sonnailles des troupeaux.

Pas d'autres pensées que celles qui régissent la vie des pauvres: semer à l'heure juste de la saison; couper le bois dans les journées creuses de fin d'automne ou du premier printemps; réparer, l'hiver, les meubles et les outils; descendre à la vigne dès que le coteau de la rive droite montre sa terre noire; et planter, désherber, arroser, faucher, moissonner à la faucille; tondre les belles brebis, deux fois l'an; laver le linge à la fontaine; baratter le beurre, faire le fromage. Vivre en un mot, dans le rythme élémentaire des saisons... Vie vraie, sans complication, dans la justesse des rapports quotidiens. Être ce qu'on est au milieu d'une nature avare, rude, qui vous mesure parcimonieusement ses dons mais ne vous refuse pas l'indispensable. Rien que des pierres, des forêts, et ces petits champs, et ces prés étroits, et le torrent, sous un ciel souvent très bleu. Mais le ciel, on ne le regarde que pour savoir le temps qu'il fera demain.

Vie rude, vraiment, vie de lutte parce que la pauvreté sans cesse nous menace, la sécheresse, le gel, l'orage, l'incendie. Vie accablée. Que l'homme est fragile au regard des forces tumultueuses qui le dominent! Que peut-il par lui-même? Se taire; prier. Sa seule chance; cette église blanche qui dresse sur la colline son clocher, sa flèche de tuf, la croix de fer forgée. Le ciel, sans elle, nous accablerait. Mais elle est là; un jour par semaine, nous allons à la messe [...] de temps à autre, nous suivons le prêtre en procession afin d'attendrir ce Dieu de rigueur, ce Dieu de la Bible qui règne sur le monde et souvent le punit. Et quand il nous accable, quand il nous arrache ceux que nous aimons, nous nous taisons, nous courbons la tête, nous mesurons en silence l'étendue de notre solitude.<sup>32</sup>

## **Le rôle des artistes de l'extérieur dans la cristallisation et la diffusion des images identitaires du Valais**

### **1885 - 1920: naissance et développement d'une iconographie folklorisante importée**

#### **Le cas de Ritz**

Formulés par les voyageurs, les écrivains et les essayistes entre 1750 et 1900, ces stéréotypes n'acquerront cependant leur véritable dimension identitaire publique que dans les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, et ceci grâce à la conjonction de plusieurs facteurs<sup>33</sup> dont deux furent

<sup>32</sup> Maurice ZERMATTEN, *Edouard Vallet, peintre et graveur*, Genève 1956, pp. 44 et 53.

<sup>33</sup> Comme la création de plusieurs sociétés à caractère folkloriste dont en 1896 la Société suisse des traditions populaires, la publication d'une série d'études ethnographiques sur des villages valaisans par le Zurichois Stebler, le développement des expositions et fêtes nationales et cantonales, tous éléments qui sont à considérer dans le cadre de l'affirmation d'une identité nationale où la montagne fonctionne comme image-symbole de l'hélicité. Voir à ce propos la contribution d'Alain Clavien au présent ouvrage.



pour le moins décisifs: d'une part la progressive organisation des réseaux et de la publicité touristiques, d'autre part la production, par des peintres et pour un marché extérieurs au Valais, d'une iconographie alpestre qui vient, par l'image, cristalliser et donner forme visuelle à ces schémas.

Longtemps, l'intérêt des peintres pour les Alpes s'orienta vers la mise en scène de paysages, tantôt propres à inspirer chez le spectateur le respect et l'admiration pour la puissance de la nature (fig. 1), tantôt destinés à susciter des sensations d'harmonie avec elle. Iconographie romantique que recourent assez bien les premières descriptions littéraires de la fin du XVIII<sup>e</sup> et du début du XIX<sup>e</sup> siècle. En revanche, jusqu'au dernier tiers du XIX<sup>e</sup>, le goût manifesté par les voyageurs et les écrivains pour le pittoresque des populations indigènes, leurs traditions et leurs fêtes, semble, à de rares exceptions près telle l'œuvre de Vigée-Lebrun, peu toucher les peintres qui, certes, croquent souvent au premier plan de leurs paysages de petits personnages, -touristes, scientifiques ou autochtones-, (fig. 2) mais il s'agit là davantage d'un procédé stylistique de mise en valeur de la montagne par repoussoir, que d'une véritable prise en compte iconographique.

L'infiltration progressive de la scène pittoresque dans la peinture de paysage de montagne est, en Valais, le fait d'un peintre indigène, Raphaël Ritz (1829-1894). Formé à l'une des plus célèbres académies de peinture de genre de l'époque, celle de Düsseldorf, Raphaël Ritz doit non seulement à son séjour en Allemagne sa familiarité avec le langage de la mise en scène propre au genre, mais aussi l'effet de distance qui lui permet, à son retour en Valais, de faire image, de raconter vie et événements locaux comme s'il s'agissait de faits exotiques. Cependant, tout en ayant l'œil du voyageur, Ritz est un homme de «l'intérieur», profondément intéressé à l'histoire et à la culture de son pays d'origine. Son œuvre témoigne d'une vision diversifiée et plurielle du Valais qu'on ne retrouve pas chez ses contemporains ni chez ses successeurs: ses femmes en costume voyageant à dos de mulet alternent avec les ingénieurs au travail dans la montagne (fig. 3, 4), ses bergers endormis sur l'alpage avec la description des paysages architecturaux de la ville de Sion, ses dévotions populaires avec l'évocation des grands travaux d'endiguement du Rhône, la description des fouilles de l'amphithéâtre romain de Martigny ou le relevé des peintures murales de l'église médiévale de Valère. De plus, ses compositions privilégient l'effet d'ensemble plastique et chromatique des scènes accordant en revanche peu d'attention aux détails, qu'ils soient d'ordre descriptif ou narratif. Enfin, en vrai peintre de genre, Ritz insiste moins sur la spécificité locale de ses sujets que sur leur portée «morale» universelle. Sa production offre ainsi peu d'espace à l'imagerie, et se prête difficilement à l'appropriation identitaire. Aussi, le créateur de l'iconographie folklorique valaisanne ne fut-il pas le Valaisan Ritz mais un peintre de l'extérieur, le Vaudois Ernest Biéler (1863-1948).



Fig. 1: Gustave Castan (1823-1892): *Le Pigne d'Arolla*, non daté, dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, huile sur toile, 95 x 149 cm, MCBA, Sion, dépôt de la Confédération.



Fig. 2: Caspar Wolff (1735-1783): *Le glacier du Lauteraar*, 1776, huile sur toile, 55 x 82,5 cm, Kunstmuseum, Basel.



Fig. 3: Raphaël Ritz (1829-1894): *Jeune fille de Savèse*, 1890, huile sur toile, 51 x 36,5 cm, MCBA, Sion.

### Sur les traces de Biéler, la colonisation artistique du Valais...

Sa formation parisienne terminée, Biéler, en adepte convaincu du plein-airisme à la mode, s'apprête à parcourir la Suisse durant l'été 1884, carnet de croquis en main. Son voyage débute par le Valais où, enfant, il avait souvent accompagné son père. A Sion, raconte sa biographe et seconde femme Madeleine de Cérenville, il :

[...] fait alors la connaissance du peintre Raphaël Ritz et, au cours d'une conversation avec lui et quelques amis, on en vient à parler de Savièse, d'où Ritz fait descendre ses modèles pour poser dans son atelier. Un dimanche matin, Biéler se décide à monter à Savièse. Il fait très chaud, mais déjà, près du lac de Montorge, vert émeraude, il oublie la chaleur, envoûté par le paysage.<sup>34</sup>

Envoûté, il le sera encore bien davantage par la scène qui va s'offrir à ses yeux devant l'église de Saint-Germain et qui fit le sujet de son premier tableau valaisan. Acheté par le conseiller d'Etat Eugène Ruffy pour le Musée cantonal des beaux-arts de Lausanne alors qu'il était encore en chantier dans son atelier parisien, «Devant l'église de Saint-Germain en Savièse», apprécié par la critique du Salon de Paris en 1887 et reproduit dans son catalogue, sera présenté deux ans plus tard dans la section suisse des Beaux-Arts à l'Exposition Universelle de Paris où il obtient une mention honorable. Mais Biéler n'en reste pas là. Il persuade ses amis peintres de l'accompagner à Savièse et en 1885 déjà, le Genevois Henri van Muyden (1860-1936) y plante son chevalet. Dans les années 90, d'autres vont l'imiter: les Genevois Otto Vautier (1863-1919), François de Lapalud (1863-1924), Albert Silvestre (1869-1954), John Pierre Simonet (1860-1915), Alfred Reh-fous (1860-1912), et le Neuchâtelois Paul Virchaux (1862-1930); en 1898, Biéler y conduira la Française Marguerite Burnat-Provins (1872-1952). Dès le début du siècle, y viendra fréquemment le seul Valaisan du groupe: Raphy Dallèves (1878-1940); puis, en 1907, le Genevois Edouard Vallet (1876-1929) y monte lui aussi, avant d'opter pour le promontoire de Ver-corin, suivi deux ans plus tard par la tribu neuchâteloise des Gilliard père (1861-1921) et filles.

- A C'est donc quasiment une de ces colonies d'artistes comme il y en a plusieurs à l'époque en Allemagne, en France, en Italie, dans l'Oberland bernois, que le coteau de Savièse voit s'installer chaque été autour de l'atelier que Biéler se fait construire en 1900. Et comme ses consœurs, elle est là pour peindre sur le motif ce qui lui semble échapper encore à l'industrialisation et à l'agitation citadine, dans cet esprit de néo-primitivisme qui affecte alors une bonne partie de l'Europe intellectuelle et artistique, et qui voit dans l'émigration de Gauguin vers les îles tahitiennes son expression

<sup>34</sup> Madeleine BIÉLER, *Ernest Biéler, sa vie, son œuvre*, Lausanne 1953, p. 36. Biographie reconstruite après coup et donc à consulter avec prudence, puisque Madeleine de Cérenville n'épousa Biéler qu'en 1928 et ne connaîtra que par intermédiaire les premières années de sa vie artistique.





Fig. 4: Raphaël Ritz (1829-1894): *Ingénieurs dans la montagne*, non daté, vers 1870, huile sur toile, 60 x 73 cm, MCBA, Sion, dépôt de la Fondation Michel Lehner.

la plus avancée<sup>35</sup>. D'ailleurs les critiques de l'époque ne s'y sont pas trompé qui ont relevé cette analogie. En 1906, Gonzague de Reynold lance négligemment que «le Valais est un peu la Bretagne de la Suisse»<sup>36</sup>; en 1918, Alexis François s'emploie à le démontrer sur l'exemple d'Edouard Vallet:

Permanence de la terre et du sol, permanence du climat et des saisons, permanence des mœurs et coutumes, permanence des types et de la race, avec, au fond, mais qui n'affleure pas encore -comme chez Gauguin par exemple- quelque chose de mythologique. Après tout, y a-t-il aucune raison, je vous le demande, pour qu'une belle fille ou un beau gas [sic] de Savièse ne puisse pas rivaliser avec un otaïten ou une otaïtienne sous le rapport de l'ingénuité primitive, physique ou morale...<sup>37</sup>

De leur côté, Paul Seippel et d'autres après lui mettront en évidence le rapport existant entre les sujets et la technique à tempera utilisée par Biéler, Gauguin et d'autres, une technique dont on faisait à l'époque la caractéristique fort appréciée des peintres médiévaux, que l'on nommait alors «Les Primitifs»:

Pour peindre des êtres si loin de notre humanité cosmopolite, l'artiste a dû remonter jusqu'à assez près des primitifs [...]»<sup>38</sup>

Le procédé pictural de Biéler est merveilleusement adapté à ce qu'il veut nous montrer et nous dire. [...] Il entend que le peintre se limite à ces moyens d'expression réellement picturaux, et tels qu'on les trouve chez les fresquistes et les vieux maîtres du temps où la peinture à l'huile n'était pas encore inventée.<sup>39</sup>

Est-ce l'exemple du succès de la colonie emmenée par Biéler ou la convergence de mêmes intérêts qui pousseront aussi, quelques années plus tard, le Neuchâtelois Edmond Bille (1878-1959), le Bernois Albert Nyfeler (1883-1969), les Vaudois François de Ribaupierre (1886-1981), René Martin (1891-1977), Albert Muret (1874-1955), René Auberjonois (1872-1957) et bien d'autres encore à faire des séjours prolongés dans les vallées valaisannes, voire à s'installer, qui à Chandolin, qui au Lötschental, qui à Evolène ou à Lens? L'un a probablement aidé l'autre dans cette pacifique colonisation artistique d'un Valais qui, certes, avait vu jusqu'alors défiler quantité d'artistes, et non des moindres, -les Anglais William Turner, John Ruskin ou les Genevois François Diday et Alexandre Calame-, mais n'en avait jamais vu aucun s'y enraciner.

Nombreux et fidèles, ces inconditionnels du Valais achemineront vers leurs cantons respectifs quantité d'œuvres dont il faut relever à la fois la diversité stylistique -témoignant, bien que sur un mode mineur, des

35 Peu étudiées comme phénomène d'ensemble, les colonies d'artistes de la fin du XIX<sup>e</sup> se forment dans la mouvance du plein-airisme et vont en France des «naturalistes» de Barbizon aux Nabis de Pont-Aven. Sur l'Ecole de Savièse, voir en particulier Bernard WYDER, *L'Ecole de Savièse*, cat. expo. Manoir de Martigny, du 7.7 au 16.9. 1974, Saint-Pierre-de-Clages 1974 et du même: *L'Ecole de Savièse ou le Barbizon helvétique*, mémoire de licence, Université de Fribourg, 1984.

36 Gonzague de REYNOLD, «Nos artistes. Paul Virchaux», dans *La Liberté*, 4 décembre 1906.

37 Alexis FRANÇOIS, «Edouard Vallet», dans *Pages d'art*, décembre 1918, p. 382.

38 Anonyme [Paul SEIPPEL], «Chronique zuricoise. La nouvelle incarnation d'Ernest Biéler», dans *Journal de Genève*, 26 novembre 1907.

39 M. P. VERNEUIL, «Types valaisans par Ernest Biéler», dans *Art et Décoration*, 1912, pp. 48-49.

recherches formelles accouchées de l'art moderne-, et la remarquable unité iconographique. A l'inverse de ce que l'on peut constater chez Raphaël Ritz, ici, un seul thème orchestre cette abondante production de genre qui ne veut pas dire son nom: la vie des indigènes de la montagne. Le paysage pur se fait désormais rare, et quand l'un ou l'autre y sacrifie ce n'est plus, contrairement aux décennies précédentes, l'exaltation des solitudes grandioses et glacées, mais la montagne cultivée, domestiquée et habitée par les montagnards.

### ... et l'élaboration d'une iconographie mythifiante

Souvent, et de manière presque unanime, la critique a loué et loue encore de ces œuvres le caractère d'images-témoins, soulignant leur attachement à la réalité, leur «authenticité»<sup>40</sup> à défaut de leur vérisme stylistique. Le choix des verbes et de la terminologie utilisés de manière récurrente depuis les premières décennies du siècle ne laisse planer aucun doute: ces citadins venus peindre le Valais transmettent à coup sûr la vérité de la vie montagnarde, et l'on peut se rassurer quant à l'adéquation entre réalité et représentation. En 1907 le Genevois Paul Seippel, inventeur de l'appellation «Ecole de Savièse», dit de Biéler qu'«il s'est efforcé de traduire leur naïveté»<sup>41</sup>; en 1911 la revue française *L'Art Décoratif* parle à propos des tableaux de Biéler et Dallèves de «leur incomparable souci de vérité»<sup>42</sup>; en 1945 François Fosca, dans son *Histoire de la peinture suisse*, présente Albert Muret comme celui qui «a su rendre, avec une gravité dépourvue d'emphase, la vie rustique des montagnards, la beauté homérique de leurs travaux»<sup>43</sup>. Certains auteurs valaisans ne sont pas en reste: de l'œuvre de Raphy Dallèves, le seul émule local de Biéler, n'a-t-on pas dit qu'elle est «l'image émouvante d'une population attentive aux mouvements de l'âme» représentée «de la façon la plus parfaite»<sup>44</sup>, qu'elle «constitue en quelque sorte le mémorial et l'armorial d'une race»<sup>45</sup>? D'autres, tel l'écrivain Maurice Zermatten, bien qu'il oppose au réalisme de surface de l'Ecole de Savièse, -et plus particulièrement de la ligne Biéler-Dallèves- celui plus profond d'Edouard Vallet, qui, «dernier témoin bouleversant d'un monde qui se meurt, [...] hausse au rang d'épopée l'humble réalité des jours», ne conteste nullement aux œuvres de ladite école leur fidélité aux modèles offerts par la vie quotidienne valaisanne, il leur dénie purement et simplement le statut d'œuvres d'art:

40 Louis BUZZINI, *Raphy Dallèves*, Lausanne 1941, p. 21, extrait de la citation d'une lettre du critique William Ritter à Dallèves en janvier 1936: «La tenue quattrocrististe jointe à cette authenticité valaisanne sans une fausse note, sans un loup, fera toujours la joie à la fois des amoureux de Florence ou de Sienne et de votre âpre et harmonieux pays».

41 Paul SEIPPEL, *op. cit.* C'est moi qui souligne.

42 E. de BOCCARD, «Raphy Dallèves» dans *L'art décoratif*, n° 148, janvier 1911, p. 28.

43 François FOSCA, *Histoire de la peinture suisse*, Genève 1945, p. 191. C'est moi qui souligne.

44 Paul DE RIVAZ, «Raphaël Dallèves», dans *Les Alpes*, 1941, pp. 41-42.

45 Louis BUZZINI, *op. cit.*, p. 33.

Que le Valais soit un "merveilleux pays pour les peintres", qui oserait le nier? [...] Tout est *sujets* en nos villages [...] Oui tout, dans une accumulation qui a bien l'allure de la richesse mais qui n'est en réalité que piège immense devant l'ardeur des néophytes.

Parce que l'œuvre d'art n'en est pas une qui se contente de reproduire même le plus fidèlement du monde le tableau offert à la création.

Ce fut l'erreur de l'*Ecole de Savièse* [...] que de prendre pour de la bonne monnaie cette facilité. Compter les rides d'un visage, dessiner jusqu'à l'épuisement de sa patience des plis de robes, des formes de chapeaux, photographier le mouvement d'une chaîne de montagne et la craquelure des séracs a paru suffisant à bien des peintres. Ils ont excellé en ces tâches documentaires. La probité de leur travail nous émeut; son résultat nous consterne [...]

car

[...] la poésie ne trouve pas son compte dans ces inventaires que rien n'arrache malgré leur "idéalisme", au plus plat des réalismes.<sup>46</sup>

Ainsi, qu'ils soient pour ou contre, aucun ne met en doute le réalisme de ces représentations, aucun si ce n'est un peu superficiellement Gonzague de Reynold à l'occasion d'un article sur Paul Virchaux en 1906:

La mode comme toutes les modes tend un peu à [...] déformer [le Valais], à le réduire aux formules banales de quelques types conventionnels.<sup>47</sup>

et surtout un certain Pierre Bertol qui, en 1919 déjà, a senti dans le répertoire iconographique des peintres du Valais, et tout particulièrement dans celui de l'Ecole de Savièse, comme une distorsion de la réalité valaisanne, non pas comme le croit Zermatten par fidélité excessive à ce que le Valais donnerait à voir de lui-même, mais par généralisation abusive et aveuglement volontaire, c'est-à-dire «par une déformation regrettable, à laquelle ne sont pas étrangers nos peintres et nos écrivains»:

On a fait de la vallée d'Hérens, d'Evolène, de ses costumes et de ses processions, une sorte de Valais de convention et un peu théâtral où l'on prend trop ce qu'il y a ici d'exceptionnel pour la parfaite expression du pays valaisan. Le faux pittoresque a nourri pendant trente années une de nos plus prolifiques écoles de peinture (et non la meilleure!) qui va de Ravel à Virchaux en passant par Ernest Biéler et ceux qui le pillent [...] si de là nous passons à la littérature, nous verrons que nos vallées [...] ne cessent pas de servir de thème à des romantiques attardés. [...] Et quand M. de Ziegler assure que "le Valais veut rester ce qu'il est" et que "s'il évolue, c'est dans la tradition", l'envie me prend de le conduire chez ces messieurs concessionnaires de nos mines et de nos torrents, ou bien de le promener dans le désert qu'ont fait de l'admirable bois de Fingres les usines de Chippis, ou encore de le forcer à admirer nos cités industrielles qui poussent drues de Vernayaz à Brigue, ou certaines forêts de pylônes électriques.<sup>48</sup>

Mais lorsque l'on sait que Pierre Bertol n'est rien moins que le pseudonyme sous lequel écrit parfois le peintre Edmond Bille, notamment pour

46 Maurice ZERMATTEN, *op. cit.*, pp. 91 et 59.

47 Gonzague de REYNOLD, *op. cit.*

48 Pierre BERTOL, «Le Val d'Hérens et le romantisme alpestre», dans *Tribune de Genève*, 23 octobre 1919.



la *Tribune de Genève*, cette lucidité prend une tout autre dimension. D'abord parce que la peinture d'Edmond Bille, du moins à l'époque où il écrit ce texte, participe largement de cette vision idéalisée du Valais et qu'elle est en situation de concurrence avec celle de l'Ecole de Savièse. Ensuite parce qu'Edmond Bille est l'un des plus farouches défenseurs du Valais pittoresque, prenant souvent la plume contre les « destructeurs de paysage », pour inciter les Valaisans à donner

[...] plutôt notre confiance à ceux qui exaltent les vertus ancestrales, la bonne vie saine et large qui s'écoule en plein air, à cultiver son sol et à voir dorer ses raisins et ses pommes sous les caresses fécondes du soleil valaisan.<sup>49</sup>

Ce double langage, fréquent chez Bille, témoigne à la fois de son désir d'obtenir une reconnaissance de type « institutionnel » sur le plan national (et là il prend une position plutôt « moderniste », contre l'art rustique) tout en cherchant à consolider une position de type « officiel » qu'il a réussi, comme on le verra plus loin, à se créer sur le plan régional, œuvrant de manière très active à la défense du « visage aimé du pays »<sup>50</sup>, soutenant publiquement qu'en Valais, contrairement à l'Oberland il n'y a « rien de truqué, mais un pittoresque de bon aloi et des mœurs fort peu atteintes par la vie moderne. »<sup>51</sup>

De fait, sélection il y eut, une sélection qu'une lecture tant soit peu attentive de la production picturale de ces années cruciales met facilement en évidence, mais que jusqu'ici aucun critique, aucun historien de l'art n'a relevée. Aujourd'hui encore, le mythe de l'adéquation entre la réalité de la montagne valaisanne et sa représentation picturale fonctionne si bien que même les moins susceptibles de « philosaviézisme » tombent encore dans le panneau. Erika Billeter donne ainsi comme exemple privilégié de « la joie qu'inspire à l'artiste [Biéler] le caractère ornemental d'une composition », les œuvres qui mettent en scène les habitants de Savièse et « leur culture paysanne conservée dans toutes sa pureté ». <sup>52</sup> Même absence de sens critique chez Maurice Jean-Petit-Matile, lorsqu'il rapporte que « sur ce haut plateau dominant Sion survivait une vieille civilisation paysanne encore indemne » et que Biéler, tout en s'attachant

49 Edmond BILLE, « Pour le Valais », dans *Le Nouvelliste Valaisan*, 23 janvier 1918.

50 « Au cœur des montagnes, la vie valaisanne : les hivers d'autrefois - Vieux souvenirs - Ceux qui gâtent les paysages et ceux qui les respectent » dans *La Tribune de Genève*, 8 janvier 1924.

51 « La vie valaisanne : la saison - le tourisme - l'automobilisme - la mort d'un soldat » dans *La Tribune de Genève*, 11 août 1923.

Sur la différence entre champ « institutionnel » et champ « officiel », voir Antoine BAUDIN, « Désarrois et certitudes de la jeune peinture en Suisse romande », dans 19-39. *La Suisse Romande entre les deux guerres*, cat. expo., Lausanne 1986, p. 16 : « Mais une nouvelle distinction s'impose, entre peinture "officielle", impliquant la reconnaissance de l'établissement extra-artistique, et peinture "institutionnelle", en tant qu'elle recueille prioritairement le consensus des institutions spécialisées du champ artistique, qui prétendent au monopole de la représentativité "moderne" [...] ».

Sur le « double langage » de Bille voir Pascal RUEDIN, *Edmond Bille, des écrits à l'œuvre*, mémoire de licence en histoire de l'art, Université de Lausanne, 1991.

52 Erika BILLETER, « Ernest Biéler : entre Paris et Savièse », dans *Exposition Ernest Biéler (1863-1948)*, cat. expo., Galerie Paul Vallotton, Lausanne 1<sup>re</sup>-31 octobre 1981, Imprimerie Rod, Rolle 1981.

[...] à décrire minutieusement les gens en costume, leurs travaux et leurs fêtes, les hameaux de bois noir accordés à la grandeur montagnarde [...] put donner à ses œuvres la netteté que les paysages saviésans devaient à la pureté de l'atmosphère [...].<sup>53</sup>

Quant à Bernard Wyder, auteur de plusieurs textes sur l'Ecole de Savièse et ses peintres, jamais il n'évoque cette question, se contentant d'utiliser souvent le terme «traduire» pour évoquer le travail de Biéler sur le motif, et de répéter avec Madeleine Biéler combien son mari se montrait enthousiaste à l'égard de «l'intarissable source de sujets inédits que constitue ce monde encore intact et sain»<sup>54</sup>

L'iconographie valaisanne inventée par ces peintres de l'extérieur entre fin XIX<sup>e</sup> et début XX<sup>e</sup> compose une sorte de triptyque avec, au centre: le paysage valaisan, celui de la moyenne montagne, où s'aperçoivent les champs et les pâturages des mayens couronnés par les cimes enneigées (fig. 5); sur le volet gauche les travaux quotidiens détaillés selon les saisons (fig. 6); sur le volet droit: les coutumes et traditions populaires, avec leurs cortèges de processions de pénitents ou de sorties de messes (fig. 7) et enfin, à l'extérieur des volets, comme sur les retables flamands du XV<sup>e</sup> siècle, à gauche: des portraits de femmes en costume, «Evolène ou Savièse de préférence», et à droite: les têtes chenues des vieillards, malicieux, bons et ridés (fig. 8 et 9).

De la plaine arborisée ou marécageuse, pas de traces, si ce n'est vue d'en-haut comme pour mieux mesurer la montagne. Seule exception: les rochers de Valère et Tourbillon et leur silhouette pittoresque contre le ciel ou les cimes. L'idée, chère à Courthion, de la supériorité du montagnard a trouvé sa formulation picturale: d'ailleurs, si Raphaël Ritz faisait descendre ses modèles à Sion, Biéler et ses amis montent, eux, à Savièse et s'y installent; le peintre vaudois s'y fait même construire une maison dans le style du pays et se meuble rustique; Marguerite Burnat-Provins porte le costume saviésan. Bille, Refhous, Vallet et beaucoup d'autres chercheront aussi, sous une forme ou une autre, l'intégration. Dans leurs paysages aucune route carrossable, aucune maison neuve, aucun hôtel, pylône, ou simple magasin, rien que l'expression d'une ruralité soigneusement mise en scène: raccards vus en contre-plongée, maisons de bois serrées autour du clocher (fig. 10), champs de blé ou vergers sur fond de montagnes...

De même pour la «représentation» de la vie montagnarde: la sélection porte au premier plan quelques thèmes soigneusement triés. Les coutumes et fêtes populaires ne font pas exception. Les peintres mettent en évidence les moments de solennité, voire l'aspect recueilli et religieux

<sup>53</sup> Maurice JEAN-PETIT-MATILE, «Biéler, de l'Art nouveau à la découverte du Valais», dans *Encyclopédie illustrée du Pays de Vaud. Les Arts*, Lausanne 1978, vol. 7, t. 2, p. 97.

<sup>54</sup> Bernard WYDER, *L'Ecole de Savièse*, op. cit., p. 8.

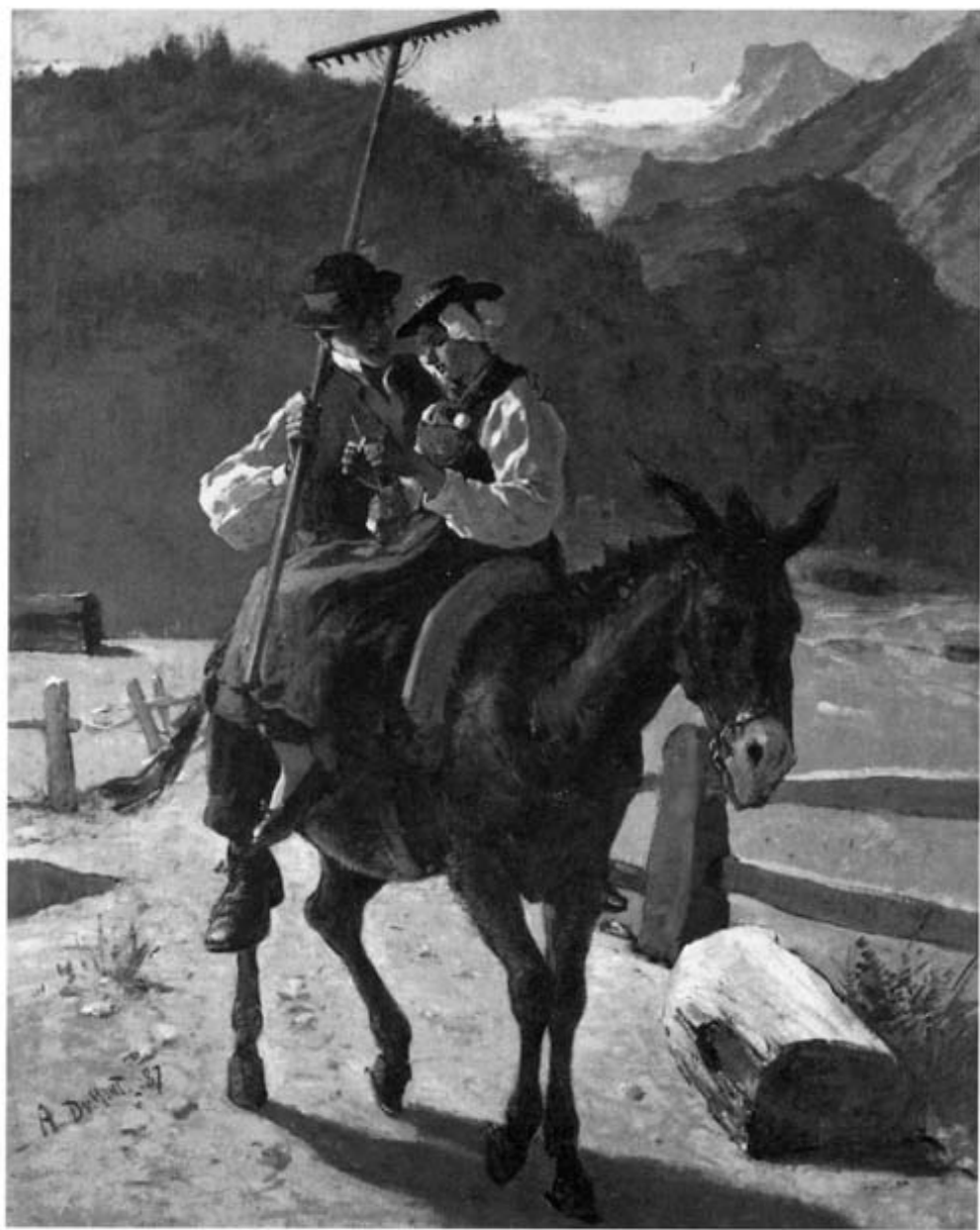


Fig. 5: Alfred Dumont (1828-1894): *Couple d'Evolénards*, 1887, huile sur toile, 81 x 65 cm, MCBA, Sion.



Fig. 6: Edmond Bille (1878-1959): *Travaux des champs*, vers 1949, gouache et fusain sur papier, 165 x 118 cm, carton pour la verrière de l'Hôtel de Ville de Martigny, AEV, Sion, fonds Bille, dépôt de la famille.



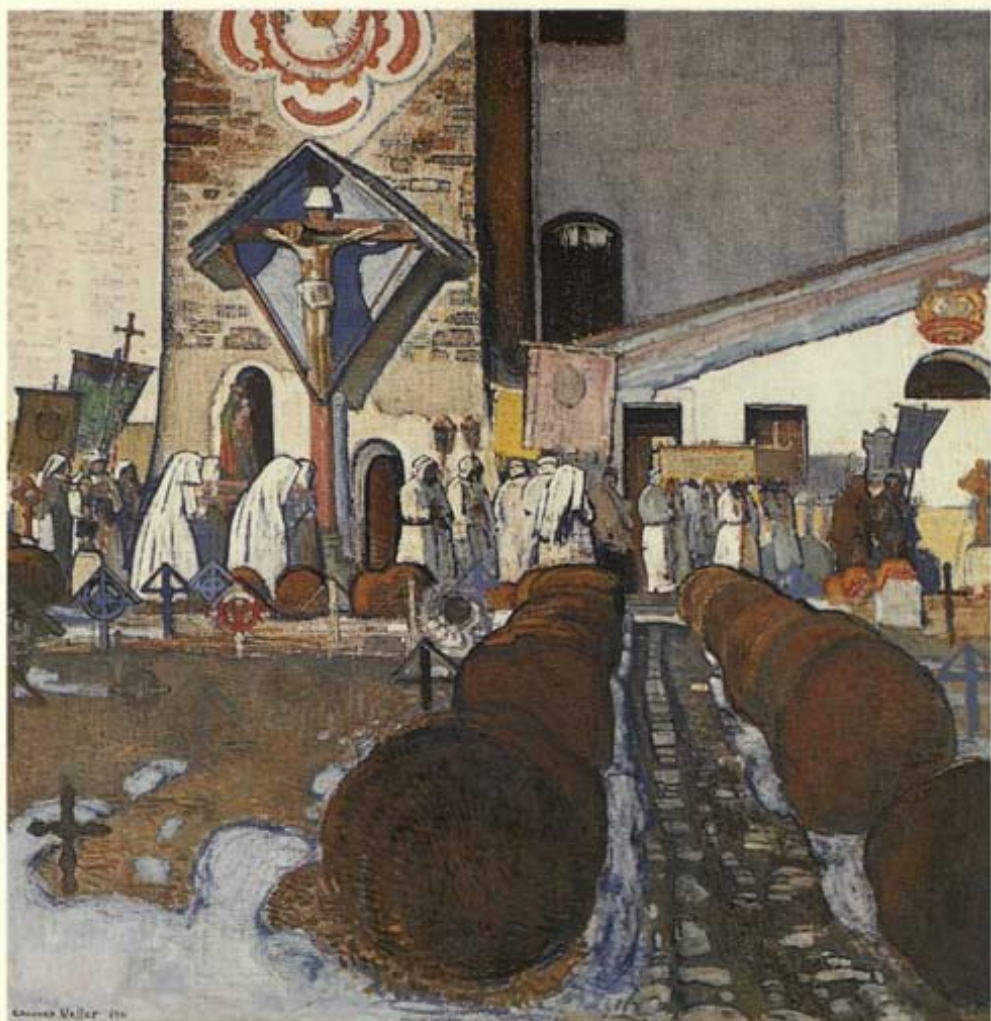


Fig. 7: Edouard Vallet (1876-1929): *Procession de pénitents blancs*, 1911, huile sur toile, 170,5 x 165,5 cm, MCBA, Sion.



Fig. 8: Ernest Biéler (1863-1948): *La dame du village*, 1924, tempéra sur carton, 162 x 71 cm, MCBA, Sion, dépôt de la Fondation Gottfried Keller.



Fig. 9: Raphy Dallèves (1878-1940): *Vieille Evolénarde en costume ancien*, non daté, tempéra sur carton, 43,5 x 30 cm, MCBA, Sion, legs Raphy Dallèves.





Fig. 10: Henry Van Muyden (1860-1936): *Messe à la Sage*, non daté, huile sur toile, 133 x 189 cm, MCBA, Sion.



Fig. 11: Ernest Biéler (1863-1948): *Veillée*, 1904, huile sur toile, 130 x 134 cm, MCBA, Sion.



de la fête<sup>55</sup>, avec une prédilection marquée, surtout chez Vallet, pour le registre tragique -scènes d'enterrements par exemple- montrant peu de goût en revanche pour l'expression de la fête comme débordement, liesse, ou même simple expansion. «La Veillée» de Biéler montre un aréopage de vieillards, dignes presque compassés (fig. 11), sa «Mariée» est bien grave, «Les Musiciens» de Vallet sont ordonnés solennellement comme pour une frise, «L'Accordéoniste» de Valentine Gilliard affiche un air triste et «Le Buveur» de Biéler ne ressemble en rien à ce que le titre pourrait suggérer, au contraire de celui de Werlen, peintre haut-valaisan qui à la même époque travaille assez solitairement dans une direction empruntée à l'expressionnisme allemand (fig. 12 et 13). Le Valais des peintres, comme sa terre chantée par les littérateurs, se veut âpre, digne, austère, toute «de grandeur espagnole ou toscane» comme le voyait Henri de Ziegler<sup>56</sup>. Rien évidemment sur la culture savante, si ce n'est quelques intérieurs d'églises comme décor chez Dallèves, même pas de scène d'école à la montagne. Le seul à y avoir cédé, Henri van Muyden, l'installe sur une clôture.

Quant aux travaux et à la vie quotidienne, c'est sans doute le secteur où la sélection mythifiante des peintres a laissé son empreinte la plus profonde. Apparemment toutes les activités saisonnières sont montrées: du premier printemps aux vendanges en passant par les moissons, le gardiennage des troupeaux, les transhumances à dos de mulet, les travaux spécifiques aux femmes, de la maternité à la rentrée des foin, de l'approvisionnement à la fontaine publique au tricot. Et pourtant à y regarder de près, on s'aperçoit que seuls sont représentés les travaux nourriciers; les besognes de nettoyage (étables, écuries, entretien des chemins, des vignes, corvées communautaires...) sont écartées. Quelques rares lessives cependant, mais où l'accent est mis d'abord sur la description des costumes, l'architecture du village, l'effet de scène (fig. 14). De plus, chacune de ces activités est présentée dans une mise en page qui valorise la noblesse de ce travail, son caractère arcadien (le lecteur se rappellera de Fosca soulignant «la beauté homérique» des travaux des montagnards représentés par Albert Muret), même dans la gamme sombre de Vallet (fig. 15); aucune tâche ne semble astreignante, abrutissante; au contraire l'accent est mis sur le caractère détendu des gestes -ils ne sont jamais fatigués sauf peut-être dans «La mort et le bûcheron» d'Edmond Bille, mais c'est une exception-, sur la qualité des fonds de paysages baignés de lumière, dans une sorte d'exaltation de la vie en plein-air et de son rythme simple, harmonieux, à dimension humaine. Vie de travail certes où n'affleure cependant

<sup>55</sup> Dario GAMBONI, «Religion und Malerei in der Westschweiz von der Helvetik zum Ersten Weltkrieg» dans *Ich male für fromme Gemüter. Zur religiösen Schweizer Malerei im 19. Jahrhundert*, cat. expo., Kunstmuseum Luzern 1985, pp. 163-164, suggère que le rapport de prédilection qu'entretiennent ces peintres, tous protestants, pour les scènes religieuses du Valais catholique est à mettre en relation avec la méfiance de leurs régions d'origine envers les images et particulièrement les images religieuses.

<sup>56</sup> Op. cit., p. 122.

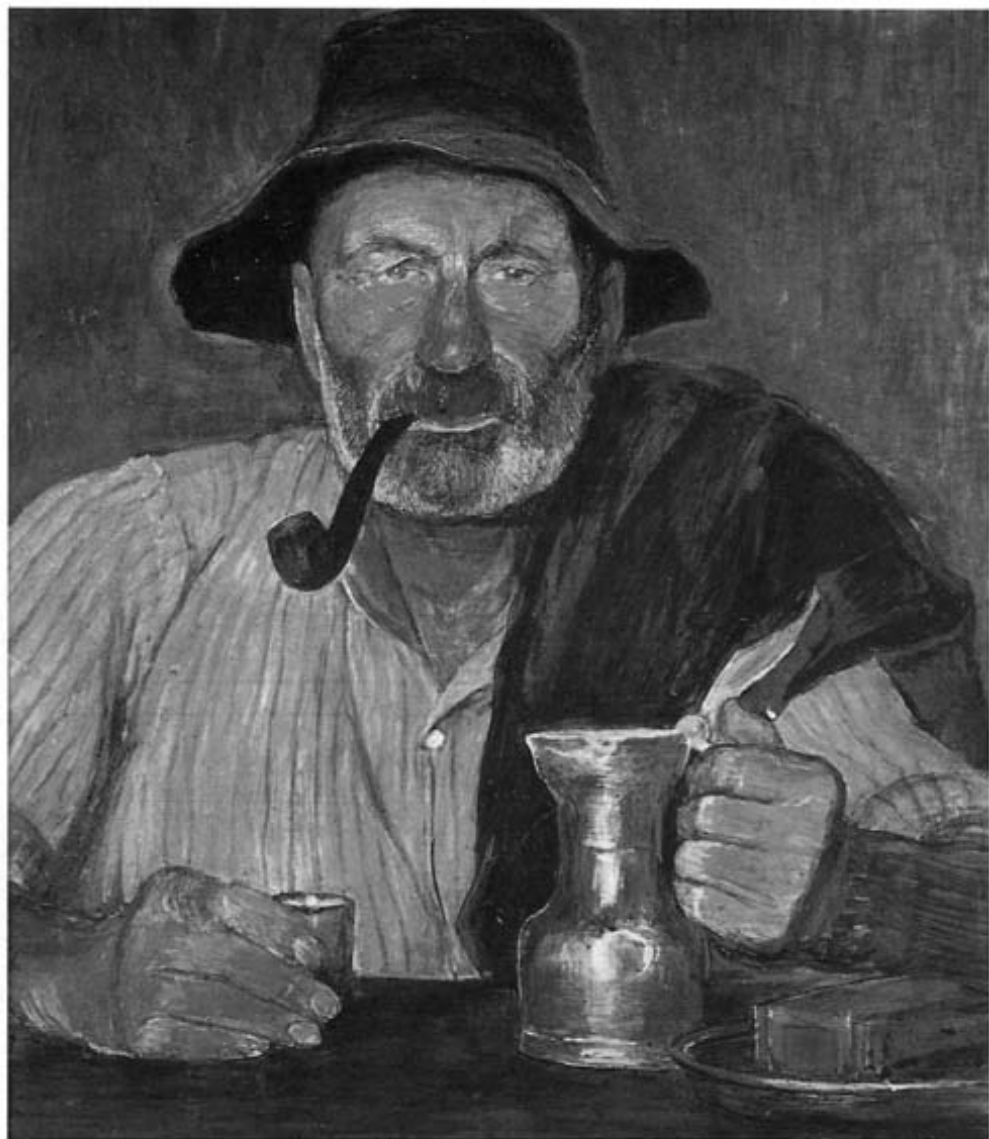


Fig. 12: Ernest Biéler (1863-1948): *Le buveur*, 1947, tempera sur carton, 60 x 52 cm, MCBA, Sion.



Fig. 13: Ludwig Werlen (1884-1928): *Le buveur*, 1922, tempera sur papier, 45 x 65 cm, MCBA, Sion.

pas la pauvreté si ce n'est celle de la nature du sol, où la sérénité l'emporte de beaucoup sur les difficultés. Et pour couronner le tout, plus attentifs aux effets chromatiques qu'à la réalité du sujet, la plupart des peintres dépeignent souvent ces montagnards au travail dans leurs habits de fête, les femmes surtout, quelquefois même dans des costumes qui ne sont plus en usage. Biéler par exemple fait porter à ses modèles les chaussures basses avec bas blancs qui avaient disparus vers 1900 déjà, les remettant ainsi en honneur auprès de la population saviésanne. De même, sa préférence pour l'indigo des robes lui fait faire de curieux anachronismes<sup>57</sup>. Les intérieurs insistent non pas sur l'étroitesse des espaces, leur peu de clarté, mais sur le répertoire décoratif des meubles paysans: berceaux, tables sculptés de rosaces, bahuts. «Je suis venu chercher l'art rustique [...] je suis venu à Savièse pour trouver une direction plus simple et locale»<sup>58</sup>, rappelle Biéler qui produira même quelques pièces inspirées d'un mélange d'art nouveau et de répertoire décoratif emprunté aux anciens meubles valaisans dont une salle à manger, réalisée en collaboration avec Marguerite Burnat-Provins et sa sœur Elizabeth Biéler.

Du reste, les peintres ne sont pas les seuls à sélectionner leurs images valaisannes. On l'a vu plus haut, littérateurs, ethnologues et voyageurs ont fait de même. Les photographes aussi: à la fois peintre, affichiste, photographe et folkloriste, le Bernois Alfred Nyfeler, installé au Lötschental, en est un remarquable exemple. Le Genevois Fred Boissonnas aussi. Quoique plus subtil, le Zurichois Charles Krebsier n'échappe pas aux stéréotypes. Certes il s'intéresse, en tant qu'ingénieur, à un certain nombre d'aspects technologiques de la vie valaisanne. Il portraiture l'usine de Chippis, l'exposition cantonale de 1928 à Sierre et ne tombe pas dans les pièges de l'enjolivement. Mais cependant, son œil s'attache à ce qu'il retient comme caractéristique de la vie montagnarde, anniviarde en particulier, privilégiant les attitudes typiques, les signes de la pauvreté, de la lutte et de la ruralité. De rares prises de vue «urbaines», peu de choses sur la plaine, la vie politique et les fort nombreuses constructions de routes, trois fois rien sur l'«industrie des étrangers»<sup>59</sup>. Des choix qui, bien qu'attendus dans ce contexte du regard urbain sur la montagne, contrastent avec la diversité des options possibles dont la presse valaisanne de l'époque se faisait somme toute assez largement l'écho.

<sup>57</sup> Basile LUYET, «Choses de Savièse. II. Le costume», dans *Archives suisses des traditions populaires*, 1928, t. XXVIII, pp. 239 et 245.

<sup>58</sup> Ernest Biéler, Lettre à Henri Frantz, citée par Bernard WYDER dans *Chefs d'œuvre du musée cantonal des beaux-arts Lausanne*, Lausanne 1989, p. 170.

<sup>59</sup> Une partie de cet important fonds photographique a été publiée par Jean-Henri PAPILLOU, *Charles Krebsier*, Sion, Sierre et Genève 1987.





Fig. 14: Raphy Dallèves (1878-1940): *Le lavoir d'Hérémence*, 1902, tempera sur toile, 155,5 x 192 cm, MCBA, Sion, legs Raphy Dallèves.



Fig. 15: Edouard Vallet (1876-1929): *La terre*, 1917, huile sur toile, 53,5 x 87 cm, MCBA, Sion, dépôt de la Fondation Michel Lehner.

## 1920-1940: de l'iconographie aux images identitaires, deux décennies de réappropriation valaisanne

### Une diffusion extérieure facile dans les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle.

A l'extérieur, le succès de cette production d'images du Valais fut immédiat et jusqu'à la Première Guerre mondiale elle trouve facilement à s'exposer. La critique est élogieuse et les revues montrent volontiers les œuvres «valaisannes» de ces peintres romands. En revanche, il est difficile d'en mesurer la distribution car, pour ce faire, il faudrait dépouiller systématiquement les archives personnelles des divers artistes, leurs listes de ventes par exemple. Cette tâche dépasse malheureusement le cadre de cet article et, dans le cas de Biéler, les possibilités actuelles de la recherche, puisque l'accès aux archives, déposées par Madeleine Biéler à la Bibliothèque cantonale de Lausanne, est bloqué jusqu'en 2010. En attendant, l'analyse des documents contemporains (catalogues d'expositions, achats) et la consultation des publications existantes (notamment les articles de presse de l'époque), donnent de précieuses indications de tendance. La cote personnelle de Biéler, déjà bien assise dans les années 1890, contribua pour une grande part à cet engouement. Entré dans le circuit institutionnel dès sa première toile valaisanne (salon parisien, exposition universelle, achat du musée lausannois), Biéler fut en effet jusqu'à la Première Guerre mondiale un des enfants chéris de la critique suisse romande, suivi attentivement par Paul Seippel du *Journal de Genève* mais aussi par Henri Frantz, correspondant, entre autres, de revues étrangères comme la *Gazette des Beaux-Arts*, de l'*Art décoratif* et du *Magazine of Art*, sans parler des critiques de *La Revue de Lausanne* et de Philippe Godet qui voyait en lui «un des chefs de la jeune Ecole» dont la «verve communicative n'est point sans influencer et stimuler la petite phalange des jeunes artistes genevois et romands»<sup>60</sup>. Après la reconnaissance publique que lui vaut la décoration en 1893 du plafond du Victoria Hall de Genève, il est lauréat du 3<sup>e</sup> prix du concours pour l'affiche de l'Exposition nationale suisse de Genève en 1896, au grand dam de la critique qui le voyait mieux placé; en revanche ses deux projets pour l'entrée du pavillon de Plainpalais («Travail en ville» et «Travail aux champs») sont acceptés par le comité qui l'engage, insigne honneur, pour aider Hodler au Pavillon de l'art moderne. L'iconographie valaisanne qu'il propose en 1897 pour la décoration du Tribunal fédéral de Montbenon reçoit le 2<sup>e</sup> prix du jury avec recommandation pour l'exécution (il n'a pas été décerné de premier prix) et en 1900, avec d'autres, il assume l'organisation de la section suisse des Beaux-Arts de l'Exposition universelle à Paris où on le fait chevalier de la Légion d'honneur. Les années suivantes il se fait connaître en Suisse allemande, réalisant en 1901 le vitrail «La métallurgie»

60 1894, cité, hélas sans indication de source, par Madeleine BIÉLER, *op. cit.*, p. 59.

pour le Palais fédéral, et en 1903 le plafond du théâtre de la ville de Berne; il expose successivement à Zurich (1907 et 1910), Winterthour et Berlin (1910). En 1906, le Kunstmuseum de Bâle lui achète des œuvres, en 1908 et 1912 ce sera le tour de la Fondation Gottfried Keller. En 1909, une souscription publique amène au Musée des beaux-arts de Lausanne une autre œuvre saviésanne: «Jeunes filles tressant la paille». Mais, plus important encore que la reconnaissance des institutions, du moins en ce qui concerne la diffusion des œuvres valaisannes, l'artiste peut compter sur une clientèle fournie, recrutée dans la grande bourgeoisie lémanique qui, dès les premiers succès à Paris, lui avait commandé des décorations d'intérieur ou des portraits de famille. Cette clientèle lui restera fidèle même lorsque, dans les années vingt, la cote de Biéler auprès de la critique s'effondre, car il s'agit de circuits tout différents. En effet, si, dès lors, les principales revues spécialisées comme *L'art en Suisse*, anciennement *Pages d'art*, et *L'Oeuvre*, mensuel très engagé en faveur de l'art décoratif moderne, le boudent, si Paul Budry l'ignore complètement lorsqu'il présente en 1918 la jeune peinture romande aux Zurichois,<sup>61</sup> si François Fosca dans son *Histoire de la peinture suisse* le descend en flammes:

Talent adroit mais trop souple, et dépourvu de personnalité, il adopta, après des tentatives de préraphaélisme décoratif (plafond du Victoria Hall à Genève) une manière minutieuse pour rendre les types valaisans. Les œuvres qu'il a exécutées dans ce genre ne sont guère que de l'imagerie, des miniatures agrandies au format d'un tableau, mais non de la peinture. Surtout, elles ne méritent en rien d'être comparées à celles des Primitifs.<sup>62</sup>

la sévérité de la condamnation qu'ils prononcent à l'égard du goût des citadins pour l'art rustique, témoigne a contrario de sa vogue et, partant, de celle de Biéler<sup>63</sup> et de l'iconographie valaisanne en général:

Nous sommes forcés de constater que l'art régional, l'art rustique, dans leurs nouvelles incarnations, n'arrivent à plaire qu'aux classes riches qui se piquent de culture artistique et à ceux qui s'essayeront de les suivre et de les imiter. Cette mode est un grand danger pour les arts mineurs et risque de leur imprimer une mauvaise direction. Rien n'est pire que la fausse rusticité à l'usage des snobs; rien ne serait plus contraire à une restauration normale des arts industriels. Cela d'autant plus que personne ne songe à ressusciter les quelques rares modèles régionaux qui s'adaptaient jadis à l'existence citadine et bourgeoise; c'est ce qui vient de la campagne qui fait fureur en ville. Et cependant la vie urbaine ne s'est jamais moins prêtée qu'à présent à un cadre paysannesque. La ville s'éloigne

61 Voir Paul BUDRY, *La jeune peinture romande présentée aux Zurichois*, Cahiers Vaudois, Lausanne 1918, texte de la conférence que Budry prononça le 9 mars 1918 à Zurich. Des peintres romands ayant travaillé longtemps en Valais, seuls Auberjonois, Blanchet, Muret et Eugène Martin ont trouvé place dans le panorama critique de Budry. Vallet, non cité, a droit cependant à une reproduction dans l'édition des Cahiers vaudois.

62 François FOSCA, *op. cit.*, p. 159.

63 Du moins en Suisse romande car, mise à part la rétrospective que la Kunsthalle de Berne lui consacre en 1938, on ne voit plus guère alors les œuvres de Biéler en Suisse allemande.



tous les jours davantage du village par tout son aspect extérieur. C'est donc bouffonnerie pure que de remplir son salon de ce qui convenait à une laiterie dans l'Oberland.<sup>64</sup>

Au contraire de Biéler, et de la plupart des peintres du Valais, Auberjonois et Vallet feront plutôt une carrière institutionnelle qu'une carrière officielle, leur langage plastique, plus proche des avant-gardes modernes, ayant à la fois plus de difficulté à trouver des acquéreurs privés, à séduire, comme Biéler, des municipalités, et plus de facilité à intéresser durablement critiques et conservateurs de musées.

### Stimulée par le tourisme, une lente prise de conscience valaisanne

En Valais, l'accueil fait à la production de ces peintres est d'abord mitigé. On s'étonne de leur désir de vivre sur place<sup>65</sup>, de leur intérêt pour les «vieilleries»<sup>66</sup>. Jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, il y a même peu d'amateurs, à part Jules Tissières de Martigny, un des premiers commanditaires valaisans de Biéler. Il faut dire que la conscience d'un patrimoine identitaire à protéger, qu'il soit naturel, social ou artistique, n'est pas encore à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle très répandue en Valais. Quelques intellectuels, formés pour la plupart à l'extérieur du canton, tentent de stopper l'hémorragie des antiquités locales en fondant un musée archéologique cantonal dans les salles du château de Valère en 1883. Au début du siècle, faisant écho aux préoccupations d'Edouard Rod ou de Marie Trollet, le chanoine Jules Gross chante les valeurs traditionnelles d'un Valais rural et religieux qu'il faut défendre contre l'emprise des modes urbaines. Même thématique dans les poèmes de Louis de Courten, publiés en 1905. Mais c'est à Genève qu'est montée en 1907 la première du *Bon Vieux Valais* de Gross, par le Club montagnard L'Arole, et *La Terre valaisanne* de Courten n'obtiendra dans sa patrie qu'une diffusion confidentielle. Du reste, la polémique qu'ailleurs en Suisse déchaîne dès 1907 le projet des ingénieurs zurichois Gollier et Imfeld d'installer un ascenseur à l'intérieur du Cervin laisse le Valais pratiquement indifférent<sup>67</sup>. Quant à la réussite de la Commission du musée de Valère,

64 Georges de MONTENACH, «Le régionalisme» dans *L'Oeuvre*, 6<sup>e</sup> année, n° 12, décembre 1922, p. 3. L'auteur de *Pour le usage aimé de la patrie* défend ici non pas un art d'avant-garde, car il se méfie des modes étrangères, mais un modernisme mesuré, inspiré de la grande tradition, comme celle de Cingria par exemple.

65 Madeleine BIELER, *op. cit.*, pp. 37-38, rapporte que les habitants de Savièse auraient demandé à Biéler: «pourquoi venez-vous chez nous, où tout est vieux et laid, tandis que dans les villes, il y a de belles maisons et de beaux châteaux?»

66 En 1896, pour la préparation de l'exposition nationale à Genève, le comité demande à l'inspecteur en chef des forêts du Valais d'acheter dans les villages un certain nombre d'objets domestiques anciens et caractéristiques. Dans les directives que celui-ci donne aux forestiers chargés de l'affaire, figure cette recommandation: «faire des achats au meilleur prix possible, sans dire le but afin de ne pas produire une hausse dans le marché de ces vieilleries». Cité par Bernard CRETZAZ et Juliette MICHAELIS-GERMANIER, «Une Suisse miniature ou les grandeurs de la petitesse» dans *Bulletin du Musée d'ethnographie de Genève*, n° 25-26, 1984, p. 96.

67 Voir la contribution d'Alain Clavien dans le présent ouvrage.

les nombreux rapports qu'elle dépose sur le bureau du Conseil d'Etat font systématiquement état des difficultés auxquelles elle doit faire face, dont la moins surmontable semble être le manque de coopération des Valaisans qui préfèrent à la voix du patriotisme les offres plus alléchantes des musées de Genève ou de Zurich<sup>68</sup>. Les initiatives les plus remarquées sont le fait de personnes de l'extérieur: les hôteliers Seiler, d'origine autrichienne, fondent avec leur propre collection un musée alpin à Zermatt en 1900; la Française Marguerite Burnat-Provins, après ses séjours à Savièse, lance en 1905 son fameux appel pour la constitution d'une Ligue de la Beauté, appel qui sera surtout entendu dans le bassin lémanique et en Suisse allemande; le Vaudois Ernest Biéler est, avec ses amis valaisans Raphy Dallèves et Alphonse de Kalbermatten, l'instigateur en 1903 de la Société des Traditions valaisannes, mise sur pied «afin de [...] collectionner tous les objets intéressant l'histoire du foyer valaisan» et de compléter ainsi les collections du musée cantonal qui ne comprenaient pas alors d'objets ethnographiques<sup>69</sup>. Maigre feu de paille: la société ne rencontrant nullement auprès des Valaisans l'accueil escompté, disparut aussitôt fondée.

De fait, il était trop tôt pour cela. En Valais, l'intérêt pour le patrimoine, la protection du paysage et la production picturale de type identitaire ne se manifesteront clairement qu'à partir des années vingt-trente, et ceci tout au long d'un processus de réappropriation auquel les impératifs du tourisme du premier après-guerre ne seront de loin pas étrangers. En effet, l'utilisation systématique que la publicité touristique valaisanne fera de l'iconographie montagnarde élaborée par les peintres de l'extérieur produira l'accélération indispensable pour transformer en image identitaire d'usage indigène ce qui n'était encore qu'un répertoire thématique exotique d'usage extérieur. Car, en même temps qu'elle «vend» les charmes du Valais à l'étranger et qu'elle attire les touristes nécessaires à un développement économique qui fait quasiment l'unanimité parmi les Valaisans, et parce qu'elle convoque un large public tout en jouant sur la répétition d'images simples et efficaces, -contrairement à l'iconographie picturale, plus polysémique et qui s'adresse à un milieu plutôt restreint d'amateurs d'art-, parce qu'elle est aussi l'émanation d'organismes indigènes officiels (municipalités, sociétés de développement, Union Valaisanne du Tourisme), cette publicité accrédiitera auprès des Valaisans eux-mêmes les schémas identitaires fabriqués à l'extérieur. C'est elle qui donnera les premiers signes d'acculturation, précédant puis accompagnant, dans les années vingt-trente, la multiplication des sociétés locales de

68 Voir sur cette question André DONNET, «Le musée de Valère et la protection des monuments d'art et d'histoire en Valais jusqu'à 1935», dans *Vallesia*, 1, 1946, pp.98-99. Comme le remarque le même André Donnet dans *Etudes de Lettres*, 1969, n° 1, «Quelques aspects de la recherche fondamentale dans un canton non universitaire (Valais)», cette situation qui perdurera au moins jusque dans les années 1960 est sans doute aussi liée à l'absence en Valais de grandes écoles et d'universités, donc de milieux susceptibles de contribuer à la mise en valeur culturelle des richesses locales.

69 André DONNET, 1946, *op. cit.*, pp. 98-99.

costumes<sup>70</sup>, la reprise indigène des études ethnographiques, les premières manifestations folkloriques officielles et le début de la fidèle inclination des Valaisans pour les peintres de l'iconographie identitaire.

Le recours de la publicité touristique valaisanne aux modèles iconographiques élaborés par les peintres du Valais est un phénomène particulier qui dépasse la simple utilisation ponctuelle de femmes en costume ou de motifs rustiques par la publicité des autres régions alpines, qu'elle soit suisse, autrichienne, italienne ou française<sup>71</sup>. En effet, après la brève période qui, de 1895 environ à 1910, voit fleurir sur presque toutes les affiches de l'arc alpin les motifs folklorisants mis à la mode par Hugo d'Alési, le plus sollicité des graphistes de l'époque (fig. 16 et 17), cette iconographie cède partout largement le pas à la mise en évidence des réalisations technologiques (trains, routes, viaducs, tunnels), des possibilités sportives et du confort des lieux de séjour (fig. 18 et 19). Sauf en Valais, où dès la fin de la Première guerre, -comme ailleurs dans le reste de la Suisse mais avec une stratégie moins diversifiée-, on planche beaucoup pour réactiver un réseau touristique gravement compromis par les hostilités et son cortège de crises économiques. On sait que la clientèle internationale d'avant-guerre n'est pas prête de revenir. Il faut donc changer de public, renouveler les concepts publicitaires, encourager les touristes de l'intérieur<sup>72</sup>. Viser moins le luxe et les glaciers sublimes, laisser, certes, une place importante au perfectionnement des moyens de transport car l'image d'un Valais modernisé gagne des adeptes, mais surtout travailler les ressorts, jusque-là considérés comme accessoires, que sont le goût affiché par la majorité des citadins pour le vernaculaire montagnard et l'attrait, encore assez «aristocratique» à l'époque, pour les loisirs sportifs et en particulier pour le ski.

De l'abondante production d'affiches, de dépliants, de revues, consacrée entre 1915 et 1950 à vanter les mérites touristiques du Valais, se dégagent deux constantes. La publicité d'été repose le plus souvent sur des sélections d'images inspirées, voire copiées, d'après l'iconographie picturale, contaminant même la publicité des lignes ferroviaires et postales. Elle répète à l'envi des sujets repérables au premier coup d'œil qu'elle associe à des textes qui rendent inévitable l'identification valaisanne. Femmes en costume, si possible sur un mulet (fig. 20), raccards accrochés à une pente vertigineuse (fig. 21), petits chevriers (fig. 22) ou scènes de village montagnard se partagent l'affiche. Celle d'hiver en revanche suit tout à fait la tendance internationale: champs de neige immaculés, soleil, -il ne neige

70 La première société valaisanne de costume est fondée en 1896 (ou 1900 selon les sources) à Champéry sous le titre «Champéry 1830», mais il s'agit d'un phénomène isolé sans doute à mettre en rapport avec la recreation d'un chalet champérolain au village suisse de l'exposition nationale.

71 Voir à ce sujet Marie Claude MORAND, «Alpes à vendre. Pour une géographie iconographique de l'affiche touristique», dans *Gli Uomini e le Alpi*, op. cit., pp. 283-294.

72 Voir Irma NOSEDA, «Das Tourismus Plakat», dans *Schweiz im Bild - Bild der Schweiz? Landschaften von 1800 bis heute*, cat. expo., Kunstgeschichtliches Seminar der Universität Zürich, Zürich 1974, pp. 83-96.



Fig. 16: Hugo d'Alési: affiche pour la compagnie de chemins de fer Jura-Simplon, 1895.



Fig. 17: Anonyme: affiche pour la compagnie ferroviaire Rete Mediterranea, 1899.

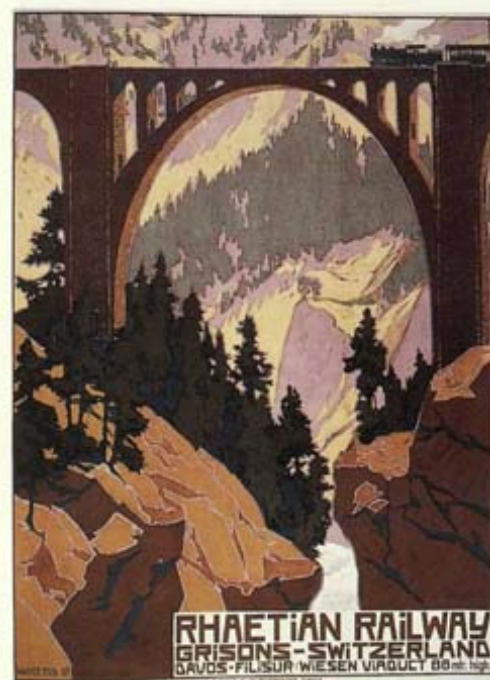


Fig. 18: Walter Koch: affiche pour les chemins de fer rhétiques, 1909.



Fig. 19: P. Commarmond: affiche pour la compagnie ferroviaire Paris-Lyon-Méditerranée, vers 1930.





Fig. 20: Eric Hermès: affiche pour l'Union Valaisanne du Tourisme, 1942.



Fig. 21: Eric Hermès: affiche pour l'UVT, 1938.

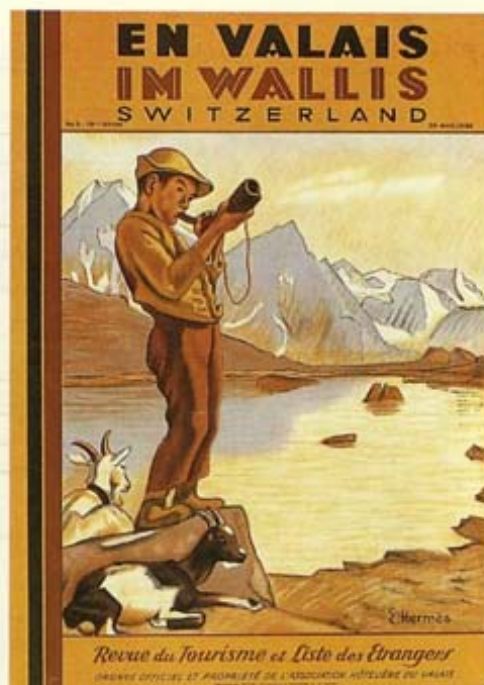


Fig. 22: Eric Hermès: couverture de la revue touristique en Valais, 1933-1936.



Fig. 23: J. E. Müller, affiche pour la station de Crans, 1925.



Fig. 24: Mario Puppo, affiche pour l'Ente provinciale per il turismo, 1937.

jamais sur les publicités de sports d'hiver-, citadins jeunes, dynamiques et bronzés, skieurs audacieux, remontées mécaniques futuristes (fig. 23 et 24).

A cette schizophrénie des images, correspond aussi grosso modo la division du travail: aux peintres, la publicité d'été et les images symboles, aux graphistes, celle d'hiver. Car, si Biéler lui-même a peu travaillé pour la promotion commerciale du Valais, se réservant plutôt les initiatives culturelles comme la couverture de la revue *Archives suisses des traditions populaires*, plusieurs peintres installés en Valais sont sollicités par les CFF, les industries locales, les organisateurs de manifestations officielles et les sociétés de développement, que relaie, dès 1937, l'Union valaisanne du tourisme. Ainsi, Edmond Bille réalise en 1904 pour les CFF une affiche présentant la ville de Sion avec en avant-plan un couple de Saviésans et un mulet; Marguerite Burnat-Provins dans les mêmes années conçoit plusieurs affiches «saviésannes» pour la fabrique de conserves de Saxon. Quant à Raphy Dallèves, il croque, en frontispice du menu officiel dressé à Sion pour l'inauguration du tunnel du Simplon en 1906, une jeune fille en costume de Savièse gravissant, un plateau de boissons sur les bras, le sentier qui mène au village. Une iconographie certes inattendue pour symboliser l'événement technologique et économique de la percée du Simplon, mais fort significative de l'image que l'on fait, dans ces milieux aussi, porter au Valais. Cette proposition graphique sera d'ailleurs reprise pour la couverture de la plaquette éditée à cette occasion. Après la guerre, on verra souvent Edouard Vallet (affiche pour la semaine valaisanne à Zurich en octobre 1927 (fig. 25), couverture dès 1928 des *Cahiers valaisans de folklore*), ainsi que le Genevois Eric Hermès auquel l'UVT confiera quantité d'affiches et de dépliants dans les années 30.

Mais la palme revient sans conteste à Edmond Bille, et dans une moindre mesure à Raphy Dallèves, tous deux collaborateurs réguliers de la revue *En Valais*, l'organe officiel de l'UVT. Les organisateurs de manifestations cantonales, expositions, fêtes des vendanges, les retiennent volontiers pour leurs projets. Raphy Dallèves réalise en 1921 l'affiche de la Walliser Herbstfest de Zurich (fig. 26), puis en 1934 celle de la Fête d'automne et Vendanges valaisannes de Sion. En 1933, il est sélectionné par le comité de la Fête nationale pour orner d'une «Evolénarde en habits de fête» les cartes du 1<sup>er</sup> août. Edmond Bille, après le succès que lui vaut en 1908 sa collaboration avec Ramuz pour *Le Village dans la montagne*, est souvent demandé comme illustrateur identitaire, même au plan national<sup>73</sup>. Mais sa contribution majeure à la production iconographique publicitaire valaisanne, est sans conteste l'activité qu'il déploie comme «décorateur officiel» des foires. Grandes mises en scène du paysage montagnard pour l'Exposition des Produits valaisans de 1924-1927 qui circulera à Genève, Berne et Zurich, affiche pour l'exposition et la fête cantonale de 1928

73 Gonzague de REYNOLD, *Contes et Légendes de la Suisse béroïque*, 1914.





Fig. 25: Edouard Vallet (1876-1929): affiche pour la Walliser Woche à Zurich, 1927, MCBA, Sion, dépôt de la Fondation Michel Lehner.



Fig. 26: Raphy Dallèves: projet d'affiche pour la Walliser Herbsfest, 1921, MCBA, Sion dépôt de la Fondation Michel Lehner.

à Sierre, une manifestation orchestrée entre autres par le grand régisseur local de la conscience identitaire valaisanne que fut l'architecte sierrois Conrad Curiger<sup>74</sup>. Fondés la même année par l'abbé folkloriste Basile Luyet, Saviésan de Genève, les *Cahiers valaisans de folklore* ne s'y tromperont pas, et toute la presse valaisanne avec eux, qui indiqueront à leurs lecteurs l'exposition et la fête qui la couronne, comme la première manifestation officielle de la réappropriation, par le peuple valaisan, des images et des rôles qu'on avait confectionnés pour lui:

Nous recommandons à nos lecteurs la fête populaire du 9 septembre. Elle est, croyons-nous, unique en son genre parce qu'elle est strictement populaire. On n'y verra que des costumes authentiques et non des imitations; les costumes seront portés par des paysans et des paysannes authentiques et non par des simili-hommes du peuple; les scènes du Jeu seront exécutées par des acteurs populaires authentiques et non par des vedettes de théâtre masquées en manants. L'auteur de la pièce c'est le peuple et non Monsieur X., le compositeur de la musique c'est encore le peuple et non Monsieur Y., enfin le théâtre lui-même sera la nature.<sup>75</sup>

D'ailleurs la scénographie de l'entrée de l'exposition (fig. 27), conjuguant au grand portique rationaliste une galerie monumentale des types valaisans, due au peintre local Sartoretti dans la tradition inaugurée par Biéler, est le symbole sans doute le plus achevé de la double postulation qui définit le Valais dès la fin de la Première Guerre, et qui le caractérise encore largement aujourd'hui: d'une part, la prise de conscience de la nécessité du recours à une technologie moderne pour développer le canton et accroître le bien-être général, d'autre part, l'intégration dans la culture valaisanne officielle de schémas identitaires anciennement fabriqués par et pour l'étranger. Remarquable est à cet égard le discours que prononça le Conseiller d'Etat Maurice Troillet le 25 mai 1919 à la réunion de la Fédération conservatrice des fanfares et chorales du Centre à Fully:

[...] la grande majorité du pays sera avec nous qui voulons conserver le vieux Valais pittoresque et hospitalier, avec ses vieilles coutumes et sa foi séculaire, mais qui saurons aussi, mieux que personne, le rendre égal, au point de vue économique, aux pays les plus avancés et les plus prospères.<sup>76</sup>

Cette intégration se fera d'ailleurs avec tant de bonheur que ces images, et les notions qu'elles véhiculent, non seulement relègueront aux oubliettes toute autre production culturelle valaisanne, -ne laissant subsister que de vagues références à un «lointain passé féodal»<sup>77</sup>, laissé volontiers

74 Sur Conrad Curiger et l'exposition cantonale de 1928, voir Marie Claude MORAND, «L'industrie touristique et ses conséquences sur l'image et la culture des montagnards», à paraître dans le catalogue de l'exposition *Les hommes et les Alpes*, Grenoble, Turin et Sion, 1992-1993.

75 *Cahiers valaisans de folklore*, n° 5, 1928, page de garde. Le texte est certainement de Basile Luyet, fondateur des Cahiers et son principal animateur jusqu'en 1931. C'est d'ailleurs à Basile Luyet que sera confiée la partie art populaire du catalogue de l'exposition de 1928.

76 cité par André GUX, *Le demi-siècle de Maurice Troillet*, Lausanne 1971, vol. 1, p. 88.

77 Edmond VIRIEUX, «Une nouvelle œuvre d'Ernest Biéler», *Gazette de Lausanne*, 8 février 1944, repris dans Madeleine Biéler, *Quelques souvenirs sur la vie du peintre Ernest Biéler lus à l'inauguration de la fresque de la Salle du Grand Conseil à Sion*, 7 février 1944, Lausanne 1945, p. 41.

dans un flou seigneurial qui ne permet guère l'appropriation populaire-mais encore exclueront quasiment toute forme de culture moderne qui serait associée aux innovations techniques souhaitées. Ainsi, dans les années qui vont suivre, les nouveaux chantiers importants et officiels seront confiés aux peintres «étrangers» qui ont contribué à forger le réflexe identitaire valaisan: à Bille les églises de Fully et de Chamoson (qui se signalent par une importante adaptation de l'iconographie religieuse à la thématique rurale), à Biéler, celle de Saint-Germain de Savièse, à Eugène Martin, une chapelle de La Forclaz (Evolène), à François de Ribeaupierre, celle des Haudères. Le processus culmine avec la commande à Ernest Biéler en 1943 d'une grande peinture murale pour la salle du Grand Conseil à Sion, nouveau siège du Parlement cantonal (fig. 28). Inaugurée en grande pompe le 7 février 1944, la fresque, agencée comme un triptyque médiéval, évoque, au centre, l'épisode de l'entrée du Valais dans la Confédération. La procession des députés valaisans apportant au gouvernement l'acte signé par la diète se déroule sur un fond de ciel occupé par les châteaux de Tourbillon et de Valère où «champions de politiques opposées et cependant tous deux éminemment représentatifs de l'esprit du pays», Mathieu Schiner et Georges Supersaxo «s'affrontent, campés sur leurs montures, le geste menaçant»<sup>78</sup>. L'effet se veut saisissant et Biéler met toute la gomme: il inverse les châteaux, en transforme les architectures pour équilibrer sa composition et renforcer l'impression de puissance. D'ailleurs ce passé féodal si lointain n'autorise-t-il pas quelques libertés? Les côtés, traités dans cette même perspective ascensionnelle qui caractérise la scène centrale, -et qui se veut en même temps un clin d'œil aux primitifs italiens et un hommage à la peinture populaire-, représente, à grands renforts de costumes saviésans, anniviards et évolénards, de mulets et de râteaux, le peuple valaisan dans quelques activités rurales réputées typiques: descente des mayens pour la vendange et montée à l'alpage. Moment fort que cette officialisation d'un répertoire largement acculturé: sur le lieu par excellence de la représentation politique populaire et de l'affirmation du Souverain, la représentation identitaire imaginée par Biéler indique combien profonde, mais aussi bienvenue, a été en Valais l'assimilation des images produites par et pour les voyageurs, les citadins et le tourisme.

Autre signe d'une acculturation en progrès: l'apparition, au début des années trente, de commerces d'antiquités locales et de petits fabricants de néo-artisanat: antiquités Joseph Delacoste à Sion, étains Della Bianca à Viège, costumes valaisans Bohler-Seltz, sculptures sur bois Pierre Cavagliano et Léon Mortarotti à Sion. En revanche, les bannières de sociétés locales viennent pour la plupart du canton de Saint-Gall, de Wil en particulier, qui s'avantage dans l'encart publicitaire que la maison Kurer, Schaedler et compagnie fait paraître dans les *Cahiers valaisans de folklore*,

78 *Idem*, p. 43.



Fig. 27: Charles Krebs: *entrée de l'exposition cantonale de Sierre*, 1928.

de ce qu'elle a fourni toutes celles de la fête nationale des costumes à Genève en 1931. Edmond Bille s'y mettra lui aussi, dessinant entre autres les drapeaux de l'Echo des Alpes de Vissoie (1924) de la commune de Massongex (1928) de la Jeunesse radicale du Valais (1932) ou de la Commune de Chandolin (1943), des étiquettes de vin, des diplômes de fin d'études<sup>79</sup>. Convaincu de la valeur économique, patriotique, mais aussi morale de l'artisanat local, Bille milite pour la réalisation d'un programme national de travaux à domicile<sup>80</sup>, crée dans sa demeure sierroise les ateliers de tissage Rhodan pour lesquels il dessine de nombreux modèles et fonde une Association pour l'art domestique valaisan, destinée à promouvoir la production des artisans d'art. Parallèlement, les manifestations folkloriques à usage non seulement touristique mais aussi indigène se multiplient en Valais: fêtes sur l'alpe, combats de reines (depuis 1921, plusieurs sont organisés en plaine), fête des tambours et fifres valaisans (la première eut lieu à Viège en 1931), fêtes de chant et bientôt fêtes des costumes. Reprenant en

<sup>79</sup> Sur les diverses facettes de la production d'Edmond Bille, voir Bernard WYDER, *Edmond Bille*, cat. expo., Manoir de Martigny, du 12. 7 au 30. 9. 1979, Saint-Pierre-de-Clages 1979.

<sup>80</sup> Edmond BILLE, «Le dépeuplement des vallées alpestres. Nouveaux foyers d'art domestique», dans *Tribune de Genève*, 5 janvier 1927.





Fig. 28: Ernest Biéler: peinture murale de la salle du Grand Conseil, Sion, 1943-1944.

quelque sorte le flambeau trop vite éteint de la Société des Traditions valaisannes fondée par Biéler en 1903, les *Cabiers valaisans de folklore* proposent trente ans plus tard à leurs lecteurs un Musée et Archives de la Vie valaisanne<sup>81</sup>, gérés par l'administration des *Cabiers*. Objets et documents témoignant « de notre façon particulière de vivre, de penser, de sentir ou d'agir » seront déposés au Château de Villa, à Sierre, siège de la rédaction assumée depuis 1931 par Conrad Curiger. Ce dernier encourage vivement ses concitoyens à

[...] collaborer à l'œuvre de piété patriale du Musée de la vie valaisanne [car] c'est étendre la connaissance de notre beau passé, provoquer et exalter le sentiment de dignité civique, servir la cause de l'éducation populaire [...]<sup>82</sup>

A la fin des années trente, pour la plupart des intellectuels et des notables valaisans, la cause est entendue. La vraie culture valaisanne s'enracine dans la tradition populaire codifiée par les voyageurs, les peintres et la publicité. En 1936, l'Anniviard Aloys Theytaz exauce, quarante ans plus tard, la prière de Lilette de Loës:

Quand on a le privilège d'habiter la commune-paroisse la plus haute du Valais, et que, partant, l'on est aussi riche de solitude et de liberté que du vin de ses vignes, on se doit de rester un peuple et une race à part, indéfectiblement attachés à leurs traditions.<sup>83</sup>

81 Dans le dernier numéro, n° 34, années 1936-1937, le Musée et les Archives sont dits fondés en 1925. Je n'ai pas encore réussi à élucider cette ambiguïté ni à retrouver les objets de ce musée dont l'existence officielle semble douteuse.

82 n° 25, 1933, 2<sup>e</sup> page de garde.

83 « Transport du vin de Sierre à Chandolin », journal non identifié, fonds Amoudruz, Musée d'ethnographie, Genève, cité par Jean-Henri PAPILLOU, *op. cit.*, p. 129.

## L'instrumentalisation des images identitaires: la «défense spirituelle» du Valais

### Un art garant des valeurs morales et culturelles traditionnelles

En même temps qu'ils s'employaient à promouvoir l'œuvre des «peintres de l'identité valaisanne», la plupart des critiques en ont loué le caractère d'antidote face à une avant-garde artistique engagée dans des recherches jugées malsaines. De Boccard parle volontiers du «réalisme sain et robuste»<sup>84</sup> de Dallèves; Buzzini dit du «primitif valaisan», qu'il

[...] était un de ces hommes qui se détachent sur le décor d'une époque désaxée et qui, en réaction contre les perturbations et le délire des écoles, leur opposait un élément d'équilibre, de santé et de maîtrise.<sup>85</sup>

D'Albert Silvestre, pourtant divisionniste à ses heures, Jules Cougnard s'empresse de souligner la non-participation aux mouvements contemporains venus de l'étranger:

Autour de lui surgissent des conceptions dont l'audace juvénile soulève certaines admirations. La contagion ne l'atteint pas. Il ne se soucie pas de paraître un reflet de tels peintres en vogue momentanée. On ne le voit point cézannisant; Van Gogh ne fit point sa conquête. Non qu'il méconnaisse l'intérêt des recherches, ni la réussite des moyens d'expression inédits. Mais il veut que son art reste sain et tout d'équilibre.<sup>86</sup>

Verneuil s'attaque lui au cubisme, auquel il préfère, et de loin, le graphisme sain et le sens décoratif d'Ernest Biéler:

A notre époque de relâchement, alors que des groupements nouveaux semblent se glorifier de présenter des artistes qui veulent ignorer le dessin, pour qui la science des harmonies et des valeurs est vaine, à qui l'audace de l'inconscience et de l'ignorance tient lieu de talent, qui s'égarent et cherchent à égarer le public en des "cubismes" ridicules, il peu sembler téméraire de louer en l'œuvre d'un artiste la probité du dessin, la recherche du caractère et de l'harmonie, l'équilibre des valeurs et de la composition. Mais les artistes dignes de ce nom savent bien que là et là seulement est l'art véritable, que tout art est vain, qui ne repose pas sur des bases solides et éprouvées. Et, en présence de ces tentatives tapageuses, qui n'ont que ce moyen de forcer l'attention, on se prend à estimer davantage l'artiste patient et laborieux qui, loin du bruit et des folles réclames, suit sa voie peu à peu, poursuit son labeur avec une conscience admirable, met tout son amour du beau, toute sa foi, toute son âme au service de son art, heureux de le servir et de le faire progresser.<sup>87</sup>

Mais c'est aux expressionnistes allemands et à leurs émules suisses, particulièrement alémaniques, que ces critiques réservent le plus souvent leurs attaques, cherchant chaque fois qu'il est possible à en démarquer les peintres romands qui s'en approcheraient le plus, par leur chromatisme notamment, comme Edouard Vallet:

84 E. DE BOCCARD, *op. cit.*, p. 30

85 Louis BUZZINI, *op. cit.*, p. 13.

86 Jules COUGNARD, «Albert Silvestre», dans *Pages d'art*, n° 6, janvier 1919, p. 170.

87 M. P. VERNEUIL, *op. cit.*, p. 372.



Oh! comme le cœur de Vallet s'élargit et se tranquillise parmi ces choses! Comme il sent monter en lui le grand rythme essentiel à quoi se plient les gestes de l'homme et des formes de la nature! Que nous sommes loin du monde turbulent, frelaté, chaotique, où s'excite la sensibilité citadine d'autres artistes! Oh! grand, oh! clair asile fermé à toutes les névropathies plus ou moins vicieuses, qu'éclaire la triste lumière des cafés et des bars!...<sup>88</sup>

ou William Métein:

On peut trouver certaines de ses perspectives déformées [...] mais toutes ces choses sont [...] bien peu devant la merveilleuse symphonie de couleurs qu'il sort de sa palette et qu'il sait créer quel que soit le sujet qu'il interprète. Et c'est bien une symphonie de couleurs et celles-ci chantent, si j'ose dire, se répondent, s'appellent, chantent ensemble toujours en harmonie vivante et vibrante avec l'instant que l'artiste a choisi. Ainsi Métein n'a rien des peintres de la jeune Allemagne. Munich est loin, bien loin de lui.<sup>89</sup>

Compliqué par les antagonismes que la guerre n'a pas résolus, ce raidissement face à la progressive diffusion en Europe des avant-gardes artistiques nordiques est général en Suisse romande. Lucienne Florentin, critique à *La Suisse*, n'a pas assez de mots pour fustiger, dans une série d'articles rédigés en janvier 1921 à l'occasion de l'Exposition internationale d'art moderne à Genève, les artistes allemands, russes, hongrois, tchèques, belges ou hollandais:

Quand on visite l'exposition ouverte au Bâtiment électoral, on ne peut se défendre d'un sentiment de révolte. L'art qui sera, auprès des générations futures, notre témoignage, est-ce donc cela? Est-ce auprès de ces œuvres passionnées dans leur inquiétude que l'on viendra plus tard rechercher le reflet de ce qu'il y eut de meilleur et de plus pur dans notre temps et notre race?

Tout est mêlé. L'art austère et la caricature; le langage classique et l'argot qui simule le parler nègre. La peinture et la sculpture ont mêlé leurs éléments et jusqu'à leur matière, et tous les peuples mêlés eux aussi, s'imitent, se pillent, se volent, et il n'est pas jusqu'à l'art des enfants et des fous qui, au Bâtiment, ne soit représenté [...] la France est, avec l'Espagne et le Japon, le seul pays que son goût protège et sauve des morbides excentricités.

Mais l'Allemagne!... Son art est aussi effrayant que sa guerre dont il procède d'ailleurs. Cette peinture est pleine de violence obstinée. Son insensibilité est totale. On y confond sans cesse la puissance et la force bestiale, le style et la difformité. Elle se montre dans un état de décomposition avancée qui excite tout ce qui en elle est brutal, pervers, affreux. Dans les sujets, dans les portraits, dans les formes et dans les couleurs, on cherche vainement une forme expressive et belle, un accord harmonieux, une œuvre, une seule, qui apaise et repose, et près de laquelle on puisse respirer.

[...]

Art de visionnaire parfois, mais avant la crise d'hystérie, art de convulsionnaires auxquels il faut leur crise et qui veulent la communiquer, art d'impuissants qui cherchent dans les pires, les plus monstrueux moyens,

<sup>88</sup> Alexis FRANÇOIS, *op. cit.*, pp. 381-382.

<sup>89</sup> Henri MUGNIER, «William Métein», dans *Pages d'art*, n° 11, 1919.

une source brûlante de volupté physique. On en est là. Voilà ce qu'aujourd'hui on nomme l'art moderne, avec le consentement des artistes, avec la protection tacite des autorités.

[...]

Quand donc comprendra-t-on que nous sommes empoisonnés?

C'est un poison perfide et subtil, et lent, qui émane d'une exposition de ce genre. Elle risque de déformer les esprits, pervertir les sensibilités délicates. Elle crée en nous, qui avons tant besoin de certitudes, du trouble et de l'inquiétude. Et si le rôle de l'art n'est pas de fortifier notre foi et d'affermir ces certitudes, si la peinture est devenue -aux mains de qui?- un instrument de désorganisation intellectuelle, morale et sociale, nous n'avons plus qu'à attendre, les uns stoïquement, les autres ivres de morphine, d'éther ou de cocaïne, les barbares qui vont venir.<sup>90</sup>

Seuls trouvent grâce à ses yeux les artistes français et suisses, tout spécialement les sculpteurs:

Ils n'ont à leur disposition, pourtant, que de la pierre et du bronze noir, et voici qu'ils nous font retrouver la nature, fraîche, saine, féconde, que tant d'artistes trahissent en la baisant, comme Judas, et sur laquelle tant d'autres crachent! [...]

Ce sont je vous le dis, les sculpteurs qui en ce temps bouleversé, nous ramèneront à la raison divine, à la sagesse souriante, et à la volupté aussi divine et aussi sage.<sup>91</sup>

Si en Suisse romande on se crispe, que dire du Valais? Certes, la faiblesse, voire l'absence de réseaux d'informations et d'institutions culturelles, en rendant fort difficile l'expression publique des sensibilités, ne permet guère à l'historien de saisir avec précision l'attitude des Valaisans à l'égard des premières suggestions esthétiques qui profitent timidement de l'ouverture du canton à la modernité technologique pour s'introduire en Valais. Cependant, sur la base des réactions provoquées par la mise en œuvre de certaines réalisations publiques modernes, notamment dans le champ de l'art religieux, on peut dire qu'en général la majorité des Valaisans est plutôt réfractaire à ces nouveautés qui mettent en cause les normes qu'elle s'était tacitement et fraîchement fixées. Car, sous l'effet de monopole provoqué par le tourisme, nombre de Valaisans avaient assimilé, au cours de la lente réappropriation des images produites à leur propos, ce sentiment de défiance extrême à l'endroit de la modernité quand celle-ci s'exprime dans le champ culturel. Fortifiés par leur toute récente conscience d'appartenir à une identité très particulière et fort en vogue, convaincus grâce au regard de l'étranger, de ce que leur vie «traditionnelle et populaire» est le seul terrain authentique où puisent leurs racines culturelles, ils n'entendent pas laisser remettre en question l'art et les images qui en sont l'efflorescence et qui suscitent les commentaires flatteurs d'une critique qui les prend pour modèles d'un art «véritablement

90 Lucienne FLORENTIN, «Chronique artistique: La peinture à l'Exposition internationale des Beaux-Arts», dans *La Suisse*, 11 janvier 1921.

91 *Idem*, 18 janvier 1921, sous le titre: «La sculpture à l'exposition internationale d'art moderne». Sur les questions du retour à l'ordre pendant l'entre-deux-guerres en Suisse romande, voir en particulier dans *La Suisse romande entre les deux guerres*, l'article déjà cité d'Antoine Baudin.

humain». Même si ces images, même si cet art, sont venus de l'extérieur; car, de cette origine étrangère, le Valais en a perdu jusqu'au souvenir au long des deux décennies d'acclimatation que lui ont fait vivre l'ardeur communicative des élites locales comme Curiger, Luyet ou le curé Siegen. Désormais, ils font partie intégrante d'un légitime patrimoine culturel susceptible d'être défendu.

## Un rempart contre les «assauts» de la modernité

Dans les années vingt et le début des années trente, la politique religieuse et culturelle ouverte de l'Abbaye de Saint-Maurice constitue la principale cible où s'exerce le réflexe identitaire valaisan. En 1922, le *Nouvelliste valaisan* proteste contre le développement d'un courant d'art religieux moderne. C'est au peintre français Maurice Denis, auteur en 1919 d'un retable-mosaïque pour le maître-autel de l'abbatiale agaunoise et d'un ouvrage militant en faveur du renouveau de l'art sacré, que s'en prend le journaliste:

Souhaitons qu'il se trouve des âmes charitables pour offrir aux églises qui ont versé dans ce modernisme d'art chrétien des draperies destinées à couvrir vitraux et mosaïques, en attendant qu'une génération se lève avec le courage de les remplacer.<sup>92</sup>

Et en effet, les tentatives faites quelques années plus tard par le Groupe de Saint-Luc pour s'imposer en Valais ne rencontreront aucun succès notable hors de la juridiction agaunoise. Très en vue dans les paroisses catholiques romandes et même bernoises, soutenu en même temps par Mgr Besson, évêque du diocèse de Fribourg, Lausanne et Genève et par la hiérarchie agaunoise, ce groupe d'artistes extrêmement actifs dans le champ de l'art religieux moderne ne réalisera guère en Valais que l'église de Finhaut en 1928 et quelques travaux à Saint-Maurice (abbaye, église paroissiale, couvent des Capucins) ainsi qu'à Mollens. On préféra à leur «modernisme» baroque, sans doute trop jubilatoire pour n'être pas entaché du soupçon d'expressionnisme, la retenue plus classique mais surtout plus intégrée localement, même si protestante, d'un Bille ou d'un Biéler<sup>93</sup>.

En 1927, toujours à propos de l'Abbaye, le peintre et archéologue cantonal Joseph Morand, dont une fort pacifique nécrologie ne pourra taire, deux ans plus tard, le fait qu'«il contestait un peu systématiquement aux modernes le droit de s'exprimer»<sup>94</sup>, réagit violemment à la publication par les *Echos de Saint-Maurice* d'une enquête sur la jeune poésie française

92 cité par la rubrique «Echos» de la revue *L'Oeuvre*, 1922, n° 10, pp. 7-8.

93 Sur les relations entre le Groupe de Saint-Luc et le Valais, voir Marie Claude MORAND, «L'art religieux moderne en terre catholique. Histoire d'un monopole», dans *La Suisse entre les deux guerres*, op. cit., pp. 82-91.

94 Jules B. BERTRAND, «Joseph Morand, vice-président de la Société d'Histoire du Valais romand, archéologue cantonal», dans *Annales valaisannes*, 1929-1932, n° 4, p. 138.

(surréaliste), la traitant de charabia et de bolchévisme littéraire dangereux pour la jeunesse. Morand visait ici un climat créé par Mgr Mariétan et que galvanisera dès 1929 l'enseignement du jeune professeur Edmond Humeau. Agent remuant de cette modernisation, Humeau ne craint pas de pourfendre de son verbe «les croûtes de Biéler» et «tant d'autres fadaïses millimétriques». Car à ses yeux, avec Biéler et le musicien Gustave Doret s'était découverte au début de notre siècle:

[...] une époque sinistre [...] où les jodelages, les costumes historiques, les restaurations de monuments, les poèmes ayant l'air de cantiques constitueraient, à l'usage d'un peuple devenu hôtelier, le patrimoine national d'un art sans caractère.

et de louer en contrepartie Ferdinand Hodler, «colossal et prodigue [...] précurseur également de l'expressionnisme germanique» dont la «vision de la montagne et de la lumière effaçait toutes les tentatives de copiage que son œuvre inspira», Auberjonois dont les portraits s'apparentent à ses yeux «à certaines créatures grecques de Picasso», les frères Cingria dont le

[...] caractère commun est un condottierisme bien nourri qui les rend fort étranges pour les milieux respectables d'un pays où le colportage est interdit et le conformisme triomphant

et dont les «industrielles recherches "fauvistes" ont créé ce baroque plus vrai que nature», Maurice Denis, l'Italien Gino Severini, «responsable qu'existe une peinture vivante dans les églises», ou Le Corbusier qui «eut le mérite de rassembler sur sa personne l'hypocrisie haineuse que suscitent toujours des théories salubres». Non seulement Humeau prend le contrepied des valeurs en honneur auprès de l'establishment valaisan, voire romand, mais encore il milite pour une accélération des changements:

De plus audacieux doivent prendre la parole et animer vertement un pays que la paresse saisonnière, entre d'autres motifs politiques et scolaires, incite à la béatitude des ruminants.

tantôt soupirant:

Influences étrangères, on souhaite qu'elles amènent à ce pays une expression de jeunesse et de conviction!

tantôt ordonnant:

On demande des inventeurs. Le pays importe peu.

satisfait seulement de «la révolution produite en architecture et en musique»<sup>95</sup> pour laquelle s'activent ses amis Sartoris et Honegger.

C'est d'ailleurs dans le champ de l'architecture que les débats désormais seront les plus vifs entre partisans de l'ouverture à la modernité et fidèles de la nouvelle légitimité, baptisée tradition. En 1932, l'architecte italien rationaliste Alberto Sartoris construit la chapelle Notre-Dame-du-Bon-Conseil à Lourtier. Commanditée par les chanoines de Saint-Maurice, cette architecture lèvera en Romandie un vent de révolte, à l'instigation de

95 Edmond HUMEAU, *Axonométrie romand*, Paris 1932, pp. 11, 12, 15, 16, 22, 23, 29, 32, 29.

la *Gazette de Lausanne*, que n'apaiseront ni les arguments d'Edmond Humeau ni l'organisation en 1933 à Lausanne d'une exposition explicative sur le dit «scandale»:

L'église de Lourtier doit être jugée en elle-même, et par rapport au site et par rapport à l'ordre chrétien qui veut que jamais l'esprit ne se lasse d'inventer et de construire pour glorifier l'Esprit, et non point au nom d'une sentimentalité périmée de clubistes vétérans qui, deux bouteilles de Dézaley collées aux omoplates, s'en vont entre samedi et dimanche jouer aux chasseurs de chamois, et qui n'entendent pas qu'on nous gâte nos villages valaisans, nom de nom, ou gare le Heimatschutz!  
[...] Et vive, ma foi, le bolchévique de Lourtier qui nous prouve au moins que Dieu est moderne [...] <sup>96</sup>

Or, l'appel de la *Gazette de Lausanne* en faveur d'une croisade anti-Lourtier avait été orchestré par Madeleine de Cérenville, épouse d'Ernest Biéler<sup>97</sup>. D'ailleurs, en 1923, la Fédération des architectes suisses avait tenu son assemblée annuelle à Savièse, fief de Biéler et de son ami l'architecte Alphonse de Kalbermatten. A la suite de cette réunion la revue *Das Werk* publiait une série de prises de position contradictoires au sujet de l'architecture moderne, dont plusieurs demandant qu'on mette le holà aux progrès en Suisse des modèles du Bauhaus et de Le Corbusier.

En Valais, la polémique est moins bruyante. L'évêque avait donné son accord. Le conseiller d'Etat Maurice Troillet en était le parrain. Et puis, on s'était déjà occupé de parer le pire puisque l'année précédente Mgr Mariétan avait été écarté de sa charge, déplacé par le Vatican sur l'intervention du prélat sédunois. Quant à Edmond Humeau, il ne se verra pas reconduit dans son enseignement par le successeur de Mariétan. Les autres projets de Sartoris pour de nouvelles églises en Valais (chapelle ronde de Sarreyer) seront abandonnés. En 1955, après que les habitants de Lourtier eurent eux-mêmes apporté quelques modifications, claustra dans les baies du clocher par exemple, l'architecte turinois dessinera pour sa chapelle de moins en moins appréciée un nouveau toit à deux pans ainsi que des contreforts en pierres de taille, tout à fait dans la ligne du Heimatstil.

L'architecture civile moderne ne bénéficie pas d'un meilleur traitement. En 1934, l'antiquaire Joseph Delacoste édite une plaquette de présentation pour une vente d'antiquités locales à Sion. Le texte, de Conrad Curi-ger, est fort explicite:

Aujourd'hui qu'on a fait de la maison une machine à habiter où seule une harmonie de volumes peut mettre de la beauté, le meuble ancien et le bibelot d'art prennent une valeur plus considérable, une signification de

96 Paul BUDRY, «La leçon de Lourtier» dans *Le scandale de Lourtier ou la maison de Dieu peut-elle être moderne?*, cat. expo, Galerie Manassero, Lausanne 1933.

97 Sur la question du scandale de Lourtier, voir Jacques GUBLER, «Lourtier, j'avais le feu sacré!», dans *Sartoris et le Valais*, cat. expo., Manoir de Martigny, Martigny 1983, pp. 18-23 et Bernard WYDER, «Quand la tradition permet la modernité. L'abbaye de Saint-Maurice et la chapelle de Lourtier», dans *Nos monuments d'art et d'histoire*, 1989, n° 3, pp. 268-276.

culture. Le bahut qu'on aura placé isolé dans le hall où une belle eau-forte ancienne tranche sur le nu de la grande paroi au ton uni, sera l'indice du goût du maître du logis.<sup>98</sup>

D'ailleurs le même catalogue annonce l'exposition, au Casino de Sion, des «Peintres du Valais (costumes et types valaisans)». La liste des artistes, «nos artistes» précise le catalogue, ne présente aucune nouveauté: Ecole de Savièse et habitués du Valais se partagent les faveurs du public. En 1936, l'exposition beaux-arts de la fête des Vendanges valaisannes tente bien d'acclimater le «cubiste» local Fernand Dubuis. Peine perdue! Dubuis fera sa carrière à Paris. En revanche, Paul Monnier et le genevois Albert Chavaz seront promis à un avenir certain. Leur interprétation très soft des conquêtes cubisantes, ainsi qu'une iconographie plus valaisanne, leur vaudront, après la Seconde Guerre mondiale surtout, les attentions du grand nombre. Récemment encore du reste, les artistes de la jeune génération n'échappaient que par l'exil, plus ou moins temporaire, à un marché toujours dominé par l'ombre des peintres de l'identité valaisanne.

Car, au fil des années, la légitimité de cette culture aux forts accents folklorisants s'est encore renforcée. Le Valais des années quarante, cinquante et soixante vit à l'enseigne d'un vernaculaire reconstitué plus vrai que nature, témoin de l'officialisation d'un style et du développement du tourisme de masse. La personnalité de l'écrivain Maurice Zermatten, membre actif du Heimatschutz et promu dès 1944 président de la commission cantonale des sites, puis de celle des constructions, y sera pour beaucoup. Disciple de Montenach et de son émule valaisan Edmond Giroud, Maurice Zermatten proscriit les toits plats et les architectures modernes sauf pour les constructions dites «de service», imposant par les règlements qu'il édicte une vision protégée du village et de la maison valaisanne. A ses yeux, ces mesures devaient préserver l'identité culturelle du Vieux Pays des appâts destructeurs d'un modernisme qu'il tente de disqualifier en le désignant d'importation étrangère<sup>99</sup>. Sa position caractérise l'acculturation positivement ressentie des Valaisans, d'ailleurs génératrice d'une néo-tradition riche en productions de masse que la plupart des Valaisans pratiquent en toute «authenticité». Cette néo-tradition règne presque sans partage sur la scène officielle valaisanne jusque dans les années quatre-vingts. Remise en question dans le champ restreint des artistes, des institutions, des intellectuels et des Valaisans à la recherche de nouveaux rapports avec l'étranger, elle a peu à peu complexifié sa production d'objets à vocation identitaire et touristique. Cette dernière présente en effet de curieuses et intéressantes hybridations internationalistes, essentiellement portées par un nouveau mythe, celui d'une culture

98 «Avant-Propos», dans *Vente d'Antiquités par Monsieur Jos. Delacoste antiquaire*, Sion 1934, p. 3.

99 Sur la vision de l'étranger chez Zermatten, voir la contribution de Maria-Pia TSCHOPP dans le présent volume.

traditionnelle commune à la Montagne, qu'elle soit alpine ou himalayenne, et dont le Hameau de Verbier, créé en 1991 par l'architecte Pierre Dorsaz, fournit une intéressante concrétisation<sup>100</sup>.

Faut-il en conclure, comme Paul Budry constatant en 1919 l'anémisme de la création artistique en Suisse, qu' :

A trop manger d'herbe on a perdu la culture, à trop jouer sur la lyre champêtre on ne sait plus s'accorder au spectacle de la vie moderne?<sup>101</sup>

100 Voir le catalogue à paraître de l'exposition *Les hommes et les Alpes*, *op. cit.*.

101 «Exposition suisse des Beaux-Arts», dans *Pages d'art*, n° 9, 1919, p. 298.



ALAIN CLAVIEN

**Valais, identité nationale et  
«industrie des étrangers», 1900-1914**



## L'affaire du Cervin

Le 4 décembre 1906, Xaver Imfeld, ingénieur à Zurich, et Henri Golliez, ingénieur, professeur extraordinaire de minéralogie à l'Université de Lausanne et conseiller communal radical, adressent au conseiller fédéral Joseph Zemp, chef du Département des postes et chemins de fer, une demande de concession pour un chemin de fer reliant Zermatt au sommet du Cervin. Le projet prévoit deux sections: un chemin de fer électrique à crémaillère du village à la cabane du Mont Cervin, en passant par le plateau du lac Noir et par l'arête du Hörnli, puis un ascenseur à l'intérieur même de la montagne, de la cabane au sommet, où seraient aménagés une salle et un observatoire.

Les artistes sont les premiers à s'émouvoir. Le 8 janvier 1907, le peintre et écrivain Albert Trachsel intervient dans la *Tribune de Genève* pour clamer son indignation. Le 14 janvier, la *Gazette de Lausanne* publie un article véhément dans lequel Charles-Marius Gos<sup>1</sup> crie au scandale et appelle à la résistance:

Le Cervin, c'est la cime par excellence, imposante plus que toute autre, par la hardiesse de son allure, imposante par son histoire. C'est le rocher superbe, symbolisant l'Art engendré par la Nature. [...] Le Cervin appartient à tous les Suisses. Nous ne devons pas souffrir que ce patrimoine commun de beauté soit concédé à quelques-uns pour en faire un objet de luxe. Nous sommes certains que tout vrai Suisse saura comprendre la pressante nécessité de réagir avec énergie contre ce projet hideux.

La campagne de presse est lancée. Elle prend rapidement de l'ampleur: du *Journal de Genève* aux *Neue Zürcher Nachrichten*, de *La Liberté* au *Bund*, nombreux sont les journaux suisses qui y vont de leurs commentaires et de leurs prises de position. Dans les organes libéraux et catholiques-conservateurs, la discussion est souvent passionnée et virulente, le ton

<sup>1</sup> Frère d'Albert, peintre paysagiste qui se consacre presque entièrement à la montagne, le journaliste et écrivain Charles-Marius GOS publie *Près des névés et des glaciers* en 1912.

d'un Gos en témoigne éloquemment. Dans les quotidiens radicaux, elle est plus discrète et modérée. Ainsi, *La Revue* attend le premier juin avant de consacrer un article de fond à une affaire qu'elle veut dédramatiser:

Quelques-uns ont publié des articles où la perspective de cette voie ferrée est envisagée comme une calamité publique, un avilissement de l'esprit national, un crime de lèse-patrie. Aux écrivains de ces exagérations, la montagne pourrait dire « Le ciel me préserve de mes amis ». Non, la Suisse ne sera pas perdue parce qu'elle possédera un nouvel ascenseur alpin; mais la poésie de nos monts gagnerait à ce que ce nouvel ascenseur se construisit partout ailleurs qu'au Cervin.

Les initiateurs sont rudement pris à partie et semblent surpris par la vigueur des attaques. Ils ont fort à faire pour se défendre et ne réagissent pas tout de suite.

Si l'on ne tient pas compte des insinuations blessantes et des attaques personnelles<sup>2</sup>, le stock d'arguments disponibles de part et d'autre est limité. Quelques articles, quelques polémiques assez sèches permettent d'en faire le tour.

En mars 1907, le Comité central du Club Alpin Suisse décide de lancer contre le projet une pétition interne, qui sera envoyée au Conseil fédéral. Membre d'honneur du C.A.S., Imfeld, que l'on sent énervé, rédige une mise au point qui paraît dans *Alpina*<sup>3</sup>, le bulletin mensuel du club. L'ingénieur zurichois estime que l'on peut réduire les reproches adressés à son projet à trois arguments: ce chemin de fer enlaidit le Cervin, il le profane et il nuit aux intérêts des guides de Zermatt. Reprenant l'une après l'autre ces accusations, il s'applique à en démontrer l'inanité. D'abord, affirme-t-il, la montagne ne sera aucunement altérée, ni dans sa forme, ni dans sa silhouette, puisque, à partir de son pied, le projet prévoit un ascenseur à l'intérieur de la montagne. Quant à la station terminale, elle sera si bien imbriquée dans la masse rocheuse que, de Zermatt, elle restera invisible à l'œil nu. L'argument de la profanation du Cervin fait ricaner Imfeld: les guides n'ont-ils pas installé tant d'échelles et de pitons dans les parois de la vénérable cime qu'il y a quelques années un aveugle a pu être hissé jusqu'au sommet. Enfin, les guides zermattois n'ont rien à craindre de ce projet, estime son promoteur: les sportifs ne vont pas abandonner le prestigieux Cervin sous prétexte qu'il contient un ascenseur. Et de toute façon, l'afflux de touristes attirés par cette attraction leur fournira des revenus supplémentaires.

Passant alors de la défense à l'attaque, le Zurichois termine son papier sur un ton provocant:

Art. I der Statuten des S.A.C. sagt: «Der S.A.C. stellt sich die Aufgabe, das schweiz. Hochgebirgsland allseitig genauer zu erforschen, näher bekannt zu machen und den Besuch desselben zu erleichtern.» Hand aufs Herz, widerspricht denn eine Hochgebirgsbahn den Zielen des Alpenclubs? Mir scheint vielmehr, dass durch eine solche die Absichten des

<sup>2</sup> Voir notamment l'échange opposant Gollier à Bovet, *Gazette de Lausanne*, 6, 10 et 13 juin 1907.  
<sup>3</sup> *Alpina*, avril 1907, «Matterhornbahn», pp. 52-53.

S.A.C. in ausgiebigster Weise unterstützt und gefördert werden. [...] Es will mir daher scheinen, dass es nicht Sache des S.A.C. sein sollte, die Matterhornbahn zu bekämpfen.

Cette exégèse déclenche évidemment un tollé dans les colonnes d'*Alpina*. Certains membres vont même jusqu'à exiger que le C.A.S. modifie le plus rapidement possible ce malencontreux article premier des statuts...

Les initiateurs ne rencontrent que peu d'appuis, alors que les adversaires sont nombreux et comptent parmi eux beaucoup d'artistes, d'intellectuels et de scientifiques. Raymond de Girard, professeur de géologie à l'Université de Fribourg, Hans Schardt, professeur de géologie à l'Académie<sup>4</sup> de Neuchâtel ou encore Ernst Wilczek, professeur de botanique à l'Université de Lausanne, sont d'actifs opposants qui dénie tout intérêt scientifique à ce projet, malgré les déclarations de Gollier soutenu par Albert Heim, professeur de géologie à l'Université de Zurich.

Le plus actif et certainement le plus incisif des opposants est Ernest Bovet, professeur de littérature française à l'Université de Zurich. Il est aussi le plus réfléchi, celui dont l'argumentation dépasse la simple indignation sentimentale. Dans plusieurs articles de combat<sup>5</sup>, il démontre féroce-ment «la pauvreté déconcertante» des «raisons avouées au grand jour par les promoteurs du projet» avant de développer sa propre argumentation. Bovet distingue six arguments dans l'arsenal des initiateurs: tous sont spécieux, estime-t-il, à l'exception du sixième, souvent occulté, qui est en revanche tout à fait valable.

Examinant tour à tour l'argument scientifique -ce tunnel apportera de précieux renseignements aux géologues-, l'argument technique -ce projet permettra aux ingénieurs de montrer ce qu'ils savent faire-, l'argument humanitaire -cet ascenseur permettra à des vieux et des handicapés de respirer l'air enivrant des hauteurs- ou sa variante démocratique -il mettra la course du Cervin, aujourd'hui réservée à une élite, à la portée du plus grand nombre-, enfin l'argument logique -on a installé des échelles et des pitons pour faciliter l'ascension, facilitons-la franchement avec un funiculaire-, Bovet n'a aucune peine à démontrer leur futilité. Reste le dernier argument, le seul véritable à ses yeux:

Ne discutons pas à côté de la question. [...] Les faits sont simples: l'idée d'un chemin de fer au Cervin n'est inspirée ni par l'amour de la science, ni par l'amour de l'humanité, mais par l'espoir de gagner de l'argent, grâce à une concession retentissante. Il s'agit d'exploiter la célébrité du Cervin.<sup>6</sup>

Or, le Cervin n'est pas seulement la plus belle montagne des Alpes, il «est pour la Suisse entière le plus fier symbole de notre liberté»<sup>7</sup>. Voilà d'où

<sup>4</sup> L'Académie de Neuchâtel ne se transformera en université qu'en octobre 1909.

<sup>5</sup> *La Semaine littéraire*, 18 mai 1907, «Le Cervin»; *Heimatschutz*, 1<sup>er</sup> juin 1907, «Le Cervin»; *Gazette de Lausanne*, 13 juin 1907, «L'ascenseur du Cervin»; «Au Conseil fédéral de la Confédération suisse» (texte de la pétition), encarté dans *Heimatschutz*, avril 1908.

<sup>6</sup> *Gazette de Lausanne*, 13 juin 1907.

<sup>7</sup> *Heimatschutz*, 1<sup>er</sup> juin 1907.

vient sa célébrité. Voilà pourquoi Gollier et Imfeld veulent construire un chemin de fer là et pas ailleurs. Voilà pourquoi Bovet et ses amis s'opposent vigoureusement à ce projet.

Il ne s'agit pas d'une opposition de principe aux chemins de fer de montagne. Bovet reconnaît leur utilité lorsque, franchissant un col ou s'en-gouffrant dans un tunnel, ils unissent deux vallées ou lorsqu'ils conduisent des touristes à des points de vue panoramique, comme ceux du Gornergrat, du Righi ou de la Schynige Platte.

Il en va tout différemment avec les hauts sommets.

Nous voulons que la haute montagne demeure libre et pure, parce que le culte de la montagne est à la base même de notre histoire, de notre indépendance, de notre vie morale. [...] Notre histoire, unique au monde, s'explique non seulement par les faits physiques de nos Alpes, mais aussi et surtout par l'originalité morale que cette nature âpre et fière a donnée à nos âmes. [...] Divers de races, de langues, de confessions, s'il y a chez nos poètes, chez nos artistes, s'il y a dans nos âmes un trait commun, il faut le chercher dans la montagne. Les hauts sommets sont le sanctuaire où nous fraternisons.<sup>8</sup>

Bovet place la controverse sur un terrain plus solide que ne l'est celui des premiers opposants qui en restent à des considérations esthétiques. Il ne s'agit pas en fait de savoir si ce projet enlaidirait le Cervin: «là n'est pas la question»<sup>9</sup>. Il s'agit de sauvegarder un espace privilégié et hautement symbolique, qui est un élément véritablement constitutif de l'identité suisse. L'argument porte, à un moment où de nombreux intellectuels de ce pays s'engagent dans un débat concernant l'existence d'une culture suisse et la définition d'une spécificité helvétique à opposer à des nationalismes étrangers jugés agressifs.

Les partisans du chemin de fer ne veulent évidemment pas s'engager dans un tel débat. Toutefois, ils sont gênés par ce type d'argument auquel ils ne peuvent pas s'opposer de front sans risquer de passer pour «unschweizerisch».

La campagne de presse atteint son apogée pendant les deux mois de mai et juin, puis se calme au début de l'été. Elle est relayée par de nombreuses prises de position - de la Société de physique et de sciences naturelles de Genève, des guides valaisans, de la Murithienne, de la Société suisse des peintres, sculpteurs et architectes, etc. - et par des pétitions adressées à Berne. En juillet, le Club Alpin Suisse, qui a sonné le rappel de ses troupes en avril, remet au Conseil fédéral une liste de 3708 protestataires.<sup>10</sup>

En juin, le Heimatschutz lance lui aussi une pétition. Le professeur Ernest Bovet se dépense sans compter à la tête du comité spécialement créé à cette occasion. Février 1908, la pétition est déposée sur la table du Conseil fédéral munie de 68 000 signatures... Dès lors, le projet s'enlise. Le

<sup>8</sup> *La Semaine Littéraire*, 18 mai 1907.

<sup>9</sup> *Ibid.*

<sup>10</sup> *Heimatschutz*, septembre 1907, p. 71.

# HEIMATSCHUTZ

ZEITSCHRIFT DER «SCHWEIZER VEREINIGUNG FÜR HEIMATSCHUTZ»  
BULLETIN DE LA «LIGUE POUR LA CONSERVATION DE LA SUISSE PITTORESQUE»

NACHDRUCK DER ARTIKEL UND MITTEILUNGEN  
BEI DEUTLICHER QUELLENANGABE ERWÜNSCHT

HEFT 6 • JUNI 1907

LA REPRODUCTION DES ARTICLES ET COMMUNIQUÉS  
AVEC INDICATION DE LA PROVENANCE EST DÉSIRÉE

## LE CERVIN

Par E. Borel, Zurich

Depuis le jour où Messieurs Gollier et Imfeld ont découvert qu'il ne manquait plus, à la gloire du Cervin, qu'un petit funiculaire, ils se sont efforcés de faire partager cette conviction au peuple suisse et en particulier à la commune de Zermatt, qui s'est prononcée déjà à l'unanimité contre le projet, mais qu'on espère convertir. Les détails les plus intéressants de cette campagne nous demeureront cachés, cela est évident; simple citoyen suisse, je ne puis connaître et juger que les raisons avouées au grand jour par les promoteurs du projet et par leurs amis. Ces raisons, quand on les regarde de près, une à une, sont d'une pauvreté déconcertante.

1<sup>o</sup> La science. Le chemin de fer du Cervin étant en tunnel depuis le Hörnli jusqu'à la cime, il apportera (dit-on) de précieux renseignements aux géologues; à la météorologie on promet un observatoire au sommet (100,000 ou 200,000 fr. pour l'installation, et de plus une belle rente annuelle). Cela est fort beau sur le papier; le hic, c'est que les savants suisses qu'on se flattait d'attirer de la sorte ne sont pas convaincus du tout. M. de Girard, professeur de géologie à l'Université de Fribourg, a montré dans une excellente brochure, combien ces promesses sont fallacieuses; M. Wilczek, de l'Université de Lausanne, a protesté également. Jusqu'ici, Monsieur Heim de Zurich a été le seul, que je sache, à plaider en faveur du chemin de fer; dans la commission helvétique du «Naturschutz» son autorité a obtenu à grand'peine un vote d'abstention qui a fort réjoui les partisans du projet; mais ce vote n'est pas définitif.... Monsieur Heim sait mieux que moi combien de surprises le tunnel de base du Simplon a procurées à la géologie; un tunnel dans l'étroite pyramide du Cervin ne lui ménagerait que la surprise d'une déception; à 100,000 francs, c'est trop cher: ce serait faire tort aux actionnaires, et, pis encore, à la science elle-même. Disons-le enfin sans réticences: la science n'a rien à voir dans des affaires de pure spéculation; elle est et ne peut être que désintéressée; la spéculation ne l'est pas; en fondant l'une avec l'autre, ce n'est pas la spéculation qu'on légitime, c'est la science qu'on salit. Monsieur Heim est un savant que nous

respectons tous, sans lui obéir aveuglément; aux spéculateurs nous disons: à bas les pattes!

2<sup>o</sup> L'humanité. «La construction d'un de ces chemins de fer si décriés permet à nombre de gens empêchés par beaucoup de raisons, l'âge, la santé (!), les infirmités physiques peut-être, d'aller, eux aussi, respirer l'air enivrant des hauteurs...». L'auteur de ces lignes, qui fut mon camarade de collège, écrit mieux lorsqu'il est bien inspiré; la faiblesse de son article prouve combien la cause est mauvaise. Qu'un chemin de fer transporte

sur les hauteurs «les gens empêchés par la santé», soit; n'avons-nous pas déjà le Righi, le Pilate, le Brünig, le Bürgenstock, la Schynige Platte, Mürren, la Scheidegg, le Brienz Rothorn, la Jungfrau, le Montreux-Oberland, les Rochers de Naye, le Gornergrat, et quelques autres encore? A partir d'une certaine altitude les valétudinaires ne jouissent plus de «l'air enivrant des hauteurs»; ils s'y ennuiant, tout bêtement; à la station Eigergletscher, j'en ai vu qui étaient ivres, mais de champagne. — Allons, ne confondons pas le Cervin avec le Righi; ceux qui veulent faire une cure d'air alpestre vont séjourner à 1800 ou 2000 mètres; ceux qui ont la curio-



DAS MATTERHORN VOM ARVENWALD BEI RIFFELALP AUS GEGEHEN

LE CERVIN VU DE LA RIFFELALP

Photographie-Verlag Wehrli A.-G. in Kölchberg bei Zürich

sité du glacier vont à la station Eismeer; mais ceux qui vont au Cervin y vont pour la beauté de l'effort, pour la hardiesse du geste, pour la religion de la montagne; et la montagne ne révèle son auguste beauté qu'à celui qui la conquiert pas à pas, par un tenace amour qui défie la mort. Je ne suis qu'un modeste alpiniste; mais je sais ma dette envers la montagne: elle m'a appris à vaincre une infirmité physique; elle m'a arraché des larmes de souffrance, mais elle m'a dit comment l'esprit triomphe de la chair. — Que les gens à funiculaires s'en aillent flâner dans les vallons, sur les sommets à vue panoramique, jusqu'à 3000 mètres; mais qu'ils ne franchissent pas la ceinture de glace et de granit des hauts sommets: ils ne comprendront jamais le mystère de ces espaces; il leur en manque la clé unique: l'effort moral. D'ailleurs est-il permis de prendre au sérieux cette préoccupation humanitaire? Elle vaut juste autant que le programme scientifique. Chez certaines peuplades mises brusquement en contact avec la civilisation, les femmes choisissent comme premiers vêtements un chapeau à fleurs artificielles, et un éventail; il en est de même



Conseil d'Etat valaisan, auquel Berne réclame plusieurs fois un préavis, ne se risque pas à prendre position et renvoie régulièrement l'examen du problème<sup>11</sup>. La guerre enterre définitivement le projet.

## Un changement des mentalités

68 000 signatures, 68 356 plus exactement: 3774 étrangers, 64 582 Suisses. Le chiffre est conséquent et invite à la réflexion. Ce projet est-il vraiment si extravagant? Depuis une quinzaine d'années, on construit des chemins de fer de montagne avec frénésie. La Jungfrau elle-même n'a pas été épargnée... Et, lorsqu'en 1892, Xaver Imfeld, déjà lui, avait demandé une concession pour un funiculaire au Cervin, couplé avec un chemin de fer reliant Zermatt au Gornergrat, le Conseil fédéral la lui avait accordée sans hésiter. Cette décision n'avait alors pas déclenché de campagne de presse et personne n'avait lancé de pétition. En fait, seul le chemin de fer du Gornergrat fut construit et la concession pour le Cervin devint caduque puisque le décret fixait un délai impératif de 36 mois pour présenter les documents techniques et financiers prescrits par la loi<sup>12</sup>.

Visiblement, les choses ont changé en quinze ans. Ces 68 000 signatures traduisent l'évolution récente d'une partie de l'opinion publique face au tourisme, face à «l'industrie des étrangers» comme on l'appelle alors. En 1891, évoquant le chemin de fer projeté aux fameux Rochers de Naye (le «Righi vaudois», Rambert *dixit*), le poète Henri Warnery écrivait:

Pourquoi donc ne puis-je m'empêcher d'admirer les travaux des ingénieurs qui accrochent leurs voies de fer au flanc des montagnes et pour qui nul rêve n'est trop hardi? C'est sans doute que je me plais à y saluer un épisode de la grande conquête, à y voir se poursuivre cette prise de possession du globe par l'intelligence humaine qui semble être la fin obscure de l'histoire.<sup>13</sup>

Dix ans plus tard, la situation n'est plus la même, l'état d'esprit s'est modifié. La «gloire de l'ingénieur» impressionne moins, certains commencent à s'interroger sur les raisons qui poussent à ces réalisations et sur leurs conséquences. Le fameux «Progrès», cher aux radicaux, n'est plus un argument aussi convaincant et indiscutable. En 1905, la naissance du Heimatschutz marque une étape dans cette prise de conscience et les protestations vont aller augmentant contre le développement anarchique d'un tourisme qui, au nom du «Dieu profit», ne recule devant rien et ne respecte rien.

11 Sollicité en mai 1909, le Conseil d'Etat valaisan demande d'attendre la session de novembre du Grand Conseil. Le 3 novembre, il avertit Berne que le Grand Conseil en discutera en mai 1910. Le 19 juin 1911, n'ayant toujours rien reçu, le Département fédéral des postes et des chemins de fer se fâche et réclame un préavis dans les plus brefs délais. Dans sa réponse du 22 juillet 1911, le Conseil d'Etat valaisan, imperturbable, répond qu'il prend note, mais qu'il doit passer par le Grand Conseil dont la prochaine séance est en novembre... Voir Berne, Archives fédérales (AF), VED 20/1, 371.

12 AF, E VED 20/1, 262.

13 «Chronique romande», dans *Au Foyer Romand. Etranges littéraires pour 1892*, Lausanne 1891, p. 10.

## Une industrie touristique en pleine expansion

Ce mouvement de protestation ne naît pas dans le désert: entre 1885 et 1914, le pays connaît un développement touristique prodigieux.

L'industrie touristique suisse a connu une première phase de développement entre 1850 et 1870. Mais la saison est courte et il est difficile de rentabiliser des installations coûteuses. La relative dépression économique des années 1870, aggravée par la guerre franco-allemande, entraîne une crise sérieuse de l'industrie touristique suisse. Pour s'en sortir, il faut accroître la rentabilité du capital, c'est-à-dire pratiquement «attirer plus de monde, et l'attirer plus longtemps»<sup>14</sup>. Opportunément aidée par des modes nouvelles, notamment celle des séjours d'hiver à la montagne<sup>15</sup>, l'industrie hôtelière réussit brillamment sa reconversion. Elle connaît un véritable boom au cours des vingt ans qui précèdent l'été 1914. De 58 137 en 1880, le nombre de lits (hôtels de tourisme uniquement) est passé à 88 634 en 1894 pour atteindre 124 068 en 1905. Au cours de ces 25 ans, on a bâti 923 hôtels<sup>16</sup>. Cette reconversion réussie implique un tourisme plus massif que celui des années précédentes: 12 331 577 nuitées en 1894, 21 098 783 en 1913<sup>17</sup>. La guerre casse cette courbe ascendante et l'industrie hôtelière helvétique devra attendre la fin des années 1960 pour enregistrer à nouveau les résultats de 1913.

Zermatt mis à part, le Vieux Pays avait été peu touché par la première vague touristique, celle du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. En revanche, les Valaisans participent résolument à la deuxième vague. Comme pour rattraper le temps perdu, la construction systématique d'hôtels, de routes et de chemins de fer se fait à un rythme effréné. Invité à donner une conférence sur l'industrie hôtelière valaisanne à l'occasion de la 43<sup>e</sup> assemblée générale de la Société suisse de statistiques, dont il est membre, l'avocat Jules Emonet cite des chiffres éloquentes:

Dans les stations alpestres [du Valais], les hôtels se sont multipliés ces quinze dernières années avec une rapidité qui tient du prodige; ainsi pour en citer un exemple, la station de Champex qui, en 1890, n'avait qu'un hôtel, en compte actuellement 12 avec un total de 947 lits [...]. On peut en dire de même des stations de Champéry, Salvan, Finhaut, Fionnay, les Mayens de Sion et autres, qui se sont transformées et ne cessent de prospérer.<sup>18</sup>

Dans les stations haut-valaisannes, le développement est comparable: Zermatt compte 28 hôtels et pensions en 1910 alors qu'il n'y en avait que 9 en 1890<sup>19</sup>.

<sup>14</sup> Jean-François BERGIER, *Histoire économique de la Suisse*, Lausanne 1984, pp. 296-300. Voir aussi Paul P. BERNARD, *Rush to the Alps. The Evolution of Vacationing in Switzerland*, New York 1978, pp. 106-127.

<sup>15</sup> Voir par exemple, *Gazette du Valais*, 21 mars 1906, «L'hiver dans les Alpes».

<sup>16</sup> Société Suisse des Hôteliers, *Jubilé 1882-1907*, Bâle 1908, p. 73.

<sup>17</sup> Hubert GOLDEN, *Strukturwandlungen des schweizerischen Fremdenverkehrs 1890-1935*, Zürich 1939, p. 25.

<sup>18</sup> Jules EMONET, «L'industrie hôtelière dans le canton du Valais», dans *Travaux statistiques du canton du Valais*, Berne 1908, p. 408.

<sup>19</sup> Zermatt, *Dorf und Kurort im Spiegel einer Familie*, Zermatt 1982, p. 78.

L'affairisme et la fièvre de la spéculation ne touchent pas que les milieux immobiliers. Ils font aussi germer de nombreux projets de chemins de fer, certains extravagants<sup>20</sup>. De décembre 1906 à décembre 1907, plus de dix concessions sont accordées ou prolongées, qui projettent les liaisons ferroviaires suivantes: Saint-Gingolph-Grammont, Le Bouveret-Tanay, Martigny-Champex par Bovernier et Orsières, Martigny-Turin par le val Ferret, Sion-La Lenk par le Rawyl, Sion-Oberland par le Sanetsch, Sion-Mayens de Sion par Bramois et Vex, Sierre-Vermala, Sierre-Zermatt par Vissoie et Zinal, Vissoie-St-Luc, Leuk-Leukerbad et Brigue-Jungfrau-joch par le glacier d'Aletsch que l'on traverserait grâce à des wagons équipés de skis...<sup>21</sup>

Evidemment, ce développement n'est pas sans conséquence sur le mode de vie et l'organisation sociale des autochtones. Les touristes se baladent dans des régions de montagne où les populations vivent dans des conditions très dures, voire réellement dans la pauvreté. A côté de palaces indécemment pompeux se trouvent des chalets dépourvus du plus élémentaire confort. Et à Wengen, en 1913 encore,

[...] le soir, les montagnards ébahis qui se pressent aux fenêtres des hôtels aperçoivent dans les salles de bal un faste éclatant, comme si la magie des contes de fées était devenue réalité.<sup>22</sup>

Dès lors apparaissent des phénomènes bien connus actuellement de certains pays du tiers monde. La mendicité adulte et enfantine se développe; les hommes abandonnent les occupations traditionnelles pour celles, plus lucratives, liées à la soif de pittoresque des voyageurs. Dans son chapitre consacré à l'Oberland bernois, le guide touristique Baedeker met ses lecteurs en garde:

Toutes les occasions, tous les prétextes sont bons pour alléger la bourse des voyageurs. Ici, on vend des baies, des fleurs et des cristaux, là on montre des chamois et des marmottes. Tel chalet envoie mendier des enfants; à chaque détour surgit un quatuor de «chanteuses des Alpes» majeures ou mineures.<sup>23</sup>

## Mise en place d'un modèle esthético-patriotique

Parallèlement à ce développement touristique apparaissent des préoccupations qui, toutes, contribuent au changement de mentalité dont la pétition de 1908 est le signe éclatant.

Dans le courant de la décade 1890 apparaît dans certains cercles une sensibilité nouvelle: ce qui, quinze ans auparavant, n'était qu'une «vieillesse» devient un «noble témoignage du passé».

20 Quelques chiffres pour la Suisse: en 1890, 15 entreprises de chemin de fer exploient 260 km de voie étroite. 25 ans plus tard, elles sont 64 à se partager 1361 km. Voir Hubert GOLDEN, *op. cit.*, p. 3.

21 «Chronique valaisanne», dans *Almanach du Valais*, Sion 1908, p. 80.

22 Konrad FALKE, cité dans *La Suisse au tournant du siècle*, Zurich 1985, p. 228.

23 Cité dans *ibid.*

On a beau dire que notre siècle, envahi par les préoccupations matérielles, perd le sens du pittoresque, le respect du passé, devient platement utilitaire, [...] on a beau dire : jamais les vestiges du passé, jamais les monuments historiques n'ont été l'objet d'une sollicitude plus éclairée.<sup>24</sup>

Ce souci de sauvegarder le passé s'étend bientôt des monuments historiques aux humbles objets domestiques et aux coutumes, dont l'on «découvre» la beauté<sup>25</sup>. Puis vient la protection des sites et des beautés naturelles.

Pour tous ceux qui s'engagent dans cette tâche de sauvegarde et de conservation, l'ennemi, c'est l'utilitarisme, le matérialisme. Pour lutter efficacement, les seules considérations esthétiques ne suffisent pas. Beaucoup estiment toutefois que la question esthétique n'est qu'un aspect d'un problème plus vital. Parmi eux, le Fribourgeois Georges de Montenach. Disciple de Ruskin, il est, dès le début du siècle, un ardent propagateur de l'«Art social». Pour lui, les questions sociales sont avant tout des questions de morale et beaucoup de questions de morale sont des questions d'esthétique. Le beau est nécessaire au bien, au développement harmonieux de l'homme.

Si l'Art n'est pas un ornement accidentel de la vie, mais une nécessité positive, l'état actuel de la société est donc bien anormal, qui le réserve pour les joies du petit nombre, qui l'éloigne de nos villes, de la maison de nos ouvriers et de nos paysans, qui prive de toute lumière d'idéal la grande foule anonyme et laborieuse. [...] Chaque jour le patrimoine artistique que nous devons à nos pères se restreint, chaque jour emporte un souvenir, un reflet d'art au coin de quelque maison, une coutume pittoresque, une tradition séculaire, nos vieux costumes sont déjà une chose lointaine [...], et la vie se fait morne et plus triste et les populations perdent le sens de la race, et la robuste racine du terroir est coupée, qui tenait la plante humaine au sol natal et glorieux.<sup>26</sup>

A son avis, si l'on ne réagit pas, le règne de l'utilitarisme et de la spéculation va précipiter les masses laborieuses dans les bras du socialisme et de la révolution.

Il suffit de comparer certains atroces villages industriels de nos contrées avec les vieux hameaux valaisans, avec les bourgades de nos cantons primitifs pour comprendre que dans ces premiers où tout est uniforme, où l'œil n'est raccroché par aucune couleur, où les choses se fondent dans une tonalité grise et sale, la population doit être forcément utilitaire, sans idéal, ombrageuse, basement égalitaire, mûre pour la révolution sociale.<sup>27</sup>

Pour assurer le développement harmonieux du pays, pour lui épargner de graves désordres sociaux, il faut donc lutter contre la transformation trop rapide des cités aux dépens de leur caractère historique, contre l'abandon des anciennes coutumes traditionnelles, contre l'exploitation

24 «Chronique suisse», dans *Bibliothèque Universelle*, mai 1890, p. 416.

25 Preuve en est la création, en 1896 à Bâle, de la Société suisse des Traditions populaires ou l'organisation par le «Lesezirkel Hottingen» de Zurich, en 1897, de la première fête des costumes à laquelle participent des groupes venus de tout le pays...

26 Georges de MONTENACH, *L'Art et le Peuple*, Fribourg 1903, p. 4.

27 *Idem*, pp. 12-13.

mercantile des beautés naturelles du pays. Ces positions conservatrices et anticapitalistes rencontrent un certain succès. Ainsi, lors de la première assemblée générale des catholiques suisses (Katholikentag) à Lucerne, le 27 septembre 1903, Montenach présente ses thèses avant de proposer une résolution qui invite les catholiques à réagir contre les tendances utilitaires et à soutenir «l'art national dans ses diverses manifestations régionales et locales».

Dans une autre optique, cette question de l'art national préoccupe certains intellectuels. Pour beaucoup, l'Exposition nationale de 1896, à Genève, a servi de révélateur. Le témoignage de Philippe Monnier au sortir de sa visite au Village suisse<sup>28</sup>, clou de l'Exposition, est révélateur.

Quoi qu'il en soit, en promenant notre flânerie le long du pavillon des Beaux-Arts, en suivant les rues cailloutées ou les sentes herbeuses de cet adorable Village suisse, nous nous sommes aperçus de cela, que notre pays avait une physiologie et une âme, que comme il avait eu une histoire à lui, il avait un art à lui [...]. Dans l'accent du jodleur comme dans la devise de l'auberge, dans la peinture du poêle comme dans le costume de la servante, dans l'arabesque du fer à bricelets, la silhouette du bidon, la sculpture du chalet, nous avons senti le même cachet indigène et local. Et alors nous nous sommes demandé si, au lieu d'aller chercher bien loin nos modèles et nos exemples, nous ne ferions pas œuvre plus durable et plus véritable en restant fidèles à l'esprit du clocher, en recueillant l'humble voix de la petite chapelle, en nous inspirant de l'âme discrète, et profonde, et rustique, et divine du terroir.<sup>29</sup>

Il faut chercher chez nous les éléments d'un art suisse: telle est la conclusion qui s'impose au sortir de l'Exposition. La critique en place, les Godet, Monnier et autre Vallette, montre un engouement aimable et pas trop sérieux pour l'art suisse. Mais il en va différemment de la jeune génération et de certains outsiders de la scène culturelle romande. Ils vont s'emparer de ce concept, en faire un signe de ralliement, en discuter le contenu et le manier comme un instrument de lutte.

Deux revues genevoises font de la question de l'art national leur cheval de bataille: *La Montagne*, qui paraît de décembre 1896 à décembre 1899, puis *La Revue Helvétique*, de décembre 1900 à mai 1902. Réunissant des jeunes auteurs en quête de reconnaissance, appuyés, voire dirigés par Albert Trachsel et son ami Daniel Baud-Bovy, elles proclament leur volonté de lutter contre les modèles étrangers et pour un art national, pour une littérature suisse que seuls les «Jeunes» (opposés aux «Vieux», c'est-à-dire la critique en place) seront capables d'offrir au pays. A leur avis, il faut chercher les éléments originaux et constitutifs de cet art dans la montagne, dans les Alpes. Sur ce point, Trachsel apparaît comme un précurseur et un maître à penser, lui

28 Sur le Village suisse de 1896, voir Hans BÜCHLER, *Drei schweizerische Landesausstellungen*, Zürich 1970, pp. 69-112, Bernard CRETIAZ et Juliette MICHAELIS-GERMANIER, *Une Suisse en miniature ou les grandeurs de la petitesse*, Genève 1984, 185 p., Bernard CRETIAZ, «Un si joli village. Essai sur un mythe helvétique», dans *Peuples inanimés, avez-vous donc une âme?*, Lausanne 1987, pp. 5-18.

29 Philippe MONNIER, «Chronique romande», dans *Au Foyer Romand. Etreennes littéraires pour 1899*, Lausanne 1899, p. 19.

[...] qui, l'un des premiers, écrivit ces mots: art suisse, et [qui...] développa les théories que veut aujourd'hui servir la *Revue Helvétique*.<sup>30</sup>

Pour Trachsel, art national et entité nationale, âme nationale, sont des éléments étroitement imbriqués. Il s'applique donc à démontrer la profonde unité, l'homogénéité du peuple suisse, malgré ses diversités de langues. A l'en croire,

[...] les Suisses, en outre de leur parenté ethnographique, sont liés par leur Histoire puis, indépendamment de cela, assimilés et unis par ces liens, ces Forces puissantes: la Montagne et la Confédération Républicaine. [...] De tels liens suffisent donc pour constituer la véritable et forte unité d'une Nation. [...] Tout Suisse est donc montagnard, tout Suisse est donc républicain.<sup>31</sup>

Ainsi, la Suisse constitue, physiquement et cérébralement, un tout homogène, une «harmonie nationale». Elle peut donc avoir un art national. Les vues trachséliennes, si elles séduisent quelques jeunes auteurs, ne lui valent que sarcasmes de la part de la critique en place, Gaspard Vallette notamment se montrant particulièrement féroce. Bientôt, la question de l'art national est mise entre parenthèses.

Quelques années plus tard, le peintre et écrivain Marguerite Burnat-Provins empoigne le problème par un autre bout. Elle est surtout préoccupée par la protection des beautés naturelles et historiques du pays. A la recherche d'une argumentation qui dépasse le simple sentimentalisme nostalgique, elle affirme à son tour que ce qui fait une nation, c'est son art. Or, cet art national dépend étroitement du cadre dans lequel il vit:

[...] à l'aspect d'un pays, à sa nature, comme à son climat, comme à la vie matérielle qu'on y mène, sont intimement liées, étant donné l'influence reconnue du milieu, ses productions littéraires, sa vitalité artistique [...].<sup>32</sup>

Il faut donc veiller à la sauvegarde des beautés naturelles et historiques du pays si l'on veut que son art, se développant dans un cadre favorable, puisse éclater dans sa singularité et toute sa force.

Le 1<sup>er</sup> juillet 1905 est fondée, à Berne, à l'instigation notamment de Burnat-Provins, la Ligue pour la conservation de la Suisse pittoresque, plus connue sous sa dénomination alémanique de Heimatschutz<sup>33</sup>. Auberge espagnole idéologique, elle va être le point de regroupement de tous ceux qui, pour des raisons diverses, ont à cœur la défense des sites, du patrimoine, des coutumes, des costumes, etc. Le Heimatschutz se place sur le terrain patriotique, le plus efficace au point de vue de la propagande et le moins contraignant au point de vue doctrinal. Tous ses membres se retrouvent dans la description des symptômes du mal, tous sont

30 *Revue Helvétique*, 10 février 1901, p. 168.

31 *Quelques mots sur l'art en Suisse*, Lausanne 1890, pp. 78-79.

32 Marguerite BURNAT-PROVINS, «Correspondance», dans *La Voile Latine*, été 1906, pp. 226-228. Il s'agit d'une réponse à un article d'Alexandre Cingria dans laquelle Burnat-Provins tient à préciser les intentions de la Ligue.

33 Voir Diana LE DINH, *Le Heimatschutz, une Ligue pour la Beauté. Esthétique et conscience culturelle au début du XX<sup>e</sup> siècle en Suisse*, Lausanne 1989, 143 p. et François WALTER, *Les Suisses et l'environnement. Une histoire du rapport à la nature du 18<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Genève 1990, pp. 114-138.



d'accord pour y voir l'effet du «matérialisme ambiant». Mais le Heimatschutz se garde bien de proposer des remèdes trop précis, il ne veut pas trop s'engager. Il reste sur le terrain esthétique, tout en affirmant le lien étroit qui unit art, morale et patrie<sup>34</sup>.

S'il n'est pas à proprement parler l'un de ses membres fondateurs, Ernest Bovet entre au comité directeur de la Ligue en mars 1906. Il ne tarde pas à constater les limites du mouvement. Tout en continuant à le soutenir, il lance, en 1907, à Zurich, la revue bilingue *Wissen und Leben*. Le professeur zurichois désire que cette revue soit un forum ouvert à tous ceux qui pensent que le temps est venu de régénérer une société suisse gangrenée par le matérialisme<sup>35</sup>. La question de l'art national apparaît rapidement au sommaire de *Wissen und Leben*. Cette fois, le débat prend de l'ampleur. D'abord, parce que les intellectuels qui y participent sont aussi bien alémaniques que romands. Ensuite, parce qu'y prennent part des intellectuels reconnus et non plus seulement des «jeunes». Enfin, et surtout, parce que la question déborde vite le seul domaine littéraire ou artistique: la plupart des intervenants lient étroitement art national, culture suisse et identité nationale. La discussion ne peut être que confuse, chacun accordant un sens différent à ces concepts. En conséquence, les définitions d'une identité suisse sont variables et imprécises et l'on se dispute fort pour savoir s'il peut exister un art national parce que la Suisse a une identité ou si la constitution d'un art suisse donnera son identité au pays...

Tous les participants à la mêlée s'accordent pourtant à reconnaître le rôle privilégié des Alpes dans la constitution d'une singularité helvétique. Les Alpes sont plus qu'une source pour l'art national. A en croire certains, elles auraient même façonné un «caractère suisse». En 1908, cette problématique n'est pas encore très claire, mais la pétition du Cervin a été l'une des occasions de l'affiner et de la répandre.

## Le tourisme, facteur de démoralisation

Les ravages du tourisme ne se réduisent pas seulement à la construction anarchique d'hôtels et de funiculaires.

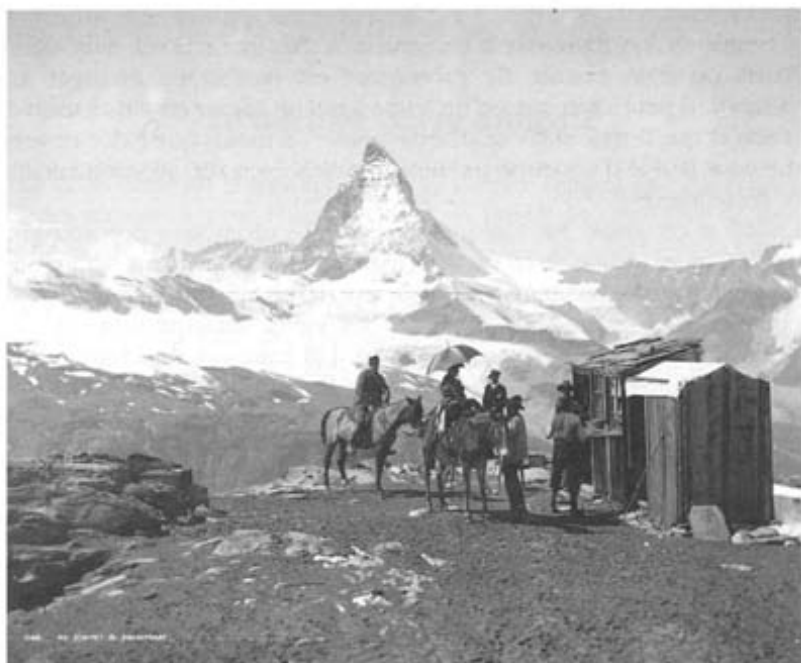
Hélas! amants de la beauté rustique, jouissez du Valais pendant qu'il existe encore! L'étranger en apprend chaque jour un peu mieux le chemin. C'en sera fait bientôt de tout ce que nous aimons. [...] Au sein des populations envahies grandissent les besoins, qui se résument tous en un: le besoin d'argent. Or, il faut oser le dire, ce qui fait la beauté morale et pittoresque du Valais, c'est sa pauvreté.<sup>36</sup>

34 Philippe GODET, «Beauté et Patrie», dans *Heimatschutz*, juillet-août 1906, p. 26. Texte du discours prononcé lors de l'assemblée constitutive de la Ligue, 1<sup>er</sup> juillet 1905.

35 Voir Georges BÜTTIKER, *Ernest Bovet 1870-1941*, Basel 1971, pp. 28-29.

36 «Chronique romande», dans *Au Foyer Romand. Etranges littéraires pour 1904*, Lausanne 1904, p. 19.





En haute-montagne, vers 1900 (photos François Fumex).

Plus encore que l'enlaidissement des sites, l'influence corruptrice du tourisme et des touristes sur les populations locales inquiète sérieusement plusieurs intellectuels. Dans le texte même de la pétition remise au Conseil fédéral, Bovet déplore que plusieurs stations soient devenues

[...] des lieux où l'horizon est masqué par des caravansérails, et où le luxe cosmopolite introduit, avec ses tares, la mendicité et la servilité<sup>37</sup>.

L'argument n'est pas nouveau. Voilà quinze ans que le Bernois Rudolf von Tavel tonne contre les effets pervers du tourisme dans l'Oberland bernois. Cette dénonciation est pendant longtemps ponctuelle, et de pure indignation. Avec la campagne contre le projet de funiculaire au Cervin, elle devient véritablement «classique». A partir de 1910, combinée à la «question des étrangers»<sup>38</sup>, elle est reprise par les jeunes nationalistes qui en font un argument décisif dans leur démonstration de l'action délétère de l'étranger sur «l'esprit suisse». L'industrie des étrangers détériore l'âme d'une partie de la population suisse, qui perd ses caractères nationaux pour y substituer un «cosmopolitisme servile de garçon de café»<sup>39</sup>.

Dès le tournant du siècle, plusieurs romans s'inspirent de ce débat pour détailler les mécanismes de la dégradation des mœurs. Même si leur point de focalisation est différent, ils mettent en œuvre le même schéma. Au début était le village. Heureux, malgré certaines disputes, certaines querelles comme il en arrive dans les meilleures familles... Le village possède souvent une auberge ou deux, familiales, fréquentées par des hôtes fidèles, amoureux de la montagne. Arrive bientôt le promoteur. Attiré par la beauté du site, il projette la construction d'un grand hôtel, d'un «Kurhaus» ou d'un casino. Ce promoteur est parfois un étranger au village<sup>40</sup>. Il peut s'agir aussi d'un jeune à qui un séjour en ville a tourné la tête et que l'envie et la cupidité dévorent<sup>41</sup>. A moins que l'idée ne germe dans la tête d'un jeune politicien, radical bien sûr, avocat affairiste et combinard<sup>42</sup>.

L'hôtel se construit. Pas toujours sans mal. Le promoteur doit souvent persuader les villageois en excitant leurs convoitises, en leur faisant miroiter l'argent facilement gagné grâce aux riches touristes étrangers. Machiavélique, il sait parfois exploiter les vieux antagonismes. Le cas échéant, il achète simplement des votes. Les jeunes et les femmes sont les plus sensibles à ses arguments, malgré les mises en garde lucides des anciens. Ainsi, le plaidoyer de Martial, le vieux du village, opposé à Léon lors d'une discussion décisive au conseil communal:

37 «Au Conseil fédéral de la Confédération suisse», art. cité, p. 1.

38 Gérard ARLETTAZ, «Démographie et identité nationale (1850-1914). La Suisse et la "question des étrangers"», dans *Études et Sources*, n° 11, 1985, pp. 83-176.

39 Voir Alain CLAVIEN, «Une revue nationaliste romande du début du siècle, *Les Feuillettes* (1911-1913)», dans *Revue suisse d'histoire*, 1987, 37/4, pp. 285-302.

40 Monsieur de Rarogne, dans *Là-Haut* d'Edouard ROD (1895) ou Pläzi dans *Anne Sentéri* de Virgile ROSSEL (1908)...

41 Pläzi dans *Anne Sentéri* de Virgile ROSSEL, Léon dans *Le Bon Vieux Valais* de Jules GROSS, Gaspard Clévoz dans *Là-Haut*, qui rêve d'épouser «une fille de la ville, qui aurait bonne façon, qui lui apprendrait les bonnes manières et lui donnerait des fils qui seraient des messieurs»...

42 Pierre Baudin dans *Terre vénale* de Georges REYMOND (1911).

Je ne sais pas faire de beaux discours, moi, je n'ai pas étudié, mais je sais que si nous votions comme le veut Léon, ce serait le plus grand malheur du village et non son bien. Nous ne sommes pas riches, c'est vrai, mais nous le serions moins encore... Avec l'hôtel viendraient, c'est certain, les messieurs à lunettes qui grattent le papier timbré, et nous aurions des procès, nous qui n'en avons jamais, nous ferions des dettes. Les jeunes gens, au lieu de travailler, flâneraient au cabaret, car soyez certain que nous aurions un cabaret, ce serait le premier pas du progrès à l'envers promis par Léon. [...] Je connais un et même plus d'un village où les étrangers arrivent en foule chaque été. Qu'ont-ils gagné? Rien. Qu'ont-ils perdu? Tout. [...] Allez les voir. Les gratte-papier à lunettes sont arrivés, comme je le disais. On gagne de l'argent, mais on boit tout ce gain ou à peu près. Bien des hommes ne savent plus manier une hache ou une faux, les filles sont devenues des vaniteuses, elles n'osent plus porter les costumes du pays. On a gâté nos belles forêts d'aroles pour établir ces bougres de rail de chemin de fer, [...] on enlaidit le paysage par de grosses baraques blanches...<sup>43</sup>

L'hôtel terminé, les passions s'exacerbent, les malheurs se succèdent, comme les vieux l'avaient prédit. Le promoteur lui-même, s'il s'agit d'un jeune du village, devient la propre victime, exemplaire, de ses ambitions démesurées. Qu'il soit abandonné par une femme aimante qui découvre soudain la bassesse d'un mari prêt à toutes les vilenies pour satisfaire sa passion de lucre<sup>44</sup>, qu'il se retrouve ruiné par la spéculation<sup>45</sup>, qu'il sombre dans l'alcoolisme<sup>46</sup> ou qu'il meure brûlé pour avoir voulu sauver deux gros billets de banque de son hôtel en flammes<sup>47</sup>, son sort n'est guère enviable. La morale de l'histoire est transparente.

## Le dernier havre alpicole

«Le Valais demeure la région favorite, j'allais dire l'enfant gâté des artistes et des écrivains», note Philippe Godet en 1904<sup>48</sup>. Et Gonzague de Reynold surenchérit: «Le Valais est à la mode chez les artistes de la Suisse romande.»<sup>49</sup>

De fait, le phénomène n'est pas tout nouveau. Plusieurs artistes, tels le peintre Edmond Bille, les écrivains Marie Trollet ou Edouard Rod, ont découvert depuis quelque temps déjà les charmes de ce canton. A la fin des années 1890, le mouvement s'est amplifié. Ce qui attire les artistes en Valais, c'est la beauté sauvage, naturelle de ses paysages; c'est aussi l'«authenticité», la «pureté» des mœurs de la population autochtone.

43 Jules GROSS, *Le Bon Vieux Valais*, Sion 1907, p. 85-86. Un peu moins caricaturale, mais tout aussi éloquente, la séance à la pinte de Vallanches, durant laquelle Rarogne s'oppose à Volland et Nanthelme, *La-Haut*, pp. 128-142.

44 Pierre Baudin.

45 Gaspard Clévoz.

46 Pläzi, Gaspard Clévoz.

47 Léon.

48 «Chronique romande», dans *Au Foyer Romand. Etrennes littéraires pour 1904*, Lausanne 1904, p. 19.

49 *La Liberté*, 4 décembre 1906, «Nos artistes. Paul Virchaux», article signé G. de REYNOLD.

Authenticité que garantit sa pauvreté. Authenticité qu'il serait seul parmi les cantons romands à pouvoir offrir encore. Authenticité que l'on retrouverait, du côté suisse alémanique, dans certaines régions des Grisons ou à Uri. Authenticité qu'il faut se dépêcher de goûter et de peindre pendant qu'il en est encore temps. Les intellectuels sont persuadés qu'inexorablement, l'«industrie des étrangers» détruira cette richesse du Vieux Pays, en semant hôtels, bazars et funiculaires dans les endroits les plus admirables et en pervertissant les indigènes par son argent et par l'appât du gain facile.

Avant que le Valais lui-même ait perdu son charme pittoresque, que nos artistes se hâtent d'y aller voir! C'est ce que nos peintres font depuis longtemps, et quelques écrivains aussi.<sup>50</sup>

Le Valais et les Valaisans offrent l'image de ce qu'était la Suisse des temps héroïques, paysages vierges et populations d'«alpicoles»<sup>51</sup> durs à la tâche, sobres, taciturnes, fiers, instinctifs et religieux jusqu'à la superstition. Séjourner dans ce Valais, c'est faire une plongée dans l'état de nature helvétique, c'est donc se ressourcer moralement auprès de populations gardiennes des vraies valeurs suisses. Du moins si l'on en croit l'image que véhiculent les romans dont l'action se passe dans le Valais<sup>52</sup> d'*Un Vieux Pays*. *Croquis valaisans* de Marie Trolliet aux *Petits Tableaux valaisans* de Marguerite Burnat-Provins, de la *Nuit des Quatre-Temps* de René Morax à la *Légende d'Anniviers* de Marcel Guinand, de *L'Idole* de Noëlle Roger au *Village dans la Montagne* de Charles-Ferdinand Ramuz...

De nombreux intellectuels déplorent fort cette transformation de la montagne et de ses habitants. Seuls quelques-uns, Rod par exemple, reconnaissent pourtant la stérilité de cette mélancolie: le phénomène est irréversible. Et puis de quel droit voudrait-on

[...] condamner [les montagnards] à ce dur travail des champs maigres, aux longs séjours silencieux dans les hauts pâturages, pour arriver avec peine à nouer les deux bouts?<sup>53</sup>

## Réactions valaisannes

Au carrefour de toutes ces inquiétudes, le succès de la pétition pour le Cervin s'explique aisément.

Mais les Valaisans, là-dedans? La pétition contre la construction du funiculaire au Cervin n'a pas déchaîné les passions dans le Vieux Pays. Pour l'essentiel, la presse du canton se contente de sobres communiqués de presse. Seule la gouvernementale *Gazette du Valais* suit un peu le

50 Philippe GODET, «Chronique suisse», dans *Bibliothèque Universelle*, 1<sup>er</sup> janvier 1902.

51 L'expression est de Reynold.

52 Nulle trace, évidemment, dans ces œuvres du soudain développement industriel qui bouleverse le canton entre 1900 et 1914: le monde ouvrier, les grèves, cela n'existe pas!

53 ROD, «L'alpinisme», dans *La Suisse au XIX<sup>e</sup> siècle*, t. III, Lausanne 1901, p. 422.

problème<sup>54</sup>. Mais le journal ne prend jamais position et se contente de reproduire sans commentaire des articles parus dans d'autres journaux romands ou de publier quelques lettres de correspondants, tantôt favorables tantôt défavorables au projet.

Couverture distraite de la *Gazette du Valais*, quasi silence du *Confédéré* ou du *Nouvelliste valaisan*: tout se passe comme si cette affaire ne représentait aucun enjeu véritable pour le canton. Ce qui, en un sens, est exact. D'une part, les promoteurs du projet ne sont pas valaisans: pas d'occasion à s'enflammer pour l'indépendance ou la responsabilité cantonale. D'autre part, Zermatt n'a pas besoin de ce funiculaire: depuis une quinzaine d'années, la station connaît une extraordinaire expansion et cette nouvelle attraction est superflue. Le lobby hôtelier valaisan le sent bien qui, après une première contre-attaque<sup>55</sup>, estime préférable de ne pas se braquer sur un projet si violemment contesté.

De manière plus étonnante, si l'on songe que le tourisme est alors une importante source de revenus pour le canton, le discours contre l'«industrie des étrangers» qui se développe en Suisse après le succès de la pétition n'a presque aucun écho en Valais.

Il y a bien sûr, de temps à autre, dans la presse tant radicale que conservatrice, une attaque ironique ou acérée contre le Heimatschutz. Presque toujours le fait d'un correspondant isolé et anonyme, elle développe les cinq temps d'une argumentation standard: évocation de la confortable condition matérielle des membres de la ligue, dénonciation de leur méconnaissance de la montagne «qu'ils visitent parfois en été, lorsque la saison est belle», description «réaliste» de la dure vie des montagnards, mise en évidence du bienfaisant apport économique du tourisme et disqualification du discours moraliste des «paladins de la Montagne». Cependant, dans le même temps, la même presse publie quelques articles de correspondants également anonymes, qui défendent les positions du Heimatschutz et s'en prennent aux chemins de fer qui gâtent «par pur plaisir [des] coins si pittoresques de la nature alpestre»<sup>56</sup>.

Il y a aussi les articles dénonçant le matérialisme qui gagne et qui corrompt les populations locales. Pourtant, il ne faut pas y voir une conséquence de la polémique autour de l'«industrie des étrangers». Dans les journaux conservateurs valaisans, *Gazette* avant tout, ce discours n'est pas nouveau: il est antérieur à la pétition et il met surtout en cause «l'influence du tunnel [du Simplon] et des industries nouvelles». Certes, le discours anti-touristique pourrait apporter un argument supplémentaire à l'arsenal des conservateurs inquiets. Mais il ne s'agit pas ici de l'authenticité des mœurs alpicoles ou de leur pittoresque. Les craintes du pouvoir cléricalo-conservateur sont plus prosaïques:

54 Une vingtaine de papiers entre janvier 1907 et mai 1908.

55 Majoritaires dans la section valaisanne du C.A.S., les hôteliers réussissent à imposer une décision de neutralité lors d'un vote de prise de position. Voir *Gazette du Valais*, 22 juin 1907.

56 *Gazette du Valais*, 3 avril 1906, «Le Meiringen-Viège».

Et surtout, la religion sainte, qui maintenant a de si profondes racines dans nos cœurs, sera-t-elle négligée peu à peu et délaissée à cause des préoccupations nouvelles engendrées par un nouveau genre de vie et des transactions, des occupations plus intenses? [...] Ah! si l'on savait profiter de tous les bienfaits de la science en remerciant et en adorant Celui qui tient en mains la clef de toutes les sciences, si l'on savait rester simple, bon et pieux au milieu des richesses intellectuelles et matérielles, comme tout le monde serait heureux! Comme toutes les misères seraient bien vite soulagées, comme en cris de joie et d'amour se transformeraient facilement ces cris de haine qui s'élèvent des bas-fonds de la société!<sup>57</sup>

Il en va des soubassements du parti au pouvoir. En fait, l'industrialisation du canton, avec les troubles sociaux réels qu'elle entraîne et les fantasmes apocalyptiques qu'elle fait naître dans l'esprit de certains, inquiète beaucoup plus les conservateurs que le développement du tourisme. Du reste, les constructions d'hôtels ne rencontrent généralement aucune opposition politique et les concessions de chemins de fer sont accordées sans que personne n'intervienne lors des séances du Grand Conseil.

De son côté, *Le Confédéré*, l'organe du parti radical, ne s'intéresse lui aussi, que fort peu à la question de l'«industrie des étrangers». Comme ses concurrents conservateur et catholique, il n'a aucune ligne de conduite face à ce problème. Quelques jours seulement après un article hostile aux chemins de fer de montagne, il publie un papier qui les défend<sup>58</sup>, puis déplore les ravages du matérialisme -il est vrai que dans ce dernier cas de figure, *Le Confédéré*, porte-parole d'un parti minoritaire dans le canton, dénonce les ravages de ce mal dans la classe politique surtout<sup>59</sup>...

A partir de 1911 pourtant, Louis Courthion expose dans les colonnes du journal une position claire et cohérente face au problème que représente l'«industrie des étrangers». C'est d'abord à l'image du Valais telle que la diffusent les romanciers que s'en prend l'éditorialiste. Il regrette cette mode qui fait

[...] que tant d'auteurs ignorants, indifférents ou superficiels s'obstinent à entendre quelque chose à notre vie sociale alors qu'ils passent et repassent à côté sans jamais y voir goutte.<sup>60</sup>

Il met en cause l'influence des livres de Mario, «cette femme aux enthousiasmes impétueux qui jouait les ingénues avec plus de naturel que Sarah Bernard» et qui a décrit un pays imaginaire plus que réel.

C'est un peu la mode, de l'autre côté du pont de St-Maurice, de se diriger d'après cette fille d'un pasteur protestant qui ne voyait que par les yeux de nos pasteurs catholiques,<sup>61</sup>

57 *Gazette du Valais*, 24 novembre 1906, «Hier, aujourd'hui, demain». Dans le même sens, voir aussi, entre autres, *Gazette du Valais*, 16 avril 1912, «Ames de paysans», où sont dénoncées les «doctrines dangereuses du rationalisme et de l'impiété».

58 *Le Confédéré*, 18 février 1911, «Pour l'Alpe»; *Le Confédéré*, 4 mars 1911, «Nouveaux horizons». Autre exemple de juxtaposition d'articles contradictoires: *Le Confédéré*, 7 août 1912, «Contrastes oberlandais et valaisans» et *Le Confédéré*, 10 août 1912, «L'industrie des étrangers et les chemins de fer de montagne».

59 *Le Confédéré*, 10 juin 1908, «Mœurs politiques nouvelles».

60 *Le Confédéré*, 26 juillet 1911, «Philippe Monnier».

61 *Le Confédéré*, 31 août 1912, «Susceptibilités». Mario est le nom de plume de Marie Trolliet, née en 1831 d'un père pasteur à Lucens. A la mort de ses parents, elle s'installe à Sierre. Elle se convertit au catholicisme en 1891, quatre ans avant sa mort.

constate Courthion. Or, cette vision idéalisée du Valais, de ses habitants et de la vie montagnarde est déplorable, estime-t-il. C'est cette idéalisation du passé qui fait que l'on ne veut voir que les mauvais côtés du tourisme. Pourtant, rappelle-t-il, au temps béni que certains évoquent bien légitimement,

[...] il y avait des gens qui vivaient d'un bout à l'autre de l'année de pommes de terre, il y avait des gens [...] qui ne savaient à qui s'en prendre (...) des excroissances de leur cou et de la fausse graisse qui boursoufflait leur face. Malgré tant de tares, on s'avisait encore de multiplier sinon de croître. Et quand la fièvre typhoïde vous abattait d'un coup de faux la moitié de la nichée, on mettait le tout sur le compte du destin ou de la volonté de Dieu, sans en rechercher plus loin la raison première.<sup>62</sup>

La voilà, la réalité du passé que d'aucun s'obstine à dépeindre sous des couleurs édeniques. Or, si la malnutrition et la mortalité infantile sont en recul, on le doit aux industries nouvelles et au tourisme. D'ailleurs,

[...] n'est-ce pas à l'embrigadement de la jeunesse féminine, en particulier par l'hôtellerie, que nous devons les principes d'hygiène, de propreté, d'aisance, de bien-être, d'ordre, de science économique qui ont transformé nos villages, au moins intérieurement?<sup>63</sup>

L'argument des nationalistes qui, pour mieux clouer au pilori l'«industrie des étrangers» en font le signe, en même temps que l'une des causes, de la dégénérescence de la Suisse, ne tient donc pas, aux yeux de Courthion. D'une part, le tourisme n'est pas un «mal» typiquement suisse: de nombreuses régions d'Italie ou de France vivent de l'«industrie des étrangers». D'autre part, et de manière plus générale, le développement du tourisme est un des aspects du développement économique du canton et ce mouvement est irréversible.

L'industrie hôtelière [...] n'est ni meilleure ni pire qu'une autre. Elle est un des résultats innombrables de l'immense éveil des présentes générations à une activité dévorante et continue qui s'arrêtera on ne sait où, à supposer qu'elle doive s'arrêter jamais. La maudire dans son principe équivaldrait à maudire le premier navigateur.<sup>64</sup>

Mais Courthion est un cas particulier. Originaire du val de Bagnes, il a très tôt quitté le Valais, a beaucoup voyagé avant de s'installer à Genève, en 1898. Homme de lettres, essayiste, journaliste, il connaît bien le petit monde intellectuel romand. Il a ses entrées au *Journal de Genève*, à la *Gazette de Lausanne*, à *La Semaine Littéraire* comme à *Wissen und Leben*. Il a suivi la polémique et mesuré l'intérêt que la question de l'«industrie des étrangers» suscite chez de nombreux intellectuels suisses. Qu'il écrive dans *Le Confédéré* ne signifie pas qu'il soit représentatif d'une ligne du parti radical valaisan. Ces positions sont, d'une certaine manière, marginales.

62 *Le Confédéré*, 17 mai 1913, «Une accusation».

63 *Ibid.*

64 *Ibid.*



Alors même qu'un nombre croissant d'intellectuels étrangers au canton dénoncent le danger que représente le tourisme pour l'authenticité de la population locale, la presse et le monde politique valaisan, tel qu'il peut se dévoiler lors des débats au Grand Conseil, restent apathiques. Il faut compter bien sûr avec l'ambiguïté consubstantielle de l'industrie touristique qui vante les beautés naturelles et l'«authenticité» du Valais en même temps qu'elle construit hôtels et funiculaires pour profiter de ce capital naturel. Il ne semble pourtant pas que cette ambiguïté ait été suffisamment ressentie pour jouer un rôle dans l'absence de réaction valaisanne.

Ce silence s'explique avant tout par le provincialisme de la vie intellectuelle cantonale avant 1914. La presse, très régionaliste, se complait dans ses querelles de clocher et n'accorde que peu d'attention à ce qui se passe à l'extérieur. Aussi le débat sur l'«industrie des étrangers» n'est-il pratiquement pas répercuté en Valais. Quant à la production romanesque, elle ne retient pas plus l'attention des journalistes locaux. Au point que lorsqu'il s'agit de donner un compte-rendu de la pièce de Gross, *Le Bon Vieux Valais*, le *Confédéré* publie un article de la *Gazette de Lausanne*! En fait, et l'exemple de Courthion le prouve a contrario, il n'existe pas en Valais d'intellectuels, journalistes ou professeurs, susceptibles de prendre part au débat. Cela se vérifie lorsque, en 1905, le Heimatschutz lance son appel pour une séance constitutive - sur 165 signatures, trois seulement proviennent du Valais<sup>65</sup> - ou lorsque la Nouvelle Société Helvétique cherche vainement à créer une section valaisanne. Dès lors que ce débat est avant tout un débat d'idées, qui n'entraîne pas de mesures politiques que Berne pourrait imposer, les Valaisans n'y prennent aucune part puisqu'ils n'y voient aucun intérêt. Il faut attendre l'entre-deux-guerres pour qu'intervienne un décroisement de la vie intellectuelle valaisanne, pour que les grands débats idéologiques nationaux suscitent un véritable écho dans le Vieux Pays.

65 Les trois signataires sont: E. Biéler, peintre, A. de Kalbermatten, architecte et A. de Torrenié, forestier cantonal. Il faut attendre 1919 pour que soit créée une section valaisanne du Heimatschutz, alors que tous les grands cantons urbains, mais aussi les cantons primitifs, ont la leur avant 1910. Avec le Tessin et Soleure, le Valais forme le trio de retardataires.

MARIA-PIA TSCHOPP-BESSERO

**Production littéraire et problèmes d'identité**  
**Un exemple: Maurice Zermatten**



Les contributions historiques de cet ouvrage démontrent que le visage économique de la Suisse et du Valais se transforme dès le XIX<sup>e</sup> siècle. Le monde agricole s'affaiblit. Les régions urbaines prennent plus d'importance. Les mouvements de population s'intensifient à l'intérieur même du pays. Une arrivée massive d'ouvriers étrangers répond aux besoins créés par les nouveaux chantiers. Toutes les mentalités n'évoluant pas aussi rapidement que les marchés, deux univers vont, très vite, s'affronter: celui qui croit au progrès et celui qui s'élève contre les démolisseurs de tous ordres. Les Alpes, où vit frugalement un peuple de bergers, gardiens de valeurs à conserver, représentent le monde idyllique.

Dès le premier conflit mondial, les mouvements politiques et intellectuels prépondérants se soucient de combattre la modernité et de préserver la Suisse de toute influence étrangère. Le 9 décembre 1938, ce combat sera officialisé par le Message du Conseil Fédéral qui propose d'organiser la «défense spirituelle» du pays: les forces intellectuelles, artistiques et morales doivent s'unir pour sauvegarder les valeurs suisses, les fortifier et les diffuser; les artistes doivent exprimer l'esprit et le caractère suisses. Une fondation, Pro Helvetia, financée par la Confédération, va promouvoir cette défense de la culture nationale. Le Heimatschutz est cité comme un exemple réussi de protection de la Suisse pittoresque et de ses traditions. Le terroir devient ainsi la seule source d'inspiration digne de soutien.

Ce survol rapide du climat culturel de l'époque, nous permet de comprendre pourquoi le Valais devient vite un lieu mythique. Ce canton agricole et pauvre, enfermé dans de sublimes montagnes, abrite des paysans, travailleurs, croyants et simples, qui mènent une existence sans histoire! Si un mouvement extérieur tend à imposer ce stéréotype aux Valaisans, ces derniers le génèrent également dans une large mesure. Maurice

Zermatten, notamment, y a contribué largement. A travers quelques-uns de ses romans et articles, se révèlent une vision de l'identité valaisanne et, en corollaire, un portrait de l'étranger.

Pourquoi avoir choisi cet écrivain? D'abord, sa production est foisonnante et variée. De 1936, date de publication de son premier roman, à nos jours, une septantaine d'ouvrages ont paru. S'y ajoutent nombre d'articles, de plaquettes, d'hommages et de contributions. L'auteur réussit aussi bien dans le théâtre, le roman que le journalisme. Tout cela prouve la diversité de ses talents et sa capacité de travail. Maurice Zermatten est, de plus, un homme engagé sur divers fronts. En effet, en tant qu'enseignant et homme de lettres, il est fort actif: il fonde l'université populaire à Sion; il est chargé de cours à l'Ecole Polytechnique Fédérale de Zurich dès 1963; de 1960 à 1970, il dirige la *Feuille d'Avis du Valais*; il donne un cycle de conférences aux USA en 1967; il est président de la Société Suisse des Ecrivains où il frappe par son traditionalisme et son patriotisme défensif. Gonzague de Reynold, son professeur puis son ami, l'a nommé héritier testamentaire, tâche que Maurice Zermatten accomplit consciencieusement. Au niveau de la protection des sites, il s'engage dans le Heimatschutz. Sous son impulsion, l'Etat du Valais crée, en 1943, un service de la «défense du patrimoine artistique». Quant à l'architecture, elle subit également son influence puisqu'il est président de la Commission cantonale des constructions et, à ce titre, met son empreinte sur des plans régulateurs de zone et prend quelques positions autant remarquées que contestées. Voici également quelques commissions auxquelles il a participé: Unesco, Protection de la nature, Fondation Pro Helvetia, Fondation Schiller... Enfin, les responsabilités qu'il a assumées dans le cadre militaire ne se comptent pas!

### Le chantre du Valais

Incontestablement, Maurice Zermatten est un homme influent qui a marqué toute une génération de citoyens et politiciens. Il est l'écrivain officiel valaisan même s'il n'a jamais vraiment porté ce titre. Que de plaquettes commémoratives et inauguratives, que d'hommages aux «grands» Valaisans, il a rédigé! Il a un succès certain; ses ouvrages sont traduits en plusieurs langues et parlent du Valais bien au-delà de ses frontières. La question essentielle apparaît à ce niveau: en quels termes le dévoile-t-il?

Ce canton attire par ses beautés naturelles et par les plaisirs qui en découlent. Zermatten semble en être le chantre idéal: *«Einen solchen Gesang kann man nur andächtig geniessen. Von den Früchten, welche die Erde gibt, vom Brot und vom Wein, von der Kartoffel und vom Käse steigen wir die glühende Begeisterung einer Raclette bis Hinauf in die sonntäg-*

*liche Seligkeit, die nach der Nabrung des Leibes die himmlische Speise rübm.* »<sup>1</sup> Il décrit aussi très bien ses habitants si l'on en croit Martinet qui, en 1954, affirme que cet auteur « connaît l'âme valaisanne, l'authenticité, l'indéracinable, l'âme de ce vieux peuple qui perdure depuis des siècles au fond des vallées latérales, dans les villages perchés à des centaines de mètres d'altitude. »<sup>2</sup> Dans ses romans dans ses articles, il se bat contre Mammon, contre la fuite de ce qui était; on y sent « la nostalgie du passé, de l'abandon d'une certaine grandeur, d'un certain béroïsme qu'il admirait dans les sacrifices des femmes, dans la lutte solitaire des hommes, dans la noblesse d'un labeur toujours recommencé. »<sup>3</sup> S'y ajoute un aspect plus général pour certains; l'œuvre de Zermatten « montre que ces hommes et ces femmes si caractérisés, si Valaisans, sont au fond semblables à tous leurs frères sous tous les cieux de la terre. Au fond, c'est-à-dire, là où bat le cœur, où naissent les joies et les peurs. »<sup>4</sup> Elle tenterait donc d'illustrer aussi l'universalité des sentiments humains en partant d'un microcosme pourtant bien fermé sur lui-même.

Zermatten est, certes, le laudateur de son canton mais son rôle ne s'arrête pas là. Il se sent responsable de l'âme de ce pays. Des critiques, dont Daniel Rops, remarquent une lutte intérieure chez lui qui, s'il sait parfaitement rester régionaliste et s'inspirer de cette source particulière, n'arrive pas à s'affirmer vraiment pour ou contre les temps nouveaux: « Sur les problèmes que posent les avancées incessantes de la technique et du machinisme, Zermatten, soucieux de maintenir traditions et liens séculaires, ne renonce pas pour autant aux bienfaits matériels d'une évolution scientifique inévitable, mais l'esprit doit sans cesse dominer. »<sup>5</sup> Pour certains contemporains, il n'y a toutefois aucune « trace de pessimisme en lui malgré tout: grande est entre autres sa confiance en la Valaisanne, âme du foyer, gardienne des croyances. »<sup>6</sup> Ses prises de position politiques font aussi réagir; Maître Jacques Allet, alors conseiller municipal, dans son éloge au lauréat du prix de la ville de Sion en 1974, rappelait le mérite de Maurice Zermatten, président de la Société Suisse des Écrivains, d'avoir résisté à la politisation du monde des lettres: « Cette résistance constituait en elle-même un engagement et prouvait votre volonté de défendre et de promouvoir des valeurs auxquelles nous sommes tous attachés. » Jean Kiehl résume finalement la raison pour laquelle il plaît: « C'est pourquoi aussi nous l'aimons d'avoir choisi le parti des choses durables. »<sup>7</sup>

1 Marcel POBE, « Unser Walliser Dichter Maurice Zermatten », dans *Schweizerische Rundschau*, Monatsschrift für Geistesleben und Kultur, Heft 5, Einsiedeln 1938/39, p. 383.

2 Edouard MARTINET, *Portraits d'écrivains romands contemporains*, Neuchâtel 1954, p. 184.

3 Micha GRIN, *Terre et violence ou l'itinéraire de Maurice Zermatten*, Lausanne 1983, p. 91.

4 Félix CARRUZZO, « Hommage », dans *En souvenir de la remise du diplôme de bourgeois d'honneur à Maurice Zermatten*, Sion 1976, pp. 15-16.

5 Daniel ROPS, texte cité dans *Idem*, p. 13.

6 Bernard de TORRENTE, « Discours » dans *Idem*, p. 33.

7 Micha GRIN, *Ibid.*, p. 53.

D'un texte à l'autre, il est présenté comme le défenseur des valeurs traditionnelles et apprécié pour cette raison principalement. Il croit en la vertu du paysan, gardien de la stabilité, en celle de la femme, protectrice du foyer et de la fidélité et en celle de la foi, pilier contre ce monde de plus en plus matérialiste.

## Des écrits théoriques

Des contributions touchant à des domaines apparemment bien éloignés les uns des autres, comme l'architecture, la paysannerie, la culture, la défense des paysages ou l'école, permettent de cerner sa philosophie et de percevoir plus clairement ses options face au modernisme et au progrès.

En 1943 déjà, dans une conférence dont *Le Confédéré* se fait l'écho, Maurice Zermatten a lancé un mot d'ordre clair «*Construisons valaisan!*». Il trouve, en effet, désolantes les cités anonymes: la série détruit la vie. Dès 1870, selon lui, l'enlaidissement des villes et villages a commencé à cause d'excès impardonnables dus à des entrepreneurs étrangers. «*Maurice Zermatten a des mots cruellement vengeurs pour stigmatiser ces égarements. A ceux qui vont répétant sur tous les tons: «Il faut être de son temps!» il rétorque en souriant: «Oui, c'est entendu, mais la laideur n'est d'aucun temps.»*<sup>8</sup> Contrairement au bois et à la pierre, le béton «*que l'on met à toutes les sauces désbonora des régions et l'on vit pousser, en quelques jours, des cafés, des restaurants, des hôtels qui manquaient de grâce et d'attrait.*»<sup>9</sup> Ces transformations architecturales ont d'autres conséquences plus graves encore: «*Toute vie instantanément s'altère et l'âme aussi de ceux qui les habitent, s'anémie ou se perd.*»<sup>10</sup>

En 1948, en tant que président de la Commission cantonale des constructions du Valais, il publie un essai de bilan. D'abord, il justifie les mesures prises: elles visent à rendre aux architectes le contrôle du style, contrôle qu'ils ont perdu au profit de l'entrepreneur. «*Le style répond à une pensée primitive, mais il est la conséquence aussi de toutes sortes de contingences matérielles: pauvreté, climat, structure géologique, etc. Quand la pensée cède la place aux seules exigences matérielles, il n'y a plus de style. L'architecte cède le pas à l'entrepreneur, au marchand de ciment, de briques et tuiles.*»<sup>11</sup> Ce dernier, le plus souvent, «*“homme sans racines”*», tourne le dos à l'histoire, à la continuité des générations:

<sup>8</sup> *Le Confédéré*, 17 mars 1943, «Construisons “valaisan”!», article signé A.M.

<sup>9</sup> *Ibid.*

<sup>10</sup> *Ibid.*

<sup>11</sup> Maurice ZERMATTEN, «Essai de bilan», dans *Revue Kugler* (Genève), n° 19, juin 1948, p. 13.



*Il ne se sent de responsabilité qu'à l'égard des bailleurs de fonds.*<sup>12</sup> Il est attiré par l'argent, ceci semble clair, et comme il est souvent étranger au pays, il n'est pas sensible à l'esthétique ambiante. Ainsi, le Valais se voit encombré *«jusqu'au fond des bameaux les plus bumbles, par d'odieuses constructions sans grâce, sans ligne, sans tradition, sans passé et sans avenir.»*<sup>13</sup> Cette laideur qui s'installe se propage rapidement car les voies de communication se développent et le goût de la nouveauté touche de plus en plus de gens. D'après Zermatten, les conséquences sont dramatiques pour chaque village modernisé. *«Devenant laid, il cessait de retenir ses enfants. Il perdait son âme en perdant son caractère et son authenticité. Il fallait donc le défendre. Il fallait donc l'empêcher de courir à sa propre ruine.»*<sup>14</sup>

A l'occasion d'une exposition d'architecture, qu'il visite en 1953, Maurice Zermatten émet quelques opinions sur le rôle de l'architecte. Cet artiste, ce créateur, devrait se placer dans une perspective historique, songer au passé et au présent ensemble. *«C'est de cela qu'est faite l'œuvre d'art, d'une lente décantation des apports, des expériences des générations associées dans une image nouvelle qui résume toutes les images qui les ont précédées.»*<sup>15</sup> Or, sous influence extérieure, ces jeunes ne savent plus construire comme leurs pères et nous proposent *«je ne sais quel patois de revue, quel espéranto préfabriqué quand nous avons l'habitude du bon langage des pierres de chez nous, aux formes de chez nous. Nous comme les autres, enrôlés dans cette déshumanisation, dans cette internationale aux manifestations les plus diverses, dans cette dépersonnification, dans cette vie de série et de confection qui finira par tuer notre âme après nous avoir dépouillés de toute joie.»*<sup>16</sup> Ces lignes reprennent comme l'écho ce qu'il écrivait, en 1952, dans la revue *Heimatschutz*, à propos de Grimentz. Ce village est pour lui un modèle car le bon sens a pris le dessus; les gens de l'endroit ont choisi la fidélité à la tradition. *«Pas de ces "chalets suisses" aux prétentions de villas internationales, ni de ces maisons où la recherche s'affirme de la cave au grenier.»*<sup>17</sup>

Dès 1960, il semble, pour des raisons économiques ou par défaitisme, atténuer ses critiques: *«Au risque d'écarter les touristes de notre pays, nous devons bien répondre aux besoins de notre temps. Qu'on ne nous fasse donc pas écrire que nous nous opposons par pur sentimentalisme, à toutes les réalisations qu'exige l'époque où nous vivons.»*<sup>18</sup> En 1966, il prétend que *«ce serait une folie de vouloir ignorer les bénéfices des*

12 *Ibid.*

13 *Ibid.*

14 *Ibid.*

15 Maurice ZERMATTEN, «Et l'architecture?», dans *Revue Kugler*, n° 2, sept. 1953, p. 5.

16 *Ibid.*

17 Maurice ZERMATTEN, «Grimentz», dans *Heimatschutz*, 1952, p. 15.

18 *Feuille d'Avis du Valais*, 7 juin 1960, «Bagatelle pour un massacre», article signé Maurice Zermatten.

*progrès que nous voyons se développer autour de nous.* »<sup>19</sup> Ceci exige des devoirs que nos amis, nos hôtes nous rappellent: « *On nous supplie de rester ce que nous sommes, un pays protégé, un pays pas trop bruyant, un pays sain de corps et d'âme, un pays bien différent de ce que l'on trouve n'importe où dans le vaste monde, un pays original...* »<sup>20</sup> Finalement, Maurice Zermatten accepte le confort qu'offre le progrès mais refuse toute concession sur la modification de l'environnement. Il n'agit pas, dit-il, par « *sentimentalité rétrograde* »<sup>21</sup> mais par crainte de l'enlaidissement et par respect de la nature. Il demande « *de résister aux injonctions de techniciens basardeaux qui les invitent à adopter des solutions absolument étrangères à notre propre génie.* »<sup>22</sup>

En résumé, le message de Zermatten peut se lire ainsi: le Valais dans ce qu'il a de traditionnel disparaît. La soif de l'argent, une trop grande perméabilité aux idées extérieures, le rejet du passé sont les causes essentielles de cette « dévalaisanisation ». Par la même occasion, une certaine esthétique se meurt. Ainsi, fâcheuse conséquence de cet esprit matérialiste, le village perd son âme et les enfants quittent la montagne. Toutefois, cette région correspond encore à l'idée que s'en font les citadins en quête de santé et de bonheur. Il faut donc répondre à leur demande: offrir pureté et beauté des paysages, sauvegarder le caractère spécifique de l'indigène.

En Valais, le stéréotype parfait de l'authenticité, au sens où l'entend Maurice Zermatten, est le paysan. Sa pauvreté séculaire, son goût et son sens du travail ont forgé son caractère: silencieux, fier, solide comme le roc, fidèle, croyant, sage, indépendant mais passionné. « *Que les étrangers ne se mêlent pas de nos comptes! Notre monde est petit mais il nous appartient. Nos coutumes sont nos lois.* »<sup>23</sup> Il aime sa culture, la vit intensément, accepte les limites que la nature et Dieu imposent. « *Ce peuple primitif a été pour moi la possibilité d'atteindre à une vérité centrale à travers le paysan qui est silencieux, sage, qui médite; une nature humaine plus authentique, plus vraie, qui ne triche pas trop avec les mots et avec la vie.* »<sup>24</sup> La foi soutient dans le labeur quotidien et dans les rigueurs de la vie. Elle joue aussi son rôle dans l'éducation: « *Le culte de la Vierge inculque au jeune homme le respect de la femme. Un respect silencieux et profond qui se change, dès la fin des cérémonies, en une totale mais bourruée fidélité.* »<sup>25</sup> Le paysan est donc un modèle, un type

19 Maurice ZERMATTEN, « Défendons nos paysages », dans *Treize Etoiles*, mai 1966, p. 27.

20 *Ibid.*

21 *Ibid.*

22 *Ibid.*

23 Maurice ZERMATTEN, « L'homme et la montagne », dans *Formes et couleurs. Montagne* (Paris), n° 2, 1947, pp. 4-5.

24 Georges GYGAX, « Poète, écrivain, auteur dramatique, critique et journaliste, Maurice Zermatten se confie », dans *Illustré*, n° 12, 24 mai 1966, p. 41.

25 Maurice ZERMATTEN, « L'homme et la montagne », *op. cit.*, p. 4.

humain qui transcende tous les autres. Hélas, la lutte devient âpre pour lui aussi; Zermatten s'en prend à «*l'or des étrangers*»<sup>26</sup> - en 1947 déjà - qui va également sonner le glas de cette réalité-là.

Dans son ouvrage de réflexion, *Pour prolonger l'adieu*, il accuse le rythme fou de la vie actuelle qui ne laisse plus de place aux coutumes et traditions. La campagne disparaît, mangée par la ville. L'école y a sa part de responsabilité. «*Culture vécue par un peuple dont l'esprit de finesse l'a toujours emporté sur l'esprit de géométrie: qu'en avons-nous fait?*»<sup>27</sup> La technique a tout avalé. «*Qu'avons-nous fait de ces richesses? L'irruption de la technique, fille de la science, génératrice du "progrès"; soumit notre peuple aux tyrannies de l'argent. Trop pauvre, comment aurait-il pu se défendre? Il n'était riche que de ses valeurs morales, elles ne résistèrent pas à la séduction des temps nouveaux.*»<sup>28</sup> L'Eglise même, pourtant bastion solide de la tradition, d'ordinaire, a été «*trop pressée de prendre le vent.*»<sup>29</sup> Il se montre finalement pessimiste sur le développement actuel du Valais. Le matérialisme l'emporte sur la spiritualité, le savoir domine la culture, la ville et ses frustrations ont absorbé la campagne et sa liberté, la laideur envahit le pays.

## L'univers romanesque

Seules trois œuvres romanesques seront retenues. Elles appartiennent à la période réaliste et engagée telle que Micha Grin l'a définie dans sa biographie critique de l'auteur. Elles ont en commun la toile de fond: le Valais se modernise; le tourisme arrive; les barrages se développent; des bouleversements socio-économiques se produisent. C'est le temps des mutations, idolâtré par les uns, rejeté comme la peste par d'autres ou simplement vécu comme une nouvelle ère par ceux qui restent. Dans chacun de ces récits, apparaît l'antagonisme «tradition et ses valeurs - modernisme et ses problèmes». Une brève analyse permettra d'en saisir les imbrications.

Le premier titre «Eaux Noires», nouvelle parue dans *Le Pain Noir* en 1945, s'attache au tourisme de randonnée, limité dans le nombre de personnes qu'il attire mais déjà fauteur de troubles. Voici l'histoire en quelques mots. Le curé de Kindelen ne reconnaît plus son village: des alpinistes étrangers paient cher des guides pour les promener dans la montagne; ses paroissiens changent leur façon de s'habiller, de vivre et préfèrent l'argent à l'église. Pour sauver ses ouailles, il demande au

26 *Idem*, p. 5.

27 Maurice ZERMATTEN, *Pour prolonger l'adieu*, Sion 1976, p. 73.

28 *Idem*, p. 68.

29 *Idem*, p. 69.



En cordée, vers 1900 (photo François Fumex)

gouvernement de retirer la patente aux trois guides «instigateurs» de cette nouvelle vie. Le trio, mis à ban du village, sans travail, médite sa vengeance. Le prêtre est attiré dans un guet-apens et noyé dans les eaux du torrent. Tout le village s'étonne de cette disparition puis s'y fait... Plus le temps passe, plus le secret est lourd à porter pour les trois oisifs. Le vide est définitif autour d'eux et l'argent manque. La tension monte de plus en plus entre les trois comparses; finalement, le drame éclate; l'un après l'autre, ils meurent de mort brutale. Avec le suicide du dernier, le pot aux roses sera découvert par les villageois. Le prêtre en sortira auréolé de gloire mais les alpinistes continuent à faire vivre les guides avoisinants.

Dans cette fiction, la nouvelle loi s'affronte à l'ancienne; la paysannerie au tourisme; le Mal au Bien. Le prêtre veut sauver ses fidèles: l'église se vide; les enfants vendent les terres; les filles deviennent sommelières. L'ordre n'est plus ce qu'il était; il doit le redevenir. Le curé détient le pouvoir et la sagesse puisqu'il est homme d'Eglise et de bien; il sait ce qui est bon: la terre, la foi, la fidélité. Il faut donc qu'il écarte les novateurs, ceux par qui le Mal arrive. Les guides sont qualifiés de «diaboliques» hommes «au service de l'affreux balafré des lles». Ils sont le «diable en personne» car ils gagnent très bien leur vie et, surtout, ils amènent au village des touristes qui choquent par leurs vêtements, «femmes en culottes courtes, bras nus, cheveux au vent». De plus, cette «faune», ces «demi-sauvages» n'ont ni la foi, ni aucun respect de rien. «Des bêtes.»

Enfin, leurs règles de vie ne correspondent pas aux normes existant là-bas: dès le début de ces horreurs, il s'est dressé avec véhémence contre ces mœurs «*barbares*» mais le résultat est mince. Les mauvais exemples se propagent sans gêne et «*la gangrène gagne ce corps vivant*»<sup>30</sup>. La virulence du mot montre bien toute la haine portée à ces gens différents qui, en apparence, ne nourrissent que de mauvaises intentions. Dans ce contexte, peut se justifier la décision du prêtre de supprimer autoritairement le mal à la racine: interdire de travailler aux fauteurs de troubles. La fin tragique des trois hommes signifie également que quelqu'un veille au grain. On ne peut indéfiniment jouer avec sa conscience. C'est le triomphe du Bien. Certes, les guides des villages avoisinants continuent de travailler, les alpinistes de passer mais dans ce village, pour un certain temps, la leçon a porté. Il vaut mieux connaître la pauvreté, le travail de la terre, la prière et la solidarité villageoise plutôt que les plaisirs éphémères offerts par l'argent.

*Le Lierre et le Figuier*, œuvre de 1957, décrit une double aventure, celle de la construction des barrages liée à celle d'amours adultérines, ce qui engendre une interprétation plus complexe. Un résumé succinct de l'histoire permet de mieux comprendre l'analyse. Arrive dans un chantier de barrage, le nouveau médecin, Michel, jeune et élégant. Il loge chez le couple Souterre dont l'homme est le grand patron des lieux, ingénieur de formation et «père» de tous ses employés. Odile, sa secrétaire, est à marier; il aimerait bien lui trouver un bon parti. Annie et Jacques vivent au village, s'entendent mal, mais en silence; ils sont liés aux Souterre. Lors d'un dîner commun où Michel devait faire la connaissance d'Odile, il tombe amoureux d'Annie. L'idylle prend corps, va bon train sous l'œil réprobateur de M. Souterre et de sa femme qui, très vite, réagissent. En même temps, Jacques et Odile se sont trouvés beaucoup de charmes. Dans cet équilibre précaire, deux hommes vont arriver et tout faire basculer. L'un, c'est le nouvel aumônier du barrage qui fera appel à la raison. L'autre, Léon, un enfant du pays qui revient après avoir vécu une vie trouble, veut réussir financièrement et ne supporte pas les secrets ni les bons sentiments. Il provoquera l'accident où Michel, Odile et lui-même trouveront la mort. L'expiation des survivants pourra alors commencer.

Au fil des dialogues entre tous ces personnages, nous approchons la réalité des chantiers de haute montagne et nous découvrons une morale différente selon qu'elle est exprimée par les gens du lieu ou par ceux qui viennent d'ailleurs. L'analyse est moins schématique que pour l'œuvre précédente. Il y a deux univers à considérer: le monde des barrages qui a été projeté, réalisé et payé par des étrangers à la vallée mais il n'est pas

30 Maurice ZERMATTEN, «Les Eaux Noires», dans *Le Pain noir*, Fribourg 1945, p. 126.

fondamentalement remis en question; la morale quotidienne qui ne trouve pas grâce aux yeux du citadin, Michel, et qui, surtout, sera sérieusement ébranlée pour certains habitants à cause de lui.

Le lieu de travail est décrit comme une immense fourmilière bruyante. *«Ce n'était pas seulement un mur qu'on érigeait là: une puissance fabuleuse ancrée dans les rochers ses assises vivantes; un dieu naissait de la peine des hommes. [...] D'immenses fatigues suscitaient cette force inépuisable qui s'opposerait aux éléments. [...] Pour se comprendre, il fallait se parler de bouche à oreille.»*<sup>31</sup> On se rend compte des difficiles conditions dans lesquelles ces ouvriers évoluent. Elles ne sont toutefois pas toujours appréhendées de cette façon. Si, pour le médecin, la question est de savoir quel sens ont ces vies humaines *«vouées à la peine chaque jour de l'année, portées d'effort en effort, de souci en souci, jusqu'au débilement final de la mort»*<sup>32</sup>; pour l'ingénieur, il n'y a qu'une réponse possible: *«Pour ces pauvres, il (le bonheur) emprunte surtout la figure de l'argent. Vous le voyez bien dans les tunnels: on met à leur disposition des masques afin qu'ils ne respirent pas trop de poussière, cette saleté de silice qui les fait tous claquer dans la cinquantaine: ils refusent de les porter parce que leur travail irait moins vite, et qu'ils perdraient leurs primes d'avancement. Leur santé? Peu importe! L'argent, l'argent...»*<sup>33</sup> Les accidents ne sont pas rares et s'ils ne provoquent pas toujours la mort, les séquelles sont d'importance. Les ouvriers se taisent ou laissent parler leur regard désespéré à chaque nouvelle victime. Le médecin se demande: *«Est-il vrai qu'un peu d'argent va rétablir ici la justice, qu'il n'y a pas, qu'il n'y aura jamais d'autre justice que celle des forces aveugles qui suscitent ou détruisent?»*<sup>34</sup>

M. Souterre est ingénieur mais il ne répond pas à la définition classique des techniciens. Il les critique même sévèrement. *«Et vous allez en avoir des wagons, de cette espèce atroce, maintenant que les millions ruissellent sur le pays. Incultes, bornés comme des routes romaines, mais avec des prétentions de roitelets nègres.»*<sup>35</sup> D'une part, son âge lui donne une certaine crédibilité; d'autre part, il a des racines paysannes qui lui permettent de comprendre ce monde et d'adhérer pleinement à ses valeurs. Il sermonne Michel, par exemple: *«Annie est affligée d'un mari et, dans ces pays catholiques, cela signifie qu'il ne peut être question de mariage entre vous et cette charmante séductrice.»*<sup>36</sup> Il veut le respect des traditions et convaincra l'aumônier du chantier de rétablir l'ordre moral peut-être moins au nom de principes fondamentaux qu'au

31 Maurice ZERMATTEN, *Le lierre et le figuier*, Lausanne 1957, pp. 72-73.

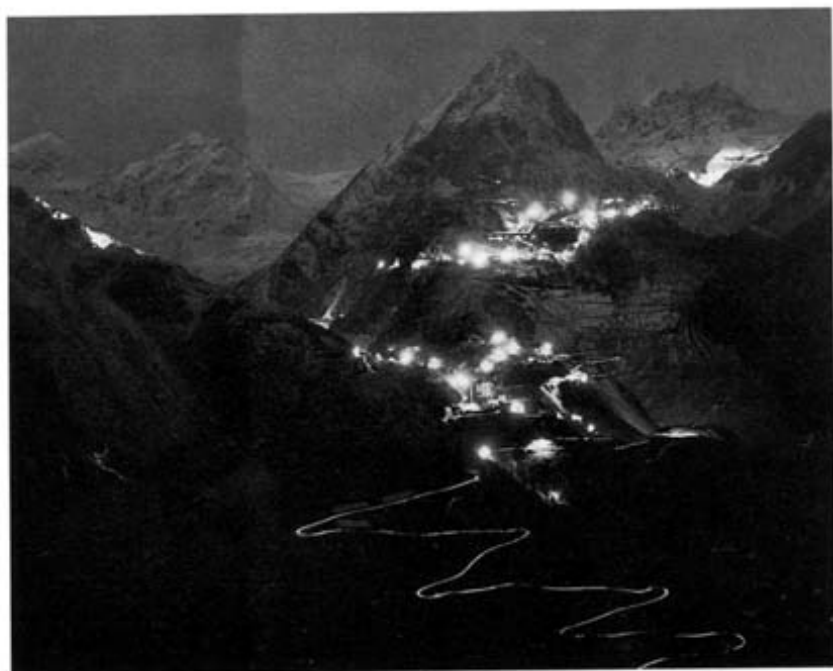
32 *Idem*, p. 74.

33 *Idem*, p. 74.

34 *Idem*, p. 77.

35 *Idem*, p. 44.

36 *Idem*, p. 69.



Barrage de la Grande Dixence, vers 1960 (photo Frank Gygli).



Galerie à la Grande Dixence, vers 1960 (photo Yves Debraine).



nom d'une philosophie simple, «celle qui nous protège des embêtements»<sup>37</sup>. Voilà donc brièvement résumé ce que veut l'homme moyen: se confondre dans la masse, ne pas déranger.

Plus logique et plus convaincant que lui, le Père Emmanuel défend la religion de toutes ses forces. Il a construit une chapelle, symbole de toute une philosophie. «Je l'ai voulue en pierre brute, dans ce royaume du béton et de baraquements provisoires. J'ai voulu marquer la permanence d'une idée: celle de l'Eglise, que ni la science ni l'argent ne sauraient entamer; toujours égale à elle-même, enracinée depuis bientôt deux mille ans dans ces montagnes.»<sup>38</sup> Brandissant tous les préceptes, il ne voit que malheur dans tout ce qui déferle sur le Valais. Dans chaque élément de son discours, nous trouvons l'éternelle opposition entre le passé et le présent. Le passé est auréolé de pauvreté voire de misère mais il donne une «vue noble de l'existence»<sup>39</sup> et offre la «garantie d'un bonheur sans fin»<sup>40</sup>.

Malheureusement, ce «vieux paysan, routinier, lent à comprendre, trop simple pour vraiment réfléchir aux dangers qu'il court»<sup>41</sup> va se laisser séduire par l'ère nouvelle. Le corollaire en est la catastrophe spirituelle à brève échéance. «Déjà, le nombre de naissances diminue: déjà, les églises se vident. Et, surtout, ils ne sont pas plus heureux. Leurs désirs croissent avec les moyens qu'ils ont de les satisfaire. Alors, voilà ma tâche, mon ami: je lutte contre Mammon pour Dieu; contre le Veau d'or pour l'Agneau.»<sup>42</sup> Ce prêtre ne ressemble pas tout à fait à ceux que l'on a vus précédemment; il est même qualifié de communiste à un moment donné par M. Souterre. En effet, il ne veut pas que le progrès tue toutes les valeurs du passé; il reconnaît que l'argent a amélioré certaines choses (baignoire, lampe électrique) mais ce développement manque sérieusement d'équité. Puisque des fortunes s'amassent, des constructions géantes sortent de terre, il serait bon que les ouvriers en obtiennent juste récompense. «Le résultat ce n'en est pas moins deux cents victimes dont les visages m'apparaissent sur votre muraille de béton. Deux cents familles qui n'éclore jamais ou qui seront détruites. Combien de vos bailleurs de fonds ont-ils donné leur vie pour le barrage? [...] Et ce que je propose: qu'une part des bénéfices réalisés sur ces pauvres leur soit distribuée, leur vie durant, et si possible à leurs enfants après leur mort. Parce que vos actionnaires vont toucher leur dividende de génération en génération. Mais eux? Quand ils quittent le chantier, leurs droits s'évanouissent. Ils auront, de leur sueur et de leur sang, édifié votre

37 *Idem*, p. 69.

38 *Idem*, p. 243.

39 *Idem*, p. 248.

40 *Idem*, p. 244.

41 *Idem*, p. 286.

42 *Idem*, p. 244.

*mur colossal mais rien ne leur appartiendra que leur silicose dont ils mourront à cinquante ans.*<sup>43</sup> Sa grande crainte se porte sur l'avenir de la famille qui court d'énormes dangers; chez les paysans, maris et femmes respectaient leurs engagements; les enfants étaient nombreux. Aujourd'hui, durant des semaines, l'homme quitte le village, va à l'auberge, rencontre de belles servantes. *« Vous verrez, docteur, cette peste qu'est le divorce, cette épidémie du monde moderne n'épargnera plus longtemps nos villages. »*<sup>44</sup> Ainsi donc, dit de façon lapidaire, une pauvreté relative, la foi vécue et la fidélité conjugale sauveront la civilisation alpestre; le bonheur sera de l'autre monde s'il n'est pas donné de surcroît. Sortir des voies ordinaires n'amène que problèmes pour l'individu et la communauté.

Michel, le médecin, est l'étranger qui a troublé l'ordre moral du microcosme social de là-haut. Il donne la répartition au Père Emmanuel et à M. Souterre car il ne partage pas toutes leurs opinions. Sans être l'arriviste assoiffé de carrière ou d'argent, il sait apprécier et montre les bienfaits de la civilisation: routes, confort, meilleurs habits, nourriture plus variée et plus abondante. Il trouve effrayantes les conditions de travail des ouvriers de barrage: le nombre d'accidents est anormalement élevé; les problèmes de santé sont réels. Il aimerait revendiquer des améliorations pour ces hommes qui peinent mais, paradoxalement, ce point de vue humaniste ou syndicaliste n'est pas entendu par les bien pensants du lieu à l'exception du prêtre. Leur réponse est facile: il ne faut pas s'apitoyer sur ces gens qui veulent vivre ainsi et reçoivent un beau salaire. Au contact de ces hommes, il se doit de constater que la foi les aide à supporter leur sort. Mais quelle foi? La réponse jaillit, peu encourageante: *« Ce pays tout entier vit dans la bantise de l'enfer. [...] Quand il cessera de craindre le feu, il sautera, du reste, comme une poudrière. Dans ce sens, les curés ont raison: gardons la foi et nous gardons la paix. [...] Ils défendent du reste leur propre existence, comme les sorciers des tribus nègres. Que deviendront-ils le jour où l'on cessera de croire à leurs sorcelleries? »*<sup>45</sup> Il comprend que la critique n'est pas admise par l'Eglise ni le doute d'ailleurs. Seul compte l'ordre qui régit la stabilité. Qu'y a-t-il de plus antithétique à l'idée de progrès? L'œil étranger y décèle vite les lacunes mais ramer à contre-courant ne sert à rien si l'on est seul et adhérer à cette façon de vivre est impossible si l'on réfléchit. Michel, humaniste pourtant, ne sera pas écouté, ne trouvera pas sa place dans la communauté car il a transgressé une loi fondamentale: il est l'amant d'une femme mariée.

Quant à Léon, cet enfant du pays, il a quitté, jeune, le village, pour des aventures plus glorieuses. Depuis l'enfance, il n'a pas été aimé: orphelin, très cruel, personne ne voulait de son amitié. Il revient car il sait que cette

43 *Idem*, p. 282.

44 *Idem*, p. 285.

45 *Idem*, p. 187.

région se développe et que l'argent y est vite gagné. *«C'est ici que j'ai été humilié, c'est ici que je montrerai que du fric, je sais en gagner comme tout le monde, pas vrai? pas vrai?»*<sup>46</sup> Dès son arrivée, un changement se produit dans le milieu proche des Souterre. Engagé comme chauffeur, il a un rôle qui lui permet de voir et savoir beaucoup de choses. Quand Jacques le rencontre, il a un curieux pressentiment: *«Il eut l'impression que Léon sentait la boue et le sang.»*<sup>47</sup> Annie, dès qu'elle le voit, imagine un malheur proche. En général, les gens se méfient de lui et ne vont pas lui chercher noise afin qu'il ne leur réserve pas un mauvais coup. Paradoxalement, lui, la caricature du Mal, va ramener l'ordre dans ce climat qui se pourrit. C'est contre sa jeep que Michel et Odile trouveront la mort. Que signifie-t-il au juste? Agit-il en révélateur? Les gens ne le supportant pas, recherchent-ils automatiquement son opposé? Il résout les dilemmes de conscience en mettant définitivement un terme aux idylles adultérines. Ainsi, la moralité est sauvée, les valeurs chrétiennes reprennent le dessus. Parlant à Annie, Jacques demande s'ils pourront payer ensemble.

La thématique de ce roman est plus nuancée. Deux points de vue éclairent chacune des réalités abordées. Le prêtre et Michel se rejoignent dans leur sympathie pour les ouvriers et leur souci d'améliorer la vie quotidienne sur les chantiers. Ils ont une conscience politique que les gens du pays, actionnaires et techniciens y compris, n'ont pas. Dans ce sens, eux, les étrangers perturbent. Ils n'iront pas jusqu'à l'alliance car les préceptes moraux de l'Eglise sont contestés par le médecin qui vit comme il l'entend. L'exemple de Léon démontre que les craintes du Père Emmanuel se justifient : lorsque la soif d'argent tue tout scrupule, la vie semble étrangement vide et solitaire. L'ingénieur, Souterre, à cheval entre deux mondes, la technique et la ruralité, prouve que tous les portraits-types sont caricaturaux. Il contredit finalement lui-même ses propres théories. Mais, comme dans la nouvelle précédente, les corrompus paient : la mort pour les uns; pour les autres, le rachat par le sacrifice ou la souffrance tout au long de leur existence. Quant à la vie ouvrière, elle ne souffre pas la comparaison avec le peuple primitif qui *«dans ses épaisses misères, avait une vue plus noble de l'existence.»*<sup>48</sup>

*Le Cancer des Solitudes*, un roman de 1964, raconte l'arrivée d'une route dans un village fort tranquille et le bétonnage du fond de la vallée pour en faire une station qui réponde aux besoins du tourisme de masse. L'attaque des promoteurs constitue l'argument principal de ce livre. Le modernisme y prend des allures diaboliques.

46 *Idem*, p. 33.

47 *Idem*, p. 32.

48 *Idem*, p. 248.



Route d'Anniviers, vers 1930 (photo Charles Krebser).

Martin Mayor est le sage dans cette histoire. Toutefois, il commencera mal sa carrière. Il était voué à la prêtrise; à la fin de son collège, il y renonce et revient au village mais l'accueil est glacial: *«Je compris que je leur étais devenu étranger.»*<sup>49</sup> *«Chacun m'imagina avec des cornes au front et des sabots fourchus.»*<sup>50</sup> Dépit, il part en France, y travaille, y perd même une jambe. Handicapé, il revient chez lui. Cette fois-ci, il est accepté; il a payé sa faute, en quelque sorte. Une fois de plus, on retrouve la valeur rédemptrice de la souffrance. Fait nouveau: il incarne la tradition même s'il a voyagé: *«Je sais maintenant qu'une maison paternelle a valeur de racine. Par elle, on plonge dans le passé, on s'assure l'avenir.»*<sup>51</sup> Il ne comprend pas ces mutations: *«Nous étions là avant eux, non? Nous étions tranquilles, nous étions heureux. De quel droit?»*<sup>52</sup> Il a une alliée dans sa protestation, Lucie, fille de la femme qu'il aime mais qui fut mariée à un autre et mourut de chagrin. Elle représente l'idéal féminin: dévouée, discrète, fidèle, croyante, unique spécimen d'une race en voie de disparition si on la compare aux autres femmes du livre. L'opinion du député à l'amoureux transi de Lucie résume la situation: *«Il est fini, mon cher, le temps des vierges.»*<sup>53</sup>

49 Maurice ZERMATTEN, *Le cancer des solitudes*, Lausanne 1964, p. 32.

50 *Idem*, p. 52.

51 *Idem*, p. 35.

52 *Idem*, p. 195.

53 *Idem*, p. 236.

L'instigateur de tous ces bouleversements est un député, homme de la ville en mal d'électeurs. Il s'est associé avec Mme Terramare, fille d'un riche financier belge. Il a d'abord « offert » une route à Pralovins puis achète tout pour construire LA station du siècle. Il est la caricature de l'homme qui sait ce qu'il veut et l'aura. Il verse beaucoup à boire, parle bien, paie grassement ce qu'il convoite, ne s'embarrasse ni de principe ni de remords. *« Tu sais que j'ai promis au curé une nouvelle église. Pour qu'il nous fiche la paix. Tout s'achète, vois-tu, les paroles comme le silence. »*<sup>54</sup> La contamination est rapide; l'argent appelle l'argent: *« Ils vendent tout. Ils se vendent eux-mêmes. »*<sup>55</sup> Les habitudes changent; l'église se vide; une autre convivialité la remplace: le café, où tout se passe maintenant, les affaires, les rencontres, les loisirs. Le whisky a même remplacé le vin!

Les opposants sont très minoritaires. Mayor et Lucie observent et critiquent; ils sont bien seuls mais grâce à leurs voix on entend tous les griefs que le passé vertueux peut adresser au présent véreux. La terre, symbole de vie, puisqu'elle donne la nourriture, est massacrée. *« Regardez: Ils l'arrachent, la piétinent, la méprisent. »*<sup>56</sup> Même la rivière est transformée. *« Elle parlait tout le temps, notre Allaine. Maintenant, c'est comme si elle avait perdu la langue. Il y a tant de bruits dans la vallée que personne ne l'entend plus. »*<sup>57</sup> Le rythme de travail est contre nature également. *« Quand ils construisaient, les nôtres, jadis, prenaient leur temps. Pralovins ne comptait guère qu'une maison nouvelle par génération. »*<sup>58</sup> Quant à la philosophie de la vie, elle n'a plus rien à voir avec ce qui fut: *« Ce qui s'en va sur la jeep d'Emile, avec les meubles anciens, c'est le respect du passé, une fidélité à des règles, une pudeur. Une transparence. »*<sup>59</sup> Vivre à contrario tout le temps use et fait mal. Ce monde matérialiste a pris résolument une certaine direction et ne changera plus de cap. Alors, Lucie se retire dans un couvent. Martin part en ville, à l'asile. Dans les chaumières, des drames se jouent mais seule la façade clinquante brille; le reste se tait. La solitude envahit tout le monde.

Dans ce roman, le modernisme triomphe. Le culte de l'argent a perverti la grande majorité des villageois et les valeurs traditionnelles ont été oubliées. Quelques esprits éclairés y échappent mais s'enfoncent dans un autre mal, privilège des temps où seule la matière compte. Toutefois, la victoire est amère. Les affairistes vivent des moments tragiques. Mme Terramare, la riche héritière aux charmes prodigues, se noie dans sa piscine après une chaude soirée. Roger, frère de Lucie, un des hommes de main de cette « grande » dame, disparaît. Quant aux autres, on ne parle pas particulièrement de leur bonheur.

54 *Idem*, p. 236.

55 *Idem*, p. 139.

56 *Idem*, p. 207.

57 *Idem*, p. 289.

58 *Idem*, p. 208.

59 *Idem*, pp. 170-171.

Après cette lecture critique, fort brève, de trois romans, quelques constantes s'imposent. D'abord, il est évident que l'opposition ville - campagne, étranger - indigène est forte. Il faut relever une notion intéressante: l'étranger n'est pas celui qui vient d'un autre continent ou d'un autre pays mais celui qui a des coutumes et des valeurs différentes. Le citadin, généralement, vient jeter le trouble dans une vallée ou un village. Il apporte sa frivolité, son âpreté au gain, un esprit retors ou corrompu. Le pauvre paysan y oppose son bon sens, sa pureté, sa foi, son honnêteté et sa solidité mais les charmes de la nouvelle vie offerte emportent ses principes, souvent!

Une autre dualité apparaît dans les personnages; ils sont divisés en deux camps: ceux qui amènent le progrès ou y adhèrent et ceux qui le refusent ou le combattent. Ainsi, nous avons toujours un personnage sain, exemplaire: prêtre, homme d'âge mûr, rarement une femme, qui rappelle les «vraies valeurs» à ceux qui se lancent à corps perdu dans le progrès, les affaires et leur corollaire, la perte de la moralité. Si, au début, le côté didactique l'emporte: dans la nouvelle de 1947, le Bien triomphe et les «méchants» sont châtiés; le message est bien plus nuancé par la suite. En 1957, la morale est sauvée car les rebelles meurent; toutefois, la construction des barrages et l'avènement d'une masse ouvrière, même s'ils posent problèmes, ne sont pas prétexte à croisade. Enfin, en 1964, la victoire des gens sains est moins nette; certes, ils sont incorruptibles, fidèles à eux-mêmes mais ils ont dû fuir leur terre et trouver une autre raison de vivre. Le village, quant à lui, n'a même pas remarqué leur départ! Est-ce, indirectement, le constat que seul l'individu peut réagir?

### Maurice Zermatten, écrivain traditionaliste

A quelles conclusions nous amène cette rapide analyse de quelques articles et romans de Maurice Zermatten?

Les changements socio-économiques qui ont bouleversé le Valais l'ont beaucoup préoccupé. En témoin inquiet, il tente d'alerter ses contemporains. Toujours les mêmes thèmes réapparaissent bien que les modulations varient: l'argent, moteur du progrès, corrompt celui qui le touche; les modes ou idées venant de l'étranger ou amenées par des étrangers tuent l'essence même du Valais; la tradition nourrie de la foi catholique doit vivifier notre présent. On pourrait lui appliquer ce qu'il disait de son maître à penser, Gonzague de Reynold: *«Les mêmes appels retentissent d'un livre à l'autre: il faut reconnaître la valeur des fidélités à la terre, à la famille, à la religion, à la patrie.»*<sup>60</sup>

60 Maurice ZERMATTEN, *Gonzague de Reynold*, Genève 1980, p. 245.



La lecture de tous ces textes soulève quelques questions à propos de certains concepts qui, infatigablement, se répètent. Qu'est le génie propre du Valaisan? Pourquoi l'étranger fausse-t-il tout dès qu'il survient? Pour quelles raisons innovation et évolution sont-elles forcément antithétiques? Les réponses, nous les trouvons dans les principes de base de différentes associations et déclarations du début du siècle.

Le Heimatschutz dont Maurice Zermatten fut un des ardents piliers réclame une Suisse pittoresque, traditionnelle et conseille des solutions authentiquement suisses à tous les problèmes.

Nous découvrons aussi que notre écrivain est en accord parfait avec la Nouvelle Société Helvétique (déclaration signée en 1918 par le Valais): «*Le but de la Nouvelle Société Helvétique est de travailler dans la mesure de ses forces à sauvegarder le patrimoine national, à fortifier le sentiment national, à préparer la Suisse de l'avenir. Elle cherche à développer le sens de l'intérêt général, tout en respectant le caractère propre de chacune des parties du pays.*» (art. 4) Il se trouve d'ailleurs dans les personnalités qui, en 1967, rappellent aux citoyens l'existence de cette société et les incitent à «*venir de toutes les régions valaisannes pour confronter loyalement les opinions concernant les nombreux problèmes qui préoccupent fortement les Valaisans conscients de l'ampleur et de la profondeur de la transformation de notre Canton.*»

Ses écrits sont, de plus, en totale correspondance avec ce que la Société Suisse des Ecrivains attend de l'artiste en général dès 1935: «*Sie schenken dem Schweizervolk das stolze Bewusstsein seines Wertes, sie verteidigen die schweizerische Seele gegen fremde Beeinflussung und tragen die Grundsätze, auf denen unser Staat beruht, über die Grenzen hinaus.*»<sup>61</sup>

Il répond également tout à fait aux critères émis dans le message du Conseil Fédéral en 1938 pour la Défense spirituelle. L'écrivain, comme l'artiste, doit retourner aux origines, protéger l'âme des influences étrangères.

Dans ce contexte, la modernisation devient, bien sûr, l'ennemi à abattre et, l'authenticité du Valais qu'il faut préserver se résume à une défense de la tradition au départ, puis, à la défense d'un mythe. Elle donne, par conséquent, la curieuse impression d'un monde clos qui tourne sur lui-même à force de vouloir sauvegarder ce qui n'est déjà plus.

Au cours des années 60, parallèlement à la crise culturelle générale, on assiste en Suisse à l'apparition de courants nouveaux. Le refus du repli sur soi et de l'immobilisme devient le cri des jeunes talents. A cette époque, Maurice Zermatten paraît plus compréhensif face au monde moderne. La nouvelle vague aurait-elle vaincu les dernières résistances? La thématique de ses derniers romans force à dire que la nostalgie n'est certes plus ce qu'elle était, mais elle demeure...

61 *Der Geistesarbeiter*, déc. 1935, p. 175.





# Liste des tableaux

## Tableaux

page

1. Population résidante des communes selon l'origine	16
2. Population d'origine non valaisanne (en %)	16
3. Pays d'origine des étrangers résidant en Valais (en %)	17
4. Confédérés en Valais selon le canton d'origine (en %)	17
5. Permis de séjour selon l'origine	21
6. Permis de séjour selon les professions (en %)	22
7. Réception des habitants perpétuels dans les districts (1823-1841)	34
8. Référendums sur le droit de vote des Suisses (en %)	45
9. Référendums au sujet des naturalisations de 1841 et 1842 (les rejetants en nombre absolu et en % des électeurs inscrits)	49
10. Incorporations de nouveaux bourgeois, par districts	60
11. Incorporations de nouveaux bourgeois	60
12. Naturalisations par la Diète et le Grand Conseil	61
13. Recensement des étrangers (1888-1950)	68
14. Population étrangère selon le sexe aux recensements	69
15. Répartition des étrangers par sexe et par âge aux recensements (en nombre absolu et en %)	70
16. Etrangers selon le pays d'origine aux recensements	71
17. Population étrangère dans les districts aux recensements	71
18. Activité professionnelle de la population étrangère recensée en Valais (en % de la population active totale)	73
19. Emploi des étrangers dans les branches industrielles (nombre absolu et % de l'ensemble de la population active dans ces branches)	73
20. Personnes escortées à la frontière cantonale ou dans leur commune d'origine 1901-1914	84
21. Arrestations 1901-1914	84
22. Internés en Valais 1916-1918	89
23. Nombre de personnes étrangères naturalisées en Valais 1901-1945	118
24. Proportion des naturalisés et des étrangers résidant en Valais, par nationalité (en %)	118
25. Communes au plus grand nombre de naturalisés 1901-1945	119
26. Répartition des travailleurs étrangers par secteur économique en Suisse et en Valais, 1960-1990 (en %)	136
27. Répartition des étrangers en Suisse et en Valais selon leur permis de travail (en %)	142
28. Population résidante du Valais entre 1950 et 1990	144
29. Population résidante du Valais par classe d'âge, sexe et origine (en %)	146
30. Participation des citoyens aux votations fédérales concernant les étrangers (en %)	158

## Liste des graphiques

Graphiques	page
1. Permis de séjour par année (1818-1918)	19
2. Permis de séjour par mois (1875-1884)	21
3. Population étrangère née à l'étranger aux recensements, en Suisse et en Valais (1888-1950)	69
4. Population active par secteur économique (1950-1985)	132
5. Répartition de la main-d'œuvre étrangère par secteur économique, de 1953 à 1990	132
6. Répartition des travailleurs étrangers dans quelques branches économiques, de 1953 à 1990	135
7. Nationalité des travailleurs étrangers (1953-1990)	135
8. Travailleurs étrangers en Valais selon le type de permis (1975-1990)	141
9. Confédérés et étrangers naturalisés en Valais, de 1945 à 1990	186

## Crédit photographique

- Archives de l'Etat du Valais  
Fonds Alusuisse: p. 20.  
Fonds François Fumex, Zermatt: pp. 23, 261, 278.  
Fonds Rudolf Zinggeler: p. 41.  
Fonds Département de justice et police, 5030-2, volume 62, 1908/396: p. 83.  
Fonds Raymond Schmid: p. 107.  
Fonds Theo Frey: p. 115.  
Fonds Grande Dixence: p. 139.  
Fonds Treize Etoiles, Oswald Ruppen: p. 167.  
Fonds Bille: p. 214 (fig. 6).  
Fonds André Guex: p. 281.  
Fonds Charles Krebser: pp. 285, 237 (fig. 27).
- Musées cantonaux, Sion: p. 229 (fig. 16, 17, 18, 19), p. 230 (fig. 20), p. 231 (fig. 21, 22, 23, 24), p. 233 (fig. 25).  
Fondation Lehner: p. 223 (fig. 15).  
Heinz Preisig: p. 204 (fig. 1), p. 205 (fig. 3), p. 207 (fig. 4), p. 213 (fig. 5), p. 214 (fig. 6), p. 215 (fig. 7), p. 216 (fig. 8), p. 217 (fig. 9), p. 218 (fig. 10, 11), p. 220 (fig. 12), p. 221 (fig. 13), p. 223 (fig. 14), p. 238 (fig. 28).
- Archives suisses des Monuments historiques: p. 83.
- Forschungsinstitut zur Geschichte des Alpenraums, fonds privé Walter Steiner, de Hochtenn: p. 80.
- Bernard Dubuis: p. 139.
- Kunstmuseum, Basel: p. 204 (fig. 2).

# Table des matières

<b>Préface</b>	9
 <b>Les étrangers et l'intégration du Valais au XIX<sup>e</sup> siècle</b> <i>par Jean-Henry PAPILLOUD</i>	11
Le poids des étrangers	14
Le pouvoir et les étrangers	24
L'intégration par la naturalisation	46
 <b>Les étrangers et la nationalisation du Valais 1895-1945</b> <i>par Gérald et Silvia ARLETTAZ</i>	63
La population étrangère dans le marché valaisan du travail	67
Les étrangers et la modification de l'espace 1895-1914	75
Le Valais et l'immigration de guerre	88
Les effets de la guerre et la restructuration de l'espace national	94
Les étrangers et les crises nationales	101
La Deuxième Guerre mondiale et la sécurité du pays	112
L'intégration des étrangers en Valais	117
 <b>Le Valais et les étrangers depuis 1945</b> <i>par Myriam EVÉQUOZ-DAYEN</i>	123
La situation des travailleurs étrangers en Valais	128
L'attitude des autorités à l'égard des étrangers	146
L'opinion publique et les étrangers	156
L'identité valaisanne et la capacité d'intégration	180
 <b>Notre beau Valais: le rôle de la production artistique «étrangère» dans la construction de l'identité culturelle valaisanne</b> <i>par Marie Claude MORAND</i>	191
Un réseau d'images identitaires tissé en étroite complicité avec l'extérieur	194
Le rôle des artistes de l'extérieur dans la cristallisation et la diffusion des images identitaires du Valais	202
L'instrumentalisation des images identitaires: la «défense spirituelle» du Valais	239

**Valais, identité nationale et «industrie des étrangers»,  
1900-1914**

<i>par Alain CLAVIEN</i>	247
L'affaire du Cervin	249
Un changement des mentalités	254
Une industrie touristique en pleine expansion	255
Mise en place d'un modèle esthétique-patriotique	256
Le tourisme, facteur de démoralisation	260
Le dernier havre alpicole	263
Réactions valaisannes	264

**Production littéraire et problèmes d'identité  
Un exemple: Maurice Zermatten**

<i>par Maria-Pia TSCHOPP-BESSERO</i>	269
Le chantre du Valais	272
Des écrits théoriques	274
L'univers romanesque	277
Maurice Zermatten, écrivain traditionaliste	287

<b>Liste des tableaux</b>	290
---------------------------	-----

<b>Liste des graphiques</b>	291
-----------------------------	-----

<b>Crédit photographique</b>	291
------------------------------	-----

## **N° I SOCIÉTÉ ET CULTURE DU VALAIS CONTEMPORAIN**

Roland RUFFIEUX, Préface

Maria-Pia TSCHOPP, Maurice Chappaz, chantre du Valais d'hier et d'aujourd'hui

Gérald ARLETTAZ, La presse libérale et la naissance de l'information politique en Suisse française

Jean-Henry PAPILLOUD, Les prix des marchés de Sion au XIX<sup>e</sup> siècle

Pierre-Michel REY, Migrations intérieures en Suisse: le cas Valais-Genève (1900-1960)

Gérard JORIS, La vie politique de l'Entremont à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle

François NOIRJEAN, Evolution des communes bourgeoises et municipales dans le Jura et en Valais au XIX<sup>e</sup> siècle

1974 - 187 pages, Fr. 20. -

## **N° II DÉVELOPPEMENT ET MUTATIONS DU VALAIS**

Gérald ARLETTAZ, Les transformations économiques et le développement du Valais, 1850-1914

Jean-Henry PAPILLOUD, La population valaisanne à l'époque contemporaine

Maria-Pia TSCHOPP, La condition de la femme en Valais

Albert ARLETTAZ, Fédéralisme et collectivités locales: l'exemple de Vouvry

Géo BETRISEY, Le Valais face à l'aménagement du territoire

Georges ANDREY, Les élections au Conseil national dans le Bas-Valais, 1850-1930

1976 - 272 pages, Fr. 25. -

## **N° III HISTOIRE DE LA DÉMOCRATIE EN VALAIS, 1798 - 1914**

par Jean-Henry PAPILLOUD, Gérald ARLETTAZ, Michel REY, Elisabeth ROUX, Patrice FRASS et Georges ANDREY.

1979 - 330 pages, Fr. 30. -

## **N° IV IDÉOLOGIES ET POPULATIONS**

Myriam EVEQUOZ-DAYEN, L'activité de la justice valaisanne de 1816 à 1839

Les jugements des tribunaux criminels et correctionnels de dizain

Gérald ARLETTAZ, «République, Démocratie, Progrès». Le discours libéral-radical et la société valaisanne de 1824 à 1848

Eloi ROSSIER, La démographie du district d'Entremont 1850-1950

Marc PERRENOUD, Analyses marxistes de l'émigration

1985 - 172 pages, Fr. 20. -

Achévé d'imprimer  
en juillet 1992  
sur les presses  
de l'Imprimerie Constantin & Stella S.A.  
1950 Sion (Suisse)





